

Battaglini Loïs
N° étudiant : 14506730

Mémoire de Master 1

*Aménagement hydroélectrique et conflits d'intérêts
dans le sud-est anatolien*

- - -

Le barrage d'Ilisu et l'engloutissement de la ville d'Hasankeyf

Sous la direction de **Nora Şeni**



Année : 2014/2015

Université Paris 8
Institut Français de Géopolitique

Note :

Battaglini Loïs
N° étudiant : **14506730**

Mémoire de Master 1

*Aménagement hydroélectrique et conflits d'intérêts
dans le sud-est anatolien*

- - -

Le barrage d'Ilisu et l'engloutissement de la ville d'Hasankeyf

Sous la direction de **Nora Şeni**

Année : **2014/2015**

Remerciements :

Je remercie toutes les personnes qui ont accepté de s'entretenir avec moi et m'ont aidé lors de mon enquête de terrain, sans lesquelles je n'aurais jamais pu mener à bien ce travail.

Merci à mon ami Yusuf Turhallı, pour sa précieuse aide de traduction, et merci à sa famille pour sa grande hospitalité.

Merci à Maruf, Ramazan, Musa, Bedi, Şefik, Idris, Hüseyin et tous les amis rencontrés à Batman, pour leur aide et pour leur accueil très chaleureux. Merci aussi à Ibrahim, Pelin et Evren.

Je remercie également Nora Şeni, ma directrice de recherche, et Teva Meyer, pour tous les conseils qu'ils m'ont prodigué.

Enfin, merci à Anaïs pour sa patience et son aide de relecture.

Sommaire :

Introduction.....	5
 Chapitre 1. Hasankeyf, un engloutissement très conflictuel.....	12
I. La défense d'un patrimoine historique, paysager et environnemental.....	12
II. La perte d'un espace identitaire pour la population.....	27
III. Hasankeyf et le barrage d'Ilisu.....	32
 Chapitre 2. Les enjeux autour de l'avenir post-barrage de la ville.....	51
I. Les difficultés posées par la création d'une nouvelle ville pour les décideurs publics.....	51
II. La planification et la création du Nouvel Hasankeyf : une transformation radicale de la géographie locale	58
III. Les planifications du Nouvel Hasankeyf : la part belle aux infrastructures touristiques....	66
 Chapitre 3. La mobilisation autour de la question d'Hasankeyf et du barrage d'Ilisu.....	86
I. Une mobilisation hétérogène et étalée dans l'espace.....	86
II. La mobilisation propre aux habitants d'Hasankeyf.....	110
 Chapitre 4. Les enjeux du barrage Ilisu.....	129
I. Le barrage d'Ilisu, des enjeux avant tout nationaux.....	129
II. Le barrage d'Ilisu, quels intérêts régionaux et pour qui ?.....	142
III. L'immixtion du PKK en tant qu'acteur du conflit.....	156
 Conclusion : Quel avenir pour le conflit autour d'Hasankeyf et du barrage d'Ilisu ?.....	174

Aménagement hydroélectrique et conflits d'intérêts dans le sud-est anatolien

- - - -

Le barrage d'Ilisu et l'engloutissement de la ville d'Hasankeyf.

Le conflit local qui porte sur la mise en place du barrage de Sivens, un projet qui a été en proie à une opposition tenace, nous rappelle que les barrages sont très souvent la source de conflits d'intérêts.

Les barrages, et notamment les gros ouvrages, sont des aménagements qui peuvent considérablement modifier la géographie physique et humaine. Leurs impacts se mesurent à différentes échelles : le local, notamment par la construction du barrage et la formation d'un lac artificiel, ce qui modifie directement la topographie des lieux. Mais l'impact se produit aussi à des échelles plus larges, puisque les effets escomptés dans la création d'un barrage sont généralement de l'ordre d'un développement régional ou national. Les avantages recherchés sont, indirectement, d'ordre économique : il s'agit souvent d'utiliser les eaux de retenue pour favoriser l'irrigation, ce qui sert le développement régional. De même, il peut s'agir de capter l'énergie hydraulique si le barrage est associé à une centrale de production hydroélectrique, ce qui sert le développement énergétique national.

Pourtant les installations de barrages sont de plus en plus la source de critiques. C'est généralement leur impact sur l'environnement qui est pointé du doigt. La rupture de la continuité du cours d'eau, la baisse du débit de l'eau en aval de l'installation vont avoir des conséquences néfastes sur l'environnement naturel (menace d'espèces animales, rupture du voyage des alluvions¹). La création du lac de retenue en amont de l'installation pose particulièrement problème, car cela entraîne la modification de l'écosystème aquatique préexistant et la destruction de l'environnement terrestre qui précédait la mise en place du réservoir (notamment les berges et les forêts alluviales).

¹Les alluvions sont les dépôts de sédiments transportés par les cours d'eau. Lorsqu'un barrage coupe ce voyage, il va se produire un phénomène d'érosion en aval de l'installation. Les sédiments bloqués par le barrage en amont vont se déposer sur le barrage et peuvent à terme l'obstruer. C'est surtout le cas pour les fleuves à forte sédimentation.

Il est possible que les conséquences néfastes d'un barrage aillent au-delà des atteintes à l'environnement naturel ; bien souvent la montée des eaux va entraîner la submersion de villes ou de villages, et donc des déplacements de population. Dans certains cas, la montée des eaux va entraîner un troisième type d'impact négatif : la destruction du patrimoine, soit qu'il soit situé hors-zone d'habitations (c'est généralement le patrimoine archéologique), soit qu'il soit une composante structurante des villes submergées (c'est généralement le patrimoine historique²). L'annonce d'une destruction du patrimoine, collatérale à la mise en place d'un projet de barrage, peut être un point réellement déterminant pour expliquer l'apparition et la vigueur d'une mobilisation contre un projet de barrage.

En Turquie, la mobilisation qui est née en parallèle au lancement du projet de barrage d'Ilisu illustre parfaitement ce cas. Le projet du barrage d'Ilisu, qui doit voir le jour sur le fleuve Tigre, dans la région du sud-est Anatolien, fait partie d'un mégaprojet d'aménagement du territoire régional, le GAP (pour *Güneydoğu Anadolu projesi*, trad. : Projet d'Anatolie du sud-est), qui consiste en la création de 22 barrages et 19 centrales hydroélectriques sur le Tigre et sur l'Euphrate, les deux fleuves qui traversent la région (voir l'annexe n°2 : *Contextualiser le conflit d'Ilisu : l'Anatolie du sud-est et le projet GAP*).

En 1992, le gigantesque barrage Atatürk, pièce maîtresse du projet GAP, est mis en eau sur l'Euphrate. Le barrage d'Ilisu a en quelque sorte vocation à être son équivalent sur le Tigre : ce sera le plus gros barrage du fleuve, tout comme son lac de retenue. Le projet Ilisu a commencé à être pensé dès les années 1950, mais il est réellement amorcé en 1996. Il va de nombreuses fois être ralenti ou mis à l'arrêt du fait d'une mobilisation intense de l'opposition mais, à chaque fois, il sera relancé par un gouvernement déterminé. Aujourd'hui, s'il n'est toujours pas terminé, il est toutefois en phase finale de construction³. Le barrage est uniquement destiné à la production électrique : couplé à la construction d'une centrale hydroélectrique, il devrait avoir une capacité de 1200 MW, ce qui représenterait plus ou moins 2% des besoins électriques turcs de l'année 2012⁴.

² Bien que la distinction entre patrimoine archéologique et historique ne soit pas clairement établie.

³ La création du premier consortium de constructeurs et financeurs date de 1996. Trois consortiums et près de vingt ans plus tard, le barrage n'est toujours pas terminé. La construction, qui a débuté en 2011, a aussi été retardée, mais le barrage serait désormais terminé à plus de 90%.

⁴ Le projet Ilisu prévoit aussi, outre la construction du barrage d'Ilisu et de sa centrale hydro-électrique, la création d'un barrage de taille plus modeste à Cizre, destiné à la production énergétique et à l'irrigation.

Le projet est la source d'un important conflit, en raison des dommages environnementaux et des déplacements de population qu'il va entraîner. Mais c'est surtout à la menace que le projet Ilisu fait planer sur la ville historique d'Hasankeyf que l'on doit la naissance d'une opposition solide, multiple, et qui a su mobiliser de nombreux moyens médiatiques. La valeur du patrimoine de cette petite ville, située en bordure du fleuve Tigre, est généralement décrite comme exceptionnelle. Or, la formation du lac de retenue du barrage devrait faire monter l'eau d'à peu près 40 mètres dans l'espace environnant Hasankeyf : la zone d'habitation serait alors entièrement inondée, tout comme la majorité du patrimoine historique. Une nouvelle ville est en construction à deux kilomètres au nord de l'emplacement actuel, pour accueillir les futurs déplacés.

Tous les dommages attendus par la mise en place du barrage d'Ilisu ont donc entraîné l'émergence d'une contestation au spectre diversifié. A l'échelle de la Turquie, on retrouve principalement deux acteurs : *Initiative to keep Hasankeyf Alive* et *Doğa Derneği*. L'*Initiative to keep Hasankeyf alive*⁵ est un regroupement, très large, d'acteurs provenant des cinq provinces affectées (c'est donc avant tout un mouvement régional). C'est à la fois une organisation, avec un corps d'activistes, et une fédération d'organisations, dans laquelle on retrouve des ONG locales, des syndicats, des chambres professionnelles⁶ et des municipalités régionales presque toutes aux mains du HDP, parti de gauche pro-kurde⁷. *Doğa Derneği* est une ONG écologiste turque, qui s'est mobilisée pour Hasankeyf depuis 2008 en lançant une campagne médiatique intitulée *Save Hasankeyf – Stop Ilisu*.

Beaucoup d'autres acteurs gravitent autour de la contestation du projet Ilisu : habitants directement menacés par la destruction de leur ville, chercheurs, universitaires, architectes, journalistes, et même des célébrités. Enfin toute une myriade d'ONG internationales, principalement européennes, se sont mobilisées aux premières heures du projet Ilisu.

L'opposition au barrage Ilisu est donc diverse dans sa composition et plurielle par sa spatialité ; dès lors elle doit faire l'objet d'une lecture multiscalaire simultanée.

⁵ En turc : *Hasankeyf'i Yaşatma Girişimi* ou plus simplement *Hasankeyf Girişimi*.

⁶ Et notamment la TMMOB locale (*Türk Mühendis ve mimar odaları birliği*, trad. : Union des Chambres des Ingénieurs et Architectes Turcs). La TMMOB est bien connue en Turquie pour sa participation aux mouvements protestataires et luttes altermondialistes.

⁷ Fondé en 2012, le HDP (*Halkların demokratik partisi*, trad. : Parti Démocratique des Peuples) restait l'équivalent pour l'ouest du pays de ce que le BDP (*Barış ve Demokrasi partisi*, trad. : Parti de la Paix et de la Démocratie) était pour l'Est, la région à majorité kurde, qui forme la base de son électorat. Alors que le BDP, principal parti pro-kurdiste, gardait l'image d'un parti régionale, le HDP était censé représenter une certaine gauche libertaire, se prônant défenseur des droits des minorités dans le pays. En 2014, pour toucher un public plus large en se démarquant de cette image, et dans un souci d'unification symbolique, le BDP est fondu au sein du HDP, après les élections locales. Les municipalités pro-kurdes élues en tant que BDP sont dorénavant appelées municipalités HDP.

Si la mobilisation contre le barrage part généralement d'une volonté de défendre toute la vallée du Tigre, elle se focalise sur Hasankeyf en raison de la visibilité offerte par son patrimoine : par là même, la ville est érigée en symbole de la lutte. Dès lors les acteurs étatiques vont eux aussi concentrer leurs efforts sur la ville en multipliant les projets autour de la création d'une nouvelle ville pour les habitants déplacés. Ces plans, qui mêlent sauvegarde du patrimoine, développement touristique et des services ont vocation à redynamiser la ville future dans une optique compensatoire. Il s'agit là d'essayer d'amoindrir les effets négatifs attendus par la destruction de l'ancienne ville. Ces plans n'en restent pas moins l'objet d'intenses critiques. Tout cela contribue à cristalliser le conflit du barrage d'Ilisu autour de la question que pose l'engloutissement d'Hasankeyf.

La branche du conflit qui s'articule autour d'Hasankeyf relève de nombreux enjeux : patrimoniaux, environnementaux, sociaux, touristiques, économiques. Les problématiques qui entourent le conflit en général sont tout autant diverses : elles relèvent de l'aménagement du territoire au niveau local (la construction de la nouvelle ville, la construction du barrage d'Ilisu) mais aussi de la politique générale d'aménagement à l'échelle du territoire turc. Les questions du développement régional et du développement énergétique ont aussi leur importance. Dans le même temps, comme le projet de barrage est mis en place au cœur de l'espace kurde de Turquie, la *question kurde*⁸ s'invite dans le conflit : elle influence les représentations des acteurs, qu'ils soient pro ou anti-Ilisu. S'ajoute à cela l'entrée en scène du PKK⁹ en tant qu'acteur du conflit : une nouvelle mobilisation, non plus civile mais armée cette fois-ci, a donc émergé. À ce titre le conflit relève aussi de problématiques sécuritaires.

La multitude des enjeux qui entourent la question du barrage d'Ilisu et de l'engloutissement d'Hasankeyf s'articule sur différentes échelles géographiques, qui contribuent à complexifier le sujet.

Cela amène à se poser une question :

⁸ Si elle ne comporte pas de définition en soi, l'expression « question kurde » évoque en général les problèmes politiques, militaires, sociaux et culturels propre à la minorité kurde, dont la répartition géographique chevauche quatre États : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Plus spécifiquement, la question kurde en Turquie évoque tant les problèmes d'intégration et de discrimination de la minorité kurde face à la majorité turque, que les révoltes kurdistes, et particulièrement le conflit armé entre le PKK et l'armée turque depuis 1984 jusqu'à aujourd'hui.

⁹ Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est un mouvement armé créé en 1978 par Abdullah Öcalan. À l'origine luttant pour l'indépendance du Kurdistan turc, le PKK réclame désormais une autonomisation de l'espace kurde de Turquie, et lutte pour les droits culturels, sociaux et politiques des kurdes. Le mouvement commence l'insurrection armée en 1984, soit quatre ans après le coup d'État de l'armée en 1980.

En quoi l'engloutissement programmé d'une ville historique comme Hasankeyf par un lac de barrage peut-il être la source d'un conflit local totalement imbriqué dans des problématiques régionales et nationales ?

Pour y répondre, il faudra mettre en lumière les nombreux enjeux et les différentes représentations des acteurs qui s'enchevêtrent autour du conflit d'Hasankeyf et du barrage.

Dans un premier chapitre, je m'intéresserai à l'étude des facteurs déterminant le fait qu'Hasankeyf soit l'enjeu central de la mobilisation contre le barrage d'Ilisu. J'y étudierai aussi les répercussions du conflit sur la ville et notamment ses caractéristiques socio-économiques.

Dans un second chapitre, j'étudierai la planification, mise en œuvre par les acteurs étatiques, qui vise la construction d'une toute nouvelle ville pour accueillir les déplacés, mais aussi à limiter les effets négatifs de l'engloutissement à venir, via l'élaboration de nombreux projets pour sauvegarder le patrimoine et ménager la population. Comme on le verra, cette planification est fortement influencée par le conflit.

Dans un troisième chapitre, j'étudierai la mobilisation autour de la question d'Hasankeyf en tant que telle : c'est une analyse sur les différentes échelles géographiques de la contestation, sur les différents moyens d'actions utilisés, sur la composition et les relations internes aux différents groupes contestataires. Une étude plus poussée sera accordée à l'opposition, singulière, des habitants d'Hasankeyf, qui se sont assez peu mobilisés.

Dans un quatrième chapitre, j'analyserai les raisons poussant les acteurs gouvernementaux à mettre en place coûte que coûte le projet (étude de la pratique du pouvoir, des enjeux énergétiques, des enjeux de géopolitique frontalière, et des enjeux sécuritaires, réels ou fantasmés). Il s'agira aussi d'analyser les conséquences de l'émergence d'une contestation armée au barrage et de ses conséquences sur la paix régionale.

Démarche des recherches et de l'enquête de terrain menée :

Cette étude repose sur un travail de recherche documentaire (sites web des acteurs, articles de presse en ligne, rapports) appuyée par un terrain effectué en février 2015, au cours duquel j'ai mené des entretiens formels et informels avec divers acteurs concernés par le sujet. J'ai pu m'entretenir avec une large palette d'acteurs : des représentants de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive* (qui pour la plupart travaillent avec les municipalités HDP engagées contre le barrage) ; des représentants d'ONG, dont *Doğa Derneği* ; des acteurs locaux à Hasankeyf (principalement des commerçants et des hommes politiques). Si j'ai surtout rencontré des acteurs opposés au barrage, j'ai aussi rencontré des acteurs neutres ou pro-barrage : des administrateurs locaux ; des archéologues de l'équipe d'excavation du site d'Hasankeyf.

J'ai essayé de mener une observation assez globale de la situation, pour parvenir à saisir les différentes représentations en jeu et relever des points intéressants : par exemple le type de relations entretenues entre les acteurs de l'opposition, les différents points de vue sur l'existence ou non d'une dimension sécuritaire dans le projet Ilisu. En plus de ces entretiens, les nombreuses discussions que j'ai pu avoir avec les habitants d'Hasankeyf, avec des étudiants de Batman ou autres personnes rencontrées font partie intégrantes de mes observations et m'ont aidé à donner du sens à mon travail.

La photographie a aussi une part importante dans ce mémoire, tant la topographie et l'étude de la situation paysagère sont nécessaires pour bien appréhender les raisons qui font que l'engloutissement d'Hasankeyf, la création d'une nouvelle ville et les plans qui y sont associés sont conflictuels.

J'ai réalisé mon étude de terrain à quatre endroits principaux : les villes de Diyarbakır, Batman, Hasankeyf, et la zone qui entoure le barrage d'Ilisu. J'y rajoute Istanbul, puisque j'y ai mené plusieurs entretiens¹⁰. La dispersion des acteurs peut déjà faire sentir un des facteurs de complexité de ce conflit : l'articulation entre plusieurs échelles géographiques.

Schématiquement, Hasankeyf et Ilisu représenteraient un cadre local ; les villes de Batman et Diyarbakır, un cadre régional. Mon travail est plus axé sur le cadre local et régional

¹⁰ J'ai aussi réalisé un entretien à Tours avec Gülçin Erdi Lelandais, chercheuse franco-turque spécialisée en sociologie des mobilisations et qui a effectué un terrain de recherche à Hasankeyf en 2011.

que sur le cadre national. Je me suis plus concentré sur Hasankeyf et la création de la nouvelle ville, étant l'enjeu au cœur de la mobilisation. La mise en route dans un futur proche du barrage amène à s'intéresser de manière approfondie aux solutions mises en œuvre par les décideurs publics pour déplacer la population, et l'accueil chez la population de ces décisions. J'ai ainsi partiellement délaissé la dimension internationale (les conséquences sur l'Irak, la nébuleuse d'ONG internationales) par souci de simplicité, mais aussi parce que j'ai effectué mon terrain à une période où les acteurs anti-Ilisu internationaux ont perdu beaucoup de poids.

Quelles difficultés rencontrées ?

Excepté la barrière de la langue qui peut parfois poser problème, j'identifie trois difficultés rencontrées sur le terrain. Première difficulté : la mobilisation anti-Ilisu n'est plus dans une période d'activisme intense comme cela a pu l'être. Cela a pu me donner des difficultés à rencontrer un certain nombre d'acteurs, ou entraîner des réactions telles que « vous arrivez trop tard ». Par exemple l'association *Doğa Derneği*, qui avait ouvert en 2008 un bureau à Hasankeyf, venait de le fermer un ou deux mois avant mon terrain, et l'association n'était plus vraiment active depuis deux ans aux dires des habitants.

Cette baisse d'intensité explique en partie la seconde difficulté rencontrée : il m'a fallu ré-identifier sur place certains acteurs auxquels donner de l'importance. La différence *sur le papier/dans la réalité* peut être importante. Par exemple pour rencontrer des acteurs de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive*, je me basais, avant mon terrain, sur une liste des organisations qui s'étaient jointes à l'*Initiative*. Pour autant je me suis rendu compte sur place que l'*Initiative* était surtout le fruit d'un noyau d'activistes qui avaient pu fédérer de nombreuses organisations sympathisantes, et mobilisables quand des manifestations étaient organisées, toutefois beaucoup de ces organisations n'étaient pas des acteurs alertes du conflit.

Enfin, parvenir à obtenir des informations claires et à faire confirmer les informations a pu être une troisième difficulté. Le manque d'information voire la désinformation peut être importante chez les habitants d'Hasankeyf et les opposants. Ce problème découle en grande partie du manque de communication des décideurs publics avec la population. Les incertitudes sur les délais, voire sur l'aboutissement de certains des plans d'aménagements transcendent beaucoup d'acteurs (décideurs publics inclus).

Chapitre 1. Hasankeyf, un engloutissement très conflictuel

Pour comprendre pourquoi la question du futur d'Hasankeyf est au cœur de la mobilisation contre le barrage d'Ilisu, il faut en premier lieu s'intéresser à cette ville en tant qu'objet. Il s'agit d'un premier élément pour répondre à cette question : pourquoi l'engloutissement d'Hasankeyf suscite-il autant de tensions ?

I. La défense d'un patrimoine historique, paysager et environnemental

A. Engloutir Hasankeyf, engloutir l'Histoire ?

Premièrement, si Hasankeyf est une ville - et un district, qui comprend 18 villages en plus de la ville de Hasankeyf-, c'est avant tout un site historique, qui se superpose sur la ville actuelle et ses alentours proches.

Le site d'Hasankeyf aurait été occupé dès le néolithique, mais les premières traces formelles d'un emplacement permanent sur le site proviennent de sources romaines. Le site aurait servi de base militaire, à l'époque baptisée *Cepha*, et érigée au second siècle de notre ère par Constantin II. Les habitants parlent d'ailleurs d'Hasankeyf comme un site qui aurait eu une grande importance *géopolitique*¹¹ ; le fort romain aurait vraisemblablement été situé sur l'actuel emplacement de la citadelle historique, et donc stratégiquement juché sur un roc permettant de dominer la vallée du Tigre. *Cepha* était situé à la limite des empires byzantins et perses. La ville est ensuite annexée lors de la conquête arabe de 632, et elle est alors appelée *Isn-ı Keyfa*. Durant cinq siècles elle est dominée par les califats arabes, les plus notables étant les Omeyyades et les Abbassides. Au tout début du XII^{ème} siècle, la ville est conquise par les Seldjoukides, sera ensuite administrée par les Artukides puis les Ayyoubides. Au XII^{ème} siècle, la ville aurait connu son âge d'or ; à cette époque sont construits deux palais, et un pont sur le Tigre. Ce pont aurait aidé la ville à devenir un véritable pôle commercial, et notamment une étape importante sur la Route de la Soie. Le pont aurait été spectaculaire : Yaqout al-Rumi, un géographe arabe du XIII^{ème} siècle, l'aurait décrit comme le plus gros qu'il ait jamais vu¹². Les invasions mongoles

¹¹ Source : enquête de terrain à Hasankeyf, février 2015

¹² Hasankeyf Matters, *History*, (en ligne) <http://www.hasankeyfmatters.com>, [consulté le 17/05/2015]

marquent un coup d'arrêt à la prospérité d'Hasankeyf. La cité sera ensuite sous le contrôle d'émirs kurdes, vassaux des Ayyoubides, puis passe successivement sous la coupe des *Kara Koyunlu* et des *Ak Koyunlu* (des tribus turcomanes). Enfin, en 1517, la cité est rattachée à l'Empire Ottoman. Elle y restera jusqu'à la création de la Turquie moderne, héritière de l'Empire, en 1923.

Hasankeyf est donc une ville qui a été à la confluence de nombreuses civilisations et, à ce titre, on peut dire qu'elle a été traversée par l'Histoire. Il reste aujourd'hui de nombreux vestiges de ces périodes historiques. Premièrement, Hasankeyf se distingue par la multitude d'habitations troglodytes qui parsèment le site (il y aurait plus de 5000 grottes dans les alentours de la ville selon les habitants). La ville historique est majoritairement composée de ces habitations. Cela découle de la composition de la roche du site, le calcaire, une roche friable et dans laquelle il est donc facile de creuser. Jusque dans les années 1970, la population vivait encore dans la vieille ville, principalement composée de deux vallées (la ville basse) et de la citadelle (la ville haute). En 1974 l'État turc déplace de force les habitants, mais sans rencontrer d'opposition¹³ : l'État les expulse de la ville historique et fait construire à proximité et au bord du Tigre des habitations « modernes », avec eau courante et électricité, pour reloger la population. Les officiels turcs se représentant à l'époque la région comme non civilisée, on peut analyser ce déplacement forcé comme la manifestation matérielle d'une certaine vision de la modernité, qui passe par la nature de l'habitat.

Outre les habitations troglodytes, la ville d'Hasankeyf est très représentative de ce à quoi ressemblait une ville médiévale dans la région, parce qu'elle est composée de plusieurs monuments architecturaux très riches. Ces monuments sont représentatifs de différentes périodes et de diverses influences (mélange d'influences perse, turque, assyrienne), même si la plupart d'entre eux sont en mauvais état, par défaut de restauration au cours du temps.

La plupart des monuments encore debout ont été construits entre le XIII^{ème} et le XVI^{ème} siècle. La plupart des monuments sont situés à la jonction entre l'ancienne ville et la ville actuelle, ou sont un peu excentrés par rapport à la ville actuelle. Les monuments les plus remarquables sont :

¹³ Entretiens informels avec les habitants d'Hasankeyf, février 2015

- le Mausolée de Zeynel Bey, construit au XIII^{ème} siècle par un architecte persan (figuré 1)
- les mosquées Er-Rizk et Süleyman, notamment leurs minarets, XV^{ème} siècle (figuré 2 et 3)
- les vestiges du pont artukide, XII^{ème} siècle (figuré 4)
- le hammam artukide, XIII^{ème} siècle (figuré 5)
- le tombeau de l'Imam Abdullah, XIV^{ème} siècle (figuré 6)
- la mosquée Koç et la mosquée Kızlar

Pour les monuments situés en hauteur, sur la citadelle, on relèvera :

- les portes du château
- le grand Palais et le petit Palais, période artukide
- la grande mosquée ou *Ulu Camii*, période artukide¹⁴

Or, tous les monuments de la ville-basse sont situés dans la zone qui sera inondée par le lac de réserve du barrage d'Ilisu. C'est donc la majorité des monuments qui sont directement menacés d'être engloutis. Certains d'entre eux sont les plus emblématiques de la ville : les minarets des deux mosquées Er-Rizk et Süleyman, et le tombeau de Zeynel Bey. De plus la plupart des habitations troglodytes devraient être englouties. Enfin le petit palais, bien que situé en hauteur sur la citadelle, est quand même menacé d'effondrement à cause de la fragilisation de la roche liée à la future montée des eaux.



Figure 1 :

Mausolée de Zeynel Bey

Le monument est situé hors de la ville, sur l'autre rive du fleuve Tigre (Rive Nord)

Il serait l'un des seuls - si ce n'est l'unique - exemple d'architecture de style perse en Turquie

Menacé par la montée des eaux (sauf si déplacé)

Auteur, février 2015

¹⁴ Source pour les époques de constructions des monuments : Hasankeyf Kaymakamlığı, *Travel Guide*, (en ligne) <http://www.hasankeyf.gov.tr/web/>, [consulté le 20/05/2015]



Figure 2 :

Minaret de la mosquée er-Rizk

La mosquée est située en hauteur, sur le bord du Tigre, et dans la rue du marché d'Hasankeyf

En arrière-plan, on aperçoit les constructions de la future ville, destinée à accueillir les habitants déplacés

Menacé par la montée des eaux.

(L'eau devrait à peu près atteindre le niveau des haut-parleurs)

Auteur, février 2014



Figure 3 : La mosquée Koç (au 1^{er} plan) et le minaret de la mosquée Süleyman (au second plan)

Menacés par la montée des eaux.

Auteur, février 2014



Figure 4 : À gauche sur la photographie : la ville actuelle d'Hasankeyf (dans la ville, on aperçoit tout à gauche le minaret de la mosquée Süleyman, et à droite celui de la mosquée Er-Rizk).

À droite, les trois principaux vestiges du pont.

Les vestiges du vieux pont sont menacés par la montée des eaux

Auteur, février 2014



Figure 5 :

Hamam artukide, découvert grâce aux excavations menées entre 2005 et 2008.

Menacé par la montée des eaux

Auteur, février 2015



Figure 6 :

Tombeau de l'Imam Abdullah (rénové)

Menacé par la montée des eaux

Photo tirée du site otelbatman.com



Figure 7 : Vue sur la Rive nord du Tigre depuis Hasankeyf. Sur la partie gauche, le village de Kesmeköprü, sur la partie droite, des anciennes habitations troglodytes.

Menacés par la montée des eaux

Auteur, février 2015



Figure 8 : Vue sur la principale vallée troglodyte (ville basse historique)

Menacée par la montée des eaux

Auteur, février 2014



Figure 9 :

Vue sur la même vallée, mais côté-citadelle.

Au milieu, une des portes du château

Menacée par la montée des eaux

Auteur, février 2014



Figure 10 : Petit palais, situé sur l'extrémité Nord-Est de la citadelle. En arrière-plan, de l'autre côté du Tigre, on aperçoit le hammam artukide et le mausolée de Zeynel Bey
Auteur, février 2015
Le petit palais est menacé d'effondrement, car la montée des eaux va fragiliser la roche

L'importance que peuvent revêtir aux yeux de nombreuses personnes tous ces monuments qui forment le patrimoine historique d'Hasankeyf est le premier élément à prendre en compte pour expliquer l'existence de la mobilisation contre le barrage d'Ilisu. Pour les opposants, la sauvegarde du site d'Hasankeyf dans son état actuel est bien plus importante que le projet de barrage. Pour les habitants de la ville et de la région, la ville représente un témoignage de l'Histoire de la région. Hasankeyf est un exemple unique de ville historique dans la vallée du Tigre et son originalité contribue à exacerber le sentiment que l'engloutissement d'Hasankeyf serait une véritable perte historique : certains ont été jusqu'à qualifier le projet du barrage d'Ilisu de « génocide culturel »¹⁵. Aux yeux des opposants, la ville d'Hasankeyf a d'autant plus de valeur du fait qu'elle est située dans l'historique région de Haute-Mésopotamie. Comme la Mésopotamie est souvent présentée comme le berceau des civilisations, les habitants et les opposants au barrage arguent souvent que le patrimoine d'Hasankeyf appartient à l'humanité toute entière.

¹⁵ Par exemple, l'archéologue Maggie Ronaye relève que : « beaucoup [de kurdes] voient le projet de barrage comme une nouvelle tentative de génocide culturel ». Maggie, Ronaye, « Turkish Dam Damage », *Art Newspaper* 156, 2005, p.29

Parce que la zone entourant Hasankeyf a été le lieu d'occupations humaines au néolithique, les opposants communiquent généralement sur l'idée que la ville soit vieille de 10 000 voire 12 000 ans. Cela permet d'accentuer l'idée que c'est un site historique d'une valeur inestimable. Cette représentation est reprise dans de nombreux articles de journaux traitant de la ville menacée par le barrage, mais généralement sans vraiment approfondir¹⁶. Si la ville a bien été proposée comme l'un des emplacements possibles d'*Ilanşura*, une ville hittite du deuxième millénaire avant notre ère, on peut pourtant se demander si on peut vraiment parler d'une ville fondée il y a 10 000 ans. D'autant plus que les vestiges de la ville sont bien plus récents que la date de fondation annoncée de la ville.

Hasankeyf, un site menacé mais qui fait pourtant l'objet de mesures de protection spéciales

Les ruines d'Hasankeyf ont été déclarées *Site archéologique de 1^{er} degré* en 1981 par le Ministère de la Culture de l'époque, ce qui accentue les tensions autour de la menace planant sur le patrimoine. Les opposants se demandent pourquoi la destruction d'Hasankeyf avec l'installation du barrage en aval ne pose aucun problème pour le gouvernement puisque le site fait l'objet de mesures de protection spéciales.

Zeynep Ahunbay, directrice du département d'architecture à l'Université Technique d'Istanbul et présidente de la branche turque de l'Icomos¹⁷, est une opposante au barrage d'Ilisu. Elle estime que la loi de protection du site d'Hasankeyf contraint légalement le gouvernement à sauvegarder la ville¹⁸. De fait, les membres du gouvernement turc sont accusés de ne pas se soucier de l'Histoire.

Selon Derya Engin, ancienne responsable des campagnes pour Hasankeyf de *Doğa Derneği*, un des anciens ministres de la Culture était plutôt défavorable au projet du barrage, mais il aurait été remplacé par un ministre plus « silencieux ». Toujours selon elle, l'actuel ministre des Eaux et Forêts et l'ancien dirigeant de la DSI (l'administration en charge du projet Ilisu), Veysel Eroğlu, aurait souvent fait des déclarations visant à faire comprendre que la priorité du gouvernement était loin d'être la sauvegarde du patrimoine historique¹⁹.

¹⁶ Un exemple parmi d'autre : *Hasankeyf, 10 000 ans d'histoire sous pression*, (en ligne), <https://safarexpeditionsjeunesse.wordpress.com>. L'article de ce blog présente le vieux pont comme étant âgé de 6000 ans... alors qu'il a en fait été fondé il y a près de 600 ans.

¹⁷ Conseil International des Monuments et des Sites. L'Icomos est une ONG internationale œuvrant pour la conservation des sites historiques.

¹⁸ Source : entretien avec Zeynep Ahunbay, février 2015, Istanbul

¹⁹ Source : entretien avec Derya Engin, février 2015, Istanbul

B. Hasankeyf, un espace à la topographie exceptionnelle

Outre la valeur historique, c'est par la beauté, le charme des lieux que s'explique l'existence d'une grande mobilisation pour Hasankeyf. La position de la ville actuelle, juchée à près d'une vingtaine de mètres en contrehaut du fleuve Tigre, et la position de la citadelle, qui domine la vallée sur une falaise escarpée, visiblement à au moins une soixantaine de mètres de hauteur du Tigre, donne au site un caractère particulier. Les vallées remplies d'habitations troglodytes, la disposition particulière des monuments, leur couleur beige qui se confond dans celles de la vallée du Tigre (voir par exemple la figure 3), en font un espace à la topographie exceptionnelle.



Figure 11 : Vue depuis la Rive nord. En premier plan, le nouveau pont. Dans la ville, on aperçoit les minarets des mosquées Süleyman (à gauche) et Er-Rizk (à droite) Photo de l'auteur, février 2014

Un rapport d'information de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de 2001 relatif à Hasankeyf énonce que le site d'Hasankeyf représente « bien davantage que la somme de ses parties » : c'est-à-dire que la valeur de l'ensemble du site donne à chacun des monuments historiques plus de valeur que si on considérait ces mêmes monuments chacun de manière

séparée des autres²⁰. La rencontre entre le patrimoine d'Hasankeyf et son environnement façonne le paysage, qui en retour augmente la valeur des monuments. Zeynep Ahunbay écrit, dans un article évoquant le déplacement envisagé de certains des monuments pour les sauver de l'inondation, que :

il est impossible de créer le paysage d'Hasankeyf, avec le Tigre au milieu et les falaises formées par l'action de l'eau depuis plusieurs millions d'années. Le contexte, pour les monuments transférés, va être totalement mis de côté, puisque le nouveau site [destiné à les accueillir] est un endroit faiblement incliné. Le paysage d'Hasankeyf comprend des éléments naturels gigantesques et des relations complexes entre ses éléments architecturaux. Il est impossible de recréer le pittoresque du paysage pour des monuments comme les mosquées Koç et Süleyman. De plus, qu'est-ce qui va compenser la perte des positions prestigieuses du château médiéval et du Palais qui sont perchés sur une haute falaise ? ²¹.

La ville offre véritablement un paysage de carte postale. Cette dimension paysagère a une réelle importance dans la motivation-même de la contestation du barrage. Le patrimoine et son environnement forment un paysage considéré comme magnifique – et les opposants donnent à ce paysage de la valeur avant tout parce qu'ils le trouvent beau, et veulent donc le protéger. Le caractère unique du paysage contribue à augmenter sa valeur aux yeux des opposants.

De plus, un paysage est quelque chose qui par essence offre une présence, offre du visible et du concret –et donc offre quelque chose qu'on peut montrer ; c'est un atout de taille en terme de médiatisation de la contestation contre le barrage. Avec quelque chose de beau et d'impressionnant, il est en effet plus facile de capter l'attention d'un public et de le mobiliser à son tour. Ainsi, de nombreuses photographies, vidéos, et documentaires sur Hasankeyf circulent notamment sur internet et permettent de rendre la cause visible (voir *Chap3. I. C. Les moyens d'actions de la contestation civile*).

²⁰ Commission de la Culture de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *Aspects culturels du projet relatif au barrage d'Ilisu*, (en ligne) <http://assembly.coe.int>, [30/04/2015]

²¹ Zeynep Ahunbay, *Preservation of Hasankeyf / A site threatened by Ilisu dam project*, (en ligne) http://www2.weed-online.org/uploads/comment_ilisu_zeynepahunbahy_archeology_engl.pdf, [30/04/2015]



Figure 12 : Vue sur le Tigre depuis les hauteurs de la ville. De gauche à droite : les vestiges du vieux pont (dont une partie est en rénovation) ; la mosquée Er-Rizk ; le nouveau pont
Auteur, février 2015



Figure 13 : Vue depuis un point élevé de la citadelle. Au loin, le nouvel Hasankeyf en construction, au pied des montagnes Raman
Auteur, février 2015

C. La vallée du Tigre comme patrimoine environnemental

Hasankeyf prend place au cœur de la vallée du Tigre, et cet environnement joue un rôle primordial pour prendre en compte les particularités de la ville. En entendant la notion de patrimoine d'un point de vue extensif, il est alors possible de définir cette vallée comme un patrimoine environnemental ; les organisations luttant contre le barrage d'Ilisu, qu'elles soient ou non des associations écologistes, ne manquent pas de mettre en avant l'environnement de la vallée du Tigre.

Les conséquences néfastes des barrages (et particulièrement des barrages gigantesques) sur l'environnement sont de plus en plus mises en évidence et critiquées. Si la création du lac de barrage peut favoriser certaines espèces animales ou végétales et créer des eaux poissonneuses, la rupture de la continuité du cours d'eau, la création du lac de retenue, et la baisse du débit de l'eau en aval impactent très fortement l'écosystème du fleuve. Le voyage des alluvions (dépôts de sédiments transportés par les cours d'eau) est stoppé par le barrage, et le phénomène d'érosion en aval de l'installation est accentué, ce qui fait baisser le lit de la rivière²². En amont, l'environnement terrestre adjacent au fleuve, composé des berges et forêts alluviales (qui servent de filtre naturel contre la pollution du fleuve par les nitrates)²³, est détruit par le réservoir d'eau. L'écosystème aquatique est modifié par le passage d'une eau mouvante à une eau stagnante en amont²⁴. L'eau devenue stagnante, le taux d'oxygène baisse dans le cours d'eau et la pollution s'accumule, ce qui impacte fortement l'écosystème.

L'association *Doğa Derneği* (trad. : l'Association de la Nature) a été très impliquée dans la défense d'Hasankeyf, sur une période approximative allant de 2006 à 2013. *Doğa Derneği* s'est mobilisée en premier lieu pour défendre le fleuve Tigre, et en particulier la vallée du Tigre, bien qu'elle défende aussi les enjeux du patrimoine historique et de la défense de la population. L'association milite pour la protection de « zones-clé pour la biodiversité » (ou KBA, pour *key biodiversity areas*) menacées. Le concept de KBA repose sur la délimitation des zones importantes pour la conservation de certaines espèces animales ou végétales. Une zone est importante si par exemple, elle est le seul terrain d'implantation d'une ou plusieurs espèces, en

²² Damien, Bischoff et Jean-François, Pérouse, *La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est Anatolien : patrimoines en danger ?*, Istanbul, IFEA, 2003, p.28 <http://books.openedition.org/ifeagd/853>

²³ *Ibid.*, p.28

²⁴ *Ibid.*, p.28

raison de conditions naturelles uniques²⁵. Les KBA sont un outil utilisé de manière systématique par *Doğa Derneği*, et pour cause : c'est Güven Eken, le président de l'association, qui est à l'origine du concept et l'a développé avec l'aide d'une équipe internationale en 2004. Le concept serait en voie de reconnaissance par l'UICN, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, l'organe officiel de consultation du Comité du Patrimoine Mondial pour l'inscription des sites naturels.

Derya Engin, a été, de 2010 à 2014, la responsable de la campagne *Stop Ilisu – Save Hasankeyf* menée par *Doğa Derneği*. Elle m'a expliqué les raisons ayant motivé l'association à engager une campagne médiatique intense contre le barrage Ilisu :

Après avoir définis les KBA en Turquie, *Doğa Derneği* a fait l'inventaire de toutes les sortes d'activités menaçant l'environnement. Ils en ont conclu que la construction des barrages, « et toutes les activités hydriques organisées par l'État » étaient la menace la plus importante. Ce qui a motivé l'engagement de *Doğa Derneği* contre le barrage d'Ilisu en particulier, c'est que le projet, à lui seul, menace cinq de ces KBA. Ces KBA sont, d'amont en aval : la plaine de Bismil, la vallée du Tigre, les montagnes d'Eruh, les montagnes de Küpeli, et Cizre-Silopi²⁶.



Figure 14 : carte élaborée par *Doğa Derneği*, et présentant les cinq Zones-clé pour la biodiversité menacées par le barrage d'Ilisu

Source : *Doğa Derneği*, *Alternatives Future for Hasankeyf*, Student Workshop

²⁵ *Doğa Derneği*, *Key Biodiversity Areas*, (en ligne) <http://www.dogaderneği.net/our-work/key-biodiversity-areas/>, [02/05/2015]

²⁶ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

Quelles espèces sont menacées par le lac de retenue du barrage d'Ilisu et pourquoi ?

Sur les cinq KBA délimitées et menacées par le barrage, des environnements très différents s'enchaînent. Dans la KBA de la plaine de Bismil, les flots du Tigre sont relativement lents, et les berges comportent une sorte de sable. Ce sable est important pour la ponte d'une espèce de tortue endémique du Tigre et de l'Euphrate. Son nom est *Rafetus Euphraticus* mais elle est considérée éteinte sur l'Euphrate à cause des lacs de retenue. Les berges sableuses du Tigre vont disparaître avec la montée des eaux.

Ensuite, le débit du Tigre augmente. Cela explique l'existence de la vallée du Tigre, formée par l'érosion. Dans cet environnement vivent des rapaces (aigles, vautours) qui ont besoin d'altitude, notamment pour leurs nids. Or le lac de retenue va faire considérablement augmenter le niveau de l'eau. Le lac va aussi inonder un grand nombre de caves, utilisées par des hyènes par ailleurs déjà menacées d'extinction.

Les eaux deviennent de plus en plus tumultueuses avec la jonction de divers affluents (à la limite des KBA de la vallée du Tigre, des montagnes Eruh et des montagnes Küpeli), et les eaux y sont très poissonneuses. Cependant comme le lac va transformer les eaux courantes en eaux stagnantes, tout l'écosystème aquatique sera bouleversé. Une vingtaine d'espèces de poissons identifiées dans le fleuve sont ainsi directement tributaires d'un régime d'eaux courantes.

Enfin, aux menaces sur la faune se superposent des menaces sur la flore : une espèce de peupliers, présents uniquement aux abords du Tigre et de l'Euphrate.

Source : entretien avec Derya Engin ; *Doğa Derneği*, (en ligne) <http://www.dogaderneqi.net/save-hasankeyf/impact/nature/>, [05/05/2015].

Derya Engin insiste sur l'idée que le Tigre est le seul écosystème fluvial de Turquie n'ayant pas réellement été impacté par l'activité humaine en comparaison avec d'autres rivières. L'idée sous-jacente est que le Tigre serait l'une des dernières rivières sauvages de Turquie. L'Euphrate a pour sa part été profondément artificialisé sur sa partie turque, et il serait devenu une succession de lacs de retenue car beaucoup de grands barrages y ont été aménagés (barrages de Keban, de Karakaya, Atatürk, Birecik). Cette représentation d'un fleuve qui n'en est plus un n'apparaît pas forcément très exagérée : ainsi la moitié du cours de l'Euphrate aurait été transformée en lacs de retenue de barrages. Or les cours d'eau ont pour caractéristique un régime d'eau courante et non stagnante. Si, pour l'instant, il n'y a pas sur le Tigre de barrages comparables en taille aux gros barrages de l'Euphrate, le fleuve serait voué à connaître le même

sort : après la mise en eau des barrages d'Ilisu, de Cizre et de Silvan, près de la moitié de son cours devrait aussi être transformé en réservoir sur la partie turque du fleuve²⁷.

D'une manière générale les enjeux environnementaux fédèrent l'opposition, puisqu'ils sont pris en compte par les autres acteurs de la contestation au barrage. Ainsi l'*Initiative to Keep Hasankeyf Alive* (ou plus simplement : l'*Initiative*) comprend en son sein des associations et militants écologistes, et a créé des partenariats avec des ONG étrangères portées sur la question. Ercan Ayboğa, porte-parole du mouvement, s'inquiète d'un accroissement futur de la pollution accrue du Tigre après la création du réservoir, car il y aura plus de terres traitées avec des produits chimiques en contact avec le lac du barrage (puisque l'étendue de l'eau va augmenter en superficie). De plus, ces produits chimiques vont s'accumuler dans le lac de retenue, puisque l'eau y restera stagnante²⁸.

La défense du patrimoine environnemental de la vallée du Tigre prend aussi la forme de la défense des terres agricoles, et du paysage formé par cette vallée fertile. Le barrage d'Ilisu est pointé comme un projet destructeur de l'agriculture de la région. En effet, le barrage en construction est uniquement dévolu à produire de l'électricité, et aucun plan d'irrigation de terres n'est prévu. Le lac du barrage va essentiellement engloutir une vallée relativement étroite. Or, toutes les terres les plus fertiles se situent au bas-niveau, à hauteur du fleuve. Ce faisant, toutes ces terres fertiles vont être englouties. La production agricole sera rendue difficile après la montée des eaux. D'une part, les terres qui resteront émergées après la montée des eaux seront peu nombreuses, à cause des reliefs escarpés voire abrupts qui délimitent la vallée. D'autre part, le sol des terres qui resteront émergées est plus ingrat et rocailleux que les terres en contrebas dans la vallée, qui seront submergées ; ces terres sont peu fertiles et donc moins productives que toutes les bonnes terres. Selon Emin Bulut, président de l'Association pour le tourisme de Batman : « 30% des bonnes terres du Kurdistan vont être détruites »²⁹. Dans la ville d'Hasankeyf l'agriculture est plutôt limitée, mais dans les villages menacés par la montée des eaux l'essentiel voire la totalité de l'activité économique est liée à l'agriculture. Je prends pour exemple un village visité, Koçtepe (province de Şırnak), le premier village situé en amont du

²⁷ Damien, Bischoff, Jean-François, Pérouse, *La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est Anatolien : patrimoines en danger ?*, op.cit, p.28

²⁸ Entretien avec Ercan Ayboğa, porte-parole de l'*Initiative to Keep Hasankeyf Alive* (en turc : *Hasankeyfi Yaşatma Girişimi*), Diyarbakır, février 2015

²⁹ Entretien avec Emin Bulut, président de *Batman Turizm ve Tanıtım Derneği* (trad. : Association pour le tourisme et la promotion de Batman), association membre de l'*Initiative to Keep Hasankeyf Alive*, Batman, février 2015

barrage d'İlisu. La population du village avoisine les 300 personnes, et tous les habitants semblent uniquement vivre de l'agriculture ; or toutes les bonnes terres vont être englouties³⁰.

Pour ces raisons, la défense de l'environnement de la vallée du Tigre se confond avec la défense de la population rurale qui y est établie et de son mode de vie. Les organisations opposées au barrage d'İlisu présentent souvent les habitants de la vallée du Tigre comme les représentants d'un mode de vie traditionnel, car basé sur le pastoralisme et l'agriculture sèche. Ce mode de vie est alors décrit comme adapté et respectueux de l'environnement du Tigre. C'est par exemple le cas avec *Doğa Derneği*. Cette présentation du mode de vie des habitants de la vallée permet à l'ONG de concilier et de rendre cohérent son discours environnementaliste avec le discours portant sur la défense de la population. Selon Derya Engin, cela découle de l'idéologie de l'association qui considère qu'il faut prendre en compte un milieu environnemental avec la population alentour : il s'agit dès lors de défendre l'environnement, tout en prenant en compte l'activité humaine³¹.

II. La perte d'un espace identitaire pour la population

A. Une identification à un espace et une histoire pour les habitants d'Hasankeyf

L'existence de l'opposition au barrage d'İlisu, outre les destructions patrimoniales induites, s'explique par l'attachement affectif à la ville d'Hasankeyf. Les éléments caractéristiques de la ville, la vieille ville et les monuments historiques, contribuent à renforcer ce lien affectif à l'espace. Gülçin Erdi Lelandais, docteure en sociologie à l'EHESS, s'est intéressée à ce qu'elle nomme « l'espace-identité » que représente Hasankeyf. Plus qu'un ensemble urbain et un site historique, la ville est alors appréhendée en tant que communauté humaine, soudée par la particularité du vécu commun et de l'espace.

Les habitants mettent beaucoup en avant l'idée d'appartenance à une ville unique et

³⁰ Enquête de terrain, entretiens informels avec les habitants du village de Koçtepe, province de Şırnak, février 2015

³¹ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

partagent une certaine fierté³². Ils se plaisent à évoquer l'histoire de leur ville. Ceux dont les aïeux ont habité dans la ville se réfèrent beaucoup à leurs propres histoires familiales, qu'ils relient au passé de la ville : ils évoquent souvent l'ancienne vie de leurs familles dans les habitations troglodytes, voire leur propre passé dans la vieille ville pour les individus plus âgés. Ils évoquent aussi les activités traditionnelles de la ville qui se perdent, comme par exemple le pâturage ou le tissage d'un type particulier de tapis.

Les habitants d'Hasankeyf partagent un sentiment communautaire prononcé. La ville est petite, la population assez faible (elle avoisine les 3000 habitants pour la seule ville d'Hasankeyf). Cela participe à créer ce qu'on pourrait qualifier comme une ambiance de village. Tous les habitants se connaissent, et beaucoup partagent des liens de parenté : l'endogamie est forte, les familles sont larges. Un habitant interrogé par Gülçin Erdi Lelandais témoigne en ce sens : « toute la population de Hasankeyf se résume à quatre-cinq familles. Leurs membres se marient entre eux. Tout le monde se connaît et est lié par des relations de parenté »³³.

Une grande part des habitants de la ville semble s'identifier, avant tout, par leur appartenance à Hasankeyf et sa communauté. Ils sont avant tout des *Hasankeyf'li* (trad. : habitant d'Hasankeyf, ou originaire d'Hasankeyf). Leur projection dans l'espace reste axée sur la ville. Pour l'anecdote, un habitant me parle dans une discussion des « étrangers » qui viennent dans la ville, avant que je ne comprenne que les étrangers en question viennent de la ville de Batman, pourtant située à seulement 25 kilomètres d'Hasankeyf.

Les habitants d'Hasankeyf mettent en avant un mode de vie, une culture particulière. L'un déclare à Gülçin Erdi Lelandais : « Ici, nous avons notre culture authentique. Elle n'est pas similaire à la culture arabe ou kurde de Siirt ou Mardin. Nous avons notre propre mode de vie. »³⁴. Il est vrai que la vie sociale de la ville s'organise de manière spécifique ; les habitants partagent des habitudes et certaines règles de vie. Par exemple les hommes de la ville passent une très grande partie de leur temps dans le marché principal, qui est le centre de la vie sociale ; cependant on n'observe presque jamais d'habitantes dans le marché. Les femmes d'Hasankeyf

³² Par exemple, Hasankeyf Matters, *In the Hasankeyf Market : Arif Ayhan, Kilims and Kahkabu*, (en ligne) www.hasankeyfmatters.com, [20/05/2015], Arif Ayhan dit : « il n'y a pas d'autres endroits comme Hasankeyf, avec son emplacement spécial sur les rives du Tigre ».

³³ Gülçin, Erdi Lelandais, « Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde », in *Ethnologie Française, Turquie, de l'État à l'intime*, Paris : Presses Universitaires de France, 2014, page 219. <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2014-2-page-215.htm>

³⁴ *Ibid.*, page 218

sont en effet très peu présentes dans l'espace public, et en particulier dans le centre-ville. À ce titre elles sont exclues de la vie sociale d'Hasankeyf. Selon Derya Engin, cette règle de la vie sociale qui s'impose aux femmes d'Hasankeyf ne leur est imposée que dans la ville : elles peuvent par exemple sans encombre aller faire du *shopping* à Batman ; cependant, quand elles rentrent à Hasankeyf elles ne peuvent pas se balader dans le marché. De même, cette règle tacite ne concerne que les habitantes d'Hasankeyf : elle ne touche en aucun cas les visiteuses originaires de Batman et d'autres régions ou pays, qui sont toujours très bien accueillies³⁵.

La référence au cosmopolitisme de la ville

Les habitants se réfèrent beaucoup au cosmopolitisme de la ville, passé et présent, comme constitutif de l'identité de la ville. Par le passé la population d'Hasankeyf était majoritairement arabe et assyrienne, et la ville comprenait aussi des Arméniens. Cependant la composition ethnique d'Hasankeyf a considérablement changé en l'espace d'un siècle, notamment suite aux génocides arméniens et assyriens en 1915. La ville a ensuite connu une immigration kurde, qui s'est accentuée dans les années 1990, lors du conflit opposant l'armée turque et le PKK qui a embrasé la région. De nombreux villages kurdes ont ainsi été détruits par l'armée. De plus, dans les années 1990, le gouvernement turc aurait forcé la population chrétienne syriaque restante, vivant dans un village sur les hauteurs de la ville, à partir.

Aujourd'hui la ville ne comprend plus d'Assyriens ni d'Arméniens. Les habitants sont principalement arabes et kurdes, et ils mettent l'accent sur l'harmonie entre les deux communautés ethniques - qui n'en formeraient donc qu'une -. D'après les habitants interrogés les deux communautés ethniques seraient de taille à peu près égale. Les langues arabe et kurde sont toutes deux utilisées dans la vie sociale, et la plupart des habitants parlent les deux. Un habitant m'explique que si quelqu'un parle arabe mais ne connaît pas le kurde, la discussion se fait naturellement en kurde, et vice versa. Les habitants parlent aussi le turc, utilisé pour discuter avec l'administration et les étrangers³⁶. Enfin une part importante des habitants maîtrisent l'anglais, langue nécessaire pour l'accueil de touristes internationaux (voir *ChapI. III. C. Les incidences de la contestation du projet sur l'activité touristique à Hasankeyf*). L'ouverture sur l'étranger de la ville est importante, compte tenu du tourisme.

³⁵ Observations de terrain à Hasankeyf, février 2015, et Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

³⁶ Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., page 217

L'attachement très fort à la ville, et ce sentiment de représenter une communauté unique expliquent l'opposition globale au déplacement de la population vers la nouvelle ville créée de toute pièce, même si c'est une opposition qui est peu démonstrative (voir *Chap3, II. La mobilisation propre aux habitants d'Hasankeyf*). La plupart des habitants se disent opposés à l'engloutissement de la ville³⁷. Dans un sondage mené en 2012 par *Doğa Derneği* auprès d'une partie des habitants, il ressort que près de 70% des interrogés ne veulent pas du déplacement³⁸. Beaucoup des habitants pointent le fait qu'ils ne seraient pas opposés au barrage si ce dernier ne menaçait pas directement leur ville³⁹. Les acteurs politiques locaux interrogés se disent tous opposés au barrage, au-delà des clivages politiques. Le maire est affilié à l'AKP⁴⁰, le parti politique au pouvoir (et donc le parti qui porte le projet Ilisu), mais se dit pourtant opposé au projet. Son opposant principal, affilié au BDP, s'oppose de manière plus véhémente au projet⁴¹.

Les habitants sont déprimés à l'idée de la destruction de la ville et évoquent leur tristesse et leur colère à l'idée de ne pouvoir rien faire. Certains d'entre eux n'arrivent pas à réaliser l'engloutissement futur, ou ne veulent pas y croire. Beaucoup s'inquiètent en particulier pour les seniors ; déplacer les personnes âgées, qui ont vécu toute leur vie dans la ville à Hasankeyf, risque d'être très compliqué. Le déplacement sera d'autant plus difficile que la nouvelle ville est construite en face de l'ancienne. Cela placera littéralement les habitants en face de leur passé détruit, ce qui pourrait traumatiser les déplacés ; les associations craignent des séquelles psychologiques importantes.

Un jeune habitant m'a particulièrement marqué, en me confiant avec une grande émotion ses craintes par rapport au déplacement : « On ne saura pas à quoi ressembleront nos vies. Qui seront nos voisins, quelles seront nos discussions ? ». Il m'explique d'ailleurs qu'en tant qu'agent municipal, il ne peut pas publiquement exprimer son opposition au projet, car il risquerait de perdre son emploi⁴².

³⁷ Les habitants de la ville disent fréquemment que la grande majorité d'entre eux ne veulent pas être déplacé. Enquête de terrain à Hasankeyf, février 2015

³⁸ Voir *Doğa Derneği, Hasankeyf Survey report*, (en ligne), www.dogadernegi.net, [31/05/2015]

³⁹ Enquête de terrain à Hasankeyf, février 2015

⁴⁰ L'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, trad. : Parti de la justice et du développement) est le parti politique au pouvoir depuis 2002 en Turquie. Il est généralement décrit comme libéral économiquement et islamo-conservateur.

⁴¹ Entretiens avec Abdülvahap Kusen, maire d'Hasankeyf, et Murat Tekin, président du BDP à Hasankeyf, février 2015

⁴² Entretien avec un habitant d'Hasankeyf, février 2015

B. L'attachement à Hasankeyf de la population régionale

L'attachement à Hasankeyf explique que les habitants soient opposés à son engloutissement, mais explique aussi l'opposition des acteurs et habitants de la région. En effet la ville historique reste un lieu important du patrimoine culturel régional. Hasankeyf est particulièrement importante pour les habitants de la ville de Batman. La ville est très récente, présente une architecture moderne et banale, et n'a, pour ainsi dire, aucun atout touristique. Les hôtels de la ville sont en majorité des hôtels d'affaires, en lien avec l'industrie pétrolière développée dans la ville. Hasankeyf est le principal lieu de loisir de la région, et beaucoup d'habitants de Batman s'y rendent le week-end. Les habitants n'ont alors pas d'intérêt à voir ce lieu de loisir détruit ou profondément transformé.

Hasankeyf, et en particulier le mausolée de Zeynel Bey, est souvent utilisé comme le symbole de la province de Batman. On trouve par exemple plusieurs fresques murales représentant le mausolée dans l'avenue centrale de Batman, et l'une de ces fresques est adjacente à l'hôtel de ville. Autre exemple, l'orchestre de Batman, qui a acquis une assez grande notoriété dans le monde culturel kurde, porte le nom d'*Heskîf Orkestra* (Heskîf étant le nom kurde d'Hasankeyf). Ces éléments permettent d'expliquer la forte mobilisation des habitants de Batman pour préserver Hasankeyf en état.

La mobilisation pour Hasankeyf trouve aussi sa force dans la symbolique religieuse que représente la ville pour la population des environs. Hasankeyf est en effet un lieu de pèlerinage régional, car elle abrite la tombe de l'imam Abdullah, qui aurait selon les croyances locales un lien de parenté avec le prophète Muhammad. Ce pèlerinage local attirerait près de 30 000 personnes par an⁴³. La présence d'un lieu saint menacé à Hasankeyf s'ajoute donc aux raisons d'opposition à l'engloutissement de la ville, même si ce n'est pas un facteur déterminant de la mobilisation.

⁴³ Gülçin, Erdi Lelandais, « *«Sauvons Hasankeyf»* ou un mouvement de protection d'un espace rural, Mobilisation citoyenne face aux aménagements publics d'environnement », in, *Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, page. 5

III. Hasankeyf et le barrage d'Ilisu

A. Hasankeyf, au centre des luttes contre le barrage d'Ilisu

Hasankeyf est indubitablement l'élément principal motivant la mobilisation contre le barrage, du fait des éléments abordés précédemment (la défense du patrimoine historique, du paysage pittoresque, de la population, de l'environnement). Les destructions, à la lueur de l'historicité et l'unicité du patrimoine, sont telles que les protéger est l'élément central des critiques contre le barrage Ilisu.

Mais si Hasankeyf apparaît comme un objet pour lequel on se mobilise, les acteurs de la contestation du barrage d'Ilisu l'utilisent aussi comme un moyen grâce auquel on mobilise : il s'agit là de lutter contre le barrage, et d'être plus visible et de mobiliser d'avantage grâce à Hasankeyf. Elle a donc en ce sens un intérêt stratégique. Cette ville est devenue le repère, le symbole de la lutte contre le barrage d'Ilisu, ce qui a permis d'alimenter l'efficacité des campagnes anti-Ilisu au cours du temps.

Cette utilisation de la ville comme symbole de la lutte est clairement visible par bien des aspects : les noms des campagnes, les logos, les articles publiés, les slogans, mettent pour la plupart Hasankeyf en avant. Le nom du regroupement d'organisations des provinces affectées *Initiative to keep Hasankeyf Alive* parle de lui-même. Autre exemple, la campagne médiatique qu'a menée *Doğa Derneği* à partir de 2008 s'appelait *Save Hasankeyf - Stop Ilisu* (en turc : *Hasankeyf Yok Olmasın*) : ce nom ne fait pas directement référence à l'environnement de la vallée du Tigre, qui est pourtant un enjeu central pour l'association écologiste.



Figure 15 : page du site internet de Doğa Derneği abordant la campagne contre le barrage d'Ilisu.

On y voit une photo d'Hasankeyf au premier plan. Au-dessus de la photo :

« Pourquoi sommes-nous contre le barrage d'Ilisu ? ».

Sur la photo : « *Acıkeyf* [jeux de mot combinant *Hasankeyf* et *acı*, qui signifie douleur], sans voix et sans EIA [Étude sur l'Impact Environnemental] ».

Source : Doğa Derneği

Autre exemple, ce recentrage sur Hasankeyf est observable sur les sites internet des acteurs mobilisés :

Si les acteurs de la mobilisation se focalisent sur Hasankeyf, c'est bien parce que le patrimoine historique et le paysage offrent du concret au public. Les destructions patrimoniales, tout comme les déplacements de populations, parlent aux gens bien plus que les chamboulements environnementaux. Selon Philippe Subra, à propos de la difficulté des écologistes à mobiliser sur le thème de la protection naturelle : « plus l'enjeu est étroitement environnementaliste, moins la lutte aura d'écho auprès de la population locale et des élus ; plus il concerne la défense d'un paysage et d'un mode de vie traditionnel, plus forte risque d'être la mobilisation ». C'est d'autant plus vrai en Turquie où les enjeux écologistes restent étrangers à une grande part de la population (faute de politique d'information, de sensibilisation), bien qu'une société civile écologiste se développe rapidement. Le patrimoine est un capital humain, symbole de culture, dont les destructions, tout comme les déplacements de populations, émoient facilement la sphère publique, et sont aussi plus facilement repris par les journaux.

Ainsi Derya Engin, responsable de la campagne pour Hasankeyf de *Doğa Derneği*, reconnaît que s'investir dans la cause d'Hasankeyf était stratégiquement un bon moyen pour mobiliser le public, car le patrimoine et la population sont visibles, et qu'« il est dur de mobiliser la population uniquement sur des problématiques environnementales, sur la protection de la nature ». Elle précise que l'association était mobilisée pour toute la vallée du Tigre⁴⁴.

De même Ercan Ayboğa, porte-parole de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive*, reconnaît que les campagnes s'axent sur Hasankeyf, mais il précise que l'organisation travaille pour la vallée du Tigre et les autres villages dans son intégralité. Avant que l'*Initiative* soit créée en 2006, une structure qui est en quelque sorte son ancêtre s'appelait *Hasankeyf Platformu* (trad. : Plateforme d'Hasankeyf) et se concentrait uniquement sur la ville⁴⁵.

Cette focalisation sur Hasankeyf est sûrement ce qui a permis à la contestation de durer dans le temps : *Doğa Derneği* a mené campagne durant près de sept ans, l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive* est active depuis près de neuf ans. Sans l'existence de la ville-patrimoine, il

⁴⁴ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

⁴⁵ Entretien avec Ercan Ayboğa, Diyarbakır, février 2015

est fort envisageable que la contestation aurait été beaucoup moins puissante, beaucoup moins suivie et qu'elle n'aurait pas eu la force de ralentir le projet Ilisu, au plan national comme au plan international. Les enjeux patrimoniaux ont permis d'offrir une visibilité pour les autres enjeux de protections (l'environnement et les populations affectées).

La focalisation sur Hasankeyf, outre qu'elle a été un moyen de mobiliser pour les opposants au barrage, a aussi été pour ces dernières un enjeu. Ces organisations sont externes à la ville : elles ont été créées à l'extérieur de la ville et ses membres importants ne sont pas habitants d'Hasankeyf. Dans l'optique de réussir à se donner de la crédibilité et une certaine légitimité pour parler au nom de la ville, ces organisations doivent réussir à mobiliser les locaux menacés par la montée des eaux, ou à défaut réussir à se donner une assise locale et s'attirer la sympathie d'une partie de la population.

Comme nous le verrons cela a pu être difficile pour ses organisations, la majorité des habitants ne se mobilisant guère, bien qu'ils soient opposés à l'engloutissement de leur ville. De plus, certains habitants voient d'un mauvais œil ces mouvements qui s'accaparent la parole au nom de la ville, et sont alors perçus comme arrivistes et opportunistes par certains (voir *Chap3, II. La mobilisation propre aux habitants d'Hasankeyf*).

De plus, à cause de cette focalisation sur Hasankeyf, la planification pour l'avenir de la ville est aussi devenue un enjeu majeur pour les acteurs étatiques dans le conflit entourant le barrage d'Ilisu. Les acteurs anti-Ilisu concentrent une grande part de leur argumentation et leurs critiques sur Hasankeyf et les enjeux patrimoniaux et sociaux liés à l'engloutissement de la ville.

En réponse, les acteurs pro-Ilisu, et en premier chef la DSI, qui gère tous les plans liés à l'installation du barrage, vont à leur tour concentrer leurs efforts sur la ville. Leur stratégie consiste alors à chercher à donner une bonne image du plan de déplacement vers la nouvelle ville en construction (*Yeni Hasankeyf*). Il s'agit de multiplier les projets visant à la création d'une nouvelle ville dynamique, ou tout du moins de chercher à donner l'image d'un État qui cherche à limiter les effets néfastes du déplacement. Hasankeyf à elle seule devient alors la vitrine du plan de déplacement des populations affectées par le barrage d'Ilisu.

Plus que de se borner à adopter un discours légitimant le barrage, stratégie qui s'est avérée inefficace face à une population régionale remontée, l'enjeu est donc devenu la légitimation du plan de la nouvelle ville (voir *Chap2, I. A. Ménager la population, ménager le patrimoine*).

B. Les incidences du projet de barrage sur l'emploi et la démographie de la ville

Une forte émigration due au manque d'opportunités économiques dans la ville

L'annonce du projet de barrage, et le conflit en lui-même (ou disons, l'existence d'une contestation) ont eu d'importantes répercussions sur la ville d'Hasankeyf, particulièrement sur les caractéristiques socio-économiques propres à la ville.

Les habitants commencent à entendre parler du projet de barrage dès les années 1950, mais c'est en 1997 qu'il est officiellement lancé et que débute la contestation au projet. Depuis les années 1990, la démographie de la ville a violemment chuté, ce qui laisse un goût amer aux habitants qui attribuent directement la faute à l'existence du projet de barrage. Selon le site du gouvernorat d'Hasankeyf, en 1975, la population avoisinait les 3350 personnes. En 1990, la population était remontée à 4400, mais en 2010, elle était de 2950 personnes : elle a donc baissé de près d'un tiers en vingt ans⁴⁶.



Figure 16 :

Graphique présentant l'évolution de la population de la ville d'Hasankeyf (en rouge) et de l'arrondissement d'Hasankeyf (en bleu) de 1975 à 2011.

En abscisse, le temps ; en ordonnée, la population

Source : Sous-préfecture d'Hasankeyf (Hasankeyf Kaymakamlığı)

⁴⁶ Les chiffres donnés par l'opposition peuvent faire ressortir une baisse de la population plus élevée. Par exemple, dans un atelier organisé par *Doğa Derneği*, il est écrit : « La population de la ville est passée de 5670 en 1997 à 3700 en 2000 à cause de l'incertitude face au futur du fait du projet de barrage ».

Voir : *Doğa Derneği*, University College London Development Planning Unit, University of Stuttgart Institute of International Urbanism, *Alternative Futures for Hasankeyf, Student Workshop* (en ligne) <http://ghn.globalheritagefund.com/>, [15/05/2015], page 78

Selon les habitants eux-mêmes, l'annonce du projet de barrage aurait découragé les gens à investir dans la ville (par exemple dans le tourisme), ce qui aurait contribué à mettre la ville dans une situation de morosité économique. Car, qui voudrait investir dans une ville condamnée à disparaître à moyen terme ? Les habitants d'Hasankeyf parlent régulièrement de l'absence d'opportunités économiques et du chômage qui touche la ville, et pour cause : beaucoup n'hésitent pas à avancer des chiffres avoisinant les 60-70 %. Le *kaymakam*⁴⁷ actuel d'Hasankeyf reconnaît qu'il y a au moins 50 % de chômage dans la ville⁴⁸.

Il faut toutefois bien avoir à l'esprit que cet important taux de chômage s'inscrit dans le contexte d'une mauvaise situation économique régionale. Les provinces entourant Hasankeyf font partie des plus durement frappées par le chômage en Turquie. Batman, la province dans laquelle la ville est située, présente ainsi en 2013 un taux de chômage qui s'élève à 23,4 %, le plus élevé de toutes les provinces de Turquie cette année-là ; ce taux de chômage fait plus du double de la moyenne nationale, qui était de 9,7 % en 2013⁴⁹. On remarque d'ailleurs que les cinq provinces qui vont être affectées par la montée des eaux liée au projet Ilisu (Diyarbakır, Mardin, Siirt, Şırnak et Batman) ne sont autres que les cinq provinces présentant les plus hauts taux de chômage de Turquie (des taux de chômage qui doublent tous la moyenne nationale)⁵⁰. Hasankeyf est donc au cœur d'un espace déshérité et en proie au manque d'opportunités économiques. Dans ce contexte, l'absence de dynamisme du marché du travail à Hasankeyf trouve beaucoup de sens. *Voir la carte n°1 – L'Anatolie du sud-est en proie au chômage.*

À part le chômage, d'autres causes permettent d'expliquer l'émigration de la ville : en 1974, le déplacement de population d'Hasankeyf de la vieille ville troglodyte vers la ville actuelle a pu provoquer un départ important de la population ; cependant, je n'ai pas pu trouver de statistiques démographiques relatives à la période antérieure à 1974-1975, période du déplacement vers la ville actuelle. Quoiqu'il en soit, l'expérience de ce premier déplacement contribue à exaspérer la population : une partie importante des habitants aura connu deux déplacements forcés au cours de leur vie.

Pour expliquer l'émigration, les habitants mettent aussi en cause le statut spécial qui s'applique sur le territoire de la ville. Quand le site d'Hasankeyf a été classé Site archéologique

⁴⁷ *Kaymakam* peut se traduire par gouverneur ; c'est l'équivalent du sous-préfet en France.

⁴⁸ Entretien avec Temel Ayca, *kaymakam* d'Hasankeyf, février 2015

⁴⁹ Taux de chômage par province turque en 2013, Institut des Statistiques Turc (ou TÜİK, pour *Türkiye İstatistik Kurumu*)

⁵⁰ *Ibid.*

de 1^{er} ordre en 1981, soit quelques années après la construction de la nouvelle ville, il a obtenu du même coup le statut de Site Protégé (en turc : *sit alanı*). Or le site d'Hasankeyf englobe aussi toute la ville actuelle, ce qui empêche la construction de nouvelles habitations et donc empêche à la ville de s'étendre. Plutôt que d'habiter dans des habitations petites et surpeuplées (la plupart des habitations faisant 49m²), beaucoup d'habitants auraient préféré partir au cours du temps⁵¹. Les habitants en dénoncent les effets pervers : paradoxalement, bien que le statut de protection ne puisse pas empêcher la construction du barrage, il est interdit de construire sur l'ensemble du site d'Hasankeyf, pour éviter des destructions archéologiques.

Mécaniquement, l'exode rural a donc pleinement joué son rôle : d'après les habitants, beaucoup d'entre eux sont partis vers les grosses villes régionales comme Diyarbakır, Mardin ou Batman, ou des villes plus lointaines comme Istanbul ou Marmaris. Le site de la préfecture d'Hasankeyf indique d'ailleurs que « la plupart des habitants sont partis à Batman ou vers d'autres grosses villes »⁵². L'émigration de la ville est utilisé comme argument par l'opposition pour décrier les conséquences néfastes du barrage, du côté des acteurs étatiques, il pourrait dans un sens représenter un avantage (qu'il soit ou non voulu), dans le sens où il est moins coûteux de déplacer une communauté qui se réduit d'elle-même.

Batman :

Batman est la plus grosse des villes voisines d'Hasankeyf, situé à seulement 25 kilomètres.

C'est le centre de la province du même nom.

Jusque dans les années 1950, c'était encore une petite ville de 3000 habitants. Mais avec la découverte dans ces années d'un gisement de pétrole (le seul de Turquie), la population a explosé. En 2012 la population intra-muros était estimée à près de 350 000 personnes.

Beaucoup de personnes originaires d'Hasankeyf y résident désormais.

Source : Batman Postası, TÜİK

Marmaris :

Marmaris est une cité balnéaire du sud-ouest de la Turquie.

Beaucoup d'habitants d'Hasankeyf, et notamment les jeunes, sont partis (et continuent à partir) travailler là-bas, de manière temporaire ou définitive.

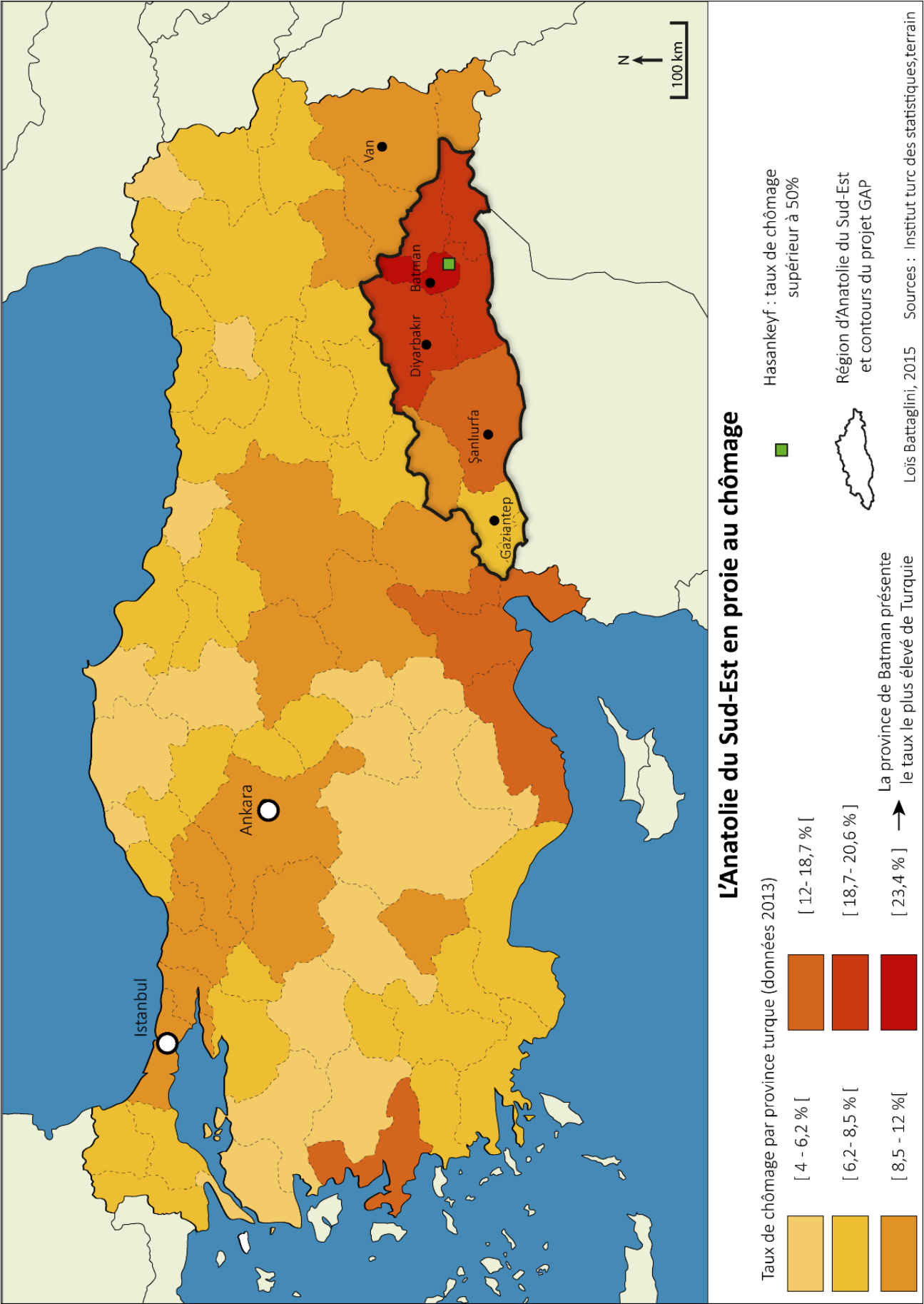
En plus des débouchés en termes d'emplois dans le secteur touristique, je suppose que les habitants qui partent travailler là-bas y vont aussi parce qu'une partie des travailleurs est originaire d'Hasankeyf : les migrants disposent ainsi d'un réseau à leur arrivée dans la ville.

Source : enquête de terrain

⁵¹ Entretiens informels avec des habitants d'Hasankeyf, février 2015

⁵² Hasankeyf Kaymaklığı (trad. gouvernement d'Hasankeyf), *Economical Social Structure*, (en ligne) www.hasankeyf.gov.tr, [04/05/2015]

Carte n°1 :



C. Les incidences de la contestation du projet sur l'activité touristique à Hasankeyf

Un développement du tourisme grâce à la visibilité qu'a offerte la contestation du projet Ilisu

Parallèlement au chômage de masse qui touche Hasankeyf, le tourisme s'est développé dans la ville-centre, au point d'y devenir la première source de revenus, parce que la demande touristique (c'est-à-dire l'arrivée de touristes à Hasankeyf) a augmenté.

Le premier élément expliquant l'augmentation de la demande touristique repose sur l'attrait du lieu en lui-même. En l'occurrence la beauté, l'histoire, et le calme du lieu attirent les touristes (voir *I.A.1 Engloutir Hasankeyf, engloutir l'histoire* et *I.A.2 Hasankeyf, un espace à la topographie exceptionnelle*).

Le second élément qui explique cette augmentation du tourisme est l'accroissement de la visibilité d'Hasankeyf. En effet, un site peut présenter un potentiel touristique mais ne pas être touristique, car il reste globalement inconnu du public. Hasankeyf était déjà, avant le début du conflit en 1997, un lieu de loisir régionale, notamment pour les habitants de Batman. Mais le tourisme régional a considérablement augmenté depuis l'annonce du projet de barrage et avec la menace planant sur la ville : les week-ends de beau temps, beaucoup d'habitants des provinces proches s'y rendent. Parallèlement à ce tourisme qu'on pourrait qualifier de local, le nombre de visiteurs venus des régions éloignées (notamment de l'ouest de la Turquie) et de pays étrangers a considérablement augmenté. Des habitants vivant du tourisme m'expliquent ainsi que, lorsqu'il fait beau le week-end, de nombreux visiteurs venus de la région et des régions limitrophes viennent (ce que j'ai pu constater), mais qu'au printemps, en été et en automne il y a beaucoup de touristes étrangers (ce que je n'ai pas pu constater, n'ayant visité la ville qu'en hiver).

Paradoxalement le conflit lui-même a très certainement aidé au développement du secteur, notamment en rendant la ville beaucoup plus visible qu'elle ne l'était auparavant. Les campagnes médiatiques, axées sur les menaces pesant sur la ville et mettant en avant sa beauté et son originalité ont efficacement fait office de publicité touristique. Ces campagnes médiatiques, corrélées par des articles de journaux, de revues de voyages, ou même de blogs de voyageurs, incitent d'ailleurs le public à venir visiter la ville. Les habitants reconnaissent ouvertement que le barrage a entraîné du tourisme. D'après eux, beaucoup de gens viennent car

ils veulent voir la ville avant qu'elle soit engloutie. L'idée d'une ville historique qui est en sursis et surtout que le temps est limité pour voir la ville en l'état attire les gens.

Le troisième élément qui explique l'augmentation du tourisme est la meilleure accessibilité au site, son désenclavement. Le développement touristique dans la ville découle du développement touristique régional, lui-même rendu possible par l'apaisement des tensions régionales. Le tourisme s'est notamment développé depuis les années 2000 avec la levée de l'état d'urgence dans la région – et la redécouverte d'une région au grand potentiel touristique, du fait de l'historicité de nombre de ses villes. La reconnaissance de la valeur culturelle de villes proches d'Hasankeyf, notamment Mardin et Midyat, dont l'architecture assyrienne est remarquable, mais aussi de villes plus éloignées comme Urfa ou Diyarbakır, permettent d'attirer des touristes dans la région. Ces villes présentent les mêmes attraits touristiques qu'Hasankeyf : elles permettent de faire du tourisme culturel, elles attirent des touristes intéressés par l'histoire et par le patrimoine architectural riche de ces villes. Et c'est cette convergence de l'offre touristique proposée à Hasankeyf et dans les autres villes touristiques régionales qui explique qu'Hasankeyf se retrouve être une étape des circuits touristiques organisés dans la région. Ces tours organisés ont notamment lieu au printemps, période où le climat est le plus clément.

L'offre développée à Hasankeyf par les habitants pour capter cette demande touristique se concentre sur le marché (*çarşı*). Ce marché consiste en une unique rue, adjacente au bord de la petite falaise qui surplombe l'eau, et qui débouche sur l'entrée de la principale vallée troglodyte et sur la citadelle, qui forment la vieille ville. Cette rue est remplie d'un côté d'échoppes vendant des souvenirs, et de l'autre côté elle est remplie de restaurants, de cafés et de *çay bahçesi* (salons de thé) qui offrent une vue sur le Tigre, sur l'ancien et sur le nouveau pont. Dans la continuité de la rue, d'autres restaurants sont situés plus en hauteur et à proximité immédiate de l'ancienne ville ; ceux-ci offrent des vues panoramiques sur la ville et le paysage de la vallée. De l'autre côté du pont, où la vue sur la ville est très appréciée, tout un espace a récemment été aménagé en *çay bahçesi*, pour y retenir les touristes, avec la mise en place de sorte de huttes. Au printemps, les habitants ouvrent des *çardak*, sortes de paillotes plantées à cheval sur les berges et sur le Tigre, où les visiteurs viennent consommer et s'y détendre. Enfin, il existe aussi deux hôtels et un terrain de camping pour l'accommodation des touristes.



Figure 17 : Rue du marché d'Hasankeyf. A droite sur la photographie, des boutiques vendant des souvenirs, des écharpes, etc
Auteur, février 2014



Figure 18 : Les restaurants de la rue du marché sont situés sur son flanc nord. Dans tous ces restaurants, des terrasses donnant une vue sur le Tigre ont été aménagées sur plusieurs étages.

Auteur, février 2014

On a donc ce fort ressenti en arrivant à Hasankeyf que l'essentiel de l'activité économique est totalement tournée vers le tourisme. L'effet pervers est que l'économie devient ultra-dépendante de cette demande. Toute baisse du flux d'arrivée de visiteurs fait directement baisser la rentabilité des activités.

Premièrement la santé économique de la ville peut être mise à mal si le contexte régional est défavorable à la venue de touristes. Hasankeyf est située dans une zone d'assez forte présence du PKK, où les tensions avec l'armée turque peuvent resurgir, même si les grandes avancées du processus de paix⁵³ éloignent ces hypothèses. En 2011 les combats entre le PKK et l'armée turque s'étaient intensifiés après un apaisement du conflit pendant quelques années⁵⁴.

Aujourd'hui, c'est le contexte engendré par la guerre en Syrie qui peut décourager les touristes à venir dans la région, car elle est directement connexe au nord de la Syrie, et la majeure partie de la frontière turco-syrienne est dirigée par le groupe État Islamique côté syrien. Même si Hasankeyf est à plus d'une centaine de kilomètres de la frontière, les plus grandes villes touristiques de la région que sont Gaziantep, Şanlıurfa et Mardin, sont assez proches de la frontière et ces villes font face à un flux de réfugiés très important.

Les services consulaires des pays étrangers déconseillent fortement aux touristes de se rendre dans la région, et plus spécialement dans la bande limitrophe avec la Syrie⁵⁵. Des tensions dans l'espace kurde de Turquie ont resurgi en marge de la très médiatique bataille de Kobanê. Du 7 au 12 octobre, des manifestations ont eu lieu dans la plupart des villes à majorité kurde dans la région, en raison du refus initial du gouvernement turc d'ouvrir la frontière aux réfugiés kurdes syriens qui voulaient fuir la province de Kobanê face aux avancées du groupe État Islamique. Ces manifestations ont débouché sur une répression policière violente ayant causé la mort de 46 manifestants et fait plus de 600 blessés en l'espace de six jours⁵⁶. Autant d'éléments qui peuvent dissuader les touristes d'aller dans la région. Cette dernière doit, en plus se débarrasser de son image de région dangereuse et instable, faire concurrence avec d'autres espaces bien plus axés sur le tourisme, comme le sont la Cappadoce, l'Égée et la côte sud balnéarisée du pays (ou encore, la capitale culturelle et touristique, Istanbul).

⁵³ Des négociations sont engagées entre le gouvernement turc et le PKK depuis 2012, en vue de mettre fin au conflit entre l'armée et le PKK qui a débuté en 1984 ; en février 2015, une étape importante a été franchie avec la signature d'un accord entre le gouvernement AKP et le HDP (qui joue les intermédiaire avec le PKK et son leader emprisonné, Abdullah Öcalan), et l'appel d'Öcalan à laisser tomber les armes.

⁵⁴ Entretien avec Gülçin erdi Lelandais

⁵⁵ Voir par exemple la page internet des conseils aux voyageurs en Turquie du site du ministère des affaires étrangère de la France, à la page « sécurité » : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/turquie-12316/>

⁵⁶ *Başka Haber*, *IHD'den Kobani Eylemleri Raporu: 46 Kişi Öldü, 682 Kişi Yaralandı, 323 Kişi Tutuklandı*, (en ligne) www.baskahaber.org, [10/05/2015]

Selon certains commerçants, le tourisme à Hasankeyf aurait subi le contrecoup des tensions régionales d'automne 2014, mais serait revenu à son niveau normal pour la saison ; selon d'autres habitants il n'y a pas eu de diminution notable⁵⁷. Il semble bien que les effets du contexte frontalier, pourtant très défavorable, ne se soient pas tellement fait ressentir, alors que les retombées bénéfiques du processus de paix ont été significatives pour le tourisme à Hasankeyf⁵⁸.

Une captation non-optimale de la manne touristique dans la ville

Malgré l'accroissement du flux de visiteurs, les retombées économiques du tourisme sont loin d'être optimales, ce qui explique en partie le sous-développement économique de la ville et le chômage qui subsiste. Même si l'accueil des touristes s'est développé (par exemple, avec l'aide du gouvernorat d'Hasankeyf, deux personnes ont été engagées pour tenir un office du tourisme), l'accueil des touristes reste assez limité, surtout en terme d'hébergement.

Le choix d'hébergement est limité : il existe juste des chambres d'hôtes et un motel. Arif Ayhan, qui tient une boutique de souvenirs et travaille à l'office de tourisme, pointe par exemple le fait que les hôteliers ne parlent pas ou très peu l'anglais⁵⁹. Derya Engin m'explique que la plupart des touristes qui viennent à Hasankeyf y passent une journée, puis vont dormir à Midyat, ville historique située à une heure au sud d'Hasankeyf, car les moyens d'hébergement y sont plus nombreux et bon marché⁶⁰. Les cars de touristes, dans le cadre des tours organisés, ne s'y arrêtent également qu'une journée. Les habitants interrogés parlent beaucoup de l'effet pervers du statut spécial de protection du site archéologique d'Hasankeyf, qui leur interdit de construire des hôtels ou bien de transformer des grottes en chambres d'hôtes.

Les opposants au barrage d'Ilisu pointent régulièrement le fait que la ville ne soit pas assez mise en avant. Le patrimoine mériterait selon eux d'être restauré, signalisé, et le marché d'Hasankeyf rénové. Les opposants présentent le développement touristique comme une alternative au barrage crédible, et qui serait gagnante pour tous : ce serait bénéfique pour les

⁵⁷ Entretiens informels avec les habitants d'Hasankeyf, février 2015

⁵⁸ Mühyyeddin Beyca, Yılmaz ikinci, Anadolu Ajansı, *Hasankeyf'e ilgi çözüm süreci ile arttı*, (en ligne) www.aa.com.tr, [21/05/2015]

⁵⁹ Entretien avec Arif Ayhan, Hasankeyf, février 2015

⁶⁰ C'est d'ailleurs ce que j'ai fait quand j'ai visité la région en 2013

habitants, le patrimoine, l'environnement, et pour l'État turc grâce au développement régional.

Pour Derya Engin, même si le développement touristique n'est pas une solution véritable pour protéger l'environnement -l'impact du tourisme de masse sur l'environnement étant bien connu-, cela représenterait la solution la moins pire pour la ville et l'alternative la plus crédible pour concurrencer les retombées économiques du projet de barrage⁶¹. La position officielle de *Doğa Derneği* est que la ville est à-même de devenir un *hub* touristique pour la région⁶², et que le développement de l'éco-tourisme s'y prêterait bien⁶³.

L'enjeu d'une inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO : favoriser le tourisme et protéger la ville

La rhétorique des opposants portant sur le développement du tourisme comme alternative au barrage par le tourisme est accentuée par l'idée, très largement partagée au sein des opposants, qu'Hasankeyf serait inscriptible au Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Une telle inscription présenterait bien des avantages : cela offrirait une visibilité très grande aux sites retenus, cela permettrait l'allocation de fonds pour la rénovation et l'entretien de ces sites, et surtout, cela obligerait l'États à le protéger.

Pour les opposants, avec une telle inscription, le tourisme à Hasankeyf serait beaucoup plus bénéfique pour les locaux que le projet du barrage ; le site touristique pourrait même être bien plus rentable que ce dernier. Le site du Nemrut Dağı, situé dans la partie ouest de la région d'Anatolie du sud-est, fait fortement bénéficier le secteur touristique grâce à la visibilité conférée par son inscription au patrimoine de l'humanité.

L'idée d'inscrire Hasankeyf émane de Zeynep Ahunbay, directrice du département d'architecture à l'Université Technique d'Istanbul et présidente de l'ICOMOS. En 2009, elle publie un rapport sur l'éligibilité d'Hasankeyf et ses alentours au Patrimoine Mondial⁶⁴. Le rapport va même jusqu'à présenter Hasankeyf comme l'unique site à présenter 9 des 10 critères

⁶¹ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

⁶² Doğa Derneği, University College London Development Planning Unit, University of Stuttgart Institute of International Urbanism, *Alternative Futures for Hasankeyf, Student Workshop, op. cit.*, page 7

⁶³ *Ibid.*, pages 27-28

⁶⁴ Zeynep Ahunbay, Özge Balkız, *Outstanding Universal Value of Hasankeyf and the Tigris Valley*, (en ligne) http://iis-db.stanford.edu/evnts/6808/hasankeyf_Doga_Derneği.pdf, [22/05/2015]

permettant une inscription, sachant qu'une seule est nécessaire. Aucun des sites déjà inscrits au Patrimoine Mondial ne réunit en effet autant de conditions.

Selon le rapport :

- 1 - « Hasankeyf représente un chef-d'œuvre du génie créateur humain »
- 2 - « Hasankeyf témoigne d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture »
- 3 - « Hasankeyf apporte un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue »
- 4 - « Hasankeyf offre un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine »
- 5 - « Hasankeyf est un exemple éminent d'établissement humain traditionnel (...) représentatif d'une culture (...) ou de l'interaction humaine, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible »
- 6 - « Hasankeyf et la vallée du Tigre représentent des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles »
- 7 - « La vallée du Tigre est un exemple éminemment représentatif des grands stades de l'histoire de la Terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphologiques ou physiographiques ayant une grande signification »
- 8 - « La vallée du Tigre est un exemple éminemment représentatif de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques (...) »
- 9 - « La vallée du Tigre contient les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation *in situ* de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation »

traduit de l'anglais Source : Zeynep Ahunbay, *Outstanding Universal Value of Hasankeyf and the Tigris*

Il est cependant fort probable que si le site d'Hasankeyf se voyait inscrit, ce ne serait pas au chef de toutes ces conditions. Cet argument, qui présente Hasankeyf comme l'unique site au monde à remplir neuf conditions de l'inscription, contribue à renforcer l'idée d'unicité de la ville pour interpellier le public. Dans le même temps cela renforce le sentiment d'incrédulité chez les défenseurs d'Hasankeyf envers une destruction qu'ils jugent désastreuse.

L'argument est très souvent repris par les opposants au barrage et par les habitants d'Hasankeyf. Plusieurs actions ont été menées par les associations : en 2009, *Doğa Derneği* a envoyé une délégation pour faire du lobbying devant Ertuğrul Günay, le ministre de la Culture

et du Tourisme⁶⁵. Zeynep Ahunbay m'a aussi expliqué que le ministre aurait dit à une délégation de l'ICOMOS qu'ils arrivaient bien trop tard avec cette proposition d'inscription⁶⁶. Enfin l'*Initiative to keep Hasankeyf alive* a lancé en 2012 avec ses partenaires internationaux une pétition adressée à l'UNESCO pour que l'institution internationale face pression contre le projet de barrage ; la pétition a récolté 35 000 signatures⁶⁷.

En inscrivant un site au Patrimoine Mondial, l'État signataire s'engage à protéger le patrimoine, ce qui obligerait en l'espèce le gouvernement turc à stopper le projet Ilisu. En effet, la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel, et naturel*, ratifiée par la Turquie, dispose que les États-partie doivent

*reconnaître l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel [inscrit au patrimoine mondial] et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef.*⁶⁸

Or l'inscription au Patrimoine de l'Humanité d'un site doit être officiellement proposée par le gouvernement, via une inscription préalable sur une liste indicative (c'est en quelque sorte une liste des propositions). Il est alors bien compréhensible que le gouvernement n'ait pas cédé pour proposer le site à l'UNESCO, puisque le projet de barrage qu'il porte serait fortement remis en cause.

De fait, la marge de manœuvre de l'UNESCO pour protéger le patrimoine d'Hasankeyf, est limitée au bon vouloir des États. L'étude des sites de la région d'Anatolie du sud-est classés sur la liste indicative du patrimoine mondial est intéressante : il en ressort que le gouvernement n'a pas hésité à accepter de classer de nombreux monuments dans la région. Plusieurs de ces monuments sur liste indicative apparaissent pourtant avoir bien moins de chance d'être admissible au patrimoine mondial de l'UNESCO que le site d'Hasankeyf : par exemple, en

⁶⁵ Doğa Derneği, *Hasankeyf and Tigris Valley: a perfect fit for a UNESCO World Heritage Site*, (en ligne) http://m-h-s.org/ilisu/front_content.php [28/05/2015]

⁶⁶ Entretien avec Zeynep Ahunbay, février 2015

⁶⁷ Initiative to keep Hasankeyf Alive, ICSSI, *Save World Heritage on the Tigris River in Mesopotamia*, (en ligne) www.change.org, [02/06/2015]

⁶⁸ UNESCO, *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, (en ligne) <http://whc.unesco.org/fr/conventiontexte/>, [28/05/2015]

2014 le gouvernement a avalisé la demande d'inscription d'un complexe de mosquée situé à Nusaybin⁶⁹.

La fermeture de la citadelle au public, conséquences et représentations : un acte politique destiné à faire baisser le tourisme ?

La fermeture en 2012 de la monumentale citadelle et la principale vallée troglodyte au public, a eu d'importantes conséquences sur le tourisme, et illustre bien la précarité du secteur pour la ville. La citadelle et la vallée adjacente, qui concentrent la majorité des habitations troglodytes, représentaient la principale attraction touristique d'Hasankeyf. Suite à une importante chute de pierre qui a entraîné la mort d'une personne en 2010, la citadelle et la vallée ont été fermées au public pour des raisons de sécurité. En effet, on observe aisément de larges fissures dans la roche de la citadelle, qui témoignent que des effondrements sont à envisager si la citadelle n'est pas consolidée. La citadelle a été ré-ouverte mi-2011 avec un accès restreint aux touristes, mais sa fermeture a été réinstaurée à l'été 2012⁷⁰. Depuis, elle demeure encore fermée.



Figure 19 :

*Vue sur la citadelle, versant est.
En contrebas, la ville-basse.*

La citadelle attirait de nombreux touristes avant sa fermeture au public.

Auteur, février 2015

⁶⁹ UNESCO, *liste indicative Turquie*, (en ligne) <http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives/state=tr>, [28/05/2015]

⁷⁰ Hassankeyf Matters, *Hasankeyf Castle closed (again); spotlight shifts to lower city and townsfolk*, (en ligne) <http://www.hasankeyfmatters.com/> [23/05/2015]



Figure 20 :
Vue sur la vallée depuis la citadelle.

Au milieu, l'amas rocheux qui s'est détaché de la montagne sur laquelle est établie la citadelle (à droite du portail, en contrebas)

Auteur, février 2015

La fermeture de la citadelle ne manque pas de provoquer l'énervement et l'exaspération des habitants. Les commerçants se plaignent d'une baisse importante des revenus du tourisme depuis sa fermeture et expliquent que les gens venaient principalement pour voir les vallées et la citadelle, et que sa fermeture a fait baisser l'afflux touristique de manière très conséquente. Les touristes de passage resteraient moins longtemps dans la ville, puisqu'il y a moins de choses à voir. En 2014, un habitant d'Hasankeyf m'a raconté qu'avant la fermeture, la vallée troglodyte était souvent remplie de monde, qui venait y pique-niquer quand il faisait beau.

Avant la fermeture, des restaurants étaient installées directement dans la vallée. De plus, la fermeture de la citadelle a entraîné la fermeture des paillottes (les *çardak*) installées sur le Tigre en contrebas de la citadelle (là aussi pour des raisons de sécurité en cas d'effondrement). Un habitant m'a parlé de la fermeture de 35 de ces paillottes.



Figure 21 :
Vue sur la citadelle, versant ouest

Auteur, février 2015

Beaucoup d'habitants pensent que des intérêts politiques se cachent derrière l'aspect sécuritaire de la fermeture de la citadelle. L'idée selon laquelle les autorités chercheraient à faire baisser le tourisme dans la ville revient fréquemment. Le but serait de lasser les habitants et de leur donner envie de quitter la ville actuelle ; l'idée serait aussi de légitimer le projet de la

nouvelle ville, censé, selon les officiels, faire augmenter le tourisme.

Un second but est soupçonné d'être recherché par les décideurs locaux : il s'agirait d'essayer d'affaiblir le lien affectif très fort qu'entretiennent les habitants avec la ville historique. Puisque la zone fermée au public était encore habitée avant 1974, les habitants restent très attachés à ces lieux, ceci expliquant leur colère de se voir dicter l'interdiction de s'y rendre⁷¹.

Les responsables administratifs et l'État sont dès lors accusés de vouloir faire disparaître l'histoire de la ville de la mémoire collective. Le lien affectif des habitants envers la vieille ville étant entretenue par des sorties et visites régulières dans ce lieu, interdire son accès quelques années avant l'engloutissement de la ville permettrait d'estomper ce lien, et de faire plus facilement passer la rupture forcée entre les habitants et leur ville condamnée. Une rupture progressive serait moins difficile qu'un gros choc.

Certains habitants vont jusqu'à penser que l'État est peut-être même responsable de la chute de pierres qui est invoquée comme cause de la fermeture de la citadelle. D'autres habitants pensent que la décision a été prise de manière sincère pour ne pas prendre de risques avec la sécurité des visiteurs, tout en demeurant opposés à la décision : les chutes de pierres seraient très rares, et il suffirait juste de consolider la citadelle et sécuriser la vallée pour les éviter.

Enfin, des archéologues de l'équipe d'excavation m'ont dit qu'ils avaient été soupçonnés par certains d'avoir provoqué la chute de pierres. Ils s'en défendent, expliquant que l'accident s'est produit durant la nuit, à une heure où tous dormaient⁷².

On ne peut rien affirmer sur le point de savoir si, dans la décision de fermer la citadelle au public, une dimension stratégique a été véritablement pensée ou est simplement fantasmée. Néanmoins, on peut penser que quoi qu'il en soit, cette fermeture fait le jeu des décideurs publics locaux. En effet ces derniers arguent, pour valoriser leur projet de nouvelle ville, que la citadelle sera consolidée et rouverte après la montée des eaux ; ce faisant, ils arguent que le tourisme augmentera. Comme on va le voir dans le chapitre 2, le tourisme rentre véritablement

⁷¹ L'interdiction de se rendre dans la citadelle est officiellement valable pour tout le public. Néanmoins, dans les faits, les habitants sont plus ou moins tolérés à y accéder

⁷² Entretien avec des membres de l'équipe d'excavation d'Hasankeyf, Batman, février 2015

au cœur de la stratégie de l'État pour ce qui est de la conception du plan de la nouvelle ville, et bien sûr pour ce qui est de la communication autour du projet.

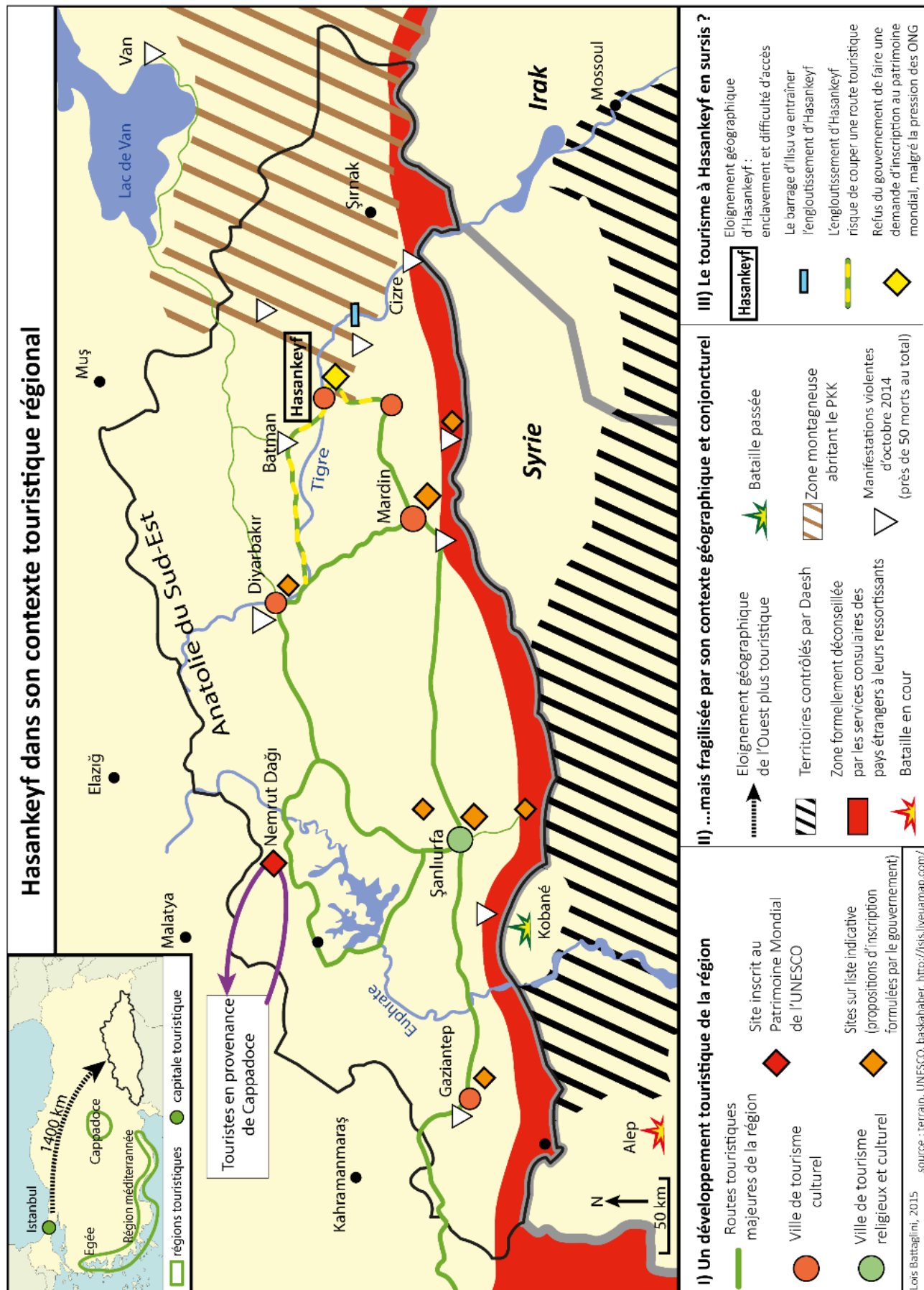


Figure 22 :

*Vue sur une partie de la
ville haute (citadelle)*

Auteur, février 2015

Carte n°2 :



Chapitre 2. Les enjeux autour de l’avenir post-barrage de la ville

Les éléments vus dans la partie précédente permettent de mettre en lumière l’un des premiers nœuds de complexité du conflit : celui de l’articulation des problématiques liées à l’émigration de la ville, le chômage et le tourisme.

Ces problématiques sont mises en avant et réutilisées par les opposants pour fabriquer leur propre argumentation. En retour, la stratégie locale des acteurs étatiques, pour ce qui est de la planification de la nouvelle ville, va être influencée par les arguments de l’opposition et les demandes des habitants.

I. Les difficultés posées par la création d’une nouvelle ville pour les décideurs publics

A. Ménager la population, ménager le patrimoine

Pour accueillir la population d’Hasankeyf qui va être déplacée à cause de la montée des eaux, l’État a planifié la création d’un nouvel emplacement pour la ville. Il est généralement qualifié de *yeni yerleşim* (trad. : nouvel emplacement) ou de *Yeni Hasankeyf* (Nouvel Hasankeyf). Le déplacement d’une ville est un processus éminemment difficile à mener : il s’agit de réinstaller toute une communauté, et il faut prendre en compte toutes ses spécificités, son tissu économique, son organisation urbaine, son mode de vie, sa démographie, etc. La nouvelle ville est alors pensée par les acteurs étatiques pour limiter les aspects négatifs du déplacement de la ville.

Les décideurs publics font face à deux écueils importants dans le cas du déplacement d’Hasankeyf : ils doivent non pas ménager simplement la population, ils doivent aussi ménager le patrimoine historique. Et ce dans un contexte très tendu, puisque la population est très réfractaire tant à l’idée du déplacement qu’à celle de la destruction du patrimoine historique. La situation est compliquée par le fait que la population d’Hasankeyf est sous l’influence

partielle des acteurs anti-Ilisu extérieurs à la ville, qui eux ont tout intérêt à ce que les habitants s'opposent aux plans élaborés par l'État. Cette opposition permet de ralentir la construction de la nouvelle ville (et donc *a fortiori* du barrage), mais aussi de faire pression pour créer des plans plus avantageux (ou moins désavantageux, selon le point de vue) pour la population et le patrimoine. Surtout, Hasankeyf fait l'objet d'une très grande médiatisation depuis le début du conflit et tous les regards se tournent vers l'action de l'État. Cela augmente de fait la pression exercée sur les planificateurs de la nouvelle ville.

On l'aura compris, les plans de création de la nouvelle ville sont donc fortement influencés par l'existence du conflit. Comme l'État cherche à donner une bonne image du déplacement de population, un budget relativement important est attribué à l'élaboration d'infrastructures dont la vocation sera de dynamiser Hasankeyf sur les plans économique, culturel et social, pour essayer de contenter la population. Ces plans visant la relance de l'activité dans la nouvelle ville se confondent avec ceux visant au déplacement ou à la protection-consolidation du patrimoine historique. En effet, l'activité économique de la ville actuelle est basée sur le tourisme ; c'est une activité tributaire du patrimoine qui donne sa particularité à la ville. Dans la nouvelle ville, le tourisme est repensé comme le principal vecteur de l'activité économique. Dès lors, les plans concernant la conservation du patrimoine concernent tout autant la conservation (voire le développement) du tourisme.

Le discours des acteurs étatiques locaux cherche à mettre en avant tous ces projets, en mettant l'accent sur les aspects positifs, dans le but de convaincre la population. Cela passe par le vocabulaire employé : par exemple, le terme d'« expropriation » est minimisé dans le discours officiel au profit de « réinstallation ».

Surtout, l'État joue beaucoup sur l'idée que malgré les impacts négatifs, le déplacement va, en contrepartie, ouvrir sur des opportunités : la nouvelle ville sera dotée de nombreux services qui manquent, au grand dam des habitants, dans l'Hasankeyf actuel. C'est donc que les décideurs publics ont pris acte de certaines des doléances des habitants. Par exemple, les habitants reprochent l'absence d'infrastructure de santé à Hasankeyf qui les oblige à aller à Batman pour se soigner ; dans la nouvelle ville, un hôpital de taille assez importante est en construction.

L'idée de faire passer l'expulsion-réinstallation comme porteuse d'opportunités passe en grande partie à travers la question du tourisme. Les projets visant à développer le tourisme - et donc l'économie de la ville- sont démultipliés. Par exemple, l'accent est mis sur le développement futur des activités nautiques. Mais l'exemple le plus emblématique concerne l'ensemble des plans liés à la citadelle. Cette dernière devrait faire l'objet d'une stratégie de mise en valeur, avec sa réouverture future et une connexion à la nouvelle ville par bateau et même téléphérique.

De tels projets ont, outre l'aspect économique recherché, pour but de transformer l'image des conséquences liées à la montée des eaux. Un impact jugé négatif devient ainsi positif. L'idée est pensée telle qu'elle : « certes, la ville sera engloutie, mais le lac de barrage va permettre la réouverture du château et attirera des touristes, attirés par l'idée de passer au-dessus du lac de barrage en téléphérique ».

Le gouverneur de la ville semble honnêtement persuadé que le tourisme va augmenter dans la nouvelle ville grâce à tous les plans mis en œuvre. Il m'explique qu'il pense même que la taille de la ville va croître dans un futur plus lointain, avec le développement économique attendu⁷³.

Les arguments des administrateurs locaux n'empêchent cependant pas les opposants au barrage et la majorité de la population d'être très hostiles au déplacement. Les plans globaux sont jugés très opaques par les opposants, qui dénoncent une absence de réelle concertation de l'État avec les habitants, et s'appuient sur l'exemple de la relocalisation forcée des habitants du village d'Ilsu⁷⁴, jugée très mauvaise par les opposants. Les tensions avec les habitants se crispent sur la question du prix des maisons de la nouvelle ville. Le discours des groupes d'opposition au barrage se concentre en grande partie sur les plans controversés liés au patrimoine : il plane une incertitude forte sur la faisabilité et l'accomplissement futur de la plupart de ces projets.

⁷³ Entretien avec Temel Ayca, *kaymakam* (gouverneur) d'Hasankeyf, février 2015

⁷⁴ Le village d'Ilsu a été le premier village déplacé dans le cadre du projet de barrage. Le village originel était situé à l'endroit exact de l'emplacement du barrage

B. Les acteurs de la planification du Nouvel Hasankeyf

Les décideurs locaux

L'acteur étatique local le plus important dans la planification du Nouvel Hasankeyf est la DSI (acronyme de *Devlet Su İşleri*, trad. : Administration des travaux hydrauliques). La DSI est l'administration qui gère la construction du barrage d'Ilisu, mais aussi les aménagements nécessaires pour pallier aux conséquences négatives du remplissage du lac de retenue du barrage. En clair, la DSI planifie le déplacement des populations, la construction des nouveaux villages et nouvelles villes, les plans pour le patrimoine, et elle gère le budget alloué à ces plans. Elle gère aussi les travaux d'excavation archéologiques à Hasankeyf, par l'intermédiaire d'un programme de l'administration du projet GAP (*Güneydoğu Anadolu Bölgesi Kalkınma İdaresi*), une administration qui reste globalement inféodée à la DSI.

Le budget consacré aux plans pour protéger et déplacer le patrimoine d'Hasankeyf avoisine les 25 millions d'euros ; un budget similaire serait consacré à l'aménagement de la nouvelle ville et des nouvelles infrastructures⁷⁵. C'est aussi la DSI qui fixe les prix des logements pour les populations déplacés. La DSI est donc l'administration centrale dans la planification du Nouvel Hasankeyf, en allant du processus de décision jusqu'à la supervision des plans. La DSI est très critiquée par les opposants, qui lui reprochent de tout gérer de manière opaque et de ne pas permettre le dialogue avec les habitants et les opposants. Un bureau de la DSI a ouvert dans le Nouvel Hasankeyf, mais il semble que ce soit assez récent.

Un second acteur de l'administration locale à prendre en compte est le *kaymakam*, qui dirige l'administration générale au niveau de la ville et du district d'Hasankeyf. Il joue donc un rôle important, et son administration (le *kaymakamlık* ou gouvernorat⁷⁶) semble travailler de concert avec la DSI, pour proposer et aménager certains des plans. Le *kaymakam* d'Hasankeyf

⁷⁵ Information donnée par un ingénieur interrogé à l'office de la DSI ouverte dans la nouvelle ville d'Hasankeyf. Selon un document publié par la DSI, le budget consacré aux recherches archéologiques et au déplacement du patrimoine serait de 30,5 millions de dollar US, soit près de 27 millions d'euro au taux actuel : Direction générale de l'Administration des Travaux Hydrauliques, Ilisu Consortium, *Ilisu dam and HEPP project amendments on updated resettlement action plan (URAP)*, Ankara, 2006, page.39

⁷⁶ Le bâtiment abritant le *kaymakamlık* d'Hasankeyf est situé dans la nouvelle ville.

est Temel Ayca depuis 2013⁷⁷. C'est l'interlocuteur principal des opposants pour les points de conflit concernant la ville (les opposants accusant entre autre la DSI de ne pas vouloir chercher à discuter). J'ai, par exemple, pu assister par hasard à une rencontre entre lui, des membres de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive* et des habitants d'Hasankeyf.

Le *kaymakam* actuel semble globalement apprécié par la population et plusieurs opposants externes à la ville. Plusieurs personnes interrogées pensent qu'il essaye de faire de son mieux pour rendre la situation des habitants et de la ville meilleure à l'avenir. Un acteur interrogé m'a dit penser que le *kaymakam* ne souhaite surement pas réellement la submersion d'Hasankeyf, mais que cette décision n'est évidemment pas de son ressort.

Les constructeurs :

L'acteur-constructeur des infrastructures et logements de la nouvelle ville est la TOKI (*Toplu Konut İdaresi Başkanlığı*, trad. : Administration du Développement de l'Habitat). C'est un organisme public placé sous la tutelle du Premier Ministre. La TOKI fait l'objet de critiques de la part des habitants pour la qualité des maisons construites.

Le KGM (*Karayolları Genel Müdürlüğü*, trad. : Direction générale des routes), est l'administration en charge de la planification des nouvelles connexions routières.

Un nouveau pont est en construction pour assurer la connexion future entre Batman et Mardin. C'est le constructeur privé turc *Cengiz* qui est impliqué dans la construction du pont qui traversera le lac de retenue ; il dépassera en longueur les ponts du Bosphore⁷⁸. La firme participe aussi à la construction du barrage.

⁷⁷ Il semble d'usage dans le système administratif turc qu'une rotation régulière des *kaymakam* (sous-préfets) et des *Vali* (préfets) soit effectuée sur toute l'échelle du territoire.

⁷⁸ La taille du pont sera de 1791 mètres, alors que le plus long des deux ponts du Bosphore actuellement en service fait 1560 m de long. Voir : Cengiz İnşaat, *on-going projects, Hasankeyf Bridges*, (en ligne) <http://www.cengiz-insaat.com.tr>, [03/06/2015]

Le directeur des fouilles archéologiques du site d'Hasankeyf :

Le programme d'excavation d'Hasankeyf existe depuis 1986, sous le nom de « Recherche, Excavation, et projet de sauvetage sur le site archéologique et historique d'Hasankeyf ». Le programme est financé par l'agence de développement régional du GAP⁷⁹.

Le directeur des excavations archéologiques semble être un personnage influent : il occupe un rôle important de coordination pour ce qui est du processus de conception et d'acceptation des plans du Nouvel Hasankeyf en lien avec le patrimoine historique. L'actuel directeur des excavations se nomme Abdülsselam Uluçam, qui occupe ce poste depuis 2004.

Cet homme est très impopulaire chez les opposants au barrage Ilisu, et chez les habitants d'Hasankeyf. Il est accusé de ne pas être indépendant, mais d'être un pion au service de l'État et de ses intérêts. Il a été nommé en 2007 Recteur de l'Université de Batman (la nomination passe par le Président de la République, voir encadré), et beaucoup d'opposants pensent qu'il a été nommé à ce poste en récompense de bons et loyaux services envers les intérêts étatiques. Abdülsselam Uluçam serait en effet bien plus silencieux que son prédécesseur⁸⁰. Plusieurs l'accusent d'être un ami des proches du pouvoir, notamment de l'ex-président turc Abdullah Gül, qui était en poste lors de la nomination d'Abdülsselam Uluçam au titre de Recteur. La connivence entre les recteurs d'universités et l'AKP, le parti au pouvoir, est souvent pointée du doigt par les opposants de ce parti au pouvoir.

Procédure de nomination des recteurs d'Université en Turquie :

En premier lieu, les enseignants d'une université votent pour choisir leur prochain recteur. Le YÖK, le Conseil de l'Enseignement Supérieur, a la possibilité discrétionnaire de modifier l'ordre de la liste des candidats quel que soit le nombre de vote obtenu, avant de proposer la liste au Président de la République. Un recteur peut donc être nommé sans avoir été réellement élu par les enseignants.

Le YÖK est composé de membres nommés par le Président de la République, le Conseil des Ministres, et le Conseil Interuniversitaire.

⁷⁹ Hasankeyf Kazıları, *Excavation and Survey in Hasankeyf*, (en ligne) <http://www.hasankeyfkazıları.org.tr/>, [03/06/2015]

⁸⁰ Par exemple, un opposant très remonté contre lui me dit : « il a été nommé recteur pour qu'il reste silencieux. Mais même, il n'est pas si utile que ça pour le gouvernement ! (...) Quand il y a des bénéfices à faire, il est là. Il recherche de l'or [lors des excavations] ».

Cependant, lorsque l'on regarde le résultat des dernières élections par les enseignants du recteur de l'Université de Batman, en 2012, on constate qu'Abdülsselim Uluçam a bien été élu en tête par les enseignants, sans passage en force par le YÖK⁸¹.

Les excavations archéologiques sont un sujet assez sensible. L'État est dans l'obligation de fouiller une zone avant de l'inonder. La durée des excavations peut ainsi ralentir un projet de barrage. C'est pourquoi les opposants arguent que la zone à excaver est très grande, et qu'il faudrait un temps très long avant d'en avoir fini avec les fouilles.

Selon plusieurs opposants au barrage, l'ancien directeur des excavations, Oluş Arık, aurait déclaré qu'il faudrait au moins cent ans d'excavation dans la vallée du Tigre pour tout découvrir, et aurait donc fustigé le projet Ilisu. Quand Oluş Arık a pris sa retraite, Abdülsselim Uluçam lui a succédé. Ce dernier aurait pour sa part déclaré que les excavations étaient sur le point d'être terminées, provoquant l'indignation chez les opposants au barrage.

Certains l'accusent de recel de pièces archéologiques : des objets trouvés lors de certaines excavations auraient, selon les habitants, mystérieusement disparu.

Beaucoup le déclarent incompetent (« la pire personne pour mener les excavations »). Les habitants disent qu'il serait effrayé par la population d'Hasankeyf : il serait constamment escorté par des gardes du corps lorsqu'il s'y rendrait. C'est donc un homme qui cristallise énormément de tensions.

J'ai pris rendez-vous avec lui, au rectorat de l'Université de Batman. Quand je suis arrivée, il m'a annoncé ne pas avoir de temps pour parler, et m'a fait sortir sans que je puisse lui poser de questions.

⁸¹ Batman Üniversitesi'nde Rektörlük Seçimleri Yapıldı, (en ligne) www.haberler.com, [06/06/2015]

II. La planification et la création du Nouvel Hasankeyf : une transformation radicale de la géographie locale

A. *Yeni yerleşim* ou *Yeni Hasankeyf*? - un simple changement d'emplacement ou bien une toute nouvelle ville ?



Figure 23 :
Plan de la nouvelle ville

source : kaymakamlık d'Hasankeyf



Figure 24 :

Projection en image de synthèse de la nouvelle ville

source : www.radikal.com.tr

La construction de la nouvelle ville a commencé en 2011, à trois kilomètres au nord de la ville actuelle, de l'autre côté du fleuve Tigre. Elle est construite sur un terrain inoccupé, mais qui aurait servi auparavant de lieux de pâturage en été. En ce sens, la nouvelle ville est construite sur un *no-man's land*. Derya Engin m'a ainsi indiqué que l'emplacement de la nouvelle ville se superpose sur une zone que les locaux qualifient parfois de « désert », accentuant l'idée d'absence d'installation humaine.

En février 2015, le chantier de la nouvelle ville n'était terminé qu'à hauteur d'environ 20 % du plan total⁸². Les bâtiments déjà construits sont principalement des bâtiments administratifs (sous-préfecture, commissariat, mairie, poste), des logements de fonctions pour les fonctionnaires, mais aussi les écoles de la ville. Ces bâtiments sont d'ores et déjà utilisés, et un service gratuit de *dolmuş* (une sorte de minibus) relie la ville actuelle et la ville en construction toutes les trente minutes en journée.

⁸² Information confirmée lors du terrain par de multiples acteurs, dont les ingénieurs de la TOKI, dont le bureau est installé dans la nouvelle ville.

Plusieurs bâtiments sont actuellement en construction. On relève notamment l'hôpital principal de la nouvelle ville, une université d'hôtellerie, et un parc culturel, destiné à accueillir un musée et hypothétiquement un ou plusieurs monuments menacés par le lac du barrage, mais déplacés et réinstallés dans le musée.

La construction des futures habitations de la population n'a pas encore commencé.



Figure 25 : Le nouvel Hasankeyf, en chantier. En arrière-plan, les bâtiments déjà construits.

Auteur, février 2015



Figure 26 : Bâtiments administratifs : Salon de conférence, Sous-préfecture (Kaymakamlık), Mairie, Centre de poste

Auteur, février 2015



Figure 27 : école (gauche) et mosquée (droite)

Auteur, février 2015



Figure 28 : Hôpital en construction

Auteur, février 2015



Figure 29 : Vue sur le Parc culturel, destiné à abriter un musée et accueillir un ou plusieurs monuments à déplacer

Auteur, février 2015



Figures 30 et 31 :

Logements de fonctions dans le Nouvel Hasankeyf

Auteur, février 2015



Quelle identité pour la nouvelle ville ?

La ville en construction est désignée par le qualificatif « nouvel emplacement » (*yeni yerleşim*), ou bien comme Nouvel Hasankeyf (*Yeni Hasankeyf*). Pour autant les habitants n'assimilent pas cet emplacement à leur ville actuelle, et répètent souvent qu'il n'y a rien à faire pour eux là-bas, que la ville en construction est artificielle et n'aura jamais la même identité que la ville actuelle⁸³. Pour beaucoup, le seul point commun entre les deux villes est le nom. Plusieurs habitants refuseraient d'aller visiter la nouvelle ville, traduisant un sentiment général de rejet.

La nouvelle ville sera, par essence, une ville récente. Elle est déconnectée de la ville actuelle dont l'ensemble des habitations seront englouties, la continuité entre les deux emplacements n'existe pas. L'identité des lieux va profondément changer.

Pour pallier le manque d'historicité de la ville, on constate néanmoins que certains bâtiments construits suivent une ligne architecturale qu'on pourrait qualifier de passéiste. Le choix des couleurs sur les façades de plusieurs bâtiments évoque les couleurs des éléments historiques de l'ancien Hasankeyf (voir la couleur ocre des bâtiments construits, figures 26 et

⁸³ Entretiens informels avec les habitants d'Hasankeyf lors de l'enquête de terrain, février 2015

27). Les fondations des bâtiments semblent s'inspirer de l'architecture assyrienne très représentative de la région (mais non représentative d'Hasankeyf), notamment par des constructions présentant de larges arches (voir figure 26). Pour autant, si l'architecture s'inspire et reproduit l'histoire de la région, elle ne parvient pas à l'incarner ; le Nouvel Hasankeyf sera, comme son nom l'indique une ville totalement nouvelle.

Une transformation de la géographie humaine

Dans le cas d'espèce, la transformation partielle de la géographie physique va entièrement remodeler la géographie humaine. Le paysage de la vallée sera certes modifié avec la montée des eaux, mais les changements pour la population seront très importants.

Premièrement, l'espace urbain et les quartiers d'habitation seront, dans la nouvelle ville, configurés de manière différente par rapport à l'ancienne ville, ce qui ne sera pas sans répercussions sur la vie sociale.

Dans le même temps, des changements importants dans l'activité des habitants sont à envisager, notamment pour tous ceux exerçant des activités agricoles ou d'élevage. Toutes les cultures de blés, d'orges, de raisins mais aussi toutes les activités arboricoles (puisque'il existe des vergers) sont menacées par la disparition des terres⁸⁴. Le pastoralisme, activité traditionnelle, est aussi directement menacé par la montée des eaux. Beaucoup de bergers font dormir les chèvres et les moutons dans les grottes troglodytes. Or l'engloutissement de la vallée va inonder l'accès à la quasi-totalité des caves de la région, pour celles qui ne seront pas tout simplement englouties. La survie de ces activités traditionnelles ne semble à l'évidence pas prise en compte dans la planification de la nouvelle ville.

Quand j'ai demandé au *kaymakam* si de nouvelles terres allaient être allouées aux abords du Nouvel Hasankeyf pour l'agriculture et le pastoralisme, il m'a répondu que ce ne serait pas le cas, mais que ces populations pourront se reconvertir dans les nouvelles activités touristiques qui seront proposées⁸⁵. Dans ce cas, peut-on parler alors de reconversion contrainte des habitants ? La disparition de ces activités traditionnelles, qui font part de l'identité semi-rurale de la ville, va d'ailleurs contribuer à un changement d'identité de la communauté.

⁸⁴ Ce sont là les principales cultures à Hasankeyf. La majorité d'entre elles sont pratiquées près du Tigre. Voir : Hasankeyf Kaymakamlığı, *Economical Social Structure*, *op. cit.*

⁸⁵ Entretien avec Temel Ayca, le *kaymakam* d'Hasankeyf, février 2015

Changements d'activités, changement de communauté ?

La communauté en elle-même peut être amenée à changer : une émigration forte est envisageable lors du moment où la ville actuelle va être dépeuplée, d'autant plus qu'une grande part de la population a déjà quitté les lieux. La possibilité d'acheter à crédit une maison dans le nouvel Hasankeyf est ouverte aux habitants qui n'ont quitté la ville que depuis trois ans, mais il y a fort à parier que la population qui est déjà partie ne reviendra pas vers la nouvelle ville⁸⁶.

En parallèle, l'immigration d'une nouvelle population est à prévoir, si, comme le *kaymakam* l'affirme, la ville va se développer à l'avenir, grâce au développement du tourisme escompté, et si des nouvelles habitations seront construites, plusieurs années après l'engloutissement, pour accueillir ces nouveaux arrivants. L'université d'hôtellerie qui va ouvrir accueillera sûrement des étudiants non-locaux ; les hôtels d'affaire qui vont ouvrir, dont la propriété n'appartient pas aux habitants, vont aussi peut-être attirer de la main-d'œuvre étrangère à la population de la ville.

Ces futurs hôtels d'affaire font l'objet de critiques : à qui vont profiter les nouvelles opportunités offertes par la ville ? Des habitants pensent que la nouvelle ville est surtout profitable pour des hommes d'affaire, qui n'ont rien à voir avec la ville mais vont y investir.

B. Le nouvel Hasankeyf : un plan basé sur le développement de l'activité touristique

Pourquoi le tourisme comme vecteur de l'activité dans la nouvelle ville ? L'exemple de Halfeti

L'idée de se concentrer sur le développement touristique prend exemple sur un précédent, celui de la ville historique de Halfeti, qui a été partiellement submergée en 2000 par le lac du barrage de Birecik. Avant cet événement, la ville n'était pas vraiment touristique, mais l'engloutissement a été médiatisé et a donc accru la visibilité de la ville.

À huit kilomètres de l'ancienne, une nouvelle ville a été construite pour accueillir la population. La majorité de l'ancienne ville a été engloutie, mais une partie en hauteur est restée émergée. Le tourisme a alors été développé. Les habitations construites à partir de pierres

⁸⁶ Today's Zaman, *State compels Hasankeyf to evacuate ; families to become indebted after losing their houses*, (en ligne) www.todayszaman.com/national, [03/06/2015]

sculptées attirent les touristes. Surtout l'existence d'une mosquée immergée dont le minaret sort de l'eau offre un paysage atypique. Les activités nautiques ont été développées et les touristes viennent visiter la ville en bateau. Un pont suspendu en bois a été construit au-dessus du lac pour les piétons.

Les acteurs interrogés m'ont confirmé qu'Halfeti n'était pas touristique avant, mais que la ville l'est devenue après l'engloutissement. Pour le *kaymakam* d'Hasankeyf, si les gens se déplacent à Halfeti, c'est pour voir à quoi ressemble une cité engloutie. Logiquement, Hasankeyf devrait connaître le même sort. Un documentariste rencontré durant mon enquête de terrain m'a dit qu'à Halfeti, la jeunesse s'est adaptée à la nouvelle situation et vit du tourisme que draine la vieille ville. La situation serait néanmoins nettement plus dure pour les plus âgés, qui vivaient autrefois de l'agriculture⁸⁷.

Le parallèle avec Halfeti pour expliquer le développement futur du tourisme à Hasankeyf est contestable parce que le contexte temporel est différent. Halfeti, engloutie en 1999-2000, est devenue touristique la décennie même où la région s'est ouverte au tourisme. Durant la décennie 1990, le tourisme était quasiment au point mort dans la région du fait de la guerre entre l'armée turque et le PKK, et de la politique contre-insurrectionnelle très répressive de l'armée.

La planification du futur d'Hasankeyf pensée par le tourisme : un choix risqué et tributaire de la pérennité touristique

Les habitants d'Hasankeyf pointent le fait que leur ville est déjà touristique et visible. Ils sont très sceptiques à l'idée d'une augmentation du tourisme après l'engloutissement, et assimilent l'argument à de la propagande. Les touristes qui viennent à Hasankeyf veulent voir la ville authentique, dans son état d'origine, m'explique un habitant : « Si les touristes veulent pratiquer des activités nautiques, aller à la plage, ils vont à Marmaris⁸⁸, pas à Hasankeyf ».

⁸⁷ Information confirmée par Derya Engin

⁸⁸ Ville balnéaire et ultra-touristique du sud-ouest turc, située en face de l'île grecque de Rhodes.

Les plans pour le nouvel Hasankeyf risquent en effet d'en faire un site artificialisé, disneylandisé, comme l'illustre le plan pour regrouper certains des monuments menacés dans un parc, donc dans un espace réduit. Les principaux acteurs politiques d'Hasankeyf, le maire AKP et son opposant du HDP, pensent tout deux que le tourisme va diminuer dans la nouvelle ville⁸⁹.

Les plans de la nouvelle ville devraient rendre le tissu économique de la ville encore plus dépendant du tourisme qu'elle ne l'est actuellement. La pérennité de la demande touristique future n'a pourtant rien d'assuré. Si une baisse tendancielle du tourisme se produit, tous les investissements réalisés ne seront pas amortis, ou alors seulement à la marge. La population serait la première à souffrir si la demande touristique baissait.

Il est envisageable que le tourisme non régional baisse considérablement. Cependant, si des activités nautiques sont effectivement mises en œuvre, il y a fort à parier que le tourisme régional reste stable voire se développe. Et si les plans relatifs à la citadelle sont mis en œuvre, il est possible qu'Hasankeyf reste traversée par les tours organisés. Les routes, à l'issue de l'engloutissement, sont d'ailleurs censées être agrandies et améliorées, ce qui pourrait contribuer au désenclavement de la ville. Un pont est en construction pour garder indemne la connexion entre Batman et Mardin.

Plusieurs habitants, même s'ils se disent opposés à l'engloutissement de la ville, m'ont dit qu'ils pensaient que les plans prévus pour la nouvelle ville seront bénéfiques pour la population, en particulier pour la jeunesse, s'ils sont mis à exécution. L'un m'explique qu'une partie de la population n'est pas sensible à l'histoire de la ville et à l'importance du patrimoine, et que ce qu'elle cherche avant tout, c'est pouvoir « manger du pain ». Puisque beaucoup d'habitants vivent dans le dénuement, une partie d'entre eux est sensible au discours des acteurs pro-Ilisu portant sur les aménagements prévus et promis dans la nouvelle ville.

⁸⁹ Entretiens avec Murat Tekin (président du HDP à Hasankeyf), et Abdolvahap Küsen, maire AKP d'Hasankeyf, février 2015

III. Les planifications du Nouvel Hasankeyf : la part belle aux infrastructures touristiques

La planification de la nouvelle ville comprend de nombreux projets. Ils sont en grande majorité axés sur le tourisme, soit de manière directe, soit qu'ils puissent appuyer les autres plans. Une grande partie d'entre eux sont relatifs au patrimoine, mais pas seulement.

A. Les plans patrimoniaux et touristiques

Les plans pour le patrimoine comprennent, basiquement :

1 - un parc culturel, censé accueillir un musée et une partie des monuments historiques menacés.

2 - la réouverture de la citadelle en musée plein-air, consolidée grâce à ce qu'on peut appeler un véritable barrage de béton-armé, pour éviter son effondrement, et éviter que la principale vallée troglodyte soit engloutie. Une jonction à la nouvelle ville serait assurée par des bateaux-navettes et un téléphérique.

3 - la rénovation et consolidation du patrimoine qui sera englouti : officiellement pour éviter une destruction par enlèvement sous l'eau, et pour permettre des activités de plongée culturelle.

La DSI est à l'origine des plans pour le patrimoine. La procédure s'établit officiellement comme telle : (1) Un entrepreneur élabore un projet avec le chef des excavations du site de Hasankeyf, qui doit donner son autorisation. (2) Le projet est présenté à la DSI, qui le transmet à la Direction Générale des Biens culturels et des Musées, dépendante du Ministère de la Culture et du Tourisme. (3) Le projet est transmis à une commission scientifique, composée d'experts indépendants, qui décide si le projet est ou n'est pas acceptable. (4) La Direction Générale des biens culturels approuve alors le projet, (5) le transmet au Conseil Régional de la Protection des Biens Culturels. (6) Celui-ci confirme et met en œuvre la publicité du projet auprès de l'administration générale et des acteurs du projet concernés.

Officieusement, il semble cependant évident que ce ne soit pas des entrepreneurs à l'origine même des projets, mais la DSI (1), qui va ensuite chercher des contracteurs pour les mettre à exécution.

Le parc culturel : musée et déplacement envisagé de certains monuments

Le plan basé sur la création d'un parc culturel est sans doute le plus polémique des plans liés au patrimoine, et il est le plus ancien⁹⁰. Le projet consiste à déplacer des monuments qui sont menacés par la montée des eaux, pour les rassembler dans un parc culturel (*kültür park*). Dans ce parc se trouveront un musée archéologique, et un port pour relier la citadelle.

Le parc culturel (en construction), est situé au sud-est, et sera relié au centre commercial par un pont qui passera au-dessus de l'eau (voir figures 32 et 33). Le musée devrait permettre la création d'une cinquantaine d'emplois⁹¹.



Figure 32 : visualisation sur le parc culturel (à droite) et « axe culturel et touristique » (à gauche)

Source : DSI



Figure 33 : visualisation en 3D sur le parc culturel

Source : DSI

Le musée a vocation à accueillir les objets trouvés lors des fouilles archéologiques. Le problème est que toutes les pièces déjà trouvées ont été envoyées au musée de Mardin pour certaines, et pour d'autres au musée de Batman. À l'avenir, le dispersement de ces pièces pourrait poser problèmes pour leur retour vers le musée d'Hasankeyf.

⁹⁰ Je n'ai pas de date concernant le lancement de l'idée

⁹¹ Source : entretien avec des archéologues de l'équipe d'excavation

L'essentiel du projet de parc culturel repose néanmoins sur le déplacement de certains des monuments historiques menacés. Cette partie du projet est très critiquée pour plusieurs raisons. On lui reproche notamment : son absence de clarté, sa faisabilité douteuse, et l'intérêt du déplacement lui-même.

Les avis divergent : certains des acteurs interrogés pensent que le déplacement des monuments est impossible, d'autre pensent que certains monuments ne pourront pas être déplacés, d'autre pensent que le déplacement de tous les monuments est possible. Les architectes partagent aussi des vues différentes. Un habitant me dit ainsi qu'un architecte étranger lui a dit qu'il était possible de déplacer les minarets, mais pas avec le budget prévu pour cela (cet habitant, comme beaucoup d'autres, pense que le déplacement est impossible).

Tous néanmoins s'accordent à dire que ce sera très difficile, notamment en raison de la construction irrégulière des pierres pour plusieurs bâtiments, de la taille de certains (notamment pour les minarets), de l'emplacement géographique et leur inclinaison. Les opposants craignent que les monuments ne soient pas transportés avec assez de soin et s'effondrent lors du transfert, ou que des pièces soient abimées.

Le flou règne en maître sur le projet : il n'y a pas de certitude sur le nombre de bâtiments déplacés, et sur la mise en œuvre elle-même du projet. Au départ les autorités parlaient de déplacer tous les monuments menacés : l'idée était alors de déplacer 9 monuments (ou 12 en comptant les quatre vestiges du pont séparés). Cependant, avec la mise en lumière des difficultés du déplacement, du coût important ; compte tenu des moyens limités et avec l'absence d'avancée du projet, le projet a été revu à la baisse. Récemment le débat ne portait plus que sur trois monuments : le Mausolée de Zeynel Bey, qui semble le plus à même d'être déplacé, et les minarets des mosquées Er-rizk et Süleyman⁹². Maintenant, la question se pose essentiellement seulement pour le déplacement du Mausolée de Zeynel Bey.

C'est que les annonces publiques de déplacement ont été faites avant l'acceptation des projets, avant la prise en compte des coûts, et avant de trouver des partenaires pour mettre en œuvre ces déplacements. L'annonce par le passé d'un plan qui aurait préservé tous les monuments permettait de donner l'image d'acteurs étatiques soucieux des intérêts patrimoniaux.

⁹² Entretien avec Ercan Aybaoga, Diyarbakır, février 2015

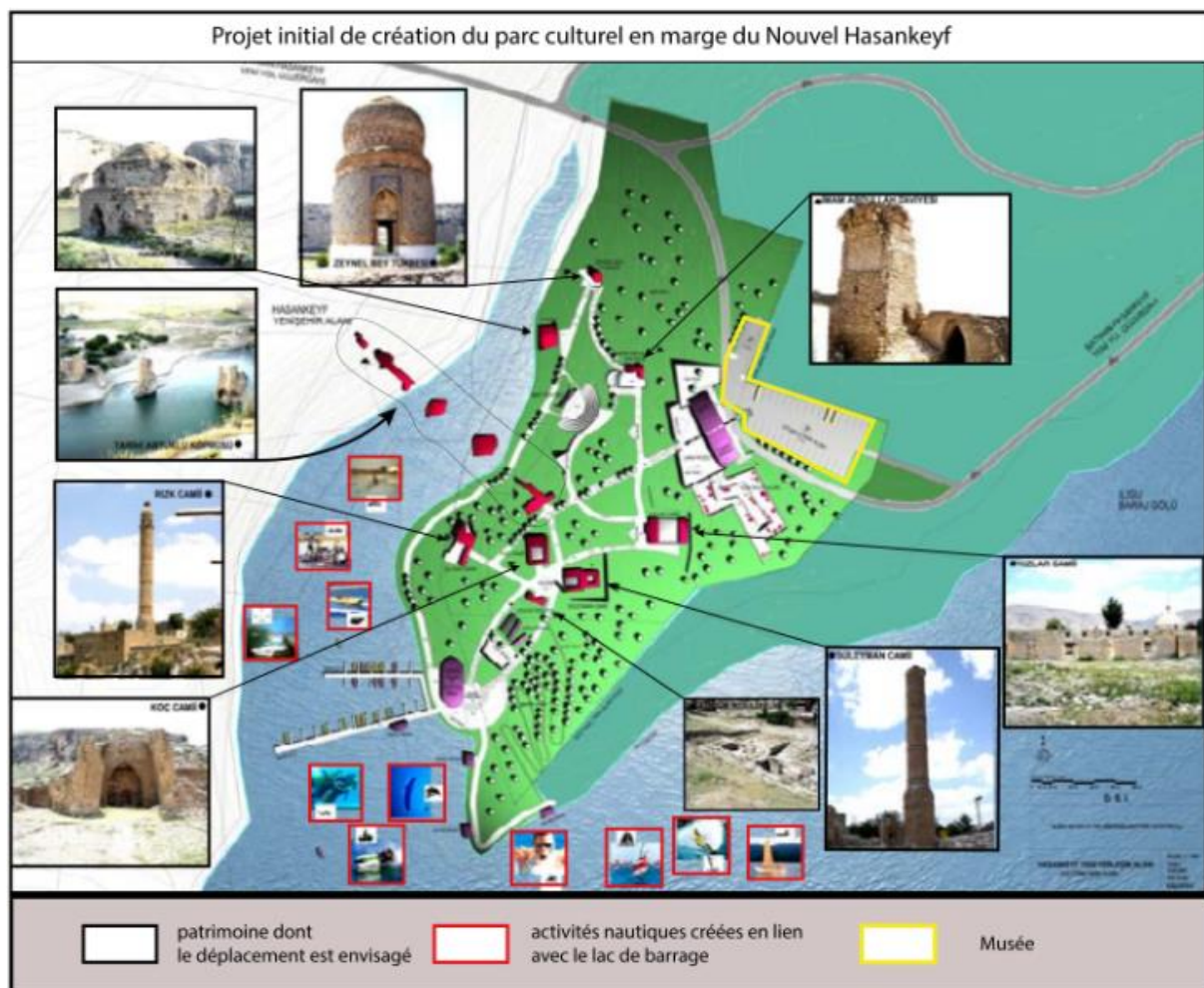


Figure 34 : Réalisation à partir d'un schéma-carte de la DSI. A l'origine, le projet était de déplacer neuf monuments.
Source : www2.dsi.gov.tr/ilisu_projesi.pdf

Zeynep Ahunbay a publié un rapport qui énumère les points problématique dans le déplacement du patrimoine⁹³. Selon elle, c'est quelque chose à envisager sérieusement, car cela représente un moindre mal par rapport à une destruction totale des monuments. Selon elle cependant : « la planification pour la relocation du patrimoine architectural d'Hasankeyf n'est pas convenable ». La prise en compte de l'emplacement et de la topographie ne serait pas suffisante. Le changement de contexte paysager, la relocation sur un site complètement différent du site de l'emplacement d'origine, donnerait un aspect vraiment différent aux monuments déplacés :

Ils sont aliénés/isolés et perdent une grande part de leur dignité et intégrité. Leur valeur esthétique est amoindrie. Un paysage et un contexte similaire doivent être créés pour les rendre

⁹³Zeynep Ahunbay, *Preservation of Hasankeyf / A site threatened by Ilisu dam project*, op. cit., page.1

à nouveau impressionnants et éloquents. Il n'y a pas d'études ou de préparations pour donner un paysage similaire à ces monuments ; si le plan projeté est mis à exécution, le nouveau musée en plein-air d' "Hasankeyf" sera juste un petit parc dans lequel des petits fragments de grands monuments seront exposés comme des pièces de musée. 94.

Selon le rapport, deux techniques différentes peuvent être utilisées pour déplacer un monument. L'une consiste à extraire le bâtiment de ses fondations pour le monter sur un chariot. La méthode serait appropriée pour déplacer le Mausolée de Zeynel Bey. Les deux minarets devraient quant à eux être démantelés puis réassemblés. La technique, très contraignante, exige beaucoup de minutie. Cette technique peut entraîner la perte de détails originaux, certaines pièces se désagrégeant durant le processus, d'autres devant nécessairement être remplacées. L'authenticité, la finition est forcément altérée. Enfin le déplacement de bâtiments à l'état partiel de ruine est très difficile, et la plupart de l'ensemble formé par les briques doit être renouvelé⁹⁵.

Le plan de déplacement serait actuellement à l'étude devant une commission scientifique. Zeynep Ahunbay, m'a dit avoir été approchée pour faire partie de la commission, mais leur avoir signifié son refus : puisqu'elle est opposée au barrage, accepter d'entrer dans la commission aurait été comme une sorte de trahison⁹⁶. Il semble donc bien que les autorités cherchent à y inclure des personnalités indépendantes de l'État, puisque l'opposition du professeur Ahunbay au projet est bien connue. Cependant, je n'ai aucune information sur la composition de cette commission. D'après des archéologues interrogés, le chef des excavations ne serait pas dans la commission.

La DSI a lancé deux appels d'offre pour trouver une société pour déplacer le Mausolée de Zeynel Bey, sans succès. Une firme américano-néerlandaise aurait été approchée en 2014 pour déplacer le Mausolée, mais se serait retirée⁹⁷. Abdülssalam Uluçam, le directeur des fouilles archéologiques, a annoncé durant le mois de mai 2015 qu'une firme italienne avait accepté le contrat, pour une somme supérieure à un million d'euro⁹⁸. Cependant, cela n'a pas dû être concluant puisqu'un troisième appel d'offre a été lancé le 28 mai 2015 ; la Chambre des

⁹⁴ *Ibid.*, page 2. Texte traduit de l'anglais

⁹⁵ *Ibid.*, page 1 et 2

⁹⁶ Entretien avec Zeynep Ahunbay, Istanbul, février 2015

⁹⁷ Entretien avec des archéologues de l'équipe d'excavation d'Hasankeyf, Batman, février 2015

⁹⁸ Haberler, *Zeynel Bey Türbesi raylı sistemle taşınacak*, (en ligne) www.haberler.com, [30/05/2015]

Architectes de Batman, organisation membre de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive*, a déclaré peu avant qu'elle ne donnerait pas son autorisation pour déplacer le monument (il semblerait donc que la Chambre ait un droit de veto sur le processus)⁹⁹.

Pour les représentants de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive*, l'impossibilité de trouver une firme pour déplacer le monument traduit l'impossibilité d'effectuer la manœuvre, car il « devrait sûrement être détruit durant le processus »¹⁰⁰. L'*Initiative* s'oppose officiellement au déplacement, car les monuments seront extraits de leur « environnement particulier près du Tigre ». Prendre une position de refus systématique des plans proposés par l'État est stratégique pour l'opposition : elle garde ainsi la cohérence de son discours, et ne dévie pas de sa position officielle qui est l'arrêt du projet Ilisu dans sa globalité, sans compromis.

La rénovation et la consolidation du patrimoine qui ne sera pas déplacé.

La seconde catégorie de projets relatifs au patrimoine concerne la rénovation de certains monuments, officiellement en vue de les consolider pour qu'ils résistent aux dégâts causés par l'engloutissement. Ce plan est né puisque le projet de déplacement de l'ensemble des monuments vers le parc culturel a été compromis. Le projet de consolidation concerne actuellement les vestiges du vieux pont, son déplacement n'étant plus d'actualité. L'un des vestiges, qui comprend notamment une arche, a été consolidé. Un autre vestige (l'un des deux piliers du pont sur l'eau) est actuellement en rénovation/consolidation.

Durant mon enquête, j'ai pu constater que les habitants avaient peu d'informations sur ce qu'il allait advenir du pont et sur le but des rénovations. De là certaines théories sont nées chez les habitants : plusieurs pensait ainsi qu'une sorte d'aquarium allait être créé autour du pont.

Il ressort en fait que les vestiges vont être simplement laissés sous l'eau. La consolidation va, selon les officiels, protéger les vestiges de la destruction, ce qui permettra, quand le barrage ne sera plus viable, aux générations futures d'en profiter. Cette affirmation est très critiquée : tous les habitants interrogés pensent que le pont va disparaître avec le temps,

⁹⁹ Haberler, *Mimarlar Odası Zeynel Bey Türbesinin Taşınmasına Ruhsat Vermeyecek*, (en ligne) www.haberler.com [30/05/2015]

¹⁰⁰ Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam Construction Site Militarized*, (en ligne) www.hasankeyfgirisimi.net, [15/05/2015]

sous l'eau. Comme le fleuve Tigre transporte beaucoup de sédiment, les opposants pensent que les vestiges du pont seront très vite recouverts de vase et se dégraderont.

Le projet de consolidation du pont vise aussi une dimension touristique : à défaut de pouvoir transférer le pont, il est maintenant question de faire de la plongée sous-marine pour explorer les vestiges. Un article récent (mars 2015) du journal *Habertürk* rapporte des vues contradictoires sur la question. Dans l'article, le *kaymakam* s'exprime :

Les pieds [du pont] vont rester sous l'eau. Dans le futur, quand le barrage sera fini [c'est-à-dire quand il ne sera plus viable], l'aspect esthétique du pont sera très bien. Les gens viendront ici pour le voir. Après l'engloutissement d'Hasankeyf, ce travail de protection va permettre de faire du tourisme sous-marin. 101.

Le maire de la ville critique le projet, car il engendre actuellement de la pollution visuelle. Selon lui le projet ne permettra pas d'augmenter le tourisme à l'avenir¹⁰². Pour Recep Kavuş, le président de l'Association des Bénévoles de l'Environnement de Batman (*Batman Çevre Gönüllüleri Derneği*), les travaux de restauration ne renforcent pas les vestiges du pont. Les travaux ne seraient pas conformes à l'esprit de l'œuvre, et perturberaient



Figure 35 : L'un des deux pieds du pont est en rénovation, en vue de sa consolidation.

Auteur, février 2015

¹⁰¹ Habertürk, *Hasankeyf'te Köprü Tartışması*, (en ligne) www.haberturk.com [01/04/2015]

¹⁰² *Ibid.*

l'environnement. Toujours selon lui, l'objectif de tel projet est de légitimer le barrage d'Ilisu ; le projet ne serait pas transparent, et les coûts cachés au public¹⁰³.

Faire de la citadelle un musée-plein-air connecté à la nouvelle ville

Le troisième plan relatif au patrimoine est celui qui présente l'envergure la plus considérable. La citadelle, puisqu'elle est en hauteur, ne sera pas engloutie par le barrage. Le patrimoine qu'elle abrite fait actuellement l'objet de consolidations et rénovations. À terme, après la montée des eaux, la citadelle doit rouvrir et devenir un musée en plein air. Le projet prévoit de connecter la citadelle au Nouvel Hasankeyf avec des navettes-bateaux, dont le port sera situé sur le parc culturel adjacent au Nouvel Hasankeyf. Le projet permettrait en outre de faire passer les touristes par ce parc culturel pour accéder à la citadelle. Un élément plus récent vient se greffer au projet : une connexion entre la nouvelle ville et la citadelle par un téléphérique, qui passera au-dessus de l'eau. Le projet de téléphérique pourrait être un gros avantage pour attirer les touristes notamment étrangers.

La transformation de la citadelle en musée en plein air est au cœur du plan de renouveau touristique mis en place par les décideurs publics. Le projet est aussi central pour leur argumentation, selon laquelle la fréquentation touristique croîtra dans la nouvelle ville. Selon le *kaymakam*, le projet attirera de nombreux touristes.

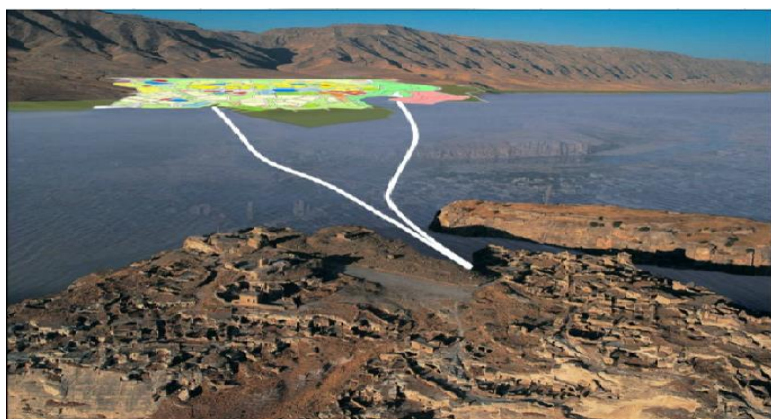


Figure 38 : *Projet de connexion de la citadelle (premier plan) et du Nouvel Hasankeyf par bateau-navettes*

Source : vidéo de présentation du nouvel Hasankeyf (Hasankeyf Kaymaklığı)

¹⁰³ *Ibid.*

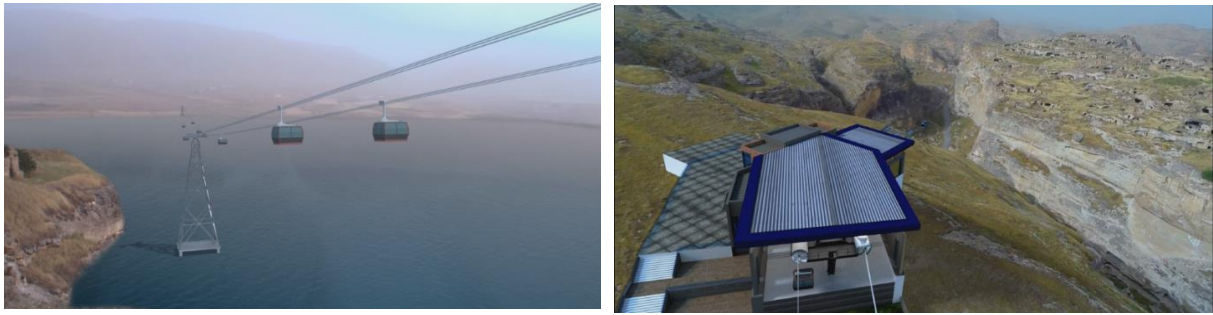


Figure 37 et 38 : *Projet de connexion entre la citadelle et la Nouvelle ville par téléphérique*

Source : vidéo de présentation du projet de téléphérique, Hasankeyf Kaymakamlığı

Les opposants ont pointé un risque important planant sur la citadelle, à cause du lac de barrage. La citadelle est située sur une petite montagne formée de calcaire ; or le calcaire s'érode très vite au contact de l'eau. La montagne est déjà fragilisée, car elle comporte plusieurs fissures importantes, et la falaise qui donne sur le Tigre a une forme très escarpée. De plus, les bords de la montagne sont littéralement troués par une multitude de caves. La submersion de ces caves devrait accélérer cette érosion, et pourrait entraîner des infiltrations d'eau sous la citadelle.

Si aucun plan n'était mis en œuvre, l'érosion provoquée par la montée des eaux pourrait provoquer à terme un effondrement de la citadelle, ou de ses flancs sur lesquels certains monuments sont installés, comme le petit palais. Un effondrement serait désastreux pour le patrimoine, mais aussi pour le plan de réouverture de la citadelle des acteurs publics. Cet argument ne semble pas être lancé en l'air et dénué de fondements, car sa prise en compte par la DSI est bien réelle.

Un nouveau projet a alors été mis en place, consistant à consolider au béton armé toute la façade de la montagne sur laquelle est perchée la citadelle, et à créer un mur de béton armé pour protéger la vallée troglodyte principale (la ville basse), qui est adjacente à la citadelle. Ce mur de béton, s'il est mis à exécution, devrait à l'évidence avoir un coût très important.

Le mur devrait faire près d'une vingtaine de mètres de hauteur, et être suffisamment résistant pour faire face à la pression de l'eau. Un tel mur pour faire barrage à l'eau aurait l'avantage de préserver, du même coup, la vallée troglodyte de la submersion. C'est là encore une « solution la moins pire ». Le plan a l'air de contenter les habitants, puisqu'il permettrait de sauver leur ville historique. C'est aussi un plan avantageux du point de vue touristique puisque, même si l'accès à la vallée troglodyte devrait être interdit pour raisons de sécurité, le

panorama qui donne sur celle-ci depuis la citadelle sera préservé. L'autre vallée qui entoure la citadelle, située sur son flanc ouest, devrait pour sa part être partiellement submergée.

Pour certains opposants au barrage, ce projet de bétonnage illustre la démesure, l'absurdité du projet Ilisu. Les critiques doutent de sa faisabilité, et de son efficacité : en effet l'érosion semble inéluctable, à moins d'enduire toute la façade de la montagne avec du béton, ce qui devrait être d'un coût faramineux. On peut alors craindre, en raison de son coût, un travail bâclé. Enfin cela devrait endommager l'aspect visuel de la citadelle. Il est impossible de savoir pour l'instant si le projet de consolidation sera mis en œuvre.



Figure 39 :

Projet de consolidation de la falaise de la citadelle (en jaune) et de construction d'un mur à l'entrée de la vallée troglodyte pour prévenir l'inondation (en rouge)

Auteur, février 2015



Figure 40 : *Projet de construction d'un mur à l'entrée de la vallée troglodyte pour la prévenir de l'inondation (vue depuis l'intérieur de la vallée)*

Auteur, février 2015

La citadelle étant actuellement fermée officiellement pour raison de sécurité, l'annonce de sa réouverture future fait naître des soupçons parmi les habitants et certains opposants. Comme vu précédemment, plusieurs habitants pensent que la citadelle a été fermée dans le but de faire diminuer le tourisme¹⁰⁴. Selon ces hypothèses, en promettant que le château sera rouvert après la montée des eaux, les autorités chercheraient à légitimer le projet de barrage. Les décideurs publics feraient véhiculer l'idée que c'est bien le projet de barrage qui va permettre, grâce aux investissements, la réouverture de la citadelle.

Même si on ne peut savoir si la fermeture de la citadelle est l'objet d'une stratégie pensée, il est permis de se demander en quoi la citadelle sera plus sécurisée à l'avenir, avec la montée des eaux et la menace accrue d'effondrement lié à l'érosion.

¹⁰⁴ Par exemple : entretien avec Murat Tekin, président du HDP à Hasankeyf, février 2015

B. Les projets pour soutenir l'activité touristique et contenter la population

Les projets propres à l'emplacement du Nouvel Hasankeyf

En parallèle aux plans relatifs au patrimoine, d'autres plans sont élaborés. Ils ont vocation soit à soutenir l'activité économique future, soit à contenter la population, soit les deux à la fois. Ces plans, puisqu'ils ne concernent pas le patrimoine historique directement, cristallisent beaucoup moins d'opposition.

Des activités de plongée, de navigation de plaisance, et de sports nautiques devraient être créées grâce au lac de barrage. Ces activités devraient permettre des créations d'emplois et une augmentation du tourisme régional. Les critiques portent surtout sur leur utilité, puisque beaucoup d'habitants pensent que cela ne permettra pas d'augmenter le tourisme.

En s'inspirant de la position du marché de la ville actuelle, qui donne sur la citadelle et le Tigre (et donc qui est située sur la zone qui offre le plus de potentiel touristique), la principale zone commerciale qui sera créée dans la nouvelle ville sera située à proximité du parc culturel et y sera connectée grâce à un pont, pour faire en sorte que les touristes passent par la zone commerciale (voir la carte n°3 : *L'engloutissement d'Hasankeyf et les plans d'aménagements post-barrage*). Les habitants qui possèdent un lieu de commerce dans l'ancien Hasankeyf s'en verront allouer un gratuitement (voir *Chap3, II. B. Une mobilisation temporaire fédérant la population*). Cependant, certains habitants critiquent l'absence d'informations sur les commerces promis aux propriétaires de boutiques et sur la future rue touristique¹⁰⁵.

¹⁰⁵ Hasankeyf Girişimi, « We will not allow you to build the Ilisu Dam ! », (en ligne) www.hasankeyfgirisimi.net, [02/06/2015]

Des hôtels et campings seront réaménagés, à proximité de la principale zone commerciale. Les deux hôtels créés totaliseraient près de 60 chambres¹⁰⁶, ce qui contraste fortement avec le manque de structures d'accueil pour l'hébergement des touristes dans la ville actuelle. J'ai entendu plusieurs fois que ces hôtels étaient des hôtels d'affaires, ou des hôtels de luxe. Des habitants critiquent le fait que les investisseurs ne soient pas des habitants de la ville, qui pourront s'enrichir sans que la population n'en profite.

En parallèle, une université d'hôtellerie, en cours de construction, va être ouverte. C'est un élément important, puisqu'il n'existe pas de pôle d'enseignement supérieur dans la ville actuelle. Il semble qu'un troisième hôtel sera créé en lien avec l'université d'hôtellerie. L'idée est de former les jeunes de la ville à l'accueil des touristes, qui pourront s'exercer directement dans les hôtels. Cela permettrait de favoriser leur insertion professionnelle, et de faire diminuer le chômage.



Figure 41 : Université d'hôtellerie, Nouvel Hasankeyf.

Auteur, février 2015

Enfin, de nombreux nouveaux services sont prévus pour pallier aux problèmes que rencontrent les habitants dans la ville actuelle. La nouvelle ville sera équipée à terme de quatre écoles. Les enfants font déjà classe dans la nouvelle ville. Un hôpital est en construction et deux centres de soins sont planifiés. Cela permet de répondre à une demande importante des habitants de la ville, qui se plaignent de l'absence de structures sanitaires dans la ville actuelle.

La ville comportera trois mosquées (l'une d'entre elles est déjà construite).

¹⁰⁶ Entretien avec des archéologues de l'équipe d'excavation, Batman, février 2015

L'architecture des édifices religieux est censée être le fruit d'un syncrétisme entre architecture moderne et architectures artukide, seldjoukide et assyrienne¹⁰⁷.

Beaucoup d'infrastructures de loisirs sont développées : des salles de sport, un centre culturel, un centre d'apprentissage artistique et une bibliothèque vont être construits.

Enfin, quand on observe la composition du plan de la nouvelle ville, on ne peut que constater la multitude de parcs, aires de repos, jardins publics et espaces arboricoles qui sont prévus. Dans l'esprit du plan, la création d'autant d'espaces verts cherche à imiter l'aspect de l'actuel Hasankeyf. La ville actuelle est un espace semi-urbain, dans le sens où c'est une ville entourée par la nature. L'aspect naturel de leur ville est dès lors très important pour les habitants.

Tous ces exemples permettent de mettre en évidence la mise en place d'une véritable politique de la réparation : en contrepartie de la destruction de la ville, l'État s'engage à développer des services manquants. Les désavantages majeurs occasionnés par le déplacement forcé de la population sont alors contrebalancés par quelques avantages.

Le projet d'écovillage à Üçyol : un projet-ricochet de modification d'un espace rural

Dans le panel des développements touristiques projetés par les acteurs étatiques locaux, un autre élément rentre en jeu. Il concerne le village d'Üçyol, situé à quatre kilomètres au sud-est de la ville d'Hasankeyf, mais qui fait partie du district du même nom. Il s'agit de transformer le village en *eko-köy* (trad. : écovillage), en vue de proposer des activités de tourisme durable.

Le projet n'est pas financé par la DSI, car le village n'est pas affecté par la montée des eaux. DIKA, l'Agence de Développement Régionale du Tigre¹⁰⁸, va gérer le financement du projet, pour un budget total de 3 millions de TL, soit à peu près un million d'euro. Le projet semble très récent : quand j'ai effectué mon enquête de terrain le projet avait déjà été brièvement annoncé, mais les plans n'avaient pas encore été dévoilés au public. Par conséquent, le projet n'est pas encore vraiment l'objet de débats ; des habitants m'ont ainsi dit qu'ils

¹⁰⁷ Selon une vidéo de présentation du Nouvel Hasankeyf, disponible sur le site du gouvernorat d'Hasankeyf.

¹⁰⁸ Des agences de développement régionales ont été fondées sur le contour de régions NUTS 2 (nomenclature des unités territoriales statistiques) créées en 2006 pour répondre aux exigences de l'Union Européenne, dans le cadre de la procédure d'adhésion de la Turquie.

n'avaient pas d'information sur le projet.

Cependant j'ai pu me procurer la présentation du projet grâce au *kaymakam* d'Hasankeyf. Le projet ne concerne pas directement Hasankeyf-ville ; toutefois il fait partie intégrante du plan de renouveau touristique visé par les autorités locales.



Figure 42 : village d'Üçyol

Rapport sur le projet de village écologique à Üçyol, DIKA

Le choix d'implanter le projet d'éco-village s'est

porté sur Üçyol et non pas sur un autre village pour plusieurs raisons :

1. la proximité géographique avec Hasankeyf : c'est le plus proche village non-impacté par la montée des eaux.
2. la présence d'une grande part d'habitations en briques traditionnelles.
3. la présence de quelques grottes aménageables en logements pour touristes.
4. comme Hasankeyf, l'espace environnant est très naturel, situé en montagne. Or le paysage à Hasankeyf va être artificialisé avec la montée des eaux et tous les projets de développement touristique.

Il est question d'y ouvrir des hôtels dans les habitations traditionnelles, et d'aménager les grottes en chambres tout confort pour les touristes, avec eau courante et électricité. Un centre de commerce (*çarşı*), un marché de fruits et légumes (*organik market*) et un centre d'achat de

produits laitiers locaux seraient développés. Une coopérative agricole constituera le nouveau modèle économique du village. Ironiquement cette coopérative sera imposée par l'administration locale, et non le fruit de la volonté des habitants.

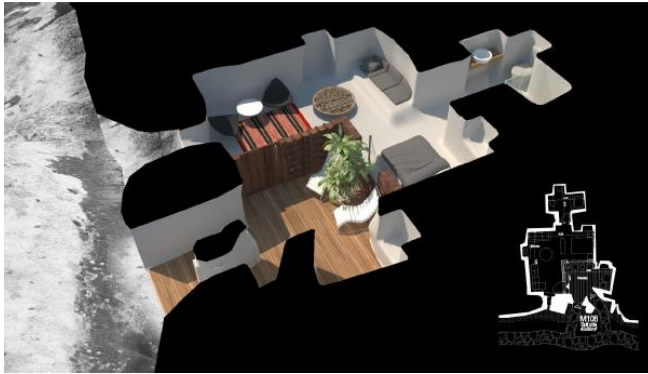


Figure 43 : Modèle de cave-hôtel
Source : Plan directeur d'Üçyol, Teğet Mimarlık



Figure 44 : Modèle du marché de fruits et légumes
Source : Teğet Mimarlık

De nombreuses activités seraient proposées : des cours d'éducation et de sensibilisation à la nature, des séances d'observation des oiseaux, des cours de yoga, des activités pour les enfants et des activités de jardinage et de permaculture. Des activités d'équitation, de vélo, de canoé-kayak (un petit cours d'eau avoisine le village) et un camp-nature (scoutisme) seraient mis en place aux alentours du village. Un musée de « la vie quotidienne » paysanne (*günlük hayatı*) serait créé. Des tours de montgolfière seraient même envisagés. En bref, l'idée qui transcende le projet est de faire d'Üçyol un lieu de vacance rêvé pour pratiquer diverses activités et se ressourcer au cœur de la nature.



Figure 45 :

Panel des futures activités
proposées à Üçyol

Source : Teğet Mimarlık

Le projet d'Üçyol peut être analysé comme un déplacement des services touristiques. Les concepteurs conçoivent l'Hasankeyf du futur en véritable zone de loisir, où seront proposées des activités touristiques variées et diversifiées, pour plaire à tous types de touristes et permettre de les retenir plusieurs jours d'affilée dans les alentours. Les gens qui viennent à Hasankeyf pour y trouver un lieu authentique pourraient être déçus puisque les plans post-barrage vont fortement artificialiser l'endroit. Dans l'esprit des concepteurs, ces touristes à la recherche de naturel n'auront alors qu'à se rendre à Üçyol, et ils trouveront ce qu'ils voudront : un village écologique et géré en coopérative. D'autant plus que, comme l'accès principal à Üçyol se fait par la ville d'Hasankeyf, les visiteurs traverseront tous les aménagements touristiques.

Le projet d'Üçyol maximise les activités de tourisme durable (à l'excès ?) dans un cadre à l'aspect authentique. Et l'authenticité ne sera bien qu'une image, puisque le projet aura été entièrement façonné par l'État. La transformation d'Üçyol en écovillage devrait en outre impacter de manière radicale le mode de vie rural (et préservé du tourisme) des habitants. Si le projet marche, et que les touristes affluent, Üçyol sera à la fois un espace-gagnant (développement économique lié au tourisme, créations d'emplois pour les locaux grâce aux nouvelles activités) et un espace-victime (mode de vie rural traditionnel de la population transformé au contact du tourisme). Üçyol sera donc, par ricochet, fortement impacté par l'engloutissement d'Hasankeyf.

Le projet d'écovillage à Üçyol réutilise indirectement des arguments de l'opposition au barrage d'Ilisu : il est fortement inspiré des revendications et propositions des acteurs anti-Ilisu écologistes, et notamment *Doğa Derneği*. L'association préconisait de développer l'écotourisme à Hasankeyf ; ce sera chose faite, mais à Üçyol. Des activités qui ont été développées à Hasankeyf par *Doğa Derneği* sont d'ailleurs directement reprises dans le projet pour Üçyol. C'est le cas, par exemple, pour les activités d'observation des oiseaux, d'initiation à l'écologie et d'étude de la nature.

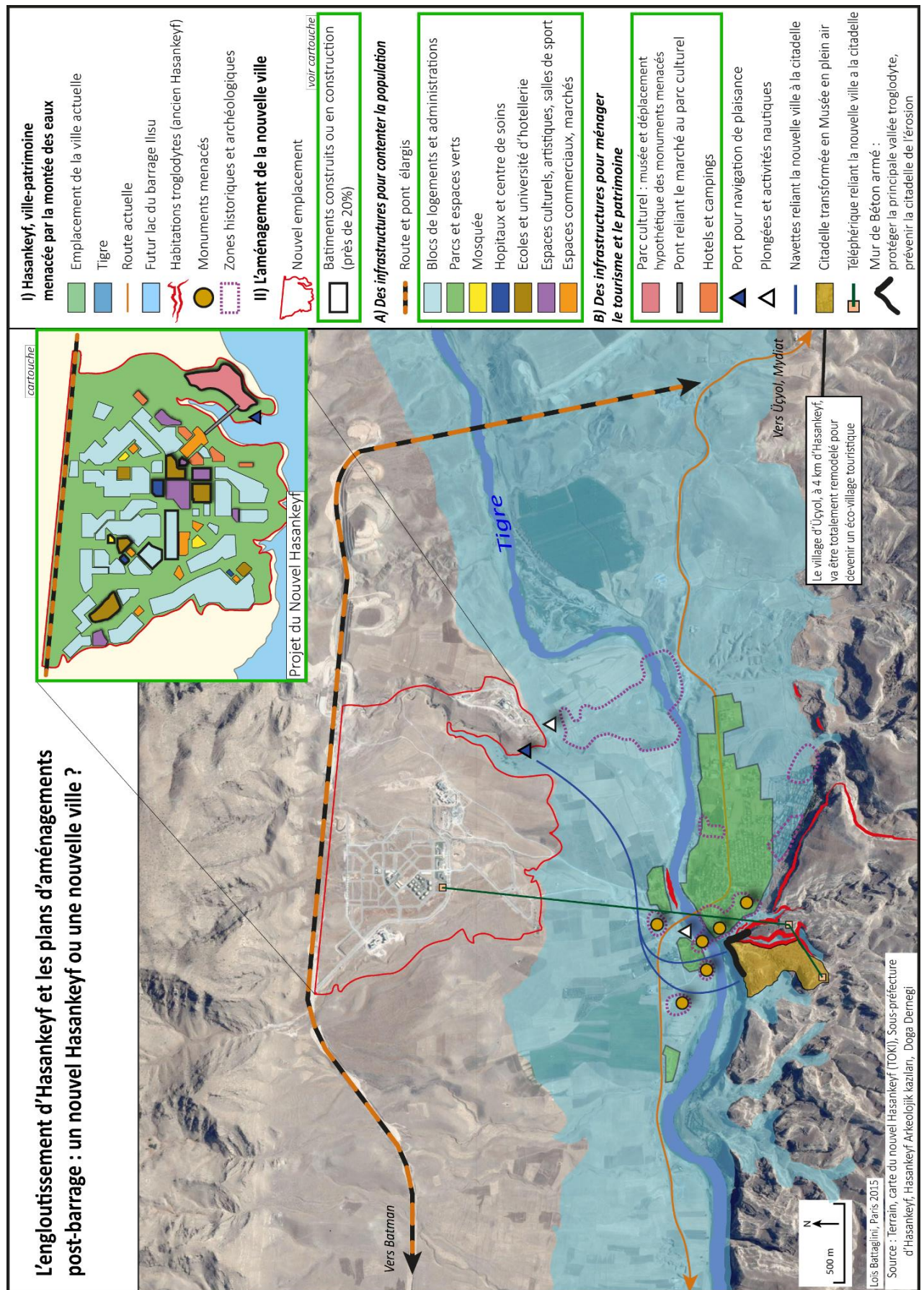
Le projet témoigne en tout cas de l'importante recherche par les acteurs étatiques de moyens compensatoires pour la population d'Hasankeyf. Le projet ne semble pas partir d'une mauvaise intention, et le *kaymakam* d'Hasankeyf a vraiment l'air persuadé que le projet dynamisera le tourisme. Cependant on ne peut que rappeler l'ironie de la situation : un village écologique va être créé pour contrebalancer le coût de l'énorme impact environnemental du

barrage. Le projet est aussi un moyen de communication : il s'agit de donner l'image d'un État qui pense aussi aux intérêts environnementaux, qui concilie son projet énergétique avec l'écologie.

La transformation du village est un pari risqué. Il s'agit de créer une offre touristique pour attirer une demande touristique qui reste inexistante. Il n'est pas certain que le projet aide réellement à attirer les touristes étrangers. Les touristes non locaux viennent pour voir Hasankeyf, et non Üçyol, un village dont ils n'ont jamais entendu parler, et qui reste un lieu bien moins impressionnant. Ces touristes peuvent aller pratiquer du tourisme durable à bien d'autres endroits.

Cependant le projet Üçyol pourrait réussir à bien capter les flux de tourisme locaux et régionaux, ce qui permettrait au projet d'être amorti. Les services proposés peuvent permettre aux familles des grosses villes des alentours (notamment Batman) d'échapper à la vie urbaine pour quelques jours. Les activités proposées, par exemple le camp scout ou la découverte des élevages animaliers, peuvent permettre de faire découvrir aux enfants élevés en ville la vie rurale. Hasankeyf et ses alentours, même transformés, pourraient rester un lieu de loisir important pour les citoyens de la région.

Carte n°3 :



C. La prise en compte de l'activité économique et sociale future pour les villages déplacés : Hasankeyf, une figure d'exception ? Étude du cas de Koçtepe

Le plan pour le Nouvel Hasankeyf est le fruit de la situation médiatique de la ville. Bien qu'elle soit très critiquée, la planification de la ville témoigne d'une volonté de réparation des destructions, et comprend de nombreux projets. Cette multiplication des projets est stratégique. La question de l'avenir d'Hasankeyf étant placée au centre du conflit, la ville obtient une visibilité de premier ordre ; du fait de cette visibilité, les acteurs étatiques pro-Ilisu cherchent à faire bonne figure, et à donner l'image d'un plan le moins irréprochable possible, tout en ménageant les intérêts de l'État (primauté au barrage).

Toutefois, Hasankeyf n'est pas la seule ville qui va être touchée par la montée des eaux. Près d'une centaine de villages seraient engloutis, totalement ou partiellement engloutis¹⁰⁹. Or Hasankeyf éclipse vraiment les autres villages et villes menacés, qui-eux ne possèdent pas de patrimoine historique en leur sein, et ne sont pas touristiques. Ils ne sont jamais mis en avant par les acteurs de la contestation, exceptée quand il s'agit de faire ressortir l'importance du nombre de personnes déplacées et de villages détruits.

La question est ici de savoir si la DSI, qui gère les effets du lac de barrage, traite de manière équivalente Hasankeyf et les autres villages menacés, ou bien si elle privilégie Hasankeyf, qui est plus visible. Hasankeyf est-elle en quelque sorte la vitrine des plans de la DSI ? Les autres villages déplacés et leurs populations sont-ils les oubliés du projet Ilisu ?

J'ai pu visiter le village de Koçtepe, qui, tout comme Hasankeyf, sera totalement englouti. C'est le premier village situé en amont du barrage (il est à deux kilomètres de distance du barrage à vol d'oiseau). Ses habitants sont tous kurdes. Le village compte près de 300 habitants ; cependant, à cause du projet de barrage et avec l'attrait des grandes villes, le village se serait dépeuplé de moitié¹¹⁰. Les habitants présentent une attitude très humble et accueillante.

Le village, situé à la bordure de la province de Şırnak, n'est pas du tout médiatisé, et il est situé dans une zone militarisée très difficile d'accès (voir *Chap4. III. B. Le chantier du barrage, un site sur-militarisé*).

¹⁰⁹ Damien, Bischoff et Jean-François, Pérouse, *La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est Anatolien : patrimoines en danger ?*, op. cit., p.34

¹¹⁰ Entretiens informels avec les habitants de Koçtepe, Province de Şırnak, février 2015

Le village a vocation à être déplacé en hauteur dans la montagne. Selon les habitants interrogés, les prix proposés par la DSI aux habitants pour l'achat de nouvelles maisons étaient prohibitifs ; les habitants auraient donc décidé collectivement de se limiter à l'achat des terres et d'y construire par eux-mêmes (ou d'y faire construire ?) leurs futures habitations, ce qui leur reviendrait beaucoup moins cher. Le nouvel emplacement est situé sur un terrain vraiment très escarpé et pentu. Pour l'instant seules les routes, l'école et la mosquée ont été construites¹¹¹.

Les habitants vivent tous de l'agriculture pratiquée aux abords du Tigre, les terres y étant très fertiles. Or les nouvelles terres qui seront cultivées aux abords du futur village sont rocailleuses, et selon la population, beaucoup moins fertiles que celles en contrebas dans la vallée. Cette perte de terres fertiles devrait considérablement fragiliser la future économie du village. Selon les habitants, la DSI aurait promis de donner aux habitants des formations pour qu'ils soient qualifiés pour exercer de nouveaux métiers. Cependant rien n'aurait été fait à ce jour. Ercan Ayboğa, porte-parole de l'*Initiative*, me confirme par mail

l'État déclare qu'il va donner des formations, mais c'est habituellement effectué de manière marginale et limitée. (...) De tels villages sont moins visibles et plus confrontés au mauvais traitement par l'État.

On peut en outre se demander en quoi des formations à d'autres métiers pourraient aider la population d'un village où la seule perspective d'emploi réelle est l'agriculture.

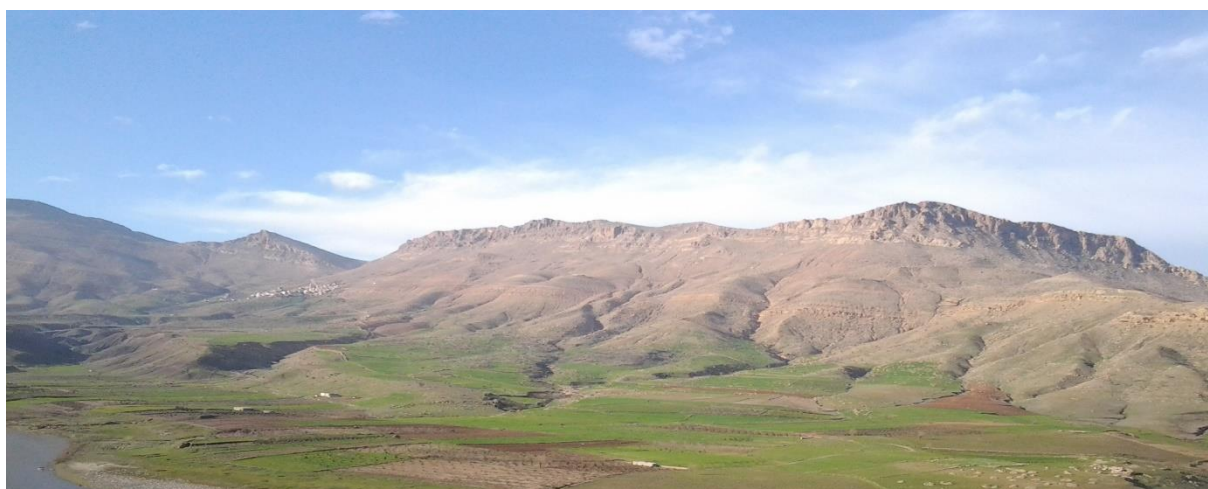


Figure 46 : La vallée cultivée par la population de Koçtepe est très fertile. Elle est utilisée pour l'agriculture et pour le pâturage ; toutes les terres seront englouties.

Auteur, février 2015

¹¹¹ Observation de terrain lors de la visite de l'emplacement du futur Koçtepe, février 2015

Chapitre 3. La mobilisation autour de la question d'Hasankeyf et du barrage d'Ilisu

I. Une mobilisation hétérogène et étalée dans l'espace

Quand on observe la provenance et le type des acteurs engagés pour la cause d'Hasankeyf, on constate une très grande hétérogénéité dans la contestation. C'est une hétérogénéité géographique, car on trouve des acteurs aux échelles locale, régionale, nationale, et internationale ; c'est aussi une hétérogénéité dans les types d'acteurs.

Au niveau international, les principaux acteurs sont des ONG, partenaires de la lutte ou plus directement engagées. Au niveau national, l'acteur le plus actif est l'ONG écologiste *Doğa Derneği*. Au niveau régional, on s'intéressera au regroupement d'organisations unies sous l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive* (le nom turc est : *Hasankeyf'i Yaşatma Girişimi*).

Enfin au niveau local, on s'intéressera surtout aux habitants d'Hasankeyf eux-mêmes, à leurs moyens de mobilisation et à leurs relations avec les différents acteurs de la lutte.

A. La mobilisation internationale : une force de pression variable au cours du temps

La contestation au projet Ilisu a, dès les origines, un versant international. Son émergence s'explique par le constat des destructions occasionnées par les barrages du projet GAP sur le patrimoine archéologique et historique. Le début de la construction du barrage de Birecik¹¹² en 1995, qui entraînera en 2000 l'engloutissement de la ville antique de Zeugma en 2000, provoque une vague d'indignation internationale.

Le projet Ilisu est mis sur les rails en 1997, soit peu après le début de la construction du barrage de Birecik. À l'époque, le consortium constitué pour le projet Ilisu était principalement composé de firmes et de banques européennes : les sources de financement étaient

¹¹² Le barrage de Birecik est situé dans la province de Gaziantep.

exclusivement extérieures à la Turquie. Les organisations internationales ont alors joué le rôle principal : les organisations concernées ont fait pression sur les firmes européennes engagées pour qu'elles se retirent du consortium. Il s'agissait aussi de faire pression sur les gouvernements des États dont les firmes étaient ressortissantes : l'idée était que ces derniers, soucieux de plaire à l'opinion publique, fassent à leur tour pression sur les firmes. Cette stratégie a été couronnée de succès, et deux consortiums d'affilée ont été dissous, en 2002 et en 2009.

Du milieu des années 1990 à 2002, les principaux acteurs internationaux étaient *Ilisu Dam Campaign*, une organisation britannique qui luttait notamment contre l'engagement de la firme *Balfour Beatty*, un constructeur britannique. L'autre acteur important était l'ONG suisse *Déclaration de Berne*, qui luttait contre *UBS*, une banque suisse. Le consortium éclate en 2002.

En 2004, un nouveau consortium, constitué de firmes turques et européennes, est créé. La stratégie se porte alors principalement contre les sources de financement du projet de barrage. Les sociétés d'assurance-crédit à l'exportation de l'Allemagne, de la Suisse, et de l'Autriche doivent financer le barrage : cela signifie qu'indirectement ce sont ces trois États qui auraient financé le projet. Dans cette période se distinguent les ONG *Déclaration de Berne* (Suisse), *WEED* (allemande) et *ECA Watch* (autrichienne). Le consortium éclate en 2009.

Depuis 2009-2010, l'utilité du lobbying des ONG internationales a été très fortement réduite. Le gouvernement AKP, à l'époque dirigé par le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan, a fait en sorte de créer un consortium quasi-exclusivement turc. Les ONG internationales ne peuvent plus faire pression sur le gouvernement turc de manière indirecte, comme c'était le cas auparavant. La seule firme non-turque encore engagée est *VA Andritz* (Autriche). Cette firme est depuis le début dans tous les consortiums formés, et a donc bien montré sa détermination à faire partie du projet, et à résister à la pression des ONG.

Le versant international de la mobilisation devient alors surtout celui d'ONG partenaires et/ou sympathisantes de la lutte, qui se font le relai des campagnes médiatiques menées par les acteurs nationaux, *Doğa Derneği* et l'*Initiative to Keep Hasankeyf Alive*. *Doğa Derneği* était déjà dans les réseaux d'ONG écologistes, comme *Birdlife International*. L'*Initiative* a quant à elle formé son propre réseau international.

Enfin *Save the Tigris and Iraqi Marshes Campaign*, une campagne médiatique lancée

par un groupement d'ONG irakiennes, l'*ICSSI*¹¹³, mais à vocation internationale, a été lancée en 2012, pour attirer l'œil sur les conséquences du projet Ilisu sur l'environnement irakien. Des organisations d'archéologie et d'Histoire s'intéressent aussi au sort d'Hasankeyf. En 2013, *Europa Nostra* a ainsi présélectionné Hasankeyf dans sa liste des « 7 sites les plus en danger ».

La médiatisation internationale passe aussi par des articles et des documentaires engagés. Par exemple, le documentaire *Damocracy*¹¹⁴ a fait l'objet d'une importante médiatisation. Le documentaire fait un parallèle entre la contestation du barrage de Belo Monte, au Brésil, et celui d'Ilisu.



Figure 47 :

Image tirée du site *Damocracy.org*

B. Une mobilisation nationale à deux pôles : *Doğa Derneği* et l'*Initiative*

L'échelle nationale est celle où la mobilisation contre le barrage d'Ilisu est la plus active. Ce rôle s'est renforcé durant les années 2000, notamment parce que la libéralisation du régime turc initiée par le gouvernement AKP dans cette décennie a profité au développement des ONG et de la société civile en générale.

La mobilisation est surtout axée autour de deux pôles. Le premier est la mobilisation d'acteurs régionaux, originaires des provinces qui seront touchées par la montée des eaux. Ces acteurs sont regroupés au sein de l'*Initiative*. Le second pôle est la mobilisation externe à la

¹¹³ ICSSI pour : *Iraqi Civil Society Solidarity Initiative*

¹¹⁴ *Damocratie* est un documentaire réalisé par Todd Southgate

région : elle est menée par des acteurs généralement originaires de l'ouest du pays, et surtout concentrés dans la capitale culturelle et économique, Istanbul, et la capitale politique, Ankara. *Doğa Derneği* est l'acteur non-régional mais national principal. Par soucis de simplification, j'appellerai la mobilisation externe : « contestation nationale », pour pouvoir la distinguer plus clairement de la contestation régionale.

Une mobilisation écologiste nationale : Doğa Derneği

L'ONG *Doğa Derneği* s'est illustrée comme le principal acteur anti-Ilisu à l'échelle nationale. L'organisation est basée à Istanbul et à Ankara. Elle est engagée sur plusieurs terrains à travers toute la Turquie. La vallée du Tigre et Hasankeyf n'est qu'un de ses différents terrains d'action. Cependant, ce terrain d'action a été l'un des plus importants de l'association, au vu des campagnes médiatiques qui ont été menées, et donc au vu du budget engagé.

L'ONG a été particulièrement active pour Hasankeyf depuis 2008 jusqu'à 2013 environ. Etant étrangère à la région, ses dirigeants ont cherché à se donner une assise locale, et ont donc ouvert un bureau à Hasankeyf, où ont été déployés des militants pendant plusieurs années¹¹⁵, se créant par là même un point d'appui. En outre cela permettait à l'association d'être au plus près des habitants pour comprendre comment ils abordaient leurs problèmes et leur façon de penser. Les principales militantes dépêchées pour Hasankeyf étaient Dicle Tuba Kılıç, coordinatrice du programme pour les rivières, et Derya Engin, directrice de la campagne *Save Hasankeyf-Stop Ilisu* (en turc : *Hasankeyf Yok Olmasın*). L'ONG a cherché à travailler avec des habitants d'Hasankeyf bénévoles.

Une nébuleuse d'organisations régionales : Initiative to keep Hasankeyf Alive

La principale organisation régionale est l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive*. Fondée en 2006, c'est en fait une véritable nébuleuse d'acteurs divers et variés. L'*Initiative* totalise sur le papier 86 organisations membres, toutes originaires des cinq provinces concernées par le lac du barrage : Diyarbakır, Batman, Siirt, Mardin et Şırnak. Derya Engin qualifie l'*Initiative* de très impressionnante : « L'*Initiative* était peut-être le plus gros regroupement [d'organisations] de

¹¹⁵ En 2011, l'association avait envoyé 5 militants à l'office. Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., page.224

Turquie. Elle a parfois été très puissante ».

On retrouve dans l'*Initiative* la plupart des importantes municipalités des provinces concernées par la montée des eaux. On retrouve aussi toute une myriade d'ONG, dont les actions portent sur des terrains variés : migrations, protection du patrimoine, archéologie, droits humains, droit de la femme, environnement. S'y ajoutent des syndicats, des barreaux d'avocats, et des chambres professionnelles, notamment les branches locales de la TMMOB (l'Union des chambres des ingénieurs et des architectes turcs). En clair, l'*Initiative* est composée par un spectre très large d'acteurs politiques et d'acteurs de la société civile régionale. Ses militants arguent d'ailleurs souvent que personne, au niveau régional, ne soutient le projet de barrage, voire même que tout le monde s'y oppose¹¹⁶.

Le nombre et la diversité des acteurs de l'*Initiative* favorisent ses moyens d'action, car elle peut compter sur les compétences variées de ses membres, par exemple pour produire des rapports ou mener des actions en justice. Cela favorise également son poids symbolique : le nombre d'acteurs et l'assise locale permettent l'organisation fréquente d'évènements comprenant beaucoup de manifestants. Enfin cela favorise également sa force de lobbying. En 2008, Gülçin Erdi Lelandais écrit que l'*Initiative* « ne se limite pas uniquement à des meetings et des manifestations. Elle fonctionne comme un véritable groupe de pression »¹¹⁷.

La répartition des organisations membres et des principaux coordinateurs n'est pas homogène dans les provinces concernées. Les acteurs sont principalement concentrés dans les villes de Batman et Diyarbakır. A Batman, pour sa proximité géographique avec Hasankeyf - ses acteurs sont plus concernés-, et à Diyarbakır, car c'est la capitale symbolique de l'espace kurde, et qu'on y trouve une vie associative et culturelle importante pour la région.

De même, certaines organisations sont moins engagées que d'autre, et apportent juste un soutien symbolique. Ercan Ayboğa m'a expliqué que la liste était très ouverte, toute association volontaire pouvant donner son soutien à l'*Initiative*.

¹¹⁶ Entretiens avec des membres de l'*Initiative*

¹¹⁷ Gülçin, Erdi Lelandais, *Sauvons Hasankeyf » ou un mouvement de protection d'un espace rural, Mobilisation citoyenne face aux aménagements publics d'environnement*, op. cit., page.5

Provenance des acteurs membres de l'*Initiative*¹¹⁸ :

Les associations : sur le papier, on en compte 18 à Batman, 11 à Diyarbakır, et 1 à Mardin. Elles sont totalement concentrées dans les villes : c'est un premier élément expliquant l'importance de Batman et Diyarbakır dans la contestation.

Les syndicats : sur le papier, on en compte 7 à Batman, 3 à Diyarbakır.

Les chambres professionnelles : Sur le papier, on en compte 11 à Diyarbakır¹¹⁹, 10 à Batman, et 1 à Siirt.

Les municipalités : sur le papier, on en compte 8 pour Diyarbakır¹²⁰, 5 pour Batman, 5 pour Mardin, 3 pour Şırnak, et 2 pour Siirt. S'y ajoute le GABB (l'Union des Municipalités du sud-est). Force politique locale, le soutien des municipalités est bien sûr très important pour l'*Initiative*. La quasi-totalité des municipalités membres sont dirigées par le HDP, le principal parti pro-kurde. Cette affiliation politique commune fait dès lors ressortir le rôle que le HDP joue dans l'*Initiative*, même si c'est un rôle non officiel. Presque toutes les mairies d'arrondissements des provinces concernées par la montée des eaux sont représentées : Dargeçit, Şırnak, Siirt, Kurtalan, Beşiri, Hasankeyf, Batman, Bismil. L'importance en termes de pouvoir et d'influence de ces municipalités est très variable. Les plus importantes sont les municipalités des grosses villes : Diyarbakır, Batman, Kızıltepe, Siirt.

La liste présentée par l'*Initiative* ne traduit pas les véritables relations qui peuvent exister entre la coordination et certaines des municipalités et l'*Initiative*. Par exemple la municipalité d'Hasankeyf est incluse, mais en réalité la collaboration entre les activistes de l'*Initiative* et le maire d'Hasankeyf n'est pas très développée, et les relations ne sont pas cordiales¹²¹. À l'inverse, d'autres municipalités peuvent être plus collaboratives. C'est notamment le cas de celle de Dargeçit (le district de la province de Mardin où est construit le barrage d'Ilisu), depuis le changement de maire avec les élections locales de 2014. L'ancien et la nouvelle maire sont tous deux affiliés au HDP. Cependant, l'ancien maire aurait été moins

¹¹⁸ A partir de la liste fournie par le site de l'*Initiative* : www.hasankeyfgirisimi.net

¹¹⁹ Néanmoins toutes les chambres de la TMMOB de Diyarbakır sont décomposées. On peut alors ramener le nombre de 11 à 3 chambres pour Diyarbakır.

¹²⁰ Plusieurs des mairies comptabilisées dans Diyarbakır sont en fait des mairies de quartiers de la ville.

¹²¹ Enquêtes de terrain, entretiens avec des membres de l'*Initiative*

actif dans la lutte contre le barrage que la nouvelle maire, qui pour sa part ferait régulièrement organiser des manifestations¹²².

La coordination de l'Initiative : l'*Initiative* est avant tout le fruit d'un groupe relativement restreint d'activistes qui coordonnent le mouvement et lui donnent une cohérence. Cette organisation est l'héritière d'une ancienne formation, *Hasankeyf platformu*, qui a œuvré de 1999 à 2003. Plusieurs membres de l'*Initiative* étaient déjà activistes au sein de la première plate-forme. L'*Initiative* sera fondée après dans la seconde période du conflit, après l'implosion du premier consortium en 2002, quand le projet est repris par le gouvernement AKP en 2004.

Acteurs → Provinces ↓	Coordination (principaux activistes)	Municipalités	Associations	Chambres professionnelles	Syndicats	Total
Diyarbakır	X	8	11	11 (ou 3)	3	33 (ou 25)
Batman	X	5	18	10	7	40
Mardin		5	1			6
Şırnak		3				3
Siirt		2		1		3
Total		23	30	22 (ou 14)	10	85 (ou 72)

Tableau : Typologie des acteurs de l'*Initiative* et provenance (par province)

La coordination de l'*Initiative* semble particulièrement concentrée dans les villes de Batman et Diyarbakır. Les liens avec le HDP sont forts : Les activistes de l'*Initiative* les plus importants que j'ai rencontrés étaient tous soit membre du HDP, soit travaillaient au sein des mairies HDP de Batman ou de Diyarbakır. Ainsi, Ercan Ayboğa, le porte-parole du mouvement, travaille à la Municipalité de Diyarbakır. Necati Pırınçcioğlu, l'ancien président de la chambre des architectes (TMMOB) de Diyarbakır, travaille maintenant lui-aussi à la mairie de Diyarbakır. Fethi Suvarı, qui dirigeait l'Agenda local 21 de Diyarbakır, est maintenant Secrétaire Général de la municipalité. Recep Kavuş, président de l'association *Batman Çevre Gönüllüleri* (trad. : Bénévoles pour l'environnement de Batman), travaille à la municipalité de Batman. Un activiste important rencontré à Batman est l'un des membres du HDP local.

¹²² Entretien avec Ercan Ayboğa. Diyarbakır, février 2015

Une contestation à deux pôles

Avec *Doğa Derneği* d'un côté et l'*Initiative to Keep Hasankeyf Alive* de l'autre, on est donc en présence d'une contestation à deux pôles, développés en parallèle, mais qui visent tous deux vers un même but. Chacun ont leurs points forts : là où l'*Initiative* dispose d'une assise régionale très dense, *Doğa Derneği*, par son expérience d'ONG écologiste, dispose d'un « savoir-faire organisationnel et médiatique »¹²³. Elle dispose en outre d'un réseau national important : l'ONG a par exemple travaillé avec la revue géographique Atlas, pour organiser par trois fois un événement appelé *Train de la Fidélité*¹²⁴, « qui a fait venir en train des artistes, des écrivains, des intellectuels et des journalistes d'Istanbul jusqu'à Hasankeyf afin d'attirer l'attention des médias »¹²⁵. *Doğa Derneği* a aussi travaillé en collaboration avec des chercheurs, (Zeynep Ahunbay travaillait par exemple avec l'ONG).

L'*Initiative to keep Hasankeyf Alive* s'est aussi ouvert un réseau national. Par exemple, elle a été soutenue par *Allianoï Initiative*. C'est un mouvement similaire, créé en 2004, pour sauver Allianoï, un ensemble thermal romain situé dans la région d'Égée (ouest de la Turquie). Le site était menacé par le barrage de Yortanlı, un barrage relativement petit, et seulement destiné à l'arrosage pour l'agriculture. Le mouvement a échoué à faire annuler le projet, et le site d'Allianoï a été englouti en 2011.

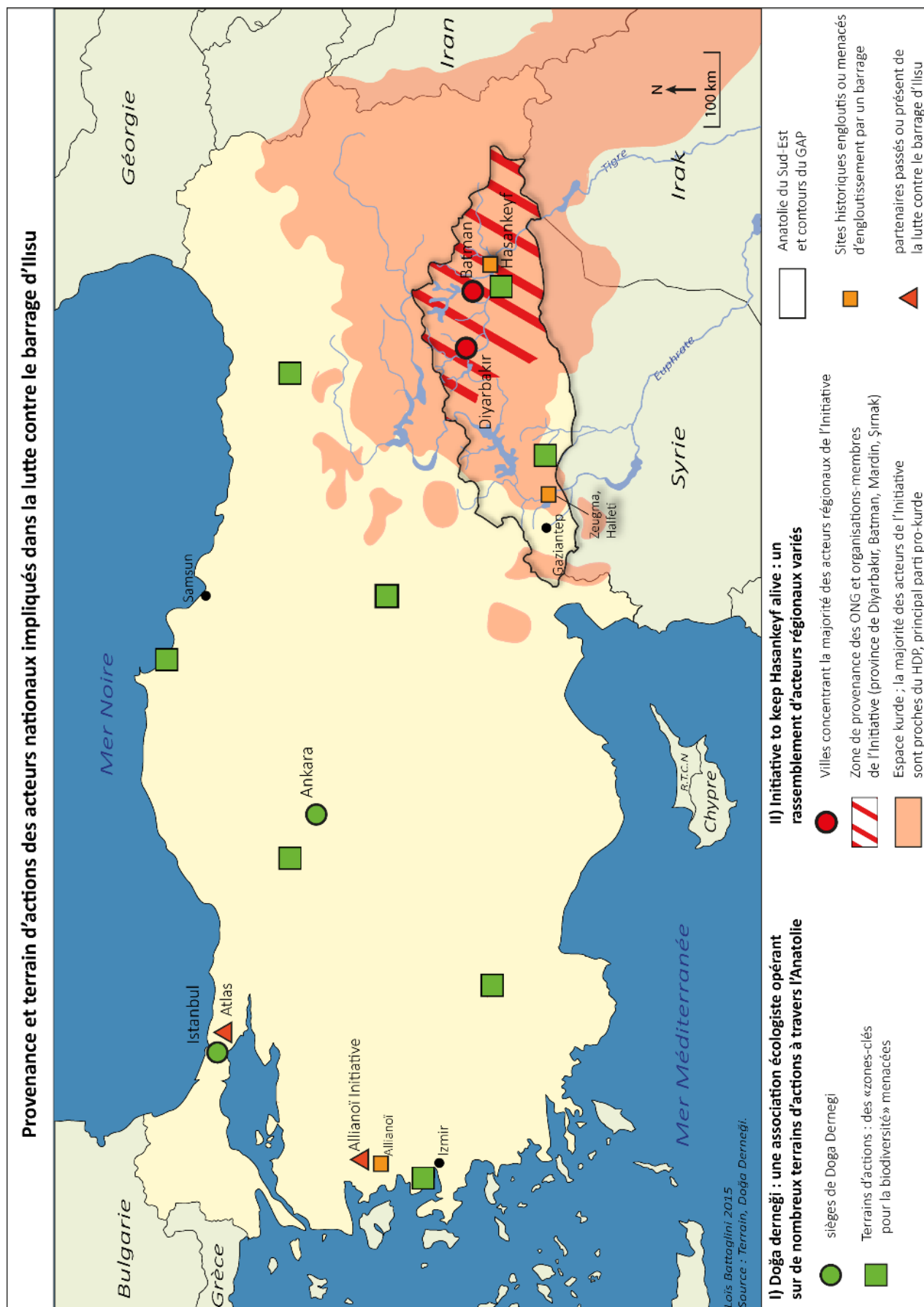
L'existence de deux pôles de contestation relativement distincts n'a pas forcément été un frein à la lutte contre le barrage d'Ilisu, dans la mesure où chacun des mouvements ont fait campagne de manière intense. Les deux mouvements convergeaient sur le but recherché (l'abandon du projet Ilisu), et ils présentaient des arguments similaires : développement durable, développement du tourisme, critique de la politique énergétique, etc.

¹²³ Philipe, Subra, *Géopolitique de l'Aménagement du territoire*, p.126-140 ; à propos de la convergence entre les locaux menacés et les acteurs écologistes étrangers.

¹²⁴ En turc, *Sadakat treni*, voir le site internet : <http://www.hasankeyfesadakat.com/>

¹²⁵ Témoignage d'un habitant interrogé par Gülçin Lelandais, dans : Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., page. 22

Carte n°4 :



Derrière la convergence de lutte, des oppositions idéologiques et politiques

L'existence de deux contestations en parallèle s'explique par une provenance géographique différente (la région pour l'*Initiative*, l'ouest turc pour *Doğa Derneği*). Elle s'explique aussi par des vues idéologiques et des choix stratégiques différents, qui ont pu mener à une concurrence entre ces deux principaux mouvements d'opposition au barrage d'İlisu. Ainsi, les relations entre les deux pôles auraient été difficiles, mais se seraient un peu apaisées avec le temps.

L'*Initiative* entretient comme nous l'avons vu, des liens étroits avec le HDP ; beaucoup des acteurs de l'*Initiative* en sont membres ou sympathisants. Du fait de cette proximité, l'*Initiative* est, ou a été, considéré par certains comme un groupe politisé. Ses membres s'en défendent, et arguent qu'ils se concentrent seulement sur la défense de la vallée du Tigre. De fait, l'interconnexion entre le HDP et la sphère de la société civile dans la région est forte, et la lutte pour les droits de la minorité kurde quasi omniprésente pour les acteurs de la société civile, et ceci explique qu'une image de mouvement pro-kurdiste colle à l'*Initiative*.

De son côté, *Doğa Derneği* évoque l'impartialité politique comme l'un de ses *credo*, ce qui pourrait expliquer que le mouvement souhaite se distancer de l'*Initiative*. Le principe d'impartialité politique est d'ailleurs explicité sur le site internet de l'association :

*L'action de Doğa Derneği n'est confinée à aucun mouvement politique et la base de son réseau comprend des individus de tous les milieux politiques. Nous nous opposons à toutes formes de discrimination basées sur la nationalité, la race, l'ethnicité, le genre, le langage, ou les croyances religieuses*¹²⁶.

Une ONG est pourtant forcément politisée : en l'occurrence *Doğa Derneği* défend des valeurs écologistes et s'oppose à la politique du gouvernement. Toutefois, elle essaye de ne pas rentrer dans le jeu des partis politiques.

Selon Derya Engin :

l'absence de choix politique a souvent été reprochée à Doğa Derneği ; c'était parfois un problème, mais parfois au contraire une bonne chose, car

¹²⁶ Doğa Derneği, *Values*, (en ligne) <http://www.dogadernegi.net/about-us/values/>, [25/05/2015]

*l'association apparaissait plus neutre. [...] Les relations avec l'Initiative étaient parfois mauvaises, parce que Doğa Derneği est moins politisée. Mais les relations sont devenues meilleures avec le temps*¹²⁷.

Toujours selon elle, *Doğa Derneği* aurait permis d'augmenter la mobilisation pour Hasankeyf, puisque l'association ne se concentrait pas uniquement sur la mobilisation régionale, et visait aussi la mobilisation turque, nationale.

Du côté de l'*Initiative*, la faute de la dissension entre les deux pôles est attribuée à *Doğa Derneği*. Pour Ercan Ayboğa :

*les deux premières années Doğa Derneği a vraiment cherché à se différencier, à créer une distance [avec l'Initiative]. Après quoi ils ont vu que l'on était efficaces et ont commencé à collaborer avec nous*¹²⁸.

Necati Pirinçcioğlu, un des fondateurs de l'*Initiative*, est plus critique à l'égard de l'organisation écologiste :

*Il y avait moins de pression politique sur Doğa Derneği. Ils ont toujours pris de la distance et avaient l'intention de travailler différemment. Par exemple on essayait d'organiser des manifestations, mais eux essayaient de changer ça. (...) Ils ne voulaient même pas répondre au téléphone*¹²⁹.

Necati Pirinçcioğlu décrit ensuite les activistes de *Doğa Derneği* comme de jeunes ayant une idéologie de l'ouest de la Turquie, et passés dans le moule du système éducatif turc.

Ce serait donc d'après les activistes de l'*Initiative*, une séparation consciente et voulue par *Doğa Derneği* depuis le début de son implication. Cela aurait ensuite expliqué la permanence d'une double-mobilisation durant tout le temps fort du conflit, quand les deux organisations étaient très actives.

¹²⁷ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

¹²⁸ Entretien avec Ercan Ayboğa, Diyarbakır, février 2015

¹²⁹ Entretien avec Necati Pirinçcioğlu, Diyarbakır, février 2015

La convergence des acteurs externes vers Hasankeyf

Dans la lutte contre le barrage d'Ilisu, la mobilisation active vient quasi-exclusivement de l'extérieur de la ville d'Hasankeyf. Puisque les habitants d'Hasankeyf ne sont pas à l'origine même de cette contestation, ils sont souvent traités plus comme un objet de mobilisation à défendre, plutôt que comme acteur de la mobilisation. Pour comprendre pourquoi, il faut prendre en compte le fait que la majorité des habitants ne se mobilisent pas de manière très active, bien qu'ils soient opposés à l'engloutissement de la ville. Pour Derya Engin, « la plupart des habitants d'Hasankeyf restaient tout le temps trop passifs »¹³⁰. Gülçin Erdi Lelandais écrit, à propos des habitants :

*Très peu d'individus, y compris d'origine kurde, défendent une action collective publique offensive, la majorité de la population préférant mener une résistance passive (...) Les habitants d'Hasankeyf ont inventé leur façon propre de résister, disjointe de l'Initiative. Ils souhaitent préserver leur espace sans lier leur cause aux revendications politiques du mouvement kurde. Bien que la construction d'Ilisu participe de leur vie quotidienne et fasse peser une menace perpétuelle d'exode, ils font le choix de vivre en occultant ce danger. Plutôt que de protester publiquement, ils cultivent leurs jardin potagers qui seront bientôt submergés, plantent des arbres fruitiers au bord du fleuve et investissent dans le tourisme, alors que le déplacement dans la nouvelle ville est imminent*¹³¹.

Réussir à mobiliser davantage la population ou au moins à gagner sa sympathie a représenté l'un des grands enjeux de la lutte pour les organisations externes, car réussir à avoir un appui fort des locaux permet d'accroître la propre légitimité de ces organisations. En effet, comment peut-on faire la défense d'un lieu quand la population ne vous suit pas ? Comment parler au nom de la population, quand on ne la représente pas ? Les acteurs mobilisés, en utilisant Hasankeyf comme symbole, en ont nécessairement besoin comme terrain d'action pour théâtraliser la lutte. Or utiliser une ville comme symbole nécessite de capter l'approbation de sa population. Il s'agit donc de trouver des relais parmi la population, pour donner l'image d'un

¹³⁰ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

¹³¹ Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., pages. 217 et 223

mouvement représentatif des intérêts des locaux.

L'*Initiative* n'aurait pas réussi à trouver beaucoup de relais dans la population locale. C'est d'autant plus frappant quand on voit la force régionale que le mouvement a pu représenter. Ercan Ayboğa le reconnaît :

« À Hasankeyf, quelques personnes sont en faveur de l'*Initiative*, mais elles ne sont pas nombreuses ». Il attribue cela au conservatisme de la population : « à Hasankeyf, les habitants ont toujours voté pour les gouvernements en place, et ne voulaient jamais de problèmes avec les autorités »¹³².

Arif, un commerçant d'Hasankeyf, me raconte son exaspération de voir tous ces « étrangers » de Batman parler au nom de sa ville, sans laisser la parole aux habitants. Selon lui, l'*Initiative* ne chercherait pas à bien intégrer les habitants à la lutte, et utiliserait juste Hasankeyf pour faire connaître leur lutte. Pour expliciter son propos, il me raconte une anecdote : un jour, un homme qui avait participé à beaucoup de luttes contre les barrages à travers le monde, est venu à Hasankeyf, invité par les organisations mobilisées¹³³. Selon Arif, tous les représentants des associations de Batman et Diyarbakır rappellent autour de lui. Une sorte de réunion est organisée, et à l'exception d'Arif, aucun des participants qui y assistent n'est originaire d'Hasankeyf. Au bout d'un moment, Arif se manifeste et dit à l'invité qu'il est le seul habitant de la ville. L'homme se retourne vers Derya Engin, qui était à côté de lui et qui lui confirme la situation. Suite à quoi plus tard, l'homme aurait expliqué à Arif qu'il pensait avoir en face de lui principalement des habitants, et qu'il n'avait pas été mis au courant que les participants à la réunion n'étaient pas de la ville.

Selon Derya Engin, à Hasankeyf ceux qui supportent le HDP sont plus en faveur de l'*Initiative*, mais comme *Doğa Derneği* se présentait comme apolitique, l'association avait de meilleures relations que l'*Initiative* avec les habitants¹³⁴. Beaucoup d'habitants m'ont dit qu'à leur avis, *Doğa Derneği* avait fait beaucoup de choses pour Hasankeyf, et était le meilleur des mouvements pour Hasankeyf¹³⁵.

¹³² Entretien avec Ercan Ayboğa, Diyarbakır, février 2015

¹³³ Il le nomme Michael. Il pourrait donc s'agir de Michael Cernea, conseiller à la Banque Mondiale sur les questions sociales et en particulier celles liées aux déplacements de populations, qui a été invité à Hasankeyf par les ONG mobilisées en 2006. Il pourrait aussi s'agir d'Ulrich Eichelmann, activiste d'*ECA Watch Austria*

¹³⁴ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

¹³⁵ Discussions informelles avec les habitants d'Hasankeyf, février 2015

Selon Gülçin Erdi Lelandais, *Doğa Derneği* se serait jointe à la résistance passive des habitants¹³⁶. Il est vrai que l'association a organisé beaucoup d'événements, sous la forme de bénévolat. On a donc assisté à une double stratégie de la part de *Doğa Derneği* : une lutte active d'un côté, et de l'autre, cette adaptation à la lutte passive des habitants, qui lui aurait permis d'avoir une meilleure assise locale.

Malgré tout, certains habitants semblent avoir une mauvaise opinion des groupes extérieurs en général, et considèrent que ces organisations utilisent ou utilisaient Hasankeyf dans leur propre intérêt uniquement, et pour se faire connaître. Par exemple, Mehmet Bıçakçı, le président de l'AKP à Hasankeyf, considère que tous les mouvements étrangers n'étaient là que pour faire leur « propre publicité »¹³⁷. Si *Doğa Derneği* garde quand même une meilleure image auprès de la population de la ville, ce n'est donc pas toujours le cas.

Une autre initiative civile a émergé à Hasankeyf, et participe à médiatiser le sort d'Hasankeyf sans prendre part activement à la lutte¹³⁸. Fondée en 2012 par des citoyens internationaux vivant à Istanbul, puis ayant inclus des locaux, *Hasankeyf Matters* est un site internet, qui communique sur les actualités de la ville et du conflit, et participe à l'organisation d'événements comme des rassemblements¹³⁹.

C. Les moyens d'action de l'opposition civile

L'opposition a usé de moyens de contestation variés face au barrage d'Ilisu. Il s'agit tout autant de lutter directement contre le projet (par exemple en livrant une bataille juridique). Il s'agit aussi de chercher à convaincre l'opinion publique, qui représente un moyen de pression considérable sur le gouvernement.

¹³⁶ Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., page. 223

¹³⁷ Entretien informel avec Mehmet Bıçakçı, Hasankeyf, février 2015

¹³⁸ Les volontaires de *Hasankeyf Matters* se considèrent eux-mêmes « Amis d'Hasankeyf » plutôt qu'activistes. Source : correspondance par e-mail avec John Crofoot, membre d'Hasankeyf Matters

¹³⁹ Il y aurait eu cinq événements appelés *Hasankeyf Ingatherings*.

Les manifestations dans l'espace public

Les manifestations et marches publiques offrent une démonstration physique et visible de l'existence d'une contestation ; elles sont reprises dans la presse, et présentent donc un intérêt notable pour médiatiser la lutte.

Les manifestations ont un tournant symbolique par le lieu où elles prennent place : par exemple l'*Initiative* a récemment organisé deux marches, le 29 mars et le 13 avril, de Dargeçit jusqu'au barrage d'Ilisu, tout en sachant pertinemment que l'accès au site ne serait pas autorisé par les autorités. Des marches dans Hasankeyf, ou reliant Batman à Hasankeyf sont parfois organisées.

Doğa Derneği n'a pas été en reste sur l'occupation de l'espace public symbolique. L'organisation, dont l'un des centres est situé à Istanbul, peut mobiliser son réseau dans l'Ouest turc pour augmenter la sensibilisation de l'opinion publique nationale. En 2010, des militants ont manifesté à Istanbul devant le siège de Garanti, l'un des financeurs du barrage¹⁴⁰.

Autre exemple, l'ONG a organisé une manifestation intégrant des habitants de Hasankeyf devant les portes du Palais de Topkapı, un site très touristique d'Istanbul et inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, avec une banderole sur laquelle était écrit « Topkapı et Hasankeyf sont des sites du Patrimoine Culturel Mondial de l'UNESCO immuables », pour véhiculer l'idée que s'il serait absurde de détruire un site comme Topkapı, il est autant absurde de détruire Hasankeyf¹⁴¹.



Figure 48 : Manifestation devant le siège de Garanti

Source : *Doğa Derneği*



Figure 49 : Manifestation devant le palais de Topkapı

Source : *Doğa Derneği*

¹⁴⁰ Doğa Derneği, *Doğa Derneği'nden Garantiası önünde Hasankeyf Protestosu*, (en ligne) www.dogadernegi.org, [25/05/2015]

¹⁴¹ Habertürk, *Topkapı sarayında "Hasankeyf" eylemi*, (en ligne) www.haberturk.com, [25/05/2015]

La symbolique des manifestations, peut, outre le lieu, venir des manifestants eux-mêmes. Ainsi en 2013, *Doğa Derneği* fait venir manifester sur le site du barrage d'Ilisu des Kayapos, représentant d'un peuple indigène d'Amazonie menacé par le barrage du Belo Monte au Brésil, en signe de solidarité des luttes contre les gros barrages¹⁴². L'association a aussi lancé une campagne de signatures de célébrités engagées pour Hasankeyf, à laquelle ont par exemple participé Tarkan, égérie de la pop turque, ou Şivan Perwer. L'ONG a fait venir Tarkan à Hasankeyf en 2008, pour l'ouverture de son bureau.



Figure 50 : Bannières affichées sur le site internet de *Doğa Derneği*, présentant des messages de célébrités turques et kurdes opposées au barrage d'Ilisu.

De haut en bas : les signatures de Tarkan, de Şivan Perwer, de Kirabiye

L'organisation événementielle

La création d'événements engagés est un autre pan des démonstrations physiques, très utilisée par les acteurs de la contestation du barrage. Par exemple, *Doğa Derneği* a organisé en 2010 un atelier portant sur la création d'alternatives pour Hasankeyf, avec la participation d'étudiants étrangers.

L'*Initiative* est très active dans le domaine événementiel : des « camps de solidarité » agrémentés de concerts ont été régulièrement organisés à Hasankeyf. Selon Ercan Ayboğa, en 2006 un gros concert a été organisé, qui a fait venir beaucoup de monde des provinces avoisinantes. En 2010, un gros camp aurait attiré plusieurs centaines de personnes par jour. Plus récemment, un camp a été organisé en mai 2014, et un autre, intitulé *Barajarock* en septembre de la même année.

En 2008, l'*Initiative* a organisé une conférence internationale sur la création des grands barrages, dans le cadre du Festival d'art et de culture de Batman¹⁴³.

¹⁴² Doğa Derneği, *International activists block Ilisu dam construction site*, (en ligne), <http://www.dogadernegi.net> [21/05/2015]

¹⁴³ Gülçin, Erdi Lelandais, *Sauvons Hasankeyf » ou un mouvement de protection d'un espace rural, Mobilisation citoyenne face aux aménagements publics d'environnement*, op. cit., page.6

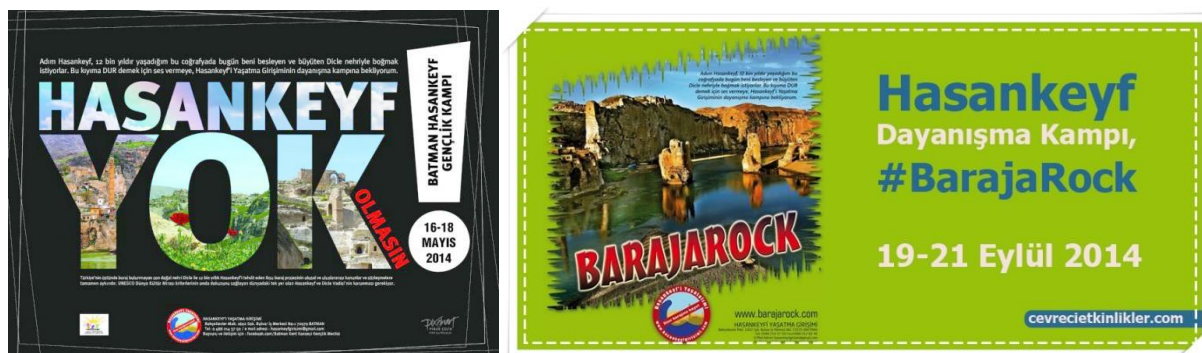


Figure 51 : affiches des deux derniers « camps de solidarité » organisés par l'Initiative

Source : Initiative to keep Hasankeyf Alive

Solidifier son argumentation par la proposition d'alternatives

Les différents acteurs vont chercher à se crédibiliser tout en discréditant les arguments du gouvernement. Ils vont alors émettre des critiques sur les conséquences du barrage, et véhiculer l'idée que le barrage ne permettra aucun développement régional.

Des critiques importantes ont été portées sur les insuffisances du processus de consultation des populations impactées qu'a mené la DSI. Selon Ercan Ayboğa, il s'agissait de fausses consultations, car elles étaient courtes et très bureaucratiques (sous la forme de questionnaires/formulaires). De plus ces questionnaires auraient été rédigés uniquement en turc, excluant par-là même une partie importante de la population, ne parlant pas ou mal le turc, notamment les femmes. En ce sens les critiques rejoignent celles des mouvements pro-kurdes portant sur la discrimination des populations kurdophones.

Les critiques se sont également concentrées sur l'absence d'évaluation sur l'impact environnemental (acronyme EIE) menée par le DSI. Seule une étude publiée par le second consortium en 2005 a été appelée « EIE » mais elle ne respecterait pas les critères attendus. L'opposition reproche des études faussées, ou même l'absence d'étude sur les points portant sur l'écosystème et le déplacement de population. L'inadéquation des normes turques avec les standards internationaux est reprochée.

L'argumentation passe aussi sur le terrain des arguments de l'adversaire : il s'agit en l'espèce de remettre en cause les réels bénéfices escomptés en matière énergétique par

l'aménagement du barrage, la viabilité du projet elle-même, et la politique énergétique générale de la Turquie.

Différentes alternatives sont alors proposées par les groupes d'opposition. Outre les propositions sur l'inscription au Patrimoine Mondial de l'Humanité et le développement durable et touristique pour favoriser l'emploi et un réel développement local, on assiste en parallèle à un argumentaire du compromis.

Il s'agit d'alternatives qui incluent la création de barrage, mais qui excluent l'engloutissement de la ville. La TMMOB de Diyarbakır (membre de l'*Initiative*) a ainsi proposé de créer le barrage cinq kilomètres en aval du site d'Ilisu, ce qui, selon les études menées, aurait préservé Hasankeyf de l'inondation. Les acteurs étatiques ont refusé, car la création d'électricité aurait été fortement diminuée. Un député de Mardin a suggéré de réduire la dimension du barrage : une réduction de 31 mètres de la montée des eaux sauverait Hasankeyf, mais, selon le même député, la perte dans la production énergétique serait de l'ordre des 40 millions de dollar, ce qui explique le refus gouvernemental de changer le plan¹⁴⁴.

Un doctorant de l'Université Technique du Moyen-Orient (Ankara) a publié une thèse proposant la création de cinq barrages de tailles réduites sur le Tigre, qui permettraient la même production électrique tout en sauvant la ville¹⁴⁵. Selon Derya Engin, le plan n'était pas réalisable, mais même s'il l'avait été, le coût de construction étant plus élevé, le gouvernement ne l'aurait pas accepté car la recherche de profit dirigerait toutes décisions. *Doğa Derneği* a officieusement soutenu la proposition, mais pas officiellement, car la ligne de l'association est l'opposition à la création de tout barrage sur le Tigre¹⁴⁶.

¹⁴⁴ *The new Anatolian / Ankara*, (en ligne) <http://hasankeyfesadakat.kesfetmekicinbak.com> [26/05/2015]

¹⁴⁵ Emrah, Yalçın, *Ilisu Dam and HEPP, Investigation of Alternatives solution*, Ankara, Middle East Technical University, Sept. 2010

¹⁴⁶ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

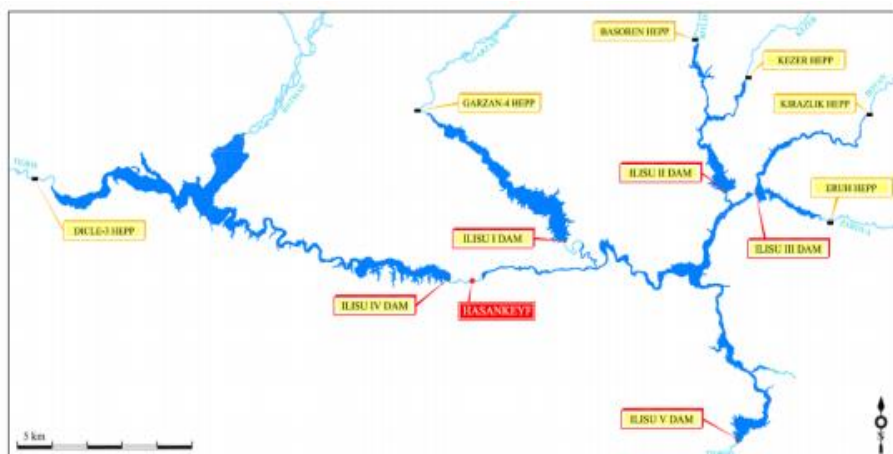


Figure 52 :

Carte sur la proposition des cinq barrages, qui permettraient de préserver Hasankeyf (en rouge) de l'inondation.

Source : Emrah Yalçın

La production de recherches et de rapports

La critique des arguments gouvernementaux et l'élaboration de propositions alternatives est couplée à la production de rapports d'expertises alternatifs. On peut citer pour exemple les différents rapports de Zeynep Ahunbay portant sur le déplacement du patrimoine et la compatibilité de Hasankeyf avec le Patrimoine Mondial de l'UNESCO. *Doğa Derneği* a créé un rapport sur les recherches d'alternatives à Ilisu.

Des rapports critiquant les évaluations de l'impact environnemental (EIE) menées par la DSI et les consortiums de constructeurs ont été rendus. En 2001, un rapport d'archéologues britanniques critiquant l'EIE effectuée à l'époque a été soumis au gouvernement britannique¹⁴⁷. La même année, l'ONG *The Corner House* a commandé un rapport sur l'impact hydrologique et géomorphologique du projet de barrage¹⁴⁸. En 2005, après la mise à jour d'une nouvelle EIE par le consortium Ilisu, *Doğa Derneği* a élaboré un nouveau rapport le critiquant¹⁴⁹. La même année Michael Cernea, ancien rapporteur à la Banque Mondiale, a publié un rapport critiquant les ressorts du plan de déplacement¹⁵⁰.

¹⁴⁷ M, Ronayne et W, Kitchen, *The Ilisu dam Environmental Impact assessment : review and Critique*, 2001

¹⁴⁸ PWA, *a review on the hydrologic and geomorphic impacts of the proposed Ilisu dam*, 2001

¹⁴⁹ *Doğa Derneği*, *Review of the Environmental Impact Assessment Report submitted for the Ilisu dam and Hydro-electric power project*, Ankara, 2006

¹⁵⁰ Michael, Cernea, *Comments on the resettlement Action Plan for the Ilisu Dam and HEPP Project*, 2006

Les médias traditionnels, l'auto-médiatisation et le développement de réseaux partenaires :

La médiatisation de la lutte présente deux avantages : d'un côté elle permet d'alerter l'opinion publique, qui peut faire pression sur les acteurs pro-Ilisu. De l'autre, la médiatisation est nécessaire pour se développer un réseau de partenaires, notamment internationaux, qui pourront à leur tour relayer la lutte, faire remonter les informations, voire rentrer activement dans la lutte.

Les différents groupes utilisent les réseaux médiatiques traditionnels (journaux, télévision). Les différents activistes donnent des interviews aux journaux locaux ; des revues étrangères se sont aussi intéressées au sort de Hasankeyf, comme *Le Monde* ou *National Geographic*. Des blogs de voyageurs contribuent aussi à la médiatisation d'Hasankeyf¹⁵¹.

L'auto-médiatisation est aussi importante : Ercan Ayboğa fait souvent relayer par ses partenaires des déclarations au nom de l'*Initiative*. Le site de l'organisation informe aussi sur les manifestations à venir. *Doğa Derneği* présente la lutte pour Hasankeyf sur son site internet. Les réseaux sociaux ont aussi leur importance : par exemple, sur le réseau *Facebook*, plus de 35 pages pour défendre Hasankeyf ont ainsi été créées¹⁵².



Figure 53 : Logos de la campagne Save Hasankeyf - Stop Ilisu menée par Doğa Derneği

Source : m-h-s.org



Figure 54 : Carte : projet du barrage Ilisu et les villes/municipalités affectées

Initiative to Keep Hasankeyf Alive

¹⁵¹ Par exemple, en français, voir les blogs *Au Fil du Bosphore* ou encore *Du Bretzel au Simit*

¹⁵² Gülçin Erdi Lelandais, *Réseaux sociaux et transnationaux comme outils d'une mobilisation locale. La campagne contre la construction d'un barrage à Hasankeyf*, séminaire, 2013

La production audiovisuelle

La médiatisation de l'opposition au barrage d'Ilisu passe aussi par la production audiovisuelle. Exemple notable, *Doğa Derneği* a réalisé une vidéo publicitaire contre Garanti, à partir de dessins d'enfants animés¹⁵³.

Mais l'utilisation de l'audiovisuel passe surtout par la production de nombreux documentaires engagés contre le barrage, comme par exemple *Damocracy*. Le cas d'Hasankeyf intéresse beaucoup de réalisateurs, qui y viennent pour filmer la ville et interviewer les habitants¹⁵⁴.



Figure 55 :

Séance d'interview au village de Koçtepe, dans le cadre de la réalisation d'un documentaire sur « le fiasco du projet GAP »

Auteur, février 2015

L'usage de pétitions et lettres ouvertes

Une pétition, qui a rassemblé 35 000 signatures, a été créée par l'*Initiative*¹⁵⁵. Adressée à l'UNESCO et lui demandant de prendre des mesures contre le projet, la pétition avait bien plus un intérêt médiatique que pratique, dans la mesure où l'UNESCO a très peu de marge d'action sur le projet Ilisu.

Des lettres ouvertes aux membres des consortiums ou aux gouvernements engagés ont aussi été publiées par l'opposition.

¹⁵³ La vidéo est consultable sur youtube sous le nom « Garantiası Reklamı Hasankeyf ».

¹⁵⁴ J'en ai par ailleurs rencontré un lorsque j'ai effectué mon terrain

¹⁵⁵ Initiative to keep Hasankeyf Alive, ICSSI, *Save World Heritage on the Tigris River in Mesopotamia*, op.cit.

Porter le conflit sur le plan du droit : une véritable bataille juridique contre le projet Ilisu

Le projet de barrage a été attaqué en justice plusieurs fois, notamment par la TMMOB, membre de l'*Initiative*. Une réelle étude sur l'impact environnemental (EIE) n'a jamais été présentée (un document publié par la DSI porte ce nom mais n'est pas une étude objective sur l'impact environnemental). Le gouvernement se basait sur l'idée que, comme le projet avait été annoncé avant la date de l'entrée en vigueur de la loi portant sur l'obligation de présenter une EIE (1993), il en était de fait dispensé.

La TMMOB de Diyarbakır a une première fois attaqué le projet devant le Conseil d'État. Son argumentation était que comme le projet n'avait réellement été lancé qu'en 1997, une EIE était nécessaire. En 2011, le Conseil a alors donné raison à la TMMOB, et, début 2012, le Conseil a ordonné la suspension des travaux. Cependant le gouvernement turc, pour passer au-dessus de l'interdiction, a introduit une nouvelle régulation visant à exonérer le projet d'EIE, et a publié une circulaire autorisant tous les travaux liés au projet à continuer¹⁵⁶.

La TMMOB a alors attaqué une seconde fois en le projet en justice. Le Conseil d'État a une nouvelle fois relevé la nécessité d'opérer une véritable EIE, et en 2013, l'institution a réordonné la suspension des travaux pour non-conformité du projet à la loi sur l'environnement et aux régulations sur l'EIE¹⁵⁷. Encore une fois, le gouvernement a trouvé une parade juridique. Pour contourner l'interdiction, il a fait passer la même année un amendement au Parlement (dominé par l'AKP). L'amendement lève l'obligation de créer une EIE pour les projets inclus dans le programme d'investissement financier avant 1997 et les plans de constructions soumis avant mai 2013. Or le projet Ilisu a été inclus dans le plan d'investissement avant 1997, et les constructions ont commencé dès 2008, il est alors dispensé d'EIE. De fait, c'est un amendement visant à rendre possible la construction de tous les grands projets contestés et présentant des problèmes de légalité/régularité, comme le troisième pont sur le Bosphore.

¹⁵⁶ Pelin Cengiz, *Let's Save Hasankeyf for Peace*, (en ligne) www.todayszaman.com, [25/05/2015] et Doğa Derneği, *Controversial Ilisu Dam on Hasankeyf Halted by Turkish Court*, (en ligne) www.internationalrivers.org, [25/05/2015]

¹⁵⁷ *Ibid.*

En 2014, la Cour Constitutionnelle déclare l'amendement anticonstitutionnel et l'annule. Cependant, les travaux ne s'arrêtent pas, au grand dam des militants. Selon certains juristes, la décision de la Cour devrait s'imposer, et un EIE devrait être élaboré pour le projet. Mais selon d'autres juristes, les décisions de la Cour ne peuvent pas s'imposer aux projets déjà initiés¹⁵⁸. Cela signifierait donc que la décision de la Cour est d'une utilité très restreinte voire nulle : la Cour déclare anticonstitutionnel un amendement dont l'unique dessein est de permettre de continuer des projets déjà entamés... mais ses décisions ne peuvent pas s'appliquer à des projets déjà entamés. On serait donc là en face d'une faille juridique très bien exploitée par le gouvernement.

Ces nombreux démêlés juridiques renforcent la conviction des opposants que le projet est illégal, et que le gouvernement ne respecte pas le droit. Engin Yılmaz, le président de *Doğa Derneği* déclare en 2013 - soit après la seconde suspension par le Conseil d'État, mais avant la décision de la Cour Constitutionnelle –

il est évident au vu de l'action du gouvernement que le barrage d'Ilisu ne pourrait jamais être construit si la loi était respectée. Le gouvernement turc a préféré choisir de contourner les lois de conservation en passant de nouvelles régulations visant à permettre la construction du barrage à n'importe quel prix¹⁵⁹.

Selon Necati Pırınçcioğlu, la décision de la Cour devrait s'appliquer mais les travaux continuent. Il m'explique que « tout est illégal dans le projet Ilisu ». Selon lui, le large pouvoir conféré à la DSI est illégale, et le Conseil d'État aurait par exemple déclaré illégal la décision de la DSI de déplacer les vestiges du pont de Hasankeyf, la décision devant revenir à l'administration des routes¹⁶⁰. De fait les travaux de consolidation du pont indiquent qu'ils sont sous l'égide de l'Administration générale des routes¹⁶¹ ; cependant la DSI semble bien gérer ces travaux. Toujours selon Necati Pırınçcioğlu, la DSI organisait auparavant le déplacement

¹⁵⁸ Today's Zaman, *Court decision may jeopardize mega construction projects*, (en ligne) www.todayszaman.com, [25/05/2015]

¹⁵⁹ Doğa Derneği, *Controversial Ilisu Dam on Hasankeyf Halted by Turkish Court*, *op. cit.*

¹⁶⁰ La propriété des vestiges du pont revient en effet à l'administration des routes ; tous les vestiges de routes seraient sous sa propriété, bien que l'administration semble bien plus récente que les vestiges du pont, qui n'est plus utilisé depuis des siècles.

¹⁶¹ Le panneau d'indication des travaux situé à côté de la partie du pont en rénovation le confirme (observation de terrain)

du patrimoine sans avoir besoin d'en référer au Ministère de la Culture. Le Conseil d'État aurait déclaré qu'il était nécessaire d'obtenir les autorisations du ministère¹⁶². De fait, je n'ai pas de confirmation à propos de cette histoire, mais les plans actuels de la DSI passent en observation devant des instances dépendantes du Ministère de la Culture (voir *Chap2 I. B. Les acteurs de la planification du Nouvel Hasankeyf*).

Quoi qu'il en soit, toute cette affaire juridique illustre un phénomène politique plus global qu'on observe actuellement : une pression de l'exécutif turc sur les contre-pouvoirs judiciaires est grandissante, appuyée par la volonté du Président Erdoğan (à l'époque Premier Ministre) de gouverner et décider sans qu'on lui mette de bâtons dans les roues. Par exemple, en 2013, alors qu'il est encore premier ministre (Voir *Chap4 I. A. La détermination du gouvernement influencée par une pratique paternaliste du pouvoir*), Erdoğan déclare :

*Nous voulons faire beaucoup plus pour notre peuple mais nous sommes entravés par cette chose qu'ils ont inventée et qu'ils appellent la séparation des pouvoirs.*¹⁶³.

D. Une baisse d'intensité de la contestation

La contestation du barrage d'Ilisu est très étalée dans le temps. Depuis la relance du dernier consortium en 2009, elle a connu des temps forts et des temps plus faibles. Quand j'ai effectué mon terrain, force est d'admettre que la contestation civile n'était plus au meilleur de sa forme. *Doğa Derneği* s'est désinvestie de la cause d'Hasankeyf, et l'*Initiative*, même si elle connaît un regain d'activité, est beaucoup moins puissante qu'elle ne le fut. Alors que la construction du barrage touche à sa fin, la mobilisation s'est relâchée, et beaucoup moins d'actions sont entreprises qu'avant.

Doğa Derneği aurait terminé sa campagne depuis près de deux ans, selon les habitants. Derya Engin, qui gère la campagne pour Hasankeyf, m'a expliqué qu'elle est toujours bénévole à l'association mais qu'elle n'est plus dans l'organisation. Elle m'explique que le bureau de *Doğa* vient tout juste de fermer, et qu'il n'y a plus d'activistes à Hasankeyf depuis

¹⁶² Entretien avec Necati Pırınçcioğlu, Diyarbakır, février 2015

¹⁶³ Nora, Şeni, *Taksim : la Turquie polarisée*, (en ligne) www.liberation.fr, [25/05/2015]

une ou deux semaines (c'est-à-dire qu'ils sont partis fin janvier 2015). La bataille qu'a menée *Doğa Derneği* contre le barrage *Ilisu* semble terminée pour de bon. Il semble vraisemblable que la durée et que l'absence de succès d'une mobilisation pourtant intense ont dû avoir, en plus des faux espoirs avec les suspensions du projet par la justice, un effet démotivant important.

Plusieurs habitants semblent s'être sentis un peu abandonnés par la démobilisation de *Doğa Derneği*, et s'expliquent de différentes manières le fait que l'association, présente si longtemps pour la ville, soit partie. Par exemple, un habitant d'Hasankeyf qui était bénévole auprès de l'association m'explique que, selon lui, il y a eu un changement dans la direction de l'organisation, qui se serait rapprochée de la ligne du gouvernement¹⁶⁴.

Selon Derya Engin, depuis deux ans l'*Initiative* serait devenue un peu chaotique, et en proie à des problèmes administratifs et organisationnels. Ercan Ayboğa m'explique que de 2006 à 2009, la campagne menée par son mouvement a été vraiment intensive. De 2009 à 2011, une bonne campagne a aussi été menée. Après cela des problèmes internes ont commencé à apparaître. D'après lui, c'est d'abord qu'il est très difficile de faire tenir une mobilisation sur le long terme ; il faut rester actif pour éviter qu'elle ne s'essouffle. De 2011 à 2012, une grosse vague de répression de la part de l'État a eu lieu dans la région, et beaucoup de monde a été arrêté. Deux importants activistes ont alors quitté le mouvement. S'ajoutent à cela des difficultés financières dans l'organisation. Les activistes restants auraient tenté de relancer l'*Initiative* après ces déboires, mais cela aurait été difficile et n'aurait pas été très efficace.

La grosse répression dont parle Ercan Ayboğa fait référence au procès KCK. Le KCK (*Koma Civakên Kurdistan*, trad. Groupe des Communautés du Kurdistan) est une organisation illégale fondée par le PKK en 2007. De 2009 à 2011, une vague d'arrestations très massive est entreprise. 7748 personnes sont arrêtées, la grande majorité dans l'espace kurde de Turquie et 3895 placées en pré-détention¹⁶⁵. Au total, 155 personnes furent condamnées à des peines de prison variables¹⁶⁶, pour la plupart des politiciens du BDP (ancien nom du HDP), des représentants d'associations, des avocats et des syndicalistes. Le procès a été très controversé.

Il semble plausible qu'une part importante d'activistes de l'*Initiative* ait été arrêtée, le

¹⁶⁴ Entretien avec un habitant d'Hasankeyf, février 2015

¹⁶⁵ Bianet, 30 *Ayda KCK'den 7748 Gözaltı, 3895 Tutuklama*, (en ligne) www.bianet.org, [25/05/2015]

¹⁶⁶ Democratic Turkey Forum, *Backgrounder on the Union of Communities in Kurdistan KCK*, (en ligne) www.tuerkeiforum.net [25/05/2015]

procès portant par-là même un coup dur au mouvement. C'est par exemple le cas de Fethi Suvarı, l'actuel Secrétaire Général de la municipalité de Diyarbakır. Il était à l'époque l'un des deux coordinateurs de l'Agenda Local 21 de Diyarbakır, et a été arrêté, jugé et condamné lors de la vague de procès¹⁶⁷. Necati Pırınçcioğlu confirme qu'à cause du procès, beaucoup d'activistes sont partis. C'est par exemple le cas de Nevin Soyukaya, directrice du Musée de Diyarbakır¹⁶⁸.

L'*Initiative* semble quand même montrer un regain d'activité depuis peu, avec notamment l'organisation de plusieurs manifestations à Dargeçit ; certaines associations membres restent actives, c'est par exemple le cas de l'Association des Bénévoles de l'Environnement de Batman (*Batman Çevre Gönüllüleri Derneği*), présidée par Recep Kavuş.

II. La mobilisation propre aux habitants d'Hasankeyf

A. Une opposition passive des habitants, facteurs d'explication :

Peu d'habitants d'Hasankeyf s'insèrent dans la lutte active. Ils ne se mêlent pas vraiment aux manifestations organisées, vis-à-vis desquelles ils ont plus un statut de spectateur. Cependant la plupart ne cachent pas leur opposition au projet ; on peut alors parler d'opposition passive. Si les habitants ne participent pas de manière démonstrative à la lutte, beaucoup acceptent volontiers d'expliquer leur situation et par exemple de participer à des documentaires qui permettent de relayer leurs voix.

Les habitants interrogés n'hésitent pas à critiquer la politique de l'État à l'égard de la ville. Ils sont très critiques vis-à-vis de plusieurs des acteurs locaux, mais semblent plus prudents quand il s'agit de critiquer directement le gouvernement central.

Ainsi, les habitants interrogés ont une image très négative de la DSI, présentée comme une institution qui ne se soucie pas du sort de la population, et une institution inaccessible qui refuse par exemple les interviews portant sur le projet Ilisu. Les tensions des habitants contre

¹⁶⁷ Enquête de terrain et Bianet, *Kurdish politicians kept in detention*, www.bianet.org, [25/05/2015]

¹⁶⁸ Je n'ai aucune information portant sur d'éventuels problèmes judiciaires de Nevin Suyukaya

la DSI se cristallisent sur les prix fixés par l'administration pour les logements dans la nouvelle ville, comme détaillé ci-après.

Une mobilisation temporaire fédérant la population : le contre-exemple d'une résistance simplement passive).

Il s'agit dans cette partie de proposer quelques clés d'explication sur l'absence d'opposition active des habitants d'Hasankeyf. Il s'agit en même temps de faire ressortir les représentations des habitants d'Hasankeyf sur le conflit et sur la contestation externe, en particulier l'*Initiative*, car ces représentations expliquent les positions des habitants.

Comme premier élément freinant la mobilisation des habitants, on peut citer la lassitude qu'ils évoquent eux-mêmes souvent face à un projet de barrage annoncé depuis longtemps. À cette lassitude s'ajoute une incertitude constante concernant la date du déplacement de population : beaucoup d'habitants m'ont dit penser que la population ne sera pas déplacée avant cinq ou dix ans. D'autres m'ont dit que les habitants sont assurés par contrat de ne pas être déplacés avant près de deux ans. Le *kaymakam* m'a confirmé que la première vague de déplacements devrait vraisemblablement avoir lieu dans deux ans, et pas plus tard¹⁶⁹.

Surtout, les habitants sont divisés sur les manières de réagir face au projet de barrage. Certains habitants sont très opposés au projet, d'autres y sont moins défavorables. La position de certains habitants peut être assez complexe. En effet, une partie d'entre eux tient un discours nuancé : ils se disent non opposés au barrage en principe, mais opposés en pratique à cause de l'engloutissement de la ville. Chez certains habitants, il y a donc une intégration partielle du discours déterministe véhiculé par le gouvernement et qui vise à légitimer le projet. Selon ce discours, le barrage serait nécessaire pour la Turquie, son développement énergétique.

Ainsi Mehmet Bıçakçı, le président de l'AKP à Hasankeyf, me dit qu'il ne souhaite pas personnellement l'engloutissement de la ville, mais qu'il comprend le choix du gouvernement. Pour lui le gouvernement ne souhaite pas non plus détruire le patrimoine, mais il fait la balance des intérêts nationaux et locaux ; les besoins en eau vont augmenter dans le futur, et il est donc

¹⁶⁹ Entretiens avec des habitants d'Hasankeyf, entretien avec le *kaymakam*, février 2015

nécessaire de la garder pour le bien du futur du pays¹⁷⁰. D'autres habitants sont moins nuancés par rapport au barrage et s'y opposent sans essayer de se justifier la politique étatique.

L'absence d'union des habitants sur une stratégie commune et coordonnée est vraisemblablement un frein à l'émergence d'une mobilisation active dans la ville. Les voix des habitants étant dispersées, elles ont moins d'écho. D'une manière générale, faire émerger un mouvement qui réussit à fédérer toute la population d'une petite ville semble difficile. Une ville comme Hasankeyf présente un panel d'habitants très divers, par leurs âges, ethnies, points de vue politiques, qu'il serait difficile à unir.

La véritable mobilisation est née dans les plus grosses villes de la région, car le milieu urbain facilite l'émergence des mouvements. Outre une population plus importante, on y trouve un tissu associatif plus dense et une concentration d'acteurs habitués des luttes sociales et environnementales, habitués à protester contre le gouvernement. En bref, les acteurs des villes auraient une propension à exprimer leur sentiment de révolte de manière plus démonstrative que la population, plus rurale, d'Hasankeyf.

Les habitants justifient l'inactivité qui leur est reprochée par un discours d'impuissance : mener une action ne changerait rien au sort réservé à la ville. Que pourrait faire une population isolée face aux puissants déterminés ? Surtout, une idée semble récurrente chez les habitants : l'opposition de manière frontale au projet représenterait un danger pour la population. Un habitant me tient à peu près ces propos :

À Hasankeyf, tout le monde se connaît. À Batman, les habitants peuvent manifester sans risque, ils peuvent casser des vitrines sans risque qu'on les arrête, car il y a beaucoup de monde. Ici à Hasankeyf on serait directement arrêté par la police. La population ne veut pas avoir de problèmes¹⁷¹.

Dans son article *Résistance spatiale et identitaire, la construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, Gülçin Erdi Lelandais rapporte une série d'entretiens qui illustrent avec justesse l'état d'esprit qui règne dans la ville. Un habitant kurde de 17 ans déclare :

¹⁷⁰ Entretien informel avec Mehmet Bıçakçı, Hasankeyf, février 2015

¹⁷¹ Entretien avec Arif Ayhan, commerçant d'Hasankeyf, février 2015

Comme nous sommes kurdes, nous sommes considérés comme traîtres à l'État. Ainsi, si nous nous opposons publiquement à la construction du barrage, nous sommes immédiatement vus comme PKK maşası (auxiliaires du PKK). On nous a collé cette étiquette. Si, par exemple, un propriétaire de restaurant accepte des protestataires de l'Initiative contre le barrage dans son restaurant, tous les agents publics boycotteront son restaurant, et il ne pourra plus travailler¹⁷².

Un habitant de 28 ans dit :

Oui, nous sommes contre le barrage, mais nous ne pouvons pas faire n'importe quoi non plus. C'est un petit endroit où tout le monde se connaît. Il y a des actions, mais nous ne pouvons pas y participer car nous serions identifiés comme des ennemis de l'État. Les gens de l'extérieur viennent pour protester contre le barrage. Si nous nous joignons à ces actions, nous passerons la nuit à la gendarmerie. Nous ne pouvons pas défendre nos droits de cette façon. Sinon, nous sommes immédiatement étiquetés comme terroristes¹⁷³.

Un habitant de 26 ans dit :

Les gens ne manifestent pas une hostilité envers l'État ou la République. Ils sont en paix avec leur pays. Par exemple ici, la plupart ne votent pas pour le BDP. Les gens sont persuadés de ça, mais ce n'est pas vrai. La preuve est que notre maire est apparenté AKP. Cet amalgame est tellement ancré qu'être contre le barrage revient à être un membre du PKK. [...] Pour ce qui concerne la protestation contre le barrage, il n'y a pas beaucoup d'organismes pour nous défendre. À un moment donné, il faut que quelqu'un nous défende d'une manière ou d'une autre. Pour l'instant, il n'y a que l'Initiative qui s'en charge. Cependant, nous ne participons pas à leurs activités. Ils mettent en avant leurs propres revendications politiques¹⁷⁴.

Si l'Initiative n'arrive pas à trouver des relais dans la population de Hasankeyf, c'est

¹⁷² Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., page.221

¹⁷³ Ibid., page.222

¹⁷⁴ Ibid., page.222

parce que les habitants ne veulent pas être considérés comme une population à problèmes par les autorités. Les habitants craindraient d'être en première ligne face à la répression de l'État s'ils commençaient à manifester plus activement. Les habitants sont en quelque sorte pris entre deux feux, entre les associations qui pousseraient à la mobilisation des habitants et la crainte de sanctions des autorités en retour.

Les liens entre l'*Initiative* et le HDP, dont les membres ont souvent des déboires avec l'État¹⁷⁵, expliqueraient donc que les habitants d'Hasankeyf cherchent à mettre une distance avec l'organisation. Cela explique aussi que *Doğa Derneği* garde une meilleure image que l'*Initiative* auprès de la population, car l'association écologiste s'est bien distinguée à la fois de l'*Initiative* et de la lutte pro-kurde.

L'ethnicité, un facteur d'explication des divisions au sein de la cité et de l'absence de mobilisation ?

Une grande partie de la population semble se représenter dans la nation turque et ne s'identifieraient pas à un espace kurde ou au *Kurdistan*. Une grande partie de la population de la ville est arabe : ils seraient majoritaires dans la ville d'Hasankeyf, alors que les villages et hameaux de l'arrondissement de Hasankeyf seraient majoritairement kurdes. La population arabe serait dans une situation complexe ; ils n'auraient aucun intérêt à se retrouver et s'engager dans les luttes kurdistes. Derya Engin qualifie cette population de « minorité dans une minorité »¹⁷⁶. Dès lors, la population chercherait un relai par le biais de l'État.

Plusieurs personnes m'ont parlé de racisme existant chez les populations kurdes envers la population arabe. Une personne interrogée me dit que les populations kurdes engagées dans l'*Initiative* regarderaient d'un mauvais œil les arabes d'Hasankeyf, parce qu'ils ne se mobiliseraient pas. Un jeune d'Hasankeyf d'ethnie arabe me dit que les kurdes sont racistes envers les arabes, et que quand les touristes kurdes de la région viennent, on peut sentir qu'ils considèrent de façon méprisante les arabes. Il m'explique que même quand il part pour travailler à Marmaris (à l'Ouest de la Turquie), il se dit kurde et non arabe.

¹⁷⁵ Comme l'illustre par ailleurs le procès KCK, voir Chap2, I., B. *Une baisse d'intensité de la contestation*

¹⁷⁶ Une population arabe minoritaire dans un espace où la population est majoritairement kurde, mais cette population kurde est minoritaire dans la Turquie.

La question ethnique peut-elle partiellement expliquer les animosités entre l'*Initiative* et une partie des habitants ? Difficile d'y répondre, mais on peut relever quelques éléments qui pourraient, partiellement, aller en ce sens. Plusieurs acteurs kurdes de l'*Initiative* m'ont décrit la population de Hasankeyf comme conservatrice. Une représentation qui semble assez diffuse chez les populations kurdes est que les Arabes votent traditionnellement conservateur. Selon cette représentation les Arabes voteraient majoritairement pour l'AKP, ce qui expliquerait qu'une ville ayant une large proportion d'Arabes, comme Urfa, soit dirigée par l'AKP, parti au pouvoir qui est généralement qualifié d'« islamo-conservateur ». Par exemple la ville de Mardin, où la population arabe est importante, était dirigée par l'AKP depuis 2009, mais le HDP a remporté les élections locales de 2014 à la faveur d'un changement dans le découpage territorial et dans le mode de scrutin qui aurait permis de tenir compte de la population, à dominante kurde, alentours à la ville centre.

Ainsi selon cette représentation, les Arabes d'Hasankeyf voteraient tous pour l'AKP. L'animosité des membres de l'*Initiative* (mouvement transcendé par le HDP qui se décrit comme un parti de gauche progressiste) par rapport au gouvernement AKP pourrait expliquer un jugement négatif porté sur la population arabe de la ville par une partie des membres de l'*Initiative*.

L'explication des animosités entre l'*Initiative* et les habitants de Hasankeyf par la question ethnique reste épineuse et il faut la considérer avec grande prudence. D'autant que les habitants de Hasankeyf mettent beaucoup l'accent sur l'harmonie entre les deux communautés dans la ville.

B. Une mobilisation temporaire fédérant la population : le contre-exemple d'une opposition simplement passive

Tous les discours autour de l'opposition passive des habitants sont contrebalancés par un événement au cours duquel les habitants se sont unis, mobilisés de manière autonome, et sont parvenus à influencer les décisions des décideurs publics. La mobilisation est née de manière quasi spontanée, face à l'annonce de prix trop élevés pour l'achat de maisons dans le Nouvel Hasankeyf.

Les habitants, il convient de le spécifier, ne sont pas tous propriétaires dans l'actuel Hasankeyf. L'État offre le choix, pour le déplacement, entre une réinstallation dans la nouvelle ville, dans une grosse ville (milieu urbain) ou en milieu rural. Il est compréhensible que, malgré leur opposition au déplacement, les habitants choisissent majoritairement d'aller dans le Nouvel Hasankeyf pour pouvoir continuer à vivre en communauté. Cependant le plan de déplacement de la DSI ne permet aux habitants que d'acheter, à crédit, des maisons ou des appartements, mais ne leur permet pas de louer. Par là même les habitants qui se sont engagés à acheter une maison n'auront pas d'autres portes de sortie et devront rester dans leur maison le temps d'apurer leur dette.

En mai 2013, la DSI annonce le prix des maisons du Nouvel Hasankeyf ; le prix pour le modèle préféré (modèle à trois chambres) est de 171 000 livres turques (ou *TL* pour *Türk Lirası*), soit plus de 50 000 €. Dès lors les habitants trouvent les prix élevés.¹⁷⁷

En Septembre 2013, l'évaluation du prix des maisons de l'actuel Hasankeyf (c'est-à-dire la somme à allouer aux habitants pour l'expropriation) est annoncée. Les valeurs annoncées sont très faibles : les maisons de 49m², qui forment la majorité de l'habitat à Hasankeyf, auraient été évaluées à 20 000 TL (6800 €). Les commerces, entre 5000 et 10 000 TL (1700 et 3400 €), un bloc combinant résidence et commerce, entre 150 000 et 200 000 TL (51 000 et 68 000€)¹⁷⁸.

Face à la très grande disproportion entre la valeur de leurs propres maisons et commerces et le coût à investir dans les nouvelles maisons, les habitants seraient alors rentrés

¹⁷⁷ Zaman, *Hasankeyf'liler yeni evlerini pahalı buldu*, (en ligne) www.zaman.com.tr, [27/05/2015]

¹⁷⁸ Selon *Hasankeyf Matters*, qui se réfère à des sources locales : Hasankeyf Matters, (en ligne) *Where there's life, there's hope*, www.hasankeyfmatters.com, [27/05/2015]

dans une grande colère. La situation du point de vue des habitants étant alors celle-ci : ils allaient se faire expulser de leur maison, pour se faire réinstaller dans une ville où ils ne voulaient pas aller, et pour comble on leur demandait de s'endetter à outrance pour cela (à hauteur de 100 000 à 150 000 TL), tout en ne prenant pas en compte la pauvreté importante de la population.

Les habitants se seraient donc concertés en octobre 2013, auraient fondé un collectif et, le 10 octobre, ont entrepris de bloquer le pont qui traverse la ville, et donc l'axe principal reliant Batman à Mardin. Il s'agit de la première manifestation des habitants qui ne soit pas influencée par l'extérieur, et qui fédère la population de la ville. Des centaines d'habitants auraient participé au blocage du pont, ne laissant passer que les ambulances¹⁷⁹. Tous les enfants auraient boycotté les cours et tous les commerçants fermé boutique. Les habitants brandissaient des pancartes où était par exemple inscrit : « Nous n'allons pas laisser Hasankeyf se faire manger », « DSI laisse tomber ces travaux »¹⁸⁰. Les habitants auraient déclaré qu'ils ne bougeraient pas avant que les prix aient descendu. Un jeune habitant d'Hasankeyf m'a parlé de cet événement passé, avec une pointe d'humour ou de sarcasme : « pour la première fois les habitants d'Hasankeyf ont été vraiment unis... Parce que ça parlait d'argent ».



Figures 56 et 57 : manifestation du 10 octobre 2013 à Hasankeyf

Source : journal Bugün

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ Klas Televizyon, *Hasankeyf'te kamulastırma eylemi*, (en ligne) www.klastelevizyon.com, [27/05/2015]



Figure 58 :

manifestation du 10 octobre 2013, blocus sur le pont d'Hasankeyf

Source : journal Bugün

Le *kaymakam* de la ville, Temel Ayca, et le maire, Abdülvahap Kusen, auraient alors convaincu les habitants d'arrêter le blocus, en les encourageant à écrire leurs doléances dans une pétition. La manifestation aurait alors cessé au bout de trois heures. Les représentants de chaque famille se seraient rencontrés pour former une délégation de quatre membres pour aller présenter leur dossier aux fonctionnaires d'Ankara. Selon Arif Ayhan, le représentant principal était Şevket Altuğ (qu'il me présente comme « le ministre de Hasankeyf »). Un habitant me dit que si Şevket Altuğ était en tête de file, c'est parce qu'il possédait un hôtel et plusieurs restaurants dans la ville ; en clair, il m'explique que les commerçants étaient très remontés, parce que c'était ceux qui avaient le plus à perdre.

La pétition formée était concentrée sur trois points : une réévaluation à la hausse des loyers de la ville actuelle, une réévaluation à la baisse des prix des maisons de la nouvelle ville, et l'assurance d'avoir des emplois dans la nouvelle ville¹⁸¹.

En août 2014, les acteurs gouvernementaux soumettent une version réévaluée de l'ensemble. La valeur des maisons des habitants est augmentée de 35 %, les prix des maisons du Nouvel Hasankeyf baissés de 35 %¹⁸². Cependant il semble que le rapport soit allé plus loin en faveur des habitants. Les chiffres varient selon les habitants interrogés. La valeur des maisons des habitants sembleraient maintenant définie entre 30 000 et 40 000 TL, et le prix du modèle principal de maison (3 pièces) entre 80 000 et 100 000. De plus, ceux qui possèdent un

¹⁸¹ Hasankeyf Matters, *Where there's life, there's hope*, op. cit.

¹⁸² Selon la documentation que m'a donnée le *kaymakam* d'Hasankeyf

commerce à Hasankeyf seraient assurés de s'en voir un alloué gratuitement dans la nouvelle ville¹⁸³. Les familles pourront commencer à payer les logements à partir de la cinquième année suivant la construction, en quinze fois sur 15 ans, sans intérêts perçus par l'État.

Selon les habitants interrogés, la majorité des résidents d'Hasankeyf jugerait les nouveaux prix inacceptables. Les habitants se plaignent toujours de devoir s'endetter pour être déplacés. L'un d'entre eux m'explique son agacement d'être obligé de payer cher pour une maison construite par la TOKI, alors qu'il pourrait faire construire sa propre maison pour beaucoup moins cher. Les acteurs étatiques promettent des maisons confortables, bien équipées, et justifient de cette manière les prix dans le Nouvel Hasankeyf. Le *kaymakam* m'explique que selon lui, les prix proposés au début étaient effectivement disproportionnés, et que sur ce point-là, il était du côté des habitants. Cependant il juge les nouveaux prix adéquats.

Selon le site *Hasankeyf Matters*,

la majorité des habitants espérait initialement qu'ils puissent rester unifiés pour pouvoir rejeter la nouvelle offre, mais il y eu très vite des rumeurs disant que certains des plus important propriétaires de la ville étaient en train de conclure des accords avec le gouvernement les uns après les autres. [...] À la fin septembre des sources locales ont rapporté que la plupart des résidents d'Hasankeyf ont accepté de vendre leur propriété à l'État. Les cas de ceux qui ont refusé l'offre révisée seront renvoyés devant la justice¹⁸⁴.

La TOKI ne peut pas démarrer les constructions sans que les habitants aient en aval accepté les offres. Cela pourrait expliquer que les instances étatiques aient exercé une pression sur les habitants, car elles voudraient en finir au plus vite avec le processus de déplacement de population, condition préalable à la mise en eau du barrage Ilisu.

Selon Murat Tekin, président du BDP à Hasankeyf (et candidat à l'élection municipale de 2014), l'État aurait fixé une date limite aux habitants, et leur aurait dit que s'ils n'avaient pas accepté de signer pour vendre leurs maisons à l'État avant cette date, ils ne pourraient pas faire une demande pour obtenir une maison dans le Nouvel Hasankeyf. Cela aurait effrayé les habitants et la majorité d'entre eux auraient alors vendu leurs maisons¹⁸⁵. Un autre habitant me

¹⁸³ Information confirmée auprès du *kaymakam*

¹⁸⁴ Traduit de l'anglais, Hasankeyf Matters, *Work slows at Ilisu dam Site*, (en ligne) www.hasankeyfmatters.com, [27/05/2015]

¹⁸⁵ Entretien avec Murat Tekin, Hasankeyf, février 2015

confirme que plus de la moitié des habitants ont accepté le contrat proposé et rempli une demande de logement dans le Nouvel Hasankeyf, mais que la moitié d'entre eux n'auront jamais les moyens de payer les loyers car ils sont trop pauvres¹⁸⁶.

Si les habitants pensent qu'ils n'auront pas à se déplacer avant deux ou trois ans, l'incertitude est grande. Certains pensent même qu'ils ont bien dix ans avant l'échéance ; d'après le *kaymakam*, les premières réinstallations ne devraient pas commencer plus tard que dans deux ans. Un décret récent (mai 2015) annonce que les ménages affectés par le barrage devront quitter leur ancienne maison au plus tard 30 jours après la fin de la construction de leur nouvelle maison, sous peine d'être évacués¹⁸⁷.

Très récemment, le 5 mai 2015, une déclaration approuvée par le gouvernement, a été publiée. Cette déclaration est le fruit de nombreuses critiques par les habitants et l'*Initiative*. Il y est disposé que les aides gouvernementales (c'est-à-dire les prix qui ont résulté de la négociation) ne concerneront que les « familles » au sens de la loi turque, ce qui exclurait les non-mariés, même si ils ont des enfants¹⁸⁸. De plus les commerçants doivent fournir de la documentation sur les opérations commerciales (notamment la preuve du paiement de taxes commerciales) pour pouvoir obtenir sans frais un nouveau commerce. Une part importante des commerçants pourrait être disqualifiée à cause de ces conditions¹⁸⁹. Le 25 ou 26 mai 2015, la déclaration a été attaquée en justice par des habitants d'Hasankeyf membres de l'*Initiative* pour les raisons vu précédemment, la déclaration étant accusée de ne pas respecter le principe constitutionnel d'égalité (en l'occurrence, l'égalité entre les déplacés) et d'avoir été approuvée par le gouvernement mais non par le Parlement, comme cela serait nécessaire. Le 31 mai, un discours et une manifestation ont été organisés par l'*Initiative* (et le HDP local ?)¹⁹⁰.

On peut se demander pourquoi des prix très élevés ont été mis en place dès le début, et pourquoi les terrains et logements condamnés ont été évalués de manière très basse. D'autant plus que cette politique menée par la DSI ne semble pas se borner à Hasankeyf mais bien concerner tous les villages menacés par la montée des eaux. Les habitants que j'ai rencontrés

¹⁸⁶ Entretien avec un commerçant d'Hasankeyf, février 2015

¹⁸⁷ Today's Zaman, *State compels Hasankeyf to evacuate families to become indebted after losing their houses*, *op. cit.*

¹⁸⁸ Hasankeyf Matters, *A legal challenge to Hasankeyf resettlement guidelines*, (en ligne) www.hasankeyfmatters.com, [06/06/2015]

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ Hasankeyf Girişimi, *"We will not allow you to build the Ilisu dam"*, *op.cit.* [06/06/2015]

au village de Koçtepe se plaignaient eux-aussi du même problème : des prix fixés trop haut pour les nouvelles terres et nouvelles maisons, et une sous-évaluation de leurs terres (voir *Chap II, III. C. Étude du cas de Koçtepe*).

Pour expliquer la politique des prix de la DSI, beaucoup d'acteurs disent que leur seule visée est le profit. Les critiques portant sur un enrichissement des puissants au détriment d'habitants ruraux sans défense reviennent souvent.

Ces critiques ne portent pas seulement sur la DSI, mais peuvent aussi porter sur la TOKI (le constructeur des villages déplacés). Peut-être que la TOKI, qui s'occupe de la conception et la construction des logements, joue aussi un rôle dans la fixation des prix. Ainsi, à propos du village de Koçtepe, un membre de l'*Initiative* m'écrit par e-mail

Il est bien possible que l'État cherche à vendre très cher les nouvelles maisons. La TOKI construit des maisons très chères car elle est intéressée par le profit. À Hasankeyf et dans d'autres endroits engloutis par les barrages, l'État a l'habitude de vendre les nouvelles maisons des nouveaux villages au prix double ou même plus [par rapport au prix de rachat des maisons condamnées].

Pour certains acteurs, la politique des prix a une visée avant tout stratégique : Murat Tekin considère ainsi que les habitants d'Hasankeyf ont été floués par l'État depuis le début. Selon lui, la révolte des habitants aurait été anticipée depuis le début par la DSI. L'administration aurait délibérément fixé des prix bien plus haut que le coût réel de construction et d'achat des terres de sorte que, après les négociations, les prix fixés adoptent la valeur réelle des bâtiments construits. En fixant un prix très haut dès le début, la DSI aurait ainsi évité de devoir négocier à partir du prix normal : l'administration éviterait grâce à sa stratégie de trop dépenser dans la réinstallation des habitants¹⁹¹.

Sur le point de savoir si cette politique générale sur les prix du déplacement est, ou n'est pas, le fruit d'une stratégie, on peut continuer à s'interroger. Le fort endettement des populations déplacées à cause des projets de barrage les obligent vraisemblablement à rester dans les nouvelles villes créées, au moins le temps d'apurer leurs dettes (pour le Nouvel

¹⁹¹ Entretien avec Murat Tekin, Hasankeyf, février 2015

Hasankeyf, l'endettement est sur 20 ans). Cela assure que les villes et villages d'accueil ne soient pas construits en vain ; cela pourrait aussi permettre d'amoindrir le phénomène d'émigration de ces nouvelles villes, et mécaniquement de limiter l'exode vers les grandes villes (l'un des objectifs du GAP étant, au passage, de stopper l'exode rural massif dans la région).

L'existence ou pas d'une réelle volonté stratégique dans la politique de prix de la DSI reste bien sûr du domaine de la spéculation. Quoi qu'il en soit, une étude met en lumière que le cadre juridique des déplacements des populations affectées par les projets d'aménagement du territoire, en Turquie, ne permet pas une indemnisation considérée comme juste des populations déplacées par rapports aux critères et usages internationaux en la matière.

La loi turque ne favorise pas les populations déplacées, et elle offre un cadre qui permet - si ce n'est qui encourage - des politiques qui font primer l'intérêt de l'État plutôt que celui des déplacés. Michael Cernea, dans un rapport de 2006, a identifié les inadéquations et retards des lois turques sur le déplacement forcé de populations, par rapport aux normes internationales.

Plusieurs critiques ressortent : les lois turques distinguent les travaux d'expropriation et de réinstallation, les lois turques ne prennent pas en compte le fait que les terres, les logements et les commerces voués à être submergés subissent une forte dévaluation de leur valeur. De plus la perte d'opportunités économiques, le coût lié au déplacement pour les populations ne sont pas reconnus et ne sont pas en temps normal l'objet de compensations. Enfin la mise en place d'une stratégie pour permettre le rétablissement d'un revenu fixe n'est pas rendu nécessaire par la loi¹⁹².

On peut dès lors reprocher au gouvernement turc de ne pas avoir cherché à mettre en place une réforme des dispositions juridiques, pourtant nécessaire à la mise en place de déplacements plus équitables.

¹⁹² Michael, Cernea, *Comments on the Resettlement Action plan for the Ilisu Dam and HEPP*, 2006, p.19 et 20

Voici le passage du rapport de Cernea qui énonce les principales critiques sur les retards et lacunes de la loi turque :

1. Les lois turques **séparent les travaux d'expropriation et de réinstallation** plutôt que de les intégrer et de les rendre réciproquement obligatoires. Les standards internationaux requièrent une intégration totale et exigent que toute expropriation soit conçue avec la réinstallation et la reconstruction économique dans le même temps.

2. **Minimisation.** Il n'y a pas de disposition visant à minimiser la réinstallation dans la loi turque [...] mais c'est une exigence majeure dans les critères de la Banque Mondiale et de l'OCDE.

3. **Les prestations de compensation sont dépassées** dans la loi turque, car elles sont calculées sur le paiement de la valeur marchande des actifs condamnés et dépréciés uniquement, alors que dans les normes internationales le calcul sur la valeur marchande a depuis longtemps été remplacé en faveur d'un calcul sur la valeur de remplacement. C'est une différence fondamentale, qui est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur les coûts. Sinon, des coûts significatifs sont externalisés sur la population affectée, une pratique maintenant condamnée et rejetée dans le milieu international.

4. **Les pertes d'opportunités et les coûts du déplacement pour la population déplacée ne sont pas reconnus** ou seulement partiellement reconnus dans la loi turque, alors qu'ils doivent être totalement compensés selon les critères en usage au niveau international.

5. La mise en place d'une **stratégie de rétablissement des revenus** dans le projet qui déplace une population n'est pas requise sous la loi turque existante, mais c'est une condition *sine qua non* selon les critères internationaux. »

(traduit de l'anglais). Michael Cernea, *Comments on the Resettlement Action plan for the Ilisu Dam and HEPP*, pages 19 et 20

La négociation conduite entre la délégation des habitants d'Hasankeyf et Ankara a, de fait, permis de se rapprocher de manière fragmentaire des normes internationales, notamment parce que les logements des habitants, forcément dépréciés à cause de l'engloutissement futur, ont été réévalués. Les pertes d'opportunités sont peut-être partiellement compensées pour une partie de la population, notamment pour les commerçants si des commerces leur seront bien attribués gratuitement (les récents événements permettent sérieusement d'en douter). De plus, une stratégie de rétablissement des revenus existe, dans la mesure où beaucoup d'emplois touristiques ont vocation à être développés dans la nouvelle ville.

Mais il faut rappeler que cette situation est en grande partie due au soulèvement des habitants, et que la politique des prix de la DSI ne s'applique pas au cas par cas, mais s'applique à l'ensemble des populations déplacées par les projets hydrauliques.

C. Les élections locales de 2014 : soupçons de fraudes et désunification des habitants

Les élections municipales du 30 mars 2014 et les enjeux qui y ont été liés ont complexifié la situation à Hasankeyf, somme toute déjà assez compliquée. Les résultats ont été très serrés et des accusations de fraudes ont été formulées. Cela aurait contribué à faire sensiblement augmenter les tensions au sein de la ville, et à faire retomber l'unité des habitants qui s'étaient accordés pour manifester contre les prix des maisons, jugés abusifs, qu'avait fixés la DSI.

Ces élections municipales se sont déroulées dans un contexte très tendu au niveau national. En décembre 2013, un important scandale de corruption éclate, mettant à mal le pouvoir en place. Les accusations ont visé des proches de Recep Tayyip Erdoğan (à l'époque encore Premier Ministre), et des enregistrements d'écoutes téléphoniques secrètes visant à confirmer la corruption ont conduit à la démission plusieurs ministres. En réaction, le premier ministre accuse un « ennemi intérieur », une « structure parallèle », de vouloir le faire tomber. Le gouvernement a alors entamé une véritable chasse aux sorcières, et purgé les rangs des officiers de police et la justice.

Les élections municipales de mars 2014 prennent place dans ce contexte très tendu. La campagne de l'AKP présente alors les attributs d'une campagne nationale : les candidats locaux sont totalement mis en arrière-plan derrière la figure, surmédiatisée, du Premier Ministre Erdoğan. Les élections prennent alors une allure de plébiscite pour ou contre le Premier Ministre ; les résultats conforteront une large victoire de l'AKP malgré le scandale de corruption.

Cependant, des soupçons de fraudes ont entachées les élections. Ces soupçons découlent du fait qu'il y ait eu de nombreuses coupures d'électricité à travers tout le pays au moment du dépouillement du scrutin. Les accusations de fraudes ont alors concerné de nombreuses municipalités à travers la Turquie, notamment dans des villes ou districts pouvant être stratégique pour l'AKP, là où les résultats anticipés étaient incertains. Par exemple, la victoire

très courte de l'AKP à Ankara a été entachée de soupçons, tout comme les élections dans certains quartiers d'Istanbul, mais cela concerne de nombreuses villes en Turquie.

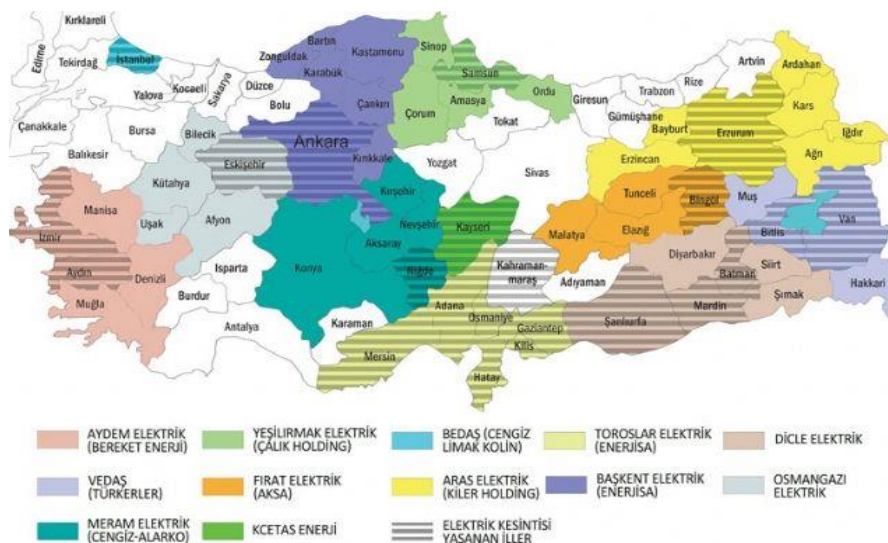


Figure 556 :

Carte présentant les principales compagnies de distribution électrique turques.

En rayé, les provinces où ont eu lieu des coupures d'électricité durant le dépouillement du scrutin des élections municipales de mars 2014

Source : journal BirGün

KENTLERE GÖRE ELEKTRİK DAĞITIM ŞİRKETLERİ

La carte ci-dessus, publiée par le journal *BirGün*, présente les provinces où des coupures d'électricité ont eu lieu lors des élections locales de 2014 ; elle présente les compagnies qui gèrent la distribution d'électricité dans ces provinces.

Les accusations font état de liens étroits entre les dirigeants politiques et les hommes d'affaires à la tête des compagnies distribuant l'électricité là où il y a eu des coupures¹⁹³. Par exemple, le groupe Cengiz possède la société qui gère la distribution électrique à Istanbul¹⁹⁴. Son dirigeant, Ahmet Cengiz, est généralement considéré comme un proche du gouvernement, et a d'ailleurs été mis en examen dans les affaires de corruption de décembre 2013¹⁹⁵. Concernant le quartier Yeşilköy d'Istanbul, les propos du ministre de l'énergie Taner Yıldız ont été tournés en dérision, celui-ci rejetant la faute sur un chat qui serait rentré dans un transformateur électrique, ce qui aurait provoqué un court-circuit. Selon lui, les coupures électriques n'auraient aucun rapport avec les élections.

¹⁹³ Hürriyet Daily News, *Electricity cut off in provinces where pro-government firms supply power*, (en ligne) www.hurriyetdailynews.com, [27/05/2015]

¹⁹⁴ Cengiz est aussi l'un des groupes engagés dans la construction du barrage d'Ilisu et du nouveau pont de Hasankeyf

¹⁹⁵ Yol (routes de Turquie et d'ailleurs), *Urfa, la colère d'Osman Baydemir, état d'urgence à Ceylanpınar*, (en ligne) yollar.blog.lemonde.fr, [27/05/2015]

La compagnie Dicle Elektrik est celle qui distribue l'électricité dans cinq des provinces de l'Anatolie du sud-est, dont Urfa, Mardin et Batman (où ont aussi eu lieu des coupures d'électricité). La version officielle de l'agence Dicle Elektrik, pour justifier ces coupures, accuse des vents violents, qui auraient coupé les transmissions électriques¹⁹⁶.

À Hasankeyf, des coupures ont donc eu lieu durant le dépouillement du scrutin. Le score a été très serré : sur 1641 votants, le maire, sortant et réélu, Abdülvahap Kusen (candidat AKP), est crédité de 546 voix. Son principal rival, le candidat Murat Tekin (candidat du BDP¹⁹⁷) a été crédité de 537 voix¹⁹⁸. Le troisième candidat (*Saadet Partisi* tr.: parti de la félicité) a obtenu 458 voix, et les autres candidats ont réalisé des scores faibles. La différence entre les scores du maire sortant et du candidat BDP est très faible, puisque les deux présentent seulement neuf voix d'écart (huit selon certaines sources). Les votes auraient alors été recomptés une fois.

Les opposants BDP ont alors contesté le résultat des élections, arguant avoir retrouvé des bulletins de vote BDP et des documents officiels dans une poubelle proche de l'école municipale, qui faisait office de bureau de vote. Selon un média proche du BDP-HDP, *Dicle Haber*, « Le BDP a perdu l'élection avec huit votes bien qu'il ait été en tête jusqu'à la coupure d'électricité »¹⁹⁹. Selon Nezahat Toprak, co-candidate BDP à l'élection municipale²⁰⁰, les observateurs du BDP pour le dépouillement auraient déclaré que des policiers sont entrés par la fenêtre après la coupure d'électricité. Les documents électoraux retrouvés dans la poubelle au lendemain des élections auraient été délivrés, avant d'être jetés, par le Conseil électoral du district d'Hasankeyf, à un officier de police²⁰¹.

Une demande d'enquête aurait alors été formulée, couplée à une demande d'annulation du résultat et la mise en place d'un nouveau vote. Après enquête, le Comité électoral de la province de Batman aurait alors, unanimement rejeté les accusations d'irrégularités et la demande de renouvellement. Le BDP a alors critiqué la décision du Comité et l'a accusé de corruption ou de non-objectivité²⁰².

¹⁹⁶ Radikal, *Seçim Günü elektriği Kedi keşmiş*, (en ligne) www.radikal.com.tr, [27/05/2015]

¹⁹⁷ Le BDP a été fondu au sein du HDP. HDP et BDP désignent donc le même parti.

¹⁹⁸ Certaines sources parlent de 538 voix pour Murat Tekin. Sur six sites comparés, quatre d'entre eux relèvent 537 voix, deux d'entre eux 538.

¹⁹⁹ Dicle Haber, *Ballot papers found in the garbage in Hasankeyf*, (en ligne) www.diclehaber.com, [27/05/2015]

²⁰⁰ En effet, le BDP a instauré un système de co-candidature mixte. Toute candidature aux élections locales était donc double. La candidate BDP était Nezahat Toprak

²⁰¹ Bestanûçe, *BDP complains of electoral fraud in Hasankeyf*, (en ligne) www.bestanews.com, [27/05/2015]

²⁰² Batman Haber Monitör, *Objections to the selection of the BDP in Hasankeyf Request Denied*, (en ligne) batman.habermonitor.com, [27/05/2015]

Toute cette affaire aurait fait monter la tension chez les habitants d'Hasankeyf. La légitimité du maire actuel, Abdüvahap Kusen, est remise en cause par certains habitants, qui considèrent qu'il a fraudé, ou qu'il a été aidé par des gens plus haut placés. Un membre de l'*Initiative* interrogé parle de manipulations électorales, qu'il dit pouvoir venir du *kaymakam* d'Hasankeyf ou du *Vali* de Batman (préfet). Selon lui, la moitié des habitants d'Hasankeyf penserait que des fraudes ont eu lieu, et l'autre moitié penserait l'inverse. Les habitants interrogés ont en effet des vues très variables sur la situation. Si Murat Tekin, le candidat BDP, m'explique quand je discute avec lui que j'ai en face de moi le véritable maire d'Hasankeyf, beaucoup d'habitants ne pensent pas la même chose. Certains émettent même l'idée que c'est le BDP qui aurait pu frauder pour avoir plus de voix.

Le maire élu, Abdüvahap Kusen, m'a été plusieurs fois présenté comme « un opportuniste »²⁰³. Aux élections de 2004 il était affilié au DYP (*Doğru Yol Partisi*, ou Parti de la Voie Juste) et a été élu face à l'AKP. Cependant aux élections de 2009 il se serait affilié à l'AKP, car c'était un parti montant, alors que son parti d'origine, le DYP n'arrêtait pas de descendre dans les suffrages. Selon plusieurs personnes interrogées et opposées au maire, les gens voteraient pour lui non pas parce qu'il est affilié à l'AKP, mais parce qu'il a de larges liens de parenté dans la population (la population de Hasankeyf étant assez endogamique).

Toute cette histoire autour de l'élection a-t-elle affecté les relations ethniques de la communauté de Hasankeyf ? Cette question, à laquelle je n'ai pas de réponse, mérite pourtant d'être posée. En effet, d'un côté l'électorat traditionnel du BDP-HDP est kurde, et de l'autre, le maire étant arabe, ce serait majoritaire des habitants de famille arabe qui auraient voté pour lui, selon des habitants interrogés.

Quoi qu'il en soit, l'ambiance tendue liée aux élections se serait répercutée sur la fragile unité qui était née lorsque les habitants avaient rejeté les prix des maisons proposées par la DSI, cinq mois plus tôt. Selon un habitant interrogé, le « collectif » qui avait été fondé par les habitants lors de la fronde contre les prix n'aurait pas tenu à cause des divisions provoquées suite aux élections. De ce fait, quand la DSI a annoncé les prix révisés (cinq mois après les élections), les habitants n'auraient pas été assez unis pour résister collectivement.

Dans l'hypothèse d'une fraude organisée par les acteurs gouvernementaux, quelles stratégies seraient à l'œuvre ? Pour les acteurs interrogés qui pensent qu'il y a eu une fraude,

²⁰³ Le terme est utilisé par les personnes interrogées

les acteurs gouvernementaux auraient fait élire le maire avant tout pour éviter une fronde plus importante de la part des habitants. Selon eux, l'État craindrait qu'avec une mairie BDP, il y ait plus de manifestations organisées. Il est vrai que le maire actuel, même s'il se dit opposé au projet de barrage malgré son affiliation AKP, se fait plutôt discret dans le conflit. Beaucoup d'habitants disent qu'il est très passif face au projet de barrage et face au processus de déplacement de la population. Selon certains, en temps normal il devrait prendre des décisions conjointement avec le *kaymakam* pour l'avenir de la ville, mais il ne fait rien.

Après la manifestation de 2013 qui a démontré la capacité des habitants à agir collectivement et se mobiliser efficacement, les acteurs pro-barrage auraient donc craint que les habitants deviennent plus revendicatifs, et qu'un maire BDP vienne envenimer le tout.

Chapitre 4. Les enjeux du barrage Ilisu

Je tâcherai, dans ce chapitre, d'analyser les enjeux propres au barrage d'Ilisu. Il s'agit là de répondre aux interrogations suivantes : Quels intérêts recherche le gouvernement turc avec la mise en place du projet ? Quelle stratégie met-il en place pour légitimer le projet ? Il s'agira aussi d'étudier les enjeux qui lient la question du PKK au barrage d'Ilisu.

I. Le barrage d'Ilisu, des enjeux avant tout nationaux

A. Construire le barrage à tout prix : la détermination du gouvernement turc, reflet d'une pratique paternaliste du pouvoir

La détermination du gouvernement turc

Le gouvernement turc, et notamment Recep Tayyip Erdoğan, l'ex-Premier Ministre et actuel Président de la République, est régulièrement accusé de faire preuve d'autoritarisme dans sa pratique du pouvoir, et notamment vis-à-vis de la mise en œuvre des grands projets d'aménagement du territoire. Le projet du barrage d'Ilisu n'y fait pas exception. Les opposants accusent le gouvernement d'imposer par tous les moyens le projet, malgré son illégalité, et bien que la majorité des acteurs régionaux y sont opposés. Le gouvernement est aussi accusé de ne pas prendre en compte les aspirations des habitants affectés. Pour les opposants, le barrage est imposé par le haut, et chercher à discuter avec le gouvernement revient à s'adresser à un mur.

Il est vrai que le gouvernement a fait montre d'une détermination sans faille à faire aboutir ce projet, qui a plusieurs fois été mis à l'arrêt. Les échecs de 2002 et 2009 ont été décrits précédemment. Cela a représenté un coup dur pour le gouvernement, car l'implosion du consortium a cassé la majeure partie des sources de financement du projet. Pourtant, le Premier Ministre Erdoğan n'a pas hésité à déclarer juste après l'implosion du second consortium : « les

travaux reprendront la semaine prochaine ». Le Ministre des Eaux et Forêts et ex-président de la DSI, Veysel Eroğlu, grand partisan de la mise en place des grands barrages, aurait déclaré

*« Même sans les crédits internationaux le barrage sera construit, si nécessaire avec nos propres ressources (...) Nous n'avons besoin d'aucun pays pour le faire »*²⁰⁴. Veysel Eroğlu a aussi déclaré, à propos du financement par les pays européens *« Nous n'avons pas besoin de leur argent. Nous allons construire ce barrage à n'importe quel prix »*²⁰⁵.

Le gouvernement a alors trouvé des sources de financement nationales, par le biais de banques turques, car ces acteurs financiers présentaient pour le gouvernement l'intérêt de ne pas être exposés à la pression internationale ; au contraire, ces banques sont soumises à la pression du gouvernement turc. En 2010, le gouvernement annonce que Garanti et Akbank, dont les capitaux respectifs sont majoritairement turcs, vont financer le projet. Le Premier Ministre réaffirme sa volonté de terminer les travaux au plus vite : il déclare vouloir les accélérer, pour que le barrage soit achevé en 2014 plutôt qu'en 2016, comme il est initialement prévu. Selon Derya Engin, ces deux banques n'avaient pas réellement de marge de manœuvre pour refuser le projet : comme elles sont très connectées et soumises aux pressions des structures décisionnelles de l'État turc, elles étaient forcées d'accepter de financer le projet²⁰⁶.

Le gouvernement a aussi démontré son entêtement à finir le projet, quand il a dû trouver des parades juridiques pour contrer les décisions du Conseil d'État turc qui a ordonné par deux fois la suspension des travaux. Par là même, cela illustre la volonté du gouvernement de décider seul et au-delà de l'avis du contre-pouvoir juridique

Erdoğan : une personnalisation du projet Ilisu ?

On assiste aussi à une personnalisation du projet, dans la personne du Premier Ministre - puis Président- Erdoğan. Celui-ci se pose comme la figure qui rend possible la concrétisation du projet grâce à la politique de développement économique tout azimut qu'il mène. Cette

²⁰⁴ Les deux déclarations sont tirées de : Guillaume Perrier, Aujourlejour, *Le financement du barrage turc d'Ilisu*, (en ligne) aujourlejour.midiblogs.com, [20/05/2015]

²⁰⁵ Akgün İlhan, *Keeping Hasankeyf Alive : against the Ilisu Dam*, (en ligne) waterisliving.wordpress.com, [20/05/2015]

²⁰⁶ Entretien avec Derya Engin, Istanbul, février 2015

personnalisation passe par des symboles, comme par exemple son déplacement pour inaugurer en 2006 le commencement du chantier du barrage, ou encore sa présence lors de l'inauguration en 2010 du nouveau village d'Ilisu, le premier village déplacé, avec - geste très symbolique - la remise des clés des maisons aux habitants par le Premier Ministre lui-même.



Figure 60 : discours du Premier Ministre Erdoğan lors de l'inauguration du nouveau village d'Ilisu, le 31 Octobre 2010

Source : www.ormansu.gov.tr



Figure 61 : Remise des clés aux villageois d'Ilisu des mains du Premier Ministre en personne.

Source : www.ormansu.gov.tr

On peut d'ailleurs établir un parallèle entre le projet Ilisu et les « projets fous » (en turc : *çılgın projeler*) portés par Tayyip Erdoğan. Ces projets d'aménagements du territoire doivent contribuer à la création de la « Nouvelle Turquie » (*Yeni Türkiye*) pour la hisser parmi les dix premières puissances mondiales en 2023, date du centenaire de la fondation de la République. En effet, le projet de barrage d'Ilisu doit être appréhendé dans la vague de tous ces grands projets mis en place depuis l'accession au pouvoir de l'AKP en 2002.

Certains de ces « projets fous » sont déjà concrétisés : c'est le cas du Marmaray, le métro qui relie les rives européennes et asiatiques d'Istanbul. D'autres sont en cours de réalisation, comme le troisième pont du Bosphore et le troisième aéroport d'Istanbul dont la vocation est de devenir un *hub* international. D'autres ne sont encore que projetés : c'est le cas pour Kanal Istanbul, un projet de canal très critiqué pour désengorger le détroit du Bosphore. C'est encore le cas pour le projet de construction de la plus grosse mosquée du monde sur la colline de Çamlıca à Istanbul, ou encore pour la création d'un centre boursier nommé *Istanbul Defense Center*. Enfin, d'autres projets ne font pas partie des projets fous mais sont d'une

envergure considérable : il s'agit notamment du projet de construction de deux centrales nucléaires²⁰⁷...ou encore du projet Ilisu.

Pour les opposants à l'AKP, tous ces projets sont démesurés et illustrent la mégalomanie d'Erdoğan. Les critiques portent notamment sur l'atteinte environnementale des projets. Ici encore, le gouvernement est accusé d'autoritarisme, ici encore la mise en œuvre des projets est qualifiée d'opaque, et ici encore plusieurs de ces projets ont été suspendus par des Cours de justice, sans qu'ils ne soient remis en cause pour autant. Pour les détracteurs d'Erdoğan, ce dernier chercherait, par le biais de ses projets qui lui restent associés, à marquer son empreinte tant dans l'Histoire que dans la géographie du pays.

Le barrage d'Ilisu, projet d'honneur et culte de la puissance

Comme le projet Ilisu a été la source d'une très grande contestation, qui est la cause première de ses nombreux ralentissements, certains opposants pointent le fait que la mise en œuvre du barrage est devenue une véritable question d'honneur pour le gouvernement. Abandonner le projet serait assimilé à une défaite humiliante.

Une personne interrogée m'a fait part de son hypothèse, selon laquelle dans le cas d'Allianoï (un site antique menacé par un barrage de moindre importance en région d'Égée), l'État aurait refusé de céder aux demandes de la société civile, qui appelait à renoncer au projet de barrage, juste pour éviter de créer un précédent²⁰⁸. En restant inflexible et en engloutissant Allianoï, le gouvernement aurait fait la démonstration d'une logique d'État infailible, et donnerait l'image d'un gouvernement droit dans ses bottes, inflexible. À l'inverse, si le gouvernement avait accepté de renoncer au projet du barrage qui menaçait Allianoï, cela aurait pu redonner de l'espoir aux opposants au barrage d'Ilisu, et la mobilisation aurait pu encore plus s'intensifier.

Le point d'honneur pour faire aboutir le projet n'est qu'un des aspects expliquant la détermination du gouvernement. Beaucoup d'opposants, mais aussi plusieurs chercheurs,

²⁰⁷ L'une des deux centrales nucléaires doit voir le jour à Sinop (région de la Mer Noire), et l'autre à Akkuyu (région méditerranéenne).

²⁰⁸ La contestation pour sauver Allianoï s'est déroulée en même temps que la contestation pour le barrage d'Ilisu.

estiment que la volonté de mettre en œuvre de tels projets trouve sa source avant tout dans l'idéologie particulière qui transcende l'esprit des dirigeants de l'État turc. Pour les décideurs étatiques, les grands barrages sont une démonstration de la puissance de la nation. C'est aussi une démonstration de prestige et de modernité : il s'agit de montrer que le pays continue à se développer, et que l'effort lié à la construction des barrages est réalisable par le pays. L'effort est lié au dépassement d'une prouesse technique, mais il est aussi financier : les gros projets ont des gros coûts, et le barrage d'Ilisu ne fait pas exception, car le budget pour l'ensemble du projet avoisine 1,2 milliards d'euro²⁰⁹.

Dès lors, la construction d'ouvrages gigantesques fait l'objet d'une fierté nationale. Cette fierté peut se traduire par l'utilisation de symboles, comme les drapeaux ou encore l'attribution d'un nom (le barrage Atatürk porte le nom du fondateur de la République de Turquie ; le nom d'Atatürk est associé à la modernité).



Figure 62 :

Barrage de Karakaya, situé sur l'Euphrate.

À eux seuls, les barrages sont des symboles du développement national. L'utilisation d'emblèmes, comme le drapeau turc, renforce l'idée de fierté nationale.

Source : alternaturk.org

Le culte de la puissance repose sur la notion de contrôle. Avec les grands barrages, l'État contrôle les fleuves et optimise l'utilisation des ressources hydriques. Les imposantes installations modifient considérablement l'espace et, à ce titre, traduisent une conception utilitariste du territoire : c'est l'idée que le territoire n'est pas assez exploité, et qu'il faut profiter au maximum des ressources qu'il offre. Là encore, le contrôle du territoire a une portée symbolique, car si l'État façonne et contrôle son territoire, c'est bien qu'il le possède. L'image est d'autant plus forte sur un territoire en prise avec des éléments séparatistes, comme l'est l'Anatolie du sud-est avec le PKK.

²⁰⁹ Hürriyet Daily News, *Turkey loses financing for controversial Ilisu Dam Project*, (en ligne) www.hurriyet.com.tr [06/06/2015]

Les critiques sur l'autoritarisme et le paternalisme ne sont pas pointées qu'à l'encontre du gouvernement. Elles touchent aussi l'État turc en général, ou encore la DSI. Tout le processus de création du barrage est qualifié d'opaque par les opposants. Selon les opposants, la DSI communique très peu sur les projets qu'elle met en place et leurs avancées, ce qui crée une situation de flou, un sentiment d'incertitude sur leur sort et génère de la frustration pour les populations affectées. L'administration de la DSI, très centralisée, est accusée de ne pas être accessible et de ne pas se conformer aux normes internationales, qu'il s'agisse des lois environnementales, patrimoniales ou relatives au déplacement de population. Pour Emin Bulut :

la DSI ne respecte pas les lois internationales, se fiche de tout le monde, et, dans toute la Turquie, détruit systématiquement la nature avec ses projets²¹⁰.

Pour Necati Pırınçcioğlu (membre de l'Initiative, pro-kurde), l'État a moins de mal à imposer un projet au Kurdistan que dans d'autres endroits, même si le projet en question est très contesté ou reconnu illégal. Il y aurait selon lui deux poids deux mesures, selon que le projet concerne ou ne concerne pas la région kurde

Quand un projet est implanté dans l'espace kurde, les choses ne se passent pas de manière démocratique. Si ça se passe en région d'Égée ou dans la région de la mer Noire, les choses se passent de manière plus démocratique. Par exemple, une décision de justice a ordonné la suspension du projet Ilisu, mais il continue, alors que dans la région de la mer Noire, une cour a aussi ordonné la suspension d'un projet, et il s'est aussitôt arrêté²¹¹.

B. Une détermination motivée par des enjeux énergétiques

Il faut bien avoir à l'esprit que la vocation première du barrage d'Ilisu est la production hydroélectrique. Si Ilisu sera le plus important des barrages du fleuve Tigre en matière de superficie du lac de barrage, il sera aussi le plus important en termes de production d'électricité, avec une production attendue de 1200 Mégawatts (MW). Il sera le quatrième barrage le plus important pour la production hydroélectrique de toute la Turquie, les trois premiers du

²¹⁰ Entretien avec Emin Bulut, président de *Batman Turizm ve Tanıtım Derneği*, Batman, février 2015

²¹¹ Entretien avec Necati Pırınçcioğlu, Diyarbakır, février 2015

classement étant situés sur l'Euphrate : ce sont le barrage Atatürk (2400 MW), le barrage de Karakaya (1800 MW), et le barrage de Keban (1330 MW).²¹² De plus, le projet Ilisu comprend aussi, outre l'installation du barrage d'Ilisu en tant que tel, la mise en œuvre du barrage de Cizre (en aval, à la frontière syrienne), qui servira tant à la production électrique nationale (240 MW) qu'à l'irrigation.

Pour se donner une idée, il a été estimé que les 1200MW (ou 3833 Gigawatts/an) que produiront le barrage et la centrale hydroélectrique d'Ilisu couvriraient l'équivalent de 2 % de la demande énergétique turque de 2012²¹³. Cette donnée est utilisée autant par les pro-Ilisu (« 2 %, c'est considérable pour un seul projet ») que par les anti-Ilisu (« seulement 2 %, c'est très peu compte tenu des destructions que va entraîner le projet »).

Pour comprendre pourquoi le gouvernement AKP cherche tant à construire le barrage d'Ilisu, il faut avoir à l'esprit le contexte énergétique de la Turquie. En effet, le pays, qui d'une part est très dépendant des importations pour assurer sa couverture énergétique, est d'autre part en prise avec une augmentation très rapide des besoins en électricité.

En 2012, la production électrique turque reposait sur le gaz à 43 % et sur le charbon à 28 % (production thermique), sur l'hydroélectricité à 24 %, et sur l'éolien à 2,5 %²¹⁴. Le gaz est donc la ressource utilisée pour répondre à près de la moitié de la production/consommation électrique turque. Or les ressources en gaz de la Turquie sont presque nulles (à peine 1,7 % du gaz consommé est produit en Turquie²¹⁵), le pays doit donc l'importer de l'étranger. Le gaz rend la production électrique turque presque pour moitié-dépendante des importations. Le gaz utilisé par la Turquie est pour près de 60 % originaire de Russie²¹⁶.

Dans le même temps, on assiste à une très forte augmentation des besoins en électricité du pays, en lien à la forte croissance économique du pays, à sa forte urbanisation et à son industrialisation. De 1990 à 2012 la consommation en électricité a ainsi augmenté de 122 %²¹⁷. En 2008, la progression de la demande en électricité du pays a été estimée à 8 % par an, en

²¹² Données approximatives, tirées du site enerjiatlasi.com, [06/06/2015]

²¹³ Oxford Business Group, *The report, turkey 2012*, page. 108

²¹⁴ International Energy Agency, *Turkey : Electricity and Heat for 2012*, (en ligne) www.iea.org, [20/06/2015]

²¹⁵ International Energy Agency, *Turkey : Natural Gas for 2012*, (en ligne) www.iea.org, [20/06/2015]

²¹⁶ Today's Zaman, *Turkey gas deals with Russia raise concerns of dependency*, (en ligne) www.todayzaman.com, [20/06/2015]

²¹⁷ International Energy Agency, *Turkey : Balances for 2012*, (en ligne) www.iea.org, [20/06/2015]

deuxième position derrière la Chine, alors que l'augmentation des besoins électriques des pays européens stagnerait autour d'1 % par an²¹⁸. La pression représentée par cette importante augmentation de la demande fait craindre au gouvernement turc que la dépendance énergétique envers l'étranger et notamment la Russie s'accroisse en parallèle.

Le gouvernement turc a ainsi plusieurs fois exprimé sa volonté de réduire sa dépendance aux importations de gaz naturel²¹⁹. Pour ce faire, il cherche à maximiser l'usage des ressources territoriales : on assiste alors à un important développement des projets énergétiques à travers toute la Turquie. Récemment, le Président Erdoğan déclarait d'ailleurs

La Turquie a considérablement grandi depuis les douze dernières années. Cela a doublé notre consommation d'énergie. Nous allons [encore] doubler notre consommation d'énergie d'ici 2023. Nous avons besoin d'augmenter rapidement notre consommation. Nous avons besoin d'investir 120 milliards [de dollars] dans des projets énergétiques d'ici à 2023²²⁰.

Concernant le secteur hydroélectrique, plus de 4000 barrages à vocation énergétique

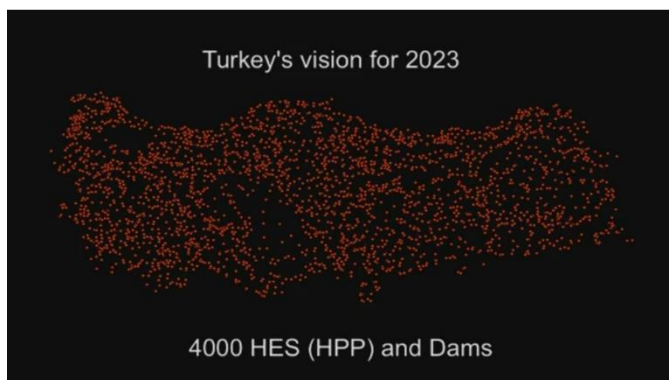


Figure 63 :

Carte d'opposition, tirée du documentaire Revolts of Anatolia.

La carte cherche à montrer le développement exponentiel de projets de barrages et centrales hydroélectriques en Turquie, comme autant de menaces pour l'environnement.

seraient en projet en Turquie, selon plusieurs acteurs interrogés.

Le gouvernement turc cherche aussi à diversifier la production. Par conséquent, il veut développer les énergies renouvelables ; surtout, il ambitionne la construction de deux centrales

²¹⁸ Today's Zaman, *Turkey moves one step closer to nuclear plant*, (en ligne) <http://www.todayszaman.com> [20/05/2015]

²¹⁹ Hürriyet Daily News, *Turkey needs to invest 120 billion in energy until 2023 says Erdogan*, www.hurriyetdailynews.com, [20/05/2013]

²²⁰ Ibid.

nucléaires dans le pays. Un objectif d'égale répartition de la production énergétique entre gaz naturel, charbon, eau, nucléaire et énergies renouvelables a été fixé²²¹.

Ce contexte explique ou tout du moins permet de comprendre pourquoi le gouvernement turc prend cette position de refus catégorique d'abandonner le projet Ilisu, et donne la priorité au développement énergétique plutôt qu'à la préservation de l'environnement et du patrimoine. Le projet est alors décrit comme vital pour la Turquie.

La contre-attaque des anti-Ilisu sur le domaine de l'énergie

La production énergétique figurant comme argument principal du gouvernement pour légitimer le barrage d'Ilisu, les opposants n'hésitent pas à s'emparer du sujet pour critiquer les arguments avancés par le gouvernement et proposer des alternatives sur le domaine énergétique.

Des critiques ont cherché à minorer la capacité énergétique du barrage. En même temps qu'était proposée, dans une étude académique, une solution à cinq petits barrages sur le Tigre pour préserver Hasankeyf, l'objectif affiché par les autorités d'une production de 3833 GW/an pour le barrage Ilisu a été critiqué. Selon l'étude, l'objectif a été surestimé : le barrage, à pleine capacité, ne pourrait produire qu'un maximum de 3094,3 GW/an²²². Cela constitue une différence de -19,3 % par rapport à l'estimation officielle, ce qui n'est pas négligeable. Cette estimation rabaisée est l'argumentation préalable à la solution proposée des cinq barrages (qui permettraient de sauver Hasankeyf). En effet ; selon les auteurs de l'étude, cette solution des cinq barrages serait avantageuse car elle permettrait de fournir 3139 GW/an²²³.

Les critiques des opposants au barrage d'Ilisu concernent aussi la politique énergétique du gouvernement en tant que telle. Par exemple, le choix du développement hydroélectrique

²²¹ Today's Zaman, *Turkey moves one step closer to nuclear plant*, op. cit.

²²² Emrah, Yalçın, *Ilisu Dam and HEPP, Investigation of Alternatives solution*, op. cit., page.73

²²³ Ibid., page.73

est critiqué parce que c'est une énergie relativement chère à produire, en raison des coûts importants de construction des infrastructures.

Outre l'hydroélectricité, d'autres aspects sont visés : l'*Initiative* a pointé du doigt les pertes importantes d'énergie en Turquie dans les réseaux de transmission et de distribution de l'électricité. Selon Ercan Ayboğa, en Turquie les pertes d'électricité s'élèvent à 31 % de la production, quand la moyenne des pertes pour les pays de l'OCDE²²⁴ est de 6 %. Des pertes aussi importantes seraient dues à de mauvaises infrastructures de transport, et surtout à une transmission qui s'effectue sur de très longues distances (l'électricité circule d'un bout à l'autre du pays, voir la carte de représentation : *la production électrique du sud-est Anatolien au service des besoins énergétiques de l'Ouest du pays*). L'*Initiative* a donc proposé de mettre en place une politique de rénovation des infrastructures de transports, qui permettrait d'économiser plus d'énergie que ce que le barrage en offrirait.

Emin Bulut, le président de l'*Association du Tourisme de Batman*, critique le choix hydroélectrique. Selon lui, la région d'Anatolie du sud-est recevant beaucoup d'ensoleillement, il serait bien plus convenable d'y développer l'énergie solaire, mais la Turquie accuse beaucoup de retard dans le domaine du solaire, faute d'investissements étatiques. Cette demande d'un développement énergétique par le solaire revient souvent dans la bouche des opposants.

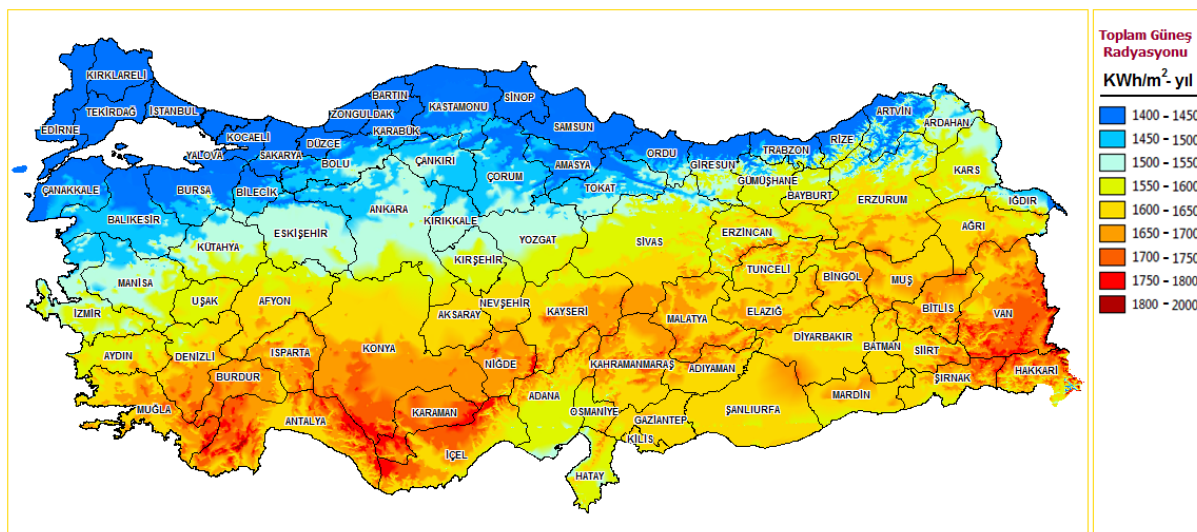


Figure 64 : Carte sur le potentiel du secteur de l'énergie solaire en Turquie. Légende : kilowatt-heure/m² par an

Source : www.eie.gov.tr

²²⁴ L'OCDE est l'acronyme de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques

Toujours selon Emin Bulut, avant l'argument officiel affiché par l'État d'augmenter la production électrique du pays, la véritable motivation du gouvernement et des constructeurs serait « la rente et le profit » : l'emplacement particulier du barrage oblige à construire un barrage de taille imposante, et la construction est confiée à des firmes dirigées par des proches de l'AKP et du pouvoir en place, notamment *Nurol* et *Cengiz İnşaat*. Le barrage serait construit non pas dans l'intérêt général mais dans celui des grosses compagnies, les constructions liées au projet représentant un marché juteux pour ces firmes. Par exemple, le nouveau pont de Hasankeyf, qui sera plus long que les ponts du Bosphore, est construit comme nous l'avons vu par *Cengiz İnşaat*²²⁵. En soi, le coût du projet Ilisu est très important, puisqu'estimé à 1,2 milliards d'euro dans son ensemble (la réinstallation des populations incluse). Cependant, le projet devrait vite être amorti, au regard de l'économie faite par rapport à l'importation de gaz naturel qui serait nécessaire pour la même quantité d'énergie produite.

C. La recherche d'un moyen de pression sur le voisin irakien pour l'État turc ?

On prête souvent au gouvernement turc la volonté, avec la mise en place du barrage d'Ilisu, d'obtenir un avantage stratégique vis-à-vis du voisin irakien. Le Tigre, qui prend sa source en Turquie, passe le long de la frontière syrienne sur une courte distance puis traverse l'Irak avant de se jeter dans le Golfe Persique. Ce pays dépend énormément du Tigre pour son approvisionnement en eau. Le barrage d'Ilisu offrirait à la Turquie un contrôle important sur le débit d'eau du Tigre à déverser en aval (donc en Irak). La Turquie trouverait dès lors par le contrôle des flots un moyen de pression direct sur l'Irak, une sorte d'arme de dissuasion : car libre à elle, en cas de litige frontalier, de couper les vannes.

Les grands barrages situés sur l'Euphrate offrent déjà à la Turquie un moyen de pression sur la Syrie (l'Euphrate traversant une grande part du territoire syrien), mais aucune manœuvre directe sur l'Irak. Le barrage d'Ilisu permettrait de résoudre le problème.

Les opposants craignent donc qu'en cas de conflit avec l'Irak (ou même avec d'autres acteurs, comme pourraient l'être par exemple l'État Islamique), le barrage soit utilisé à des fins

²²⁵ Entretien avec Emin Bulut, président de *Batman Turizm ve Tanıtım Derneği*, février 2015

avant tout stratégiques. Selon eux, la Turquie aurait le pouvoir de couper totalement le fleuve durant un mois, rien qu'avec le remplissage du réservoir²²⁶.

Ils pointent le fait que le barrage Atatürk a déjà été utilisé à de telles fins par la Turquie vis-à-vis de la Syrie, pour illustrer l'existence d'une telle dimension dans la construction des grands barrages. En 1987 les deux États avaient signé un accord garantissant un débit minimum de 500 m³/seconde à la frontière (soit la moitié du débit naturel). Cependant, lorsqu'il fut question de remplir le réservoir du barrage Atatürk en 1990, plutôt que de le faire de manière progressive en laissant s'écouler un débit d'eau raisonnable, les autorités turques de l'époque ont fait réduire le débit d'eau de manière drastique : il serait ainsi passé en-deçà de la barre des 100 m³/seconde. On a accusé cette coupure du débit d'eau d'avoir été orchestrée en représailles à la politique syrienne de soutien au PKK, qui à l'époque hébergeait sur son territoire, Abdullah Öcalan, ainsi que des bases d'entraînement de la guérilla²²⁷. En outre, cet événement a permis à la Turquie de démontrer le puissant outil qu'elle avait en main avec les grands barrages.

Pour ce qui est de la mise en œuvre du barrage d'Ilisu, les autorités irakiennes se sont plaintes notamment de ne pas avoir été consultées par le voisin turc. Plusieurs ONG irakiennes, regroupées sous l'ICSSI (*Iraqian Civil Society Solidarity Initiative*) se sont mobilisées, non pas en raison de cette dimension stratégique, mais surtout en raison de craintes relatives à la baisse du débit d'eau : cela devrait mettre à mal l'agriculture irakienne, et surtout menacer les marais mésopotamiens, qui se forment au delta du Tigre et de l'Euphrate, dans le sud-est irakien.

Ces marais mésopotamiens sont un environnement fragile, unique et important pour la biodiversité. Ils sont d'autant plus menacés qu'ils ont failli disparaître, à cause des barrages irakiens en amont et surtout à cause du drainage des eaux par des digues et des canaux sous le régime de Saddam Hussein : 90 % des marais auraient ainsi disparu en l'espace de 30 ans²²⁸. Les habitants des marais, qui vivent sur des maisons construites sur des îles artificielles flottantes, sont nommés Arabes des Marais. Ils sont un exemple de société traditionnelle : on pense que leur mode de vie actuel serait très similaire à celui des Sumériens, et aurait donc très peu évolué depuis 5000 ans.

²²⁶ Entretiens lors de l'enquête de terrain, février 2015

²²⁷ Laurent, Mallet, « Le projet du sud-est anatolien (GAP) : conflits autour d'un projet de développement », in Béatrice, Giblin, *Les conflits dans le monde : approche géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2011, p.224

²²⁸ Programme des Nations-Unies pour l'Environnement, *Notre environnement en mutation : les marécages mésopotamiens*, (en ligne) www.unep.org [27/05/2015]

Ils ont été fortement discriminés sous le régime baasiste, en raison de ce mode de vie alors jugé archaïque par le régime, et de leur religion, car la majorité des Arabes des marais sont d'obédience chiite. Avec la chute du régime en 2003, les digues ont été détruites et les marais font l'objet d'un programme de restauration par l'UNEP (Programme des Nations-Unies pour l'Environnement). En 2006, l'UNEP annonce que 58 % des marais ont été restaurés²²⁹ ; pour autant ce milieu reste très fragile.

Les craintes pour l'environnement irakien sont accentuées par le fait qu'entre les deux États, il n'existe aucune convention bilatérale qui porterait sur l'utilisation du Tigre et de l'Euphrate et notamment le droit à un débit d'eau minimum pour l'Irak. Et la Turquie ne s'est pas pliée aux standards internationaux, car elle n'est pas signataire de la *Convention sur le Droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation* de 1997. *De jure*, elle n'est donc soumise à aucun cadre contraignant.

Si la Turquie était partie-prenante à la convention, la mise en place des grands barrages serait rendue plus compliquée voire impossible, car il lui faudrait respecter une « utilisation et participation équitable et raisonnable »²³⁰ des cours d'eau transfrontaliers et « l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs »²³¹ aux autres États du cours d'eau. Or, une baisse significative du débit d'eau du Tigre, causée par le barrage d'Ilisu, spolierait l'Irak de son droit à une part équitable de la ressource en eau, et pourrait être la cause de dommages significatifs. De plus le respect de la convention obligerait la Turquie à consulter son voisin irakien, or la Turquie s'attache à un principe de souveraineté sur le cours d'eau dans ses frontières, et refuse toute concertation préalable à la mise en place des barrages.

D'ailleurs, la Turquie défend ses barrages, en arguant qu'ils permettent un flux fixe d'arrivée d'eau qui permet d'éviter les pénuries d'eau et les inondations pour la Syrie et l'Irak en aval. Le débit du Tigre et de l'Euphrate connaît (ou connaissait) en effet d'importantes variations, avec des périodes de grandes crues et au contraire de sécheresse.

Dès lors la Turquie, qu'on représente souvent comme le « château d'eau du Moyen-Orient », cherche à se poser en distributeur d'eau incontournable dans la région. Pour cela, les

²²⁹ L'internaute, *Des marais irakiens rayés de la carte*, (en ligne) www.linternaute.com [27/05/2015]

²³⁰ Assemblée générale des Nations Unies, *Convention sur le Droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation*, Article 5, p.289

²³¹ *Ibid.*, Article 7, p.290

barrages construits dans le cadre du GAP²³² sur le Tigre et l'Euphrate seraient un élément primordial dans la recherche turque d'hégémonie au Moyen-Orient. Et, contrairement à l'Irak pétrolifère, La Turquie ne dispose que de très peu de ressources pétrolières. Le pays dépend alors des approvisionnements irakiens. La création des barrages turcs permettrait donc de rééquilibrer un rapport d'interdépendance entre les deux pays : d'un côté l'eau turque, de l'autre le pétrole irakien.

II. Le barrage d'Ilisu, quels intérêts régionaux et pour qui ?

A. Un discours déterministe sur le développement régional : une stratégie de légitimation du projet Ilisu

Outre le discours sur les avantages attendus à l'échelle du pays, les autorités turques se sont surtout évertuées à mettre en avant l'idée que les avantages seraient avant tout régionaux. Ainsi, selon un rapport de la DSI, le projet Ilisu « résoudra les problèmes d'énergie, de sécurité, de modernité, et de développement de la région ». Ce net accent, porté dans le discours officiel sur les avantages régionaux qu'amènerait le barrage, traduit une stratégie de légitimation du projet. Comme d'une part les anti-Ilisu présentent le projet comme destructeur et très négatif pour la population régionale, il s'agit, en réaction, pour le discours des acteurs pro-Ilisu de le nier et de donner l'image d'un projet qui ne sert pas exclusivement l'intérêt national, mais aussi les populations locales.

Le discours officiel est très déterministe : le projet Ilisu serait absolument nécessaire pour pouvoir faire rentrer la région dans « la modernité ». Selon le Rapport sur l'eau de 2009, publié par la DSI, le barrage d'Ilisu est

²³² Pour plus d'information sur le projet GAP, voir l'annexe n°2 : contextualiser le conflit d'Ilisu : l'Anatolie du Sud-est et le projet GAP

d'une importance vitale pour le développement énergétique de la Turquie et pour le développement socio-économique général du sud-est Anatolien, qui est la région turque la moins développée [de Turquie]²³³.

Cette vision déterministe caractérise les acteurs pro-Ilisu ; elle explique aussi la contradiction qui existe chez les acteurs qui se disent opposés à l'engloutissement d'Hasankeyf tout en se définissant à la fois pro-barrage, comme Mehmet Bıçakçı, le président de l'AKP à Hasankeyf.

L'idée du développement et d'un accès à la modernité dans la région grâce au barrage est très présente dans le discours. Selon le rapport de la DSI, « le projet assurera la reconstruction des routes, ponts, chemins de fer et villages inondés avec des moyens techniques modernisés ». Les destructions sont donc présentées comme des opportunités : il s'agit de détruire pour mieux reconstruire²³⁴. Des routes et des ponts plus larges, des villages aux habitations modernes à l'aspect aseptisé sont reconstruits. Par des ouvrages neufs, et des villages à l'architecture uniformisée, les plans de reconstructions manifestent une certaine vision de ce qu'est la modernité tant dans l'esprit de l'administration turque que du pouvoir AKP en place. Ces discours sur la modernité qu'apportera le barrage restent très généraux, vont très peu dans les détails. Les opposants accusent donc les autorités de faire preuve de démagogie pour justifier le projet.

Le discours de légitimation du projet passe par la minimisation voire la négation des dommages environnementaux et sociaux. Ainsi le Rapport sur l'Eau de 2009 de la DSI n'aborde aucune des critiques portant sur l'environnement et énonce juste

Une fois que le lac d'un barrage est formé, toute l'eau qui passe par la turbine s'écoule en aval parce qu'il n'y a pas d'autres endroits où aller pour elle. De plus le barrage n'a pas d'effets négatifs sur la qualité des eaux du fleuve Tigre²³⁵.

Pour ce qui est des dommages pour la population, le Rapport reste aussi des plus généraux. Il énonce

²³³ Traduit de l'anglais : General Directorate of State Hydraulic Works, *Turkey Water Report 2009*, Ankara: DSI, 2009, page.41

²³⁴ On peut d'ailleurs ici faire un parallèle avec le discours utilisé pour justifier la planification du Nouvel Hasankeyf.

²³⁵ General Directorate of State Hydraulic Works, *Turkey Water Report 2009*, op. cit., page.40

Le projet a été hautement politisé et certains faits ont été déformés. Il est vrai que quelques emplacements humains dans la région vont être engloutis par le réservoir ; cependant, la politique officielle de la Turquie est d'aider à réinstaller les villageois aussi près que possible de leur lieu d'origine. Dans ce but, les autorités turques compétentes se sont engagées à conduire des enquêtes socio-économiques et une série de consultations publiques locales pour offrir le choix d'une réinstallation locale ou d'une compensation monétaire et des services d'aide à la réinstallation à quiconque étant affecté par le barrage²³⁶.

Un projet bénéfique pour la lutte contre le chômage régional ?

Le discours de légitimation du projet au niveau régional s'est surtout axé sur les créations d'emplois induites par le projet et notamment le chantier du barrage. Dans un rapport du DSI, il est écrit que

dans les villes de Diyarbakır, Batman, Mardin, Siirt et Şırnak, [le projet Ilisu] offrira des possibilités d'embauche à 80 000 personnes, pour les travailleurs du BTP et leur famille, le projet assurera une activité commerciale de 700 millions de dollar contribuant à la prospérité de la population de la région²³⁷.

Selon le Rapport sur l'Eau de 2009

Le projet [Ilisu] va bénéficier aussi bien aux personnes vivant dans la région qu'au pays entier. Le barrage va faire baisser le taux de chômage substantiellement et va offrir un meilleur niveau de vie²³⁸.

L'idée est donc que le chantier du barrage et l'activité commerciale induite avec l'afflux de travailleurs, permet de répondre au problème de chômage dans la région. Ce pan de l'argumentation officielle a été extrêmement critiqué par les opposants. Pour eux, les emplois créés grâce à la construction ne servent en aucun cas à la population : le chantier étant par essence temporaire, les emplois ne seront pas du tout pérennes. L'emploi lié à la construction

²³⁶ General Directorate of State Hydraulic Works, *Turkey Water Report 2009*, op. cit, page.41

²³⁷ www.dsi.gov.tr

²³⁸ General Directorate of State Hydraulic Works, *Turkey Water Report 2009*, op. cit, pages.40-41

du barrage serait donc un cadeau empoisonné, et le développement régional une image totalement faussée. De plus, à l'issue de la construction, un barrage en activité ne requiert que très peu d'ingénieurs pour son entretien – ceux-ci n'étant d'ailleurs pas forcément des locaux. Pour Ercan Ayboğa : « en réalité, le barrage offrira seulement une centaine d'emplois tout au plus, pour des ingénieurs, et peut être quelques locaux »²³⁹.

Pour les opposants, il faut plutôt mettre en place un réel plan de développement d'emplois durables (notamment, comme on l'a vu précédemment, grâce au tourisme). La demande d'un développement régional durable des opposants rejoint une critique importante qui porte sur la vie relativement courte du barrage (au regard des dégâts irréversibles). Sa durée de vie est généralement estimée entre cinquante et soixante-dix ans.

La forte sédimentation qui caractérise le fleuve Tigre expliquerait la courte vie du projet. En effet, le transport des sédiments étant bloqué, ces derniers s'accumulent contre le barrage en masse, font baisser la capacité du réservoir, et accélèrent l'usure des turbines. Selon les opposants, c'est donc que le gouvernement voit et réfléchit à court terme ; à long terme, la préservation de la vallée du Tigre et de Hasankeyf serait bien plus avantageuse, spécialement pour les locaux, car le tourisme représenterait un secteur durable (et donc des emplois durables). Pour Emin Bulut,

*Dans 1000 ans, la ville pourrait encore être là, Hasankeyf pourrait devenir une place centrale pour le tourisme, et le secteur pourrait représenter cinq fois le profit du barrage et être bénéfique pour les habitants*²⁴⁰.

Je n'ai pas d'information portant sur la possibilité de réhabiliter le barrage d'Ilisu quand il arrivera en fin de vie, mais plusieurs opposants interrogés affirment que ce sera impossible.

S'ajoute à ces critiques autour de la question de l'emploi, une perception globalement partagée chez les opposants, selon laquelle les emplois liés au chantier du barrage ne profitent de toute façon pas aux travailleurs locaux. Premièrement, les ouvriers provenaient initialement de l'espace proche du barrage (provinces de Dargeçit et de Şırnak). Cependant, du fait des menaces du PKK à l'encontre des travailleurs (voir *Chap4. III. A. Une entrée en scène récente et violente du PKK dans le conflit*), la grande majorité d'entre eux auraient démissionné fin 2014. Selon plusieurs membres de l'*Initiative* interrogés, la plupart des travailleurs seraient

²³⁹ Entretien avec Ercan Ayboğa, Diyarbakır, février 2015

²⁴⁰ Entretien avec Emin Bulut, Batman, février 2015

maintenant originaires de l'ouest de la Turquie, ou de la région de la mer Noire²⁴¹. D'après plusieurs personnes, les travailleurs étrangers à la région seraient aussi mieux payés que les travailleurs locaux.

Un projet pour répondre aux besoins énergétiques de la région ?

Dans une moindre mesure, le discours officiel s'axe aussi sur l'idée que le barrage serait bénéfique pour la région car il permettrait de répondre à ses besoins énergétiques. C'est un argument moins utilisé, mais un rapport de la DSI annonce que le barrage « résoudra les problèmes d'énergie [...] de la région »²⁴².

Ce point fait aussi l'objet de nombreuses critiques par la contestation. La région n'aurait pas tant besoin d'énergie, l'industrie y étant notamment peu développée par rapport à d'autres régions du pays. Selon plusieurs personnes interrogées, l'électricité produite dans le sud-est est consommée à l'ouest du pays, principalement dans la région de la Marmara, la région la plus densément peuplée et la plus industrialisée du pays (et peu productrice d'électricité).

Lors de l'enquête de terrain, les chiffres qui m'ont été donnés concernant la part de la région de Marmara dans la consommation électrique nationale varient entre 50 et 90 %. Le ministre de l'énergie Taner Yıldız a pour sa part déclaré que 65 % des ressources énergétiques seraient situées à l'est du pays, quand 65 % de l'énergie serait consommée à l'ouest²⁴³.

Quand on regarde la carte des réseaux de transmission électrique turcs, on constate effectivement qu'un gros axe nord-Ouest/sud-est se dessine (voir la carte de représentation : *la production électrique du sud-est Anatolien au service des besoins énergétiques de l'ouest du pays*). Selon Ercan Ayboğa, toute l'énergie est centralisée et redistribuée dans le pays, ce qui découlerait de l'idéologie centralisatrice autour de l'État turc²⁴⁴.

²⁴¹ Enquête de terrain

²⁴² www.dsi.gov.tr

²⁴³ Anadolu Agency, *Turkey's energy min: Nuclear Power improves declaration plan*, (en ligne) www.aa.com.tr, [20/05/2015]

²⁴⁴ Entretien avec Ercan Ayboğa, Diyarbakır, février 2015

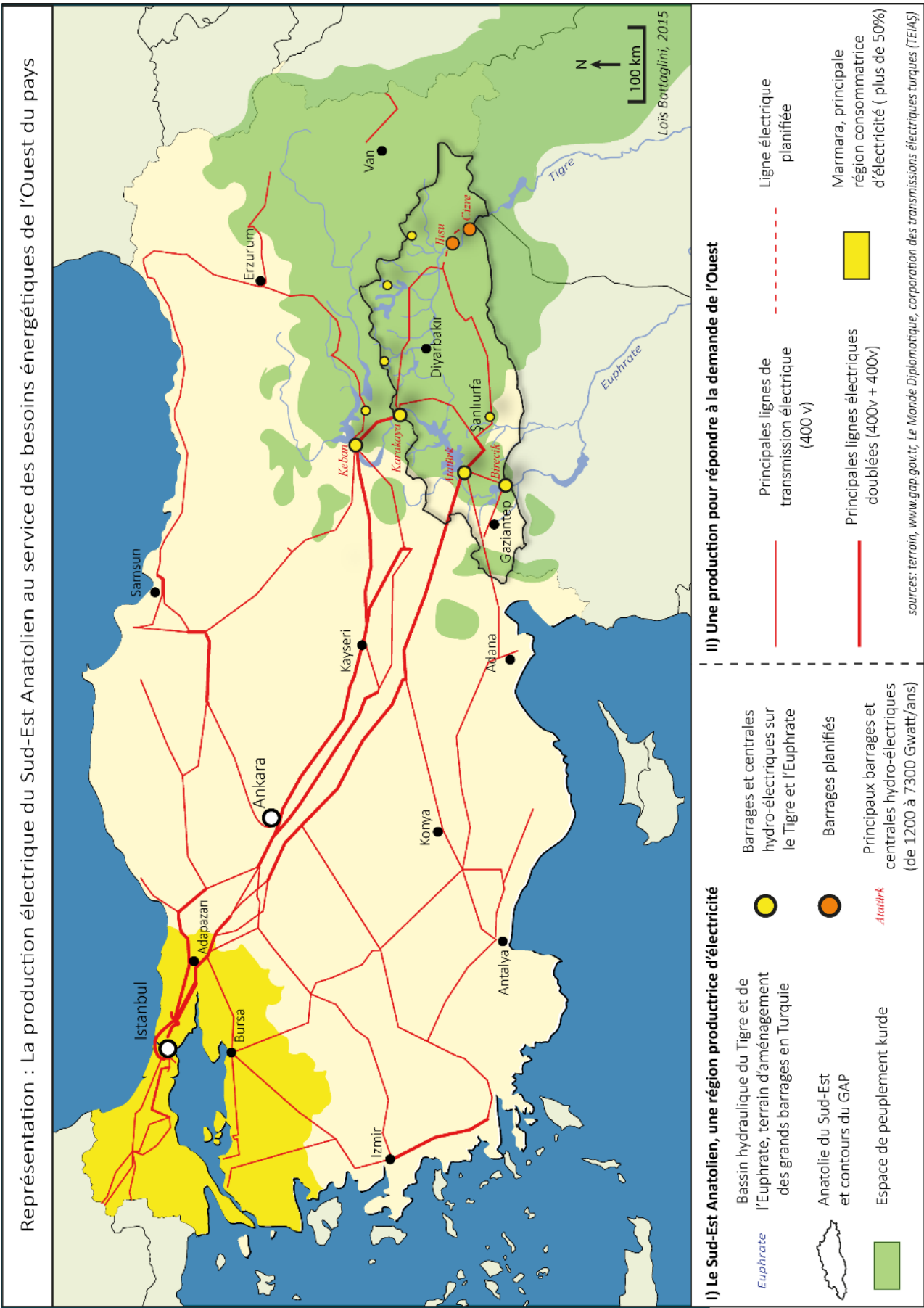
Une idée est donc, chez certains opposants, que le sud-est anatolien ou Kurdistan (puisque la dénomination et la représentation change selon les acteurs interrogés) est perçu par les décideurs étatiques comme une région productrice d'électricité à fructifier, une région où il faudrait privilégier l'utilisation des ressources, d'où la construction de grands barrages.

Dans l'esprit de plusieurs opposants, la construction de ces grands barrages est en quelque sorte assimilable à un pillage de la région. Ces barrages, qui détruisent l'environnement et causent des déplacements de population, seraient très défavorable pour la région ...mais avantageux pour l'ouest du pays, plus privilégié, qui consomme l'électricité.

Selon Fethi Suvarı (secrétaire général à la municipalité de Diyarbakır, ancien activiste de l'Agenda 21 de Diyarbakır), le gouvernement aurait arrêté de présenter des arguments portant sur le bénéfice régional, car ils ont été totalement discrétisé par l'opposition au barrage d'Ilisu. Maintenant, la population serait bien informée sur les effets réels du barrage²⁴⁵.

²⁴⁵ Entretien avec Fethi Suvarı, Diyarbakır, février 2015

Carte n°5 :



B. Des intérêts sécuritaires dans le projet du barrage d'Ilisu ?

Un barrage pour couper les voies de passage du PKK ?

Beaucoup d'opposants pointent l'existence supposée d'une dimension sécuritaire dans la mise en œuvre du projet Ilisu. On retrouve des allusions plus ou moins vagues à cette dimension dans le discours officiel. L'idée est que le barrage serait un outil de la stratégie de lutte contre la guérilla séparatiste du PKK.

Les membres du corps armé de l'organisation, le HPG, utilisent les montagnes de la région kurde de Turquie (et d'Irak) comme maquis. Les membres de la guérilla auraient donc une connaissance fine de la géographie montagneuse de l'espace kurde. L'organisation terroriste est d'ailleurs parfois surnommée « *la montagne* ». On parle aussi de « rejoindre la montagne » pour dire rejoindre la guérilla du PKK. Les montagnes de l'espace kurde forment donc l'un des terrains les plus importants du conflit entre l'armée turque et le PKK.

La présence du PKK dans ces montagnes est très diffuse. L'organisation serait très présente dans les montagnes de Şırnak et Hakkâri (le *Botan*), à la frontière avec l'Irak, et aussi dans les montagnes frontalières du Kurdistan irakien, dans la chaîne de montagne *Zagros* (par exemple à Qandil, là où est situé le commandement de l'organisation). Cependant des unités sont aussi présentes dans la zone montagneuse plus occidentale, notamment la zone entourant la vallée du Tigre, dans les montagnes de Mardin, ou dans les montagnes *Raman*, à proximité d'Hasankeyf. Dans ces dernières existeraient des camps d'entraînement du PKK²⁴⁶. Le PKK serait donc présent dans toutes les provinces affectées par le futur lac du barrage d'Ilisu : Dargeçit (district de la province de Mardin), Hasankeyf (province de Batman), provinces de Siirt, de Şırnak et de Diyarbakır.

La guérilla aurait l'habitude de traverser le Tigre, pour passer de la zone occidentale des montagnes (Dargeçit, Batman) vers les montagnes du Botan (Siirt, Şırnak), et vice-versa. Or le lac de réserve du barrage d'Ilisu, du fait de l'importante montée des eaux, pourrait rendre impraticable les voies de passage de l'organisation. La guérilla serait alors mise en difficulté

²⁴⁶ Selon Gülçin Erdi Lelandais, l'information proviendrait des habitants d'Hasankeyf eux-mêmes. Entretien avec Gülçin Erdi Lelandais, Tours, mars 2015

car elle ne pourrait plus traverser le Tigre, ou serait obligée de le contourner. Le lac du barrage, en sectionnant et séparant les deux espaces montagneux, permettrait à l'armée turque d'assurer un meilleur contrôle du territoire et, par exemple, de se concentrer sur certaines zones montagneuses.

L'existence d'une stratégie contre-insurrectionnelle véritablement pensée n'est pas reconnue de manière officielle par les décideurs publics. Tout du moins, pas comme but premier et pensé, mais ils n'hésitent pas à accuser le PKK de s'opposer au projet à cause de la coupure, collatérale, de leurs voies de passage. Par exemple, en 2008, Mehdi Eker, le ministre de l'agriculture, déclare

C'est en particulier le PKK qui ne veut pas d'Ilisu. Il y a des raisons militaires à cela. Le lac du barrage là-bas va leur couper des routes de passage. La vraie raison est là. Les revendications contre le barrage en sont le camouflage²⁴⁷.

Selon Gülçin Erdi Lelandais

Dans un de ses discours, le Premier ministre Erdoğan expliquait avoir été aux prises avec le PKK dès le lancement du projet et, tout en insistant avant tout sur les bénéfices que le barrage apporterait à la Turquie en termes de développement, il répétait que ce barrage aurait par ailleurs l'avantage de mettre le PKK en difficulté²⁴⁸.

Les acteurs de l'opposition sont assez partagés sur le point de savoir si une telle stratégie contre-insurrectionnelle a réellement été pensée à la base du projet. Pour certaines personnes interrogées, cette stratégie n'existe tout simplement pas. Pour d'autres, elle aurait existé, mais ne serait plus d'actualité, puisque l'État turc et le PKK sont maintenant en négociation dans le cadre du processus de paix : la stratégie aurait été pensée et réaffirmée à des époques où le conflit avec le PKK était d'une grande intensité.

Cependant beaucoup d'acteurs interrogés pensent qu'une telle stratégie est effectivement à l'œuvre, qu'ils soient ou non des acteurs pro-kurdes. Ceux-là sont divisés sur

²⁴⁷ Haber7, *Ilisu Barajı'nı PKK istemiyor*, (en ligne) www.haber7.com, [25/05/2015]

²⁴⁸ Gülçin, Erdi Lelandais, *Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde*, op. cit., p.219

le point de savoir si cela sera ou ne sera pas d'une utilité pour l'armée turque. Certains pensent que le PKK est diffus et assez bien implanté dans le territoire et dans la population locale pour ne pas être inquiétés par la coupure de ses voies de passage. Pour d'autre, le PKK n'aura même pas de difficultés à traverser le lac de barrage.

Un barrage de sécurité ?

Pour Necati Pırınçcioğlu, le projet Ilisu est assimilable aux « barrages de sécurité à la frontière » (en turc : *sınır güvenlik barajları*)²⁴⁹. Cela réfère à onze projets de barrage (quatre à Hakkâri, sept à Şırnak) qui ont été initiés en 2006-2007, à la frontière avec l'Irak. Ils seraient le fruit non pas de la DSI, qui les met pourtant en œuvre, mais celui de l'État-major turc ou du Conseil de Sécurité National (*Milli Güvenlik Kurulu*), une instance composée de militaires et de membres de l'exécutif, dont le Président de la République et le Premier Ministre. Normalement, près de 25 années seraient nécessaires pour valider un projet de barrage, mais ceux-ci auraient été validés après seulement trois ans, bien que des analyses techniques n'ont été effectuées que de manière partielle²⁵⁰.

Ces « barrages de sécurité » n'auraient ni vocation à être utilisés des fins agricoles, ni à produire de l'électricité. Leur unique vocation serait d'engloutir des vallées pour créer un « mur d'eau » et séparer *Zagros* (au sud, en Irak) et *Botan* (au nord, en Turquie), qui sont des zones d'implantation importantes du PKK. Cela permettrait à l'armée turque de mieux surveiller la frontière poreuse avec l'Irak et les mouvements du PKK. Les facilités de déplacement de la



Figure 65 : Carte présentant les 11 « barrages de sécurité aux frontières ». (les traits les plus épais représentent les frontières avec l'Irak (sud) et l'Iran (nord)).

Source : TMMOB de Diyarbakır, *Sınır/Güvenlik Barajları Ön Raporu*, 2009

²⁴⁹ Entretien avec Necati Pırınçcioğlu, Diyarbakır, février 2015

²⁵⁰ Faïdos Sonore, *Un barrage peut en cacher un autre, quatrième épisode : Hakkari, Sirnak et la frontière irakienne*, (en ligne) <http://faidosonore.net> [25/05/2015]

guérilla seraient donc fortement mises à mal. De plus, la mise en place de ces barrages devrait entraîner l'engloutissement de plusieurs villages (autant de relais potentiels en moins pour la guérilla).

Selon Necati Pırınçcioğlu, le Conseil de Sécurité National aurait insisté, en 2004, pour relancer le projet Ilisu, après l'implosion d'un premier consortium, parce que cela permettrait de fragiliser le PKK²⁵¹. C'est à la même époque que les projets de « Barrages de Sécurité à la Frontière » étaient pensés.

Un barrage pour engloutir des grottes utilisées par le PKK ?

Un autre élément viendrait s'ajouter à la dimension sécuritaire du barrage d'Ilisu : les alentours du Tigre sont parsemés de grottes, et certaines d'entre elles serviraient de refuge et de point de réapprovisionnement pour la guérilla. Ainsi le lac de barrage permettrait d'engloutir une majeure partie, ce qui participerait à la mettre en difficulté. En 2007, deux bureaucrates de la DSI étaient allés rencontrer le Conseil suprême de lutte contre le terrorisme (en turc : *Terörle Mücadele Yüksek Kurulu*) pour défendre le projet de barrage. Selon ces bureaucrates, le soutien logistique et les voies de passages du PKK seraient coupées, et à peu près mille grottes utilisées par le PKK devraient être englouties, limitant l'efficacité du mouvement terroriste dans la région²⁵².

Un haut fonctionnaire local, interrogé par Gülçin Erdi Lelandais lors de son enquête de terrain à Hasankeyf en 2011, aurait tenu ces propos

Il y a plus de 20 000 cavernes tout au long du Tigre. Il y a des grottes qui se voient les unes des autres de manière croisée. Nous avons même trouvé des aliments dans certaines d'entre elles. On ne peut pas lutter d'une autre manière contre une telle organisation. C'est pourquoi la construction du

²⁵¹ Entretien avec Necati Pırınçcioğlu, Diyarbakır, février 2015

²⁵² Zaman, *PKK'nin yolu kesilir diye Ilisu Barajı'ni istemiyor*, (en ligne) www.zaman.com.tr [25/05/2015]

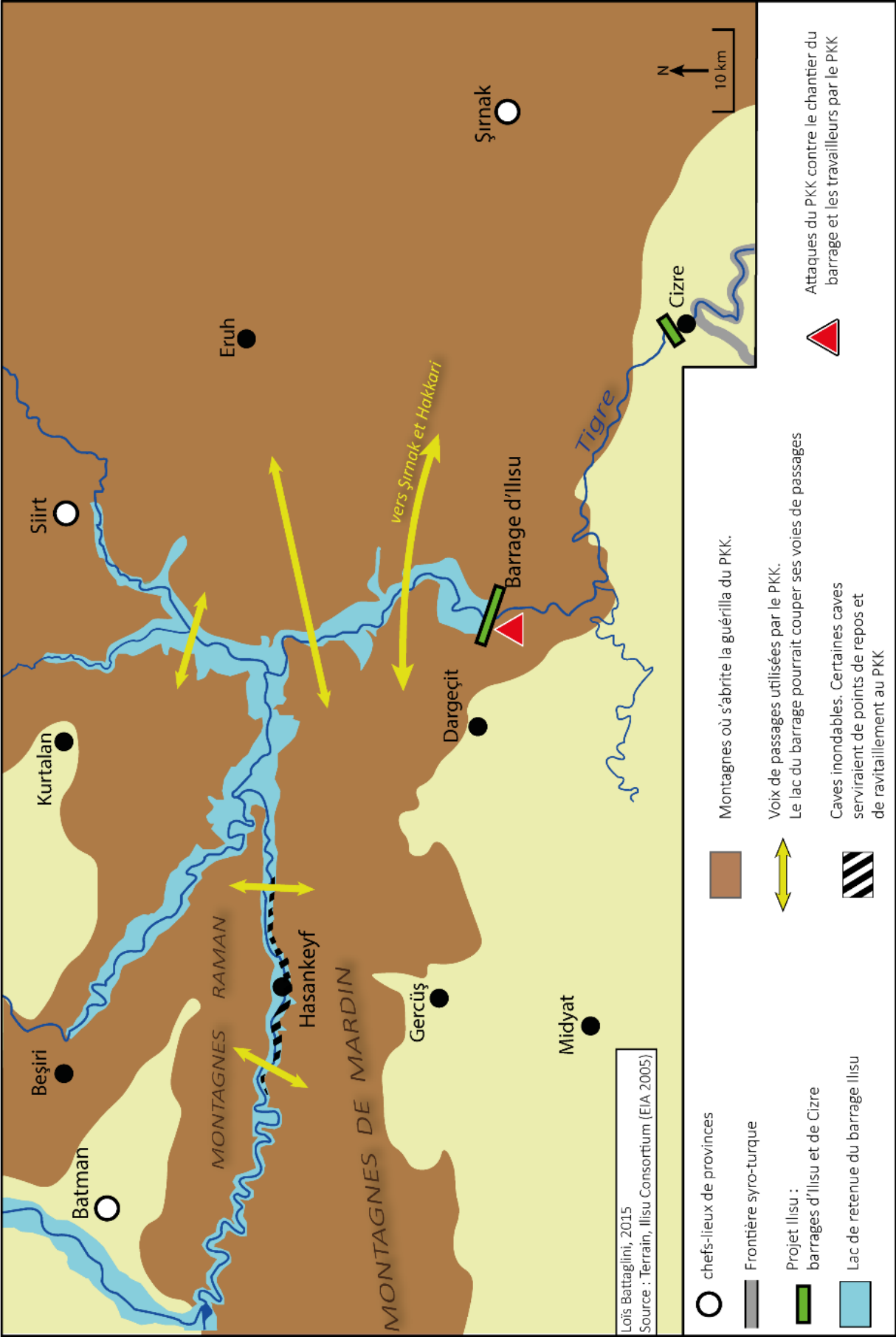
barrage est nécessaire. Il sécurisera la région en bloquant les routes de passage du PKK²⁵³.

On retrouve ici une vision déterministe accolée à des objectifs sécuritaires.

²⁵³ Gülçin Erdi Lelandais, *Réseaux sociaux et transnationaux comme outils d'une mobilisation locale. La campagne contre la construction d'un barrage à Hasankeyf*, op.cit

Carte n°6 :

Représentation : le barrage d’Ilisu, un projet stratégique pour affaiblir le PKK ?



L'utilisation des arguments sécuritaires, un moyen de légitimer le projet auprès de l'opinion turque ?

Pour plusieurs opposants au barrage, les références au PKK dans le discours du gouvernement auraient avant tout pour vocation d'influencer l'opinion publique turque, qui a très généralement une mauvaise image de l'organisation considérée comme terroriste et séparatiste. Il s'est agi d'accentuer l'idée que le barrage est avantageux car il permet, en outre, une lutte plus efficace contre l'organisation.

Un discours sur les arguments sécuritaires axés sur la lutte contre le PKK aurait déjà été utilisé lors de la construction du barrage Atatürk, sur l'Euphrate. Pour Necati Pırınçcioğlu, l'argument du PKK aurait été très utilisé par le gouvernement pour légitimer le barrage Ilisu :

Quand la région kurde est sur la table, le gouvernement parle du PKK pour manipuler la perception des gens²⁵⁴.

Comme l'opinion publique de l'ouest du pays est en général très attachée à l'idée d'intégrité du territoire, beaucoup de Turcs ont une opinion souvent très négative de la région kurde, et plus encore du PKK. Les références au PKK constitueraient donc, dans l'esprit du gouvernement, un argument de poids pour éviter que l'opinion publique de l'Ouest ne se mobilise d'avantage contre le barrage.

Une stratégie de discrétisation de l'opposition, en l'assimilant au PKK dans le discours officiel

En parallèle, le gouvernement a cherché à discréditer l'opposition civile, en l'assimilant directement au PKK, ou en la décrivant comme étant sous l'influence de l'organisation. Cela tiendrait de la tactique de diversion : le gouvernement aurait pu chercher à fausser le débat public, à le détourner des questions polémiques principales que sont les atteintes environnementales, patrimoniales et sociales du barrage.

Les formulations utilisées peuvent être ambiguës, n'être que des sous-entendus. Par exemple, en 2006, le Premier Ministre Erdoğan aurait déclaré

²⁵⁴ Entretien avec Necati Pırınçcioğlu, Diyarbakır, février 2015

*Dans ces jours où notre nation a besoin d'unité, nos concitoyens ne devraient pas se faire laisser tromper par une poignée d'individus ayant des arrière-pensées pour empêcher la construction de ce barrage qui fournira pourtant un développement économique et de l'emploi à la région*²⁵⁵.

En 2009, après l'implosion du second consortium international, le Ministre des Eaux et Forêts, Veysel Eroğlu, déclare

*Il y a des gens qui ne veulent pas de ce barrage. Ils n'aiment pas la Turquie, ils ne veulent pas que le niveau de vie des gens de la région augmente, ils ne veulent pas du développement*²⁵⁶.

Pour autant, les allusions sont parfois plus frontales. Par exemple le Premier Ministre Erdoğan, lors d'une visite à Hanovre en 2009 a ainsi directement accusé les opposants au barrage d'être des terroristes : « à la fin l'engagement pour les prêts [internationaux] a raté à cause de la campagne d'organisations terroristes »²⁵⁷.

La stratégie d'assimilation des opposants au PKK aurait surtout visé l'*Initiative*, puisqu'un grand nombre de ses membres sont aussi partisans du parti pro-kurde, le BDP/HDP, ce dernier étant (ou était) considéré par beaucoup comme la vitrine politique et légale du PKK. Mais cette stratégie n'aurait pas tellement porté ses fruits, selon plusieurs membres de l'*Initiative* interrogés. D'après Ercan Ayboğa, après que le gouvernement a utilisé l'argument du PKK, l'*Initiative* y aurait répondu avec une déclaration dénonçant « une volonté de faire peur », et serait restée concentrée sur la défense des enjeux environnementaux, sociaux et patrimoniaux²⁵⁸.

Pour Fethi Suvarı, si le gouvernement a dans un premier temps cherché à montrer l'*Initiative* comme influencé par le PKK, cette argumentation n'a pas pu s'imposer et paraître

²⁵⁵ Gülçin, Erdi Lelandais, *Sauvons Hasankeyf* » ou un mouvement de protection d'un espace rural, *Mobilisation citoyenne face aux aménagements publics d'environnement*, op. cit., page.11

²⁵⁶ Ekonomik Ayrıntı, *Çevre Bakanı Veysel Eroğlu öyle bir söz etti ki*, (en ligne) www.ekoayrinti.com, [25/05/2015]

²⁵⁷ Save Hasankeyf – Stop Ilisu, *Erdogan accuses Ilisu Opponents to be Terrorists during a visit in Hannover*, (en ligne) m-h-s.org [14/05/2015]

²⁵⁸ Entretien avec Ercan Ayboğa, Diyarbakır, février 2015

crédible, car le mouvement était soutenu par un grand nombre d'intellectuels et d'acteurs différents de la société civile turque²⁵⁹.

Le discours gouvernemental passe aussi par des accusations obscures, par des théories complotistes, selon lesquelles le projet de barrage – et par là même la Turquie – serait en proie à des ennemis intérieurs et extérieurs. Par exemple, d'après Necati Pirinçcioğlu, dans un article de presse, le Gouverneur de Batman (*Vali*) aurait accusé des activistes anti-Ilisu d'être des agents à la solde de l'Irak et de la Syrie. Dans le même ordre d'idée, le Ministre des Eaux et Forêts, Veysel Eroğlu, a déclaré en 2009

Il y a des gens qui ne veulent pas de ce barrage. Ils n'aiment pas la Turquie, ils ne veulent pas que le niveau de vie des gens de la région augmente, ils ne veulent pas du développement. (...) Certaines personnes ne veulent pas que la Turquie devienne une puissance régionale, y compris certains représentants de pays étrangers, et malheureusement ils cherchent à entraver le projet du barrage. (...) Certaines forces étrangères utilisent Hasankeyf comme outil politique et non pas parce qu'ils l'aiment²⁶⁰.

III. L'immixtion du PKK en tant qu'acteur du conflit

A. Une entrée en scène récente et violente du PKK dans le conflit autour du barrage Ilisu

La contestation au barrage d'Ilisu se caractérisait auparavant, par une provenance d'acteurs variés mais qui se battaient tous par le biais de moyens légaux. En ce sens, ces acteurs convergeaient tous sur les moyens de résistance face au projet. On pouvait donc qualifier l'opposition d'exclusivement civile.

²⁵⁹ Entretien avec Fethi Suvarı, Diyarbakır, février 2015

²⁶⁰ Ekonomik Ayrıntı, *Çevre Bakanı Veysel Eroglu öyle bir söz etti ki, op. cit.*

Cependant, depuis une période relativement courte, le PKK, qui restait surtout l'objet de représentation dans le conflit, a fait irruption, et est devenu un acteur important du conflit. En effet, depuis l'été 2014, la guérilla a commencé à mener des attaques contre les travailleurs et le matériel du chantier du barrage Ilisu. Le PKK fait donc usage de moyens non-légaux et violents pour se battre contre le projet Ilisu. Ainsi, la contestation au barrage d'Ilisu comprend, en plus d'une opposition civile, une opposition armée qu'il faut bien distinguer.

Des attaques visant indirectement le barrage avaient déjà été commises avant août 2014 : par exemple, le 22 mai 2014, une bétonnière d'une des firmes impliquée dans la construction et un véhicule appartenant à la DSI sont arrêtés par quatre hommes armés sur la route de Midyat à Dargeçit, qui y mettent le feu²⁶¹. Cependant c'est véritablement en août 2014 que l'action du PKK contre le barrage va s'intensifier.

La déclaration d'Öcalan et le début des attaques du PKK en Août 2014

Début août, Abdullah Öcalan, le leader du PKK enfermé sur l'île d'Imralı²⁶², déclare à des journalistes venus l'interviewer qu'il déplore que le dialogue entre le gouvernement et le PKK ne porte pas ses fruits, car le gouvernement continue à construire des bases militaires, des barrages et des centrales hydroélectriques dans le sud-est et l'est de la Turquie. Il compare les effets des barrages d'Ilisu et de Silvan²⁶³ aux bombes atomiques Hiroshima et Nagasaki, et dit que les barrages ne vont rien apporter à l'économie de la région et qu'ils devraient être stoppés²⁶⁴.

Le HPG, branche armée du PKK, semble alors interpréter le message comme lui étant adressé et, quelques jours plus tard, commence à multiplier les actions. Début août, quatre travailleurs sont alors enlevés par le HPG²⁶⁵ ; selon une source, deux d'entre eux auraient été

²⁶¹ Yeniçağ, *Terör Ögürtü PKK'ya tek kelime yok!*, (en ligne) www.yenicaggazetesi.com.tr [25/05/2015]

²⁶² Fondateur du PKK, Abdullah Öcalan est arrêté en 1998 au Kenya. Condamné à mort par la justice turque, sa peine est commuée en emprisonnement à perpétuité incompressible avec l'abolition de la peine de mort. Il est alors enfermé sur l'île-prison d'Imralı. Il reste cependant un personnage incontournable dans la vie politique turque : il est toujours le leader spirituel du PKK, et est l'un des acteurs les plus importants dans les pourparlers de paix menés avec le gouvernement turc et visant à mettre fin au conflit entre l'État turc et le PKK.

²⁶³ Le barrage de Silvan est en construction sur l'un des affluents du Tigre.

²⁶⁴ Sundays Zaman, *Öcalan warns government to resume negotiations before election*, (en ligne) www.todayszaman.com [25/05/2015].

Voir aussi : Hürriyet, *Öcalan : Artık sabır taşı çatlamıştır*, (en ligne) www.hurriyet.com.tr [25/05/2015]

²⁶⁵ Batman Haber, *PKK'nın 4 işçiyi kaçırması sonrası Ilisu da*, (en ligne) www.batmanhaber.com [25/05/2015]

des acteurs de la construction important (contremaîtres, ingénieurs, ou dirigeants de firmes sous-traitantes)²⁶⁶. Les personnes kidnappées sont relâchées au bout de quelques jours, mais entretemps les travailleurs démissionnent en masse, par peur de représailles. En effet, parallèlement au kidnapping, le HPG envoie le 16 août une lettre de menace qui vise tous les travailleurs. La lettre menace travailleurs, contremaîtres et ingénieurs, tout en citant explicitement le nom de plusieurs d'entre eux. Elle est signée du « Commandement du HPG de l'eyalet de Kerboran » (eyalet réfère à une division administrative sous l'Empire ottoman, et Kerboran est le nom kurde de Dargeçit). Y est écrit :

À tous les travailleurs du barrage Ilisu ; (...) Après cela la sécurité de tous les travailleurs et des biens sera en danger. [énumération de noms de contremaîtres] et tous les autres contremaîtres, [énumération de noms de sous-traitants] et tous les autres sous-traitants et travailleurs, [énumération de noms d'ingénieurs] et tous les autres ingénieurs seront nos objectifs principaux. La vie de tous ces travailleurs est en danger²⁶⁷.

Le HPG commence alors à multiplier les attaques sur le chantier du barrage : l'organisation brûle des voitures, des véhicules de chantier, et fait sauter des lignes électriques²⁶⁸. Par exemple, dans la nuit du 17 au 18 août, un *dolmuş* (minibus) qui transportait des travailleurs vers le site de construction est stoppé par des personnes non-identifiées à la sortie de Dargeçit, qui mettent le feu au véhicule après en avoir fait sortir les travailleurs²⁶⁹. Selon le journal *Hürriyet*, des attaques contre les *kalekol*, des bases militaires environnantes auraient aussi été entreprises²⁷⁰.

Du fait des menaces, la grande majorité des travailleurs, vraisemblablement originaires pour la plupart des provinces affectées (Dargeçit, Şırnak), démissionnent. Face aux démissions en masse, les travaux sont totalement arrêtés fin août, alors que le chantier est terminé à plus de 80 %. *Nurol* et *Cengiz*, les deux principaux constructeurs sur le barrage, auraient fait

²⁶⁶ Certaines sources ne parlent en effet pas de quatre travailleurs enlevés mais de deux contracteurs enlevés, et Ercan Ayboğa, Initiative to keep Hasankeyf Alive, *Ilisu dam's construction may be continued after a 4 month halt*, (en ligne) <http://www.hasankeyfgirisimi.net>, [25/05/2015]

²⁶⁷ Traduit du turc. Hürseda Haber, *PKK Dargeçit'te Tehdit Bildirisi Dağıttı*, (en ligne) <http://hurseda.net> [25/05/2015]

²⁶⁸ Bloomberg, *Turkey's biggest dam project victim of faltering peace*, (en ligne) www.bloomberg.com [25/05/2015]

²⁶⁹ Dicle Haber, *Vehicle at Ilisu Dam Construction site set on fire*, (en ligne) www.diclehaber.com [25/05/2015]

²⁷⁰ Hürriyet, *PKK'dan baraj çalışanlarına Tehdit*, (en ligne) www.hurriyet.com.tr [25/05/2015]

renvoyer les autres travailleurs, et *Mardin Çimento*, fournisseur de ciment, aurait stoppé les livraisons²⁷¹.

En novembre, reprise des travaux, reprise des attaques.

En novembre, la reprise des travaux est annoncée, avec des mesures de sécurité renforcées. De nouveaux sous-traitants sont trouvés, et l'embauche de personnels reprend. Les personnes interrogées s'accordent pour dire que les nouveaux travailleurs viennent d'assez loin. La majorité proviendrait d'Anatolie centrale ou de provinces plus à l'ouest de la région, comme Kahramanmaraş ou Malatya. Très peu des nouveaux travailleurs seraient originaires des provinces affectées par le barrage (Dargeçit, Şırnak), car ceux-ci craindraient les représailles du PKK, et donc pour leur vie.

Après cinq mois, les travaux reprennent donc sur le chantier. Le HPG fait alors plusieurs déclarations

À compter du 5 janvier 2015, à l'attention de ceux qui n'auraient pas arrêté de travailler sur le barrage, après cette date les explosions vont se multiplier, les travailleurs seront directement visés, nous ne sommes pas responsables de chaque vie perdue [sous-entendu : puisque vous êtes au courant, cela tient de votre propre responsabilité]²⁷².

Dans une autre lettre signée du commandement du HPG de *Kerboran*, il est écrit

Faites attention à l'avertissement donné par le leader Apo, laissez tomber le travail. (...) Nous prenons la responsabilité pour toutes les attaques à venir. Les outils, matériaux et toutes les personnes travaillant pour le barrage sont notre objectif principal. De plus, tout notre peuple doit s'opposer au barrage et arrêter d'y travailler²⁷³.

Les attaques reprennent à leur tour. Le 3 février, un convoi de véhicules de chantier est attaqué, et trois travailleurs sont légèrement blessés²⁷⁴. Le 8 février 2015, un des travailleurs

²⁷¹ Bloomberg, *Turkey's biggest dam project victim of faltering peace*, op.cit.

²⁷² Traduit du turc. Zaman, *PKK'nın tehdit ettiği işçi evinde öldürüldü*, (en ligne) www.zaman.com.tr [25/05/2015]

²⁷³ Traduit du turc. Sözcü, *PKK, "milletin a'...sına koyacak" olan müteahhittin barajını durdurdu*, (en ligne) www.sozcu.com.tr [25/05/2015]

²⁷⁴ Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam Construction Site Militarized*, op.cit.

Voir aussi : Milliyet, *Ilisu barajı'na malzeme taşına konvoyu saldırı*, (en ligne) www.milliyet.com.tr [25/05/2015]

menacés est attaqué et grièvement blessé chez lui. Il meurt à la suite de ses blessures. Son frère accuse le YPG-H, l'organisation des jeunes du PKK²⁷⁵. Selon une déclaration de l'*Initiative*,

*Dans la ville de Dargeçit, plusieurs dizaines de voitures ont été incendiées et beaucoup ont été endommagées. On ne sait toujours pas si ces attaques étaient liées au barrage d'Ilisu. Ces attaques ont fait monter la tension au sein de la population*²⁷⁶.

Le 24 mars, 10 personnes sont mises en garde à vue à Dargeçit et suspectées d'avoir organisé les attaques contre le barrage et les destructions dans le centre-ville²⁷⁷.

Dans quel contexte se sont déroulés ces événements ?

Toutes ces attaques interviennent dans un contexte géographique particulier. Le barrage d'Ilisu est situé à la limite entre le district de Dargeçit (province de Mardin) et celui de Güçlükönak (province de Şırnak). C'est un espace montagneux, très rural et assez enclavé. Dargeçit est la plus grosse des villes à proximité du barrage, située à 12 ou 13 kilomètres. Dans cet espace, le conflit entre l'armée et le PKK a été d'une grande intensité, et l'assise du PKK serait importante²⁷⁸ - tout comme la présence de l'armée.

Des attaques du PKK visant les barrages ne sont pas une nouveauté en Turquie. Par exemple, en 2009, une attaque contre des ouvriers qui construisaient une route dans le cadre du chantier d'un barrage à Şırnak a fait quatre morts et neuf blessés²⁷⁹.

Les attaques interviennent aussi dans un certain contexte temporel : ces attaques armées débutent alors que l'opposition civile au barrage d'Ilisu est beaucoup moins active qu'avant, si ce n'est qu'elle est affaiblie. De plus, les attaques interviennent alors que la construction est sur sa fin (entre 80 et 90% du chantier étant terminé lors du début des attaques²⁸⁰).

Force est d'admettre que les attaques armées ont été un moyen efficace pour ralentir le

²⁷⁵ Zaman, *PKK'nın tehdit ettiği işçi evinde öldürüldü*, op. cit.

²⁷⁶ Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam Construction Site Militarized*, op.cit.

²⁷⁷ Haberler, *Ilisu Barajı'na Yönelik Saldırılar*, (en ligne) www.haberler.com [25/05/2015]

²⁷⁸ Entretien avec Gülçin Erdi Lelandais, Tours, Mars 2015

²⁷⁹ Haberler, *Şırnak'ta PKK Mayını : 4 işçi öldü, 9'u yaralandı*, (en ligne) www.haberler.com [25/05/2015]

²⁸⁰ Entretiens, enquête de terrain

projet. Cependant, d'une part ces attaques peuvent aggraver la situation, comme l'illustre la militarisation du site du barrage (voir partie B. *Le chantier du barrage d'Ilisu, un site sur-militarisé*). D'autre part ces attaques ne remettent pas en cause la détermination du gouvernement. Enfin, elles doivent faire l'objet d'une analyse dans le contexte des avancées du processus de paix, les négociations qui visent à mettre fin au conflit entre l'État turc et le PKK (voir partie C. *Le barrage d'Ilisu, une menace pour la paix régionale ?*).

On peut s'interroger sur les motivations du PKK. Sur le point de savoir si ces attaques s'apparentent à un geste désespéré (pour stopper un projet qui pourrait donner un avantage stratégique important à l'armée dans la lutte contre la guérilla), la plupart des acteurs locaux interrogés pensent que non. Ils font valoir qu'avec les avancées du processus de paix, le conflit s'est en grande partie apaisé. Dans un futur proche, les activités de la guérilla en tant que groupe armé pourraient même totalement cesser.

Pour plusieurs personnes interrogées, les motivations du PKK seraient à trouver avant tout dans la volonté de défendre le peuple kurde, son identité et son environnement. Le fait que les attaques aient réellement commencé juste après que le leader Öcalan critique les destructions causées par le barrage vont dans le sens de cette analyse.

Le PKK voit dans le projet d'Ilisu un instrument d'assimilation culturelle, parce qu'il s'attaquerait à la mémoire kurde (destruction du patrimoine, des villages ruraux, transformation de la vallée du Tigre), aux populations kurdes (déplacement de population, destruction du mode de vie rural), et porterait atteinte à l'environnement du Kurdistan. Mais il reste impossible de savoir si, à ces motivations, ne s'ajoute pas aussi la peur pour l'organisation d'être mise en difficulté à cause du lac de barrage.

B. Le chantier du barrage, un site sur-militarisé

Je suis arrivé en voiture, de nuit, dans la zone qui entoure le barrage d'Ilisu. Tout de suite, une ambiance très sécuritaire se fait sentir. Du haut des montagnes, d'énormes spots lumineux très puissants éclairent la route à emprunter pour se rendre sur le site. Ces spots lumineux correspondent en fait à des *kalekol*, des stations d'observations militaires très

sécurisées.

Le barrage est en quelque sorte situé dans une cuvette, et il est entouré par des hautes montagnes. Les stations d'observation militaires sont situées à des points d'altitude stratégiques sur ces montagnes, ce qui leur offre une vue imprenable sur la totalité du site du barrage : sur le chantier, les routes, et les villages proches du site. Il existe cinq stations principales, mais plusieurs postes d'observations auxiliaires y sont rattachés. De nuit, ces spots lumineux donnent une réelle impression de panoptisme : on ne sait pas si l'on est observé, mais on sait qu'on peut l'être à tout moment, parce qu'on est toujours visible.

De nombreuses caméras de surveillance parsèmeraient aussi le site, selon les locaux interrogés²⁸¹.



Figure 66 : Barrage d'Ilisu (vue depuis l'aval)

Auteur, février 2015

À ces *kalekol* dont la vocation est la surveillance du site du barrage – et qui permettent de marquer la présence militaire –, s'ajoutent de nombreux points de contrôles militaires. Toutes les routes qui mènent au barrage sont bordées de ces *checkpoints*, si bien qu'il est impossible de se rendre sur le site sans être contrôlé et fouillé. J'ai traversé trois de ces points de contrôles. L'un d'eux coupe la route principale, de Dargeçit à Ilisu. Il avoisine le Nouveau village d'Ilisu, (l'ancien village était situé à l'emplacement du barrage), mais surtout, il est situé à proximité

²⁸¹ Enquête de terrain à Koçtepe

du bâtiment abritant la Direction de la DSI pour la province de Mardin, et donc tous les bureaucrates et ingénieurs rattachés à l'administration gérant la mise en œuvre du barrage.

Un autre de ces *checkpoints* est situé sur la route qui surplombe le barrage, sur le versant est du barrage ; il empêche donc l'accès au barrage. Enfin, un autre est situé sur la route de Güçlükönak ; ce point de contrôle est adjacent à l'une des bases d'observations militaires, qui est située moins en hauteur que les autres bases. Quand j'ai traversé ce *checkpoint*, on y relevait notamment la présence imposante d'un tank en bordure de route. Sur le point de savoir si de tels engins militaires sont efficaces pour lutter contre la guérilla, surtout en pleine montagne, il est fortement permis d'en douter. Cependant, pour ce qui est de rappeler la présence et la puissance de l'armée, le symbole est fort. De tels engins ont sûrement bien plus un rôle de dissuasion qu'un rôle pratique. Quoi qu'il en soit, la présence de tanks stationnés autour du barrage semble être un très bon indicateur pour témoigner de la militarisation du site du barrage.



Figure 67 : Vue sur le barrage depuis le village de Koçtepe, en amont. Le barrage, malgré sa taille imposante, se fond bien dans le paysage

Auteur, février 2015

Avant le début des attaques du PKK en août 2014, il est certain que le site du barrage était déjà fortement militarisé : les cinq stations militaires existaient déjà, et près d'un millier de soldats étaient déjà affectés à la défense du site. Selon un article, en 2007, soit avant le début

réel des travaux, il aurait même déjà été question de faire stationner 5000 soldats pour sécuriser le site du barrage²⁸². Ceci fait bien ressortir le fait que les acteurs gouvernementaux et la DSI craignaient déjà des attaques sur le site à cause de toutes les tensions que le projet pouvait engendrer.

Or, les récents événements ont bien entraîné une sur-militarisation du site du chantier du barrage, et cela illustre bien le climat de tension dans lequel l'infrastructure est mise en place. Selon l'*Initiative*, depuis la reprise des travaux en décembre, au moins 600 soldats supplémentaires ont été ajoutés à l'effectif des 1000 soldats qui surveillaient déjà le site du barrage avant l'arrêt provisoire en août²⁸³.

De plus, 123 « gardiens de villages », ou *korucu*, originaires des villages entourant le barrage d'Ilisu, ont été formés, au terme d'un entraînement de deux semaines (vraisemblablement en avril 2015). Selon un article, ils auraient vocation à sécuriser les routes menant au barrage²⁸⁴.

Les gardiens de villages sont des miliciens paramilitaires, formés, armés et rémunérés par l'État. Ils représentent une institution héritée de la stratégie contre-insurrectionnelle développée dans les années 1980 par l'État turc pour lutter contre le PKK. Ils ont un rôle d'auxiliaire de l'armée turque : comme ils connaissent la région et parlent le kurde, à la différence des soldats turcs envoyés dans la région, ils sont un véritable atout logistique pour l'armée. Ces *korucu* sont cependant très controversés : plusieurs rapports pointent que de nombreuses exactions ont été commises par des gardiens de village. De plus, les *korucu* ont contribué à diviser voire polariser la population kurde en deux camps, entre pro et anti-PKK ; à ce titre, c'est une institution qui est accusée de faire augmenter les tensions et d'envenimer la situation.

Enfin, pour ce qui est de la militarisation/sécurisation accrue du site du barrage, les matériaux de construction à acheminer jusqu'au site du barrage sont désormais escortés par des militaires, tout comme les travailleurs. Selon Ercan Ayboğa, des dizaines de travailleurs, non-

²⁸² Firat New Agency, *Claim of stationing 5.000 soldiers in Ilisu*, (en ligne) www.eca-watch.org, [25/05/2015]

²⁸³ Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam Construction Site Militarized*, op.cit.

²⁸⁴ Büyük Şehir Mardin, *Dargeçit Ilisu barajı yol güvenliği için 123 korucu işbaşında*, (en ligne) www.buyuksehirmardin.com [25/05/2015]

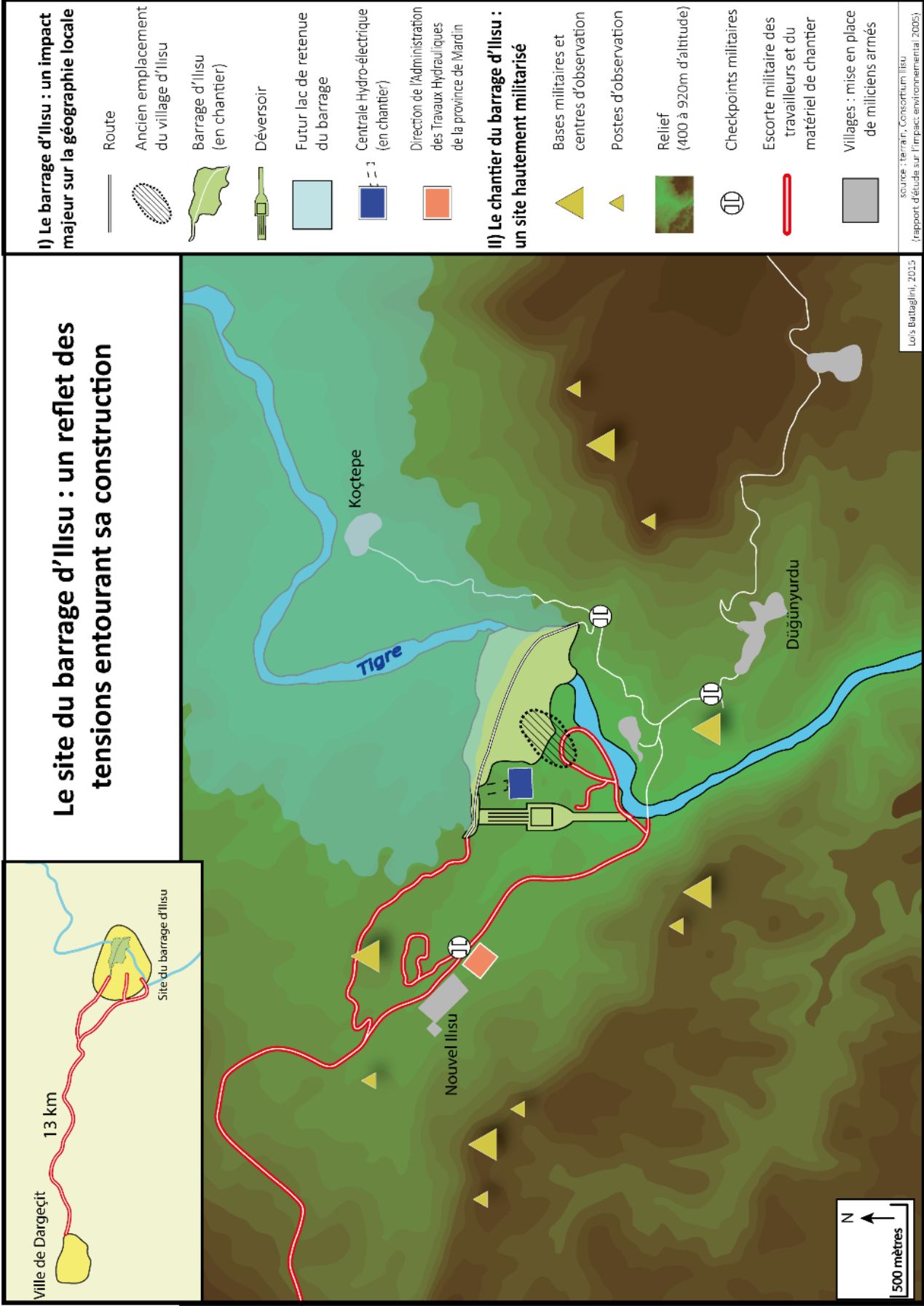
locaux, seraient escortés par des tanks de Dargeçit jusqu'au site du barrage, à l'aller comme au retour²⁸⁵.

Cette militarisation du site du barrage a des conséquences directes sur la population locale. Premièrement, les habitants des villages alentours (Yeni Ilisu, Düğünürdu, Koçtepe) vivent dans un cadre ultra-sécuritaire très pesant, où tous sont des suspects en puissance. Les déplacements en voiture sont rendus très compliqués et sont ralentis, puisque les véhicules sont fouillés et les identités des passagers contrôlées aux *checkpoints* militaires.

Les villageois sont en quelque sorte pris dans un entre-deux, dans le conflit qui oppose l'armée au PKK, et subiraient des pressions des deux parties, ce qui rappelle des périodes où le conflit dans la région était plus présent. À Dargeçit, les tensions seraient grandissantes selon l'*Initiative*, et il semblerait que la fréquence des manifestations organisées par le mouvement avec la municipalité et le HDP de Dargeçit ait augmenté ces derniers temps : par exemple le 29 mars et le 14 avril 2014, deux manifestations ont été organisées dans la ville.

²⁸⁵ Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam Construction Site Militarized*, op.cit.

Carte n°7 :



C. Le barrage d'Ilisu, une menace pour la paix régionale ?

Tous ces récents événements (les attaques du PKK et la militarisation de la zone du barrage) amènent à s'interroger sur l'impact que pourrait avoir la mise en eau du barrage sur la paix régionale. En d'autres termes, il s'agit de se demander si le projet Ilisu ne risquerait pas de faire resurgir ou d'augmenter les tensions, préexistantes dans la région, liées au conflit kurde. Plus particulièrement, ces tensions sont-elles à même de mettre à mal le processus de paix initié entre l'État turc et le PKK ?

Le processus de paix désigne les négociations menées entre d'un côté le gouvernement AKP (qui représente l'État) et de l'autre le PKK (par l'intermédiaire du HDP notamment). Le leader du mouvement du PKK, Abdullah Öcalan, bien qu'emprisonné depuis 1999, a formulé plusieurs fois depuis son emprisonnement son aspiration à la paix. Il reste une figure de proue du PKK et garde une très grande influence sur le mouvement et sur son commandement, retranché au nord de l'Irak dans les montagnes de *Qandil*. À ce titre, il est l'acteur incontournable de ces négociations.

Fin 2012, le Premier Ministre Erdoğan annonce que des négociations sont conduites avec Öcalan. Au printemps 2013, Öcalan appelle à la trêve et demande aux troupes du PKK de se retirer du territoire turc, et la guérilla s'exécute. Plus tard, à l'automne 2014, le processus est mis à mal par les tensions régionales liées au siège de Kobanê, mais résiste.

Le 28 février 2015, un accord de résolution de la question kurde est signé entre le gouvernement AKP et le HDP, qui joue le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et Abdullah Öcalan. L'accord prend pour base une proposition en 10 points formulée par ce dernier. Si la paix venait à être signée à l'avenir, les membres du PKK pourraient continuer la lutte sur le plan politique.

Le même jour, Abdullah Öcalan a demandé la tenue d'un congrès extraordinaire du PKK en vue de son désarmement. Selon lui, « c'est un appel historique à remplacer le combat armé par la politique »²⁸⁶. Ces avancées témoignent de la volonté forte du gouvernement, tout comme du PKK, d'en finir avec un conflit vieux de plus de 30 ans.

²⁸⁶ Julien, Chehida, Valériane, Gauthier, Adullah Öcalan, le chef du PKK, appelle son mouvement à déposer les armes, (en ligne) www.france24.com [26/05/2015]

Beaucoup des acteurs interrogés disent penser que le barrage d'Ilisu est une menace pour la paix dans la région : les attaques du PKK et la militarisation du site pourraient être les premières démonstrations des tensions, qui s'aggraveraient avec la mise en route du barrage. La plupart des acteurs de l'*Initiative* interrogés pensent ainsi en ce sens. Dans une de ses déclarations, le mouvement parle d'un barrage qui a « le potentiel pour faire croître le conflit politique et armé existant »²⁸⁷. C'est donc un élément qui s'ajoute à tout l'argumentaire des critiques développées par l'organisation contre le projet de barrage. Pour Derya Engin (*Doğa Derneği*), la mise en eau du barrage présente beaucoup de risque de rendre la région plus instable politiquement.

[Je tiens à noter que j'ai effectué la majeure partie de mes entretiens durant le mois de février, mais avant la déclaration du 28 février, annonçant l'accord en vue du processus de paix, qui représenterait une singulière avancée. Les acteurs interrogés ont pu changer de points de vue entretemps].

Cependant beaucoup de personnes interrogées m'ont affirmé ne pas penser que la mise en eau du barrage puisse réellement provoquer une remontée des tensions régionales, notamment puisque le PKK et le gouvernement turc sont en négociation. Au regard de l'ensemble du conflit, le barrage ne serait pas un élément si important, tout du moins pas de là à remettre en cause le processus de paix.

On constate d'ailleurs que depuis l'appel d'Öcalan à déposer les armes du 28 février, il n'y a eu aucune attaque du PKK contre le chantier du barrage ou ses ouvriers, la dernière attaque datant de début février.

Beaucoup d'acteurs interrogés m'ont affirmé que la question du barrage d'Ilisu faisait partie des négociations dans le cadre du processus de paix. Certains espèrent ainsi que le barrage ne sera pas mis en route, en vue d'un compromis, mais la plupart ne se font pas d'illusion quant à la détermination du gouvernement.

Pour Derya Engin, le PKK et le gouvernement turc se servent tout deux du barrage pour faire pression sur l'autre partie. L'aboutissement du processus de paix étant un enjeu majeur pour le gouvernement AKP et le Président Erdoğan, ceux-ci seraient effrayés par un

²⁸⁷ Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam protest close to the Dam Site!*, (en ligne) www.hasankeyfgirisimi.net [25/05/2015]

envenimement de la situation due aux attaques sur le barrage, qui pourraient aller jusqu'à menacer le processus de paix. Les tractations de paix se recentreraient d'autant plus sur la question du barrage.

Enfin, on peut penser que si le gouvernement s'est autant attelé à accélérer le projet, et qu'il prévoyait initialement de le finir en 2014, ce pourrait être pour appliquer une politique du fait accompli : si le barrage était terminé et mis en route avant le début réel des négociations avec le PKK, il serait trop tard pour pouvoir le remettre en cause.

Conclusion : Quel avenir pour le conflit autour d'Hasankeyf et du barrage d'Ilisu ?

On l'aura bien vu, le conflit autour de la question d'Hasankeyf et du barrage d'Ilisu est un exemple-type de situation géopolitique complexe, une complexité qui découle d'un véritable enchevêtrement d'enjeux. Des enjeux patrimoniaux, touristiques se chevauchent. S'y ajoutent des enjeux environnementaux et sociaux, et, bien sûr, des enjeux énergétiques. La *question kurde* et des enjeux sécuritaires, qu'ils soient réels ou fantasmés, viennent en plus compliquer la donne.

Le conflit autour de la mise en œuvre du projet Ilisu et l'engloutissement anticipé d'Hasankeyf répond à des problématiques d'aménagement du territoire très locales : comment reconstruire la nouvelle ville d'Hasankeyf, comment aménager et même *défendre* la zone autour du barrage. Le conflit relève aussi de problématiques plus générales. Ce sont le développement régional de l'Anatolie du sud-est ou de l'espace kurde ; la pratique du pouvoir en Turquie ; l'accélération des grands projets d'aménagement du territoire contestés en Turquie ; les problématiques de dépendance énergétique du pays envers l'étranger.

Des représentations divergentes, qu'elles soient bien visibles ou plus discrètes, s'opposent selon les acteurs sur tous ces sujets. Au fond, le barrage d'Ilisu traduit, à mon sens, avant tout un débat sur ce qu'est l'intérêt général : pour certains, il s'agit là de développer l'énergie, pour d'autres, de préserver le patrimoine et l'environnement pour les générations futures.

Les questions d'oppositions et de convergences de buts des acteurs anti-Ilisu sont très intéressantes, et traduisent là aussi une situation complexe. Dans l'opposition globale contre le projet, qui s'étale sur plusieurs échelles géographiques, ressortent des oppositions idéologiques ou pratiques entre les acteurs : c'est notamment le cas entre *Doğa Derneği* et l'*Initiative* mais aussi entre une bonne partie des habitants d'Hasankeyf et l'*Initiative*. Enfin, c'est le cas entre tous ces acteurs civils et le HPG, la branche armée du PKK (différences de moyens de contestation).

Il ressort aussi, dans le même temps, une spectaculaire unité des acteurs régionaux, à travers l'*Initiative*, qui est tout à la fois une organisation et une fédération d'organisations.

De toute cette complexité, on tire la nécessité de faire une lecture multiscalaire pour bien appréhender ce(s) conflit(s) d'intérêts : le conflit autour du barrage d'Ilisu et d'Hasankeyf possède des dimensions internationales, nationales, régionales et locales. Une lecture chronologique aide aussi à décortiquer le sujet, tant le conflit est espacé dans le temps.

Prospective : quel avenir pour le conflit ?

Premièrement, il faut noter que la mise en route du barrage est plus que probable, puisque sa construction est déjà quasiment terminée.

Le projet pourrait être influencé par la nouvelle donne politique née des élections législatives de 2015 qui ont abouti à une montée en puissance du HDP²⁸⁸, et l'AKP perdre une grande partie de son pouvoir : le parti reste en tête mais ne peut gouverner seul, il doit former une coalition ou faire tenir des élections anticipées. Le HDP, étant opposé au barrage, pourrait faire pression sur le gouvernement de coalition qui pourrait émerger, pour que la région et les habitants déplacés obtiennent plus en compensation de la mise en œuvre du barrage. Une coalition entre l'AKP et le HDP (qui apparaît somme toute peu réaliste) pourrait permettre de mettre à l'arrêt le projet de barrage quelques temps.

Les évolutions du conflit autour du barrage d'Ilisu dépendent en grande partie des avancées du processus de paix depuis l'entrée en scène du PKK dans le conflit. Les évolutions du contexte politique général pourraient donc se répercuter de manière importante sur le projet. Si le prochain gouvernement continue à œuvrer pour le processus de paix, la mise en eau du barrage devrait être moins conflictuelle (car cela reste un problème mineur par rapport à la résolution de la *question kurde*).

Cependant, si le processus de paix venait à être stoppé, des attaques du PKK contre le site du barrage pourraient peut-être reprendre. La formation du lac du barrage, les déplacements de population et la destruction d'Hasankeyf dans son état originel pourraient dès lors contribuer à augmenter les tensions régionales. L'hypothèse d'une mise à l'arrêt des pourparlers de paix est à envisager : le gouvernement AKP pourrait en effet choisir de former un gouvernement de coalition avec le MHP, un parti ultra-nationaliste opposé à toute discussion avec le PKK. De plus, durant la campagne pour les élections législatives, le Président Erdoğan a adopté une posture très agressive à l'encontre du HDP, qu'il a présenté comme la « vitrine politique du PKK », ce qui a *de facto* mis au point mort le processus de paix.

Néanmoins, compte tenu du futur contexte politique qui n'est pas déterminé, il y a peut-être une chance pour que le barrage ne soit pas mis en eau, mais cela reste très hypothétique.

²⁸⁸ Le parti pro-kurde, s'est donné une stature nationale en se présentant comme parti de défense des minorités. Il a ainsi réussi à dépasser le *baraj* des 10 % des suffrages à l'élection, une nécessité pour entrer à l'Assemblée Nationale.

Quand le barrage sera-t-il mis en route ?

Le barrage d'Ilisu est sur le point d'être terminé. Toutefois, le barrage ne sera pas forcément directement mis en route à l'issue de la fin des travaux. Il faudra approximativement près de 2 ans pour remplir le réservoir à pleine capacité (mais cela pourrait ne prendre que quelques mois). Or, on assiste à un réel décalage entre l'avancée des travaux de construction des nouvelles villes (la construction n'ayant même pas commencé pour un grand nombre de hameaux²⁸⁹), et la fin imminente des travaux du barrage.

On peut dès lors craindre la mise à exécution d'une véritable *politique du fait accompli* de la part de l'administration de la DSI : les vannes du barrage pourraient être fermées au plus tôt, ce qui obligerait, devant la montée des eaux, à mettre en œuvre la reconstruction des villes et des villages à la va-vite. Or les plans de déplacement de la population nécessitent une analyse très minutieuse et une mise en application pleine de tact. Pour ce qui est d'Hasankeyf, dans une telle hypothèse, les plans pour le patrimoine devraient être au moins en partie abandonnés (car ces plans requièrent beaucoup de temps, dans la conception tout comme dans l'exécution).

Au contraire, si la DSI attend de finir la mise en œuvre de tous les plans de déplacements de la population et du patrimoine, la date de lancement du barrage devrait être reportée de plusieurs années. Cela offrirait un laps de temps supplémentaire aux opposants au barrage pour réussir à infléchir la décision du gouvernement et à élaborer une solution plus conciliatrice.

Qu'en est-il de l'avenir d'Hasankeyf ?

Pour ce qui est d'Hasankeyf, la situation reste toujours compliquée : en ces jours, les habitants pointent toujours les problèmes qu'ils ont vis-à-vis du prix d'achat des maisons et des incertitudes très fortes sur ce à quoi ressemblera la zone commerciale du Nouvel Hasankeyf.

Il est possible que les habitants commencent à se réunifier et se remobiliser (comme ils l'avaient fait en 2013). Quand on regarde les résultats de l'élection législative de 2015 à Hasankeyf, on observe un très fort désaveu de la politique de l'AKP et un ralliement autour du parti HDP : ce dernier y a obtenu un score de 63 %, alors que l'AKP n'a obtenu que 26 % des

²⁸⁹ Information confirmée lors du terrain auprès du *kaymakam* d'Hasankeyf.

suffrages. En comparaison, lors de l'élection présidentielle de 2014, les habitants avaient majoritairement voté pour Recep Tayyip Erdoğan, le candidat AKP (il avait obtenu 50,8 % des suffrages à Hasankeyf). La récente ouverture politique du parti HDP, qui cherche à représenter toutes les minorités de Turquie, a donc pu contribuer à ce que les électeurs d'Hasankeyf s'en rapprochent. En allant plus loin, il est du même coup possible que les habitants se rapprochent de l'*Initiative* (transcendée par le HDP), qui semble d'ailleurs se reprendre en main, comme en témoignent la multiplication des manifestations et déclarations depuis une période récente.

Pour ce qui est de la planification du Nouvel Hasankeyf, beaucoup de projets ont été annoncés, mais aucun d'entre eux n'a vraiment été lancé pour le moment. La construction de la nouvelle ville est très en retard par rapport à la construction du barrage. Il est possible que le Nouvel Hasankeyf soit, au final, bien décevant par rapport aux projets qui ont été fixés.

On peut particulièrement douter de la mise en œuvre ou du rendu final des plans liés au patrimoine. Il n'est pas certifié qu'aboutissent réellement les projets de consolidation de la citadelle, de la construction d'un mur de béton armé pour protéger la vallée troglodyte, le projet de téléphérique, et enfin celui du déplacement du patrimoine, ...soit l'essentiel des plans pour le patrimoine. Or, l'avenir touristique, et donc économique de la ville à l'air d'en dépendre à tout prix.

Annexe n°1

- - - -

Une chronologie du conflit entourant le projet Ilisu

Conception du projet et premier consortium

Si les premières études de faisabilité du projet Ilisu datent des années 1950, le lancement réel du projet débute en 1997, avec la création d'un premier consortium international. Ce consortium est formé de banques européennes (pour financer le projet) et de sociétés spécialisées dans la construction de barrages et de centrales hydroélectriques.

L'opposition au barrage se manifeste dès le lancement du projet : son but est de faire pression sur les parties prenantes du consortium pour qu'elles se retirent du projet. Cette contestation a été menée par des acteurs locaux, regroupés dans *Hasankeyf platformu* (l'ancêtre de l'*Initiative to keep Hasankeyf Alive*), et par des acteurs internationaux notamment *Ilisu Dam Campaign* (UK), *Déclaration de Berne* (Suisse) et *Kurdish Human Rights Project*.

Les campagnes ont contribué aux retraits de quatre des membres du consortium entre 2000 et 2002 (notamment le constructeur britannique Balfour Beatty en 2001 et de la banque suisse UBS en 2002).

Second consortium

En 2002, l'AKP, dirigé par le 1^{er} Ministre Recep Tayyip Erdoğan, accède au pouvoir en Turquie. En 2004 il décide de relancer le projet Ilisu et de former un nouveau consortium. Quatre des firmes sont turques, neuf sont européennes. Le gouvernement fait une demande aux agences de crédit-export de l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse²⁹⁰. Ces agences acceptent

²⁹⁰ Selon le site du *Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde*, « Les agences de crédits à l'exportation sont des bureaux publics qui accordent des prêts garantis par l'État aux entreprises privées de leur propre pays afin de conclure des affaires à l'étranger, plus précisément dans les pays en développement

de couvrir le projet à condition qu'il soit conforme aux standards internationaux par rapport à leur impact environnemental. En 2005 le consortium publie l'étude sur l'impact environnemental (EIE), étape nécessaire pour les projets de cette envergure. Cette EIE est critiquée car elle ne rassemble pas les standards internationaux sur de nombreux points. Entretemps la campagne internationale reprend notamment avec *WEED* (Allemagne), *Déclaration de Berne* (Suisse) et *ECA Watch Austria* (Autriche), qui font pression sur les firmes de leurs pays respectifs engagées dans le consortium.

En 2006, *Initiative to keep Hasankeyf Alive* est créée. La même année, le rapport d'un ancien expert de la banque mondiale, invité par les ONG mobilisées, conclut que le projet, sur les plans de réinstallation et d'indemnisation des populations, n'est pas conforme aux lignes directrices d'attribution de crédit de la Banque Mondiale ; la Banque Mondiale refuse dès lors de financer le projet.

En 2007, malgré les protestations des opposants au barrage, l'Autriche, la Suisse et l'Allemagne donnent leur accord de principe au financement du projet, sous réserve que 153 conditions soient remplies, avec contrôle d'un comité d'experts. Le gouvernement commence les expropriations au village d'Ilisu, sans en informer le comité, qui l'apprend par des ONG.

En février 2008 le chantier sur le site d'Ilisu commence, mais le premier rapport du comité d'experts met en évidence l'absence d'adéquation avec les conditions imposées. Il recommande une suspension des travaux de deux ans minimum, mais la construction continue.

Sept mois plus tard un second rapport est publié, et devant l'absence d'amélioration, une pause de la construction de trois ans est recommandée. Les activités de construction diminuent alors considérablement.

La même année la mobilisation va s'intensifier avec l'entrée en scène de *Doğa Derneği*, association écologiste qui va mener une campagne intitulée *Save Hasankeyf – Stop Ilisu*.

En 2009, constatant l'absence de conformité aux critères exigés (et après deux délais successifs accordés de 60 et 180 jours pour remplir les conditions non-remplies), l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche se retirent du projet. Toutes les firmes européennes se retirent du consortium, à l'exception d'Andritz AG, une entreprise autrichienne investie dans le projet depuis ses débuts. C'est donc un second consortium international qui échoue.

politiquement et financièrement à risque. (...) Les agences de crédits à l'exportation sont dans l'ensemble la source la plus importante de soutien financier public aux investissements dans les pays en développement. Elles financent, entre autres, des centrales énergétiques, des barrages, des projets miniers, des constructions de routes dans les forêts tropicales, des pipelines, des installations chimiques et industrielles. ». Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, *les agences de crédits à l'exportation : un financement sans respect des droits écologiques, sociaux et économiques*, (en ligne) cadtm.org [10/05/2015]

Troisième consortium

Le Premier Ministre Erdoğan réaffirme publiquement sa détermination à faire voir le jour au barrage. Le gouvernement va créer un troisième consortium, mais cette fois-ci, presque exclusivement composé de firmes turques. En 2010, il approche deux banques turques, Garanti et Akbank, pour financer le projet. Des firmes turques, en particulier Nurol et Cengiz İnşaat, s'occuperont de la majorité de la construction.

Mécaniquement, la pression internationale devient beaucoup moins efficace. Erdoğan déclare qu'il souhaite accélérer les travaux pour finir le barrage en 2014, plutôt qu'en 2016 comme il est alors prévu. En 2011 les constructions reprennent sur le site du barrage.

La même année, le Conseil d'État turc ordonne l'arrêt des travaux du fait de l'absence de réelle Étude sur l'Impact Environnemental (EIE). Le gouvernement fait changer la réglementation pour pouvoir se passer de l'étude. En 2013, le Conseil d'État réordonne la suspension mais le gouvernement change à nouveau les lois en vigueur.

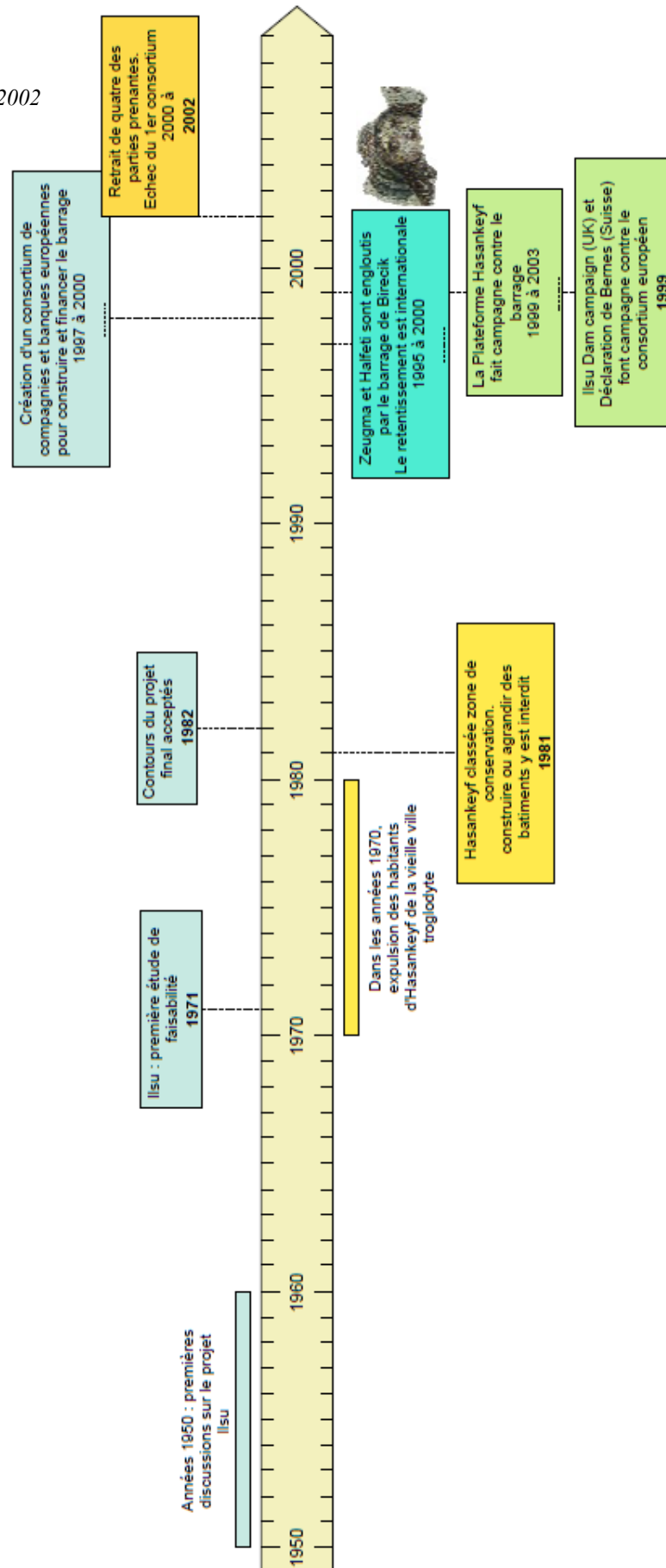
On a observé dans ces dernières années une baisse de la mobilisation civile. Cependant une contestation armée est apparue en août 2014 : le PKK a commencé à s'attaquer aux installations du chantier et aux travailleurs. Les travaux ont été stoppés quatre mois, mais ont repris en décembre, le site ayant préalablement fait l'objet de mesures de sécurité renforcées.

À cette date, plus de 80 % des travaux étaient terminés sur le barrage, quand les travaux du Nouvel Hasankeyf n'étaient remplis qu'à hauteur de 20-30 %.

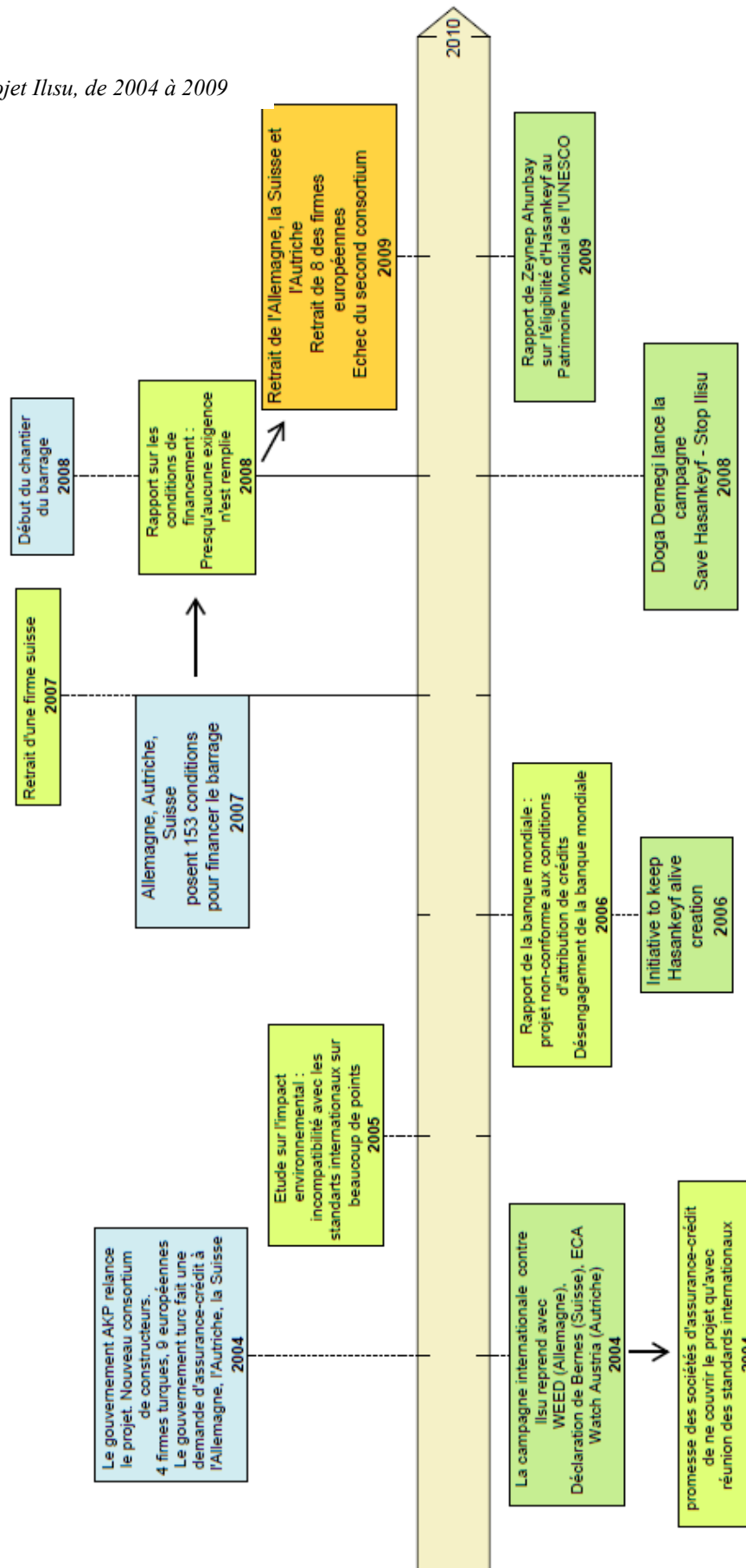
Ci-dessous, trois frises chronologiques faisant ressortir les trois périodes du conflit :

- Frise n°1 : de la conception à l'échec du premier consortium international, années 1950 à 2002
- Frise n°2 : de la relance d'un second consortium international à son échec, 2002 à 2009
- Frise n°3 : de la création d'un troisième consortium de firmes turques à nos jours, 2009 à 2015

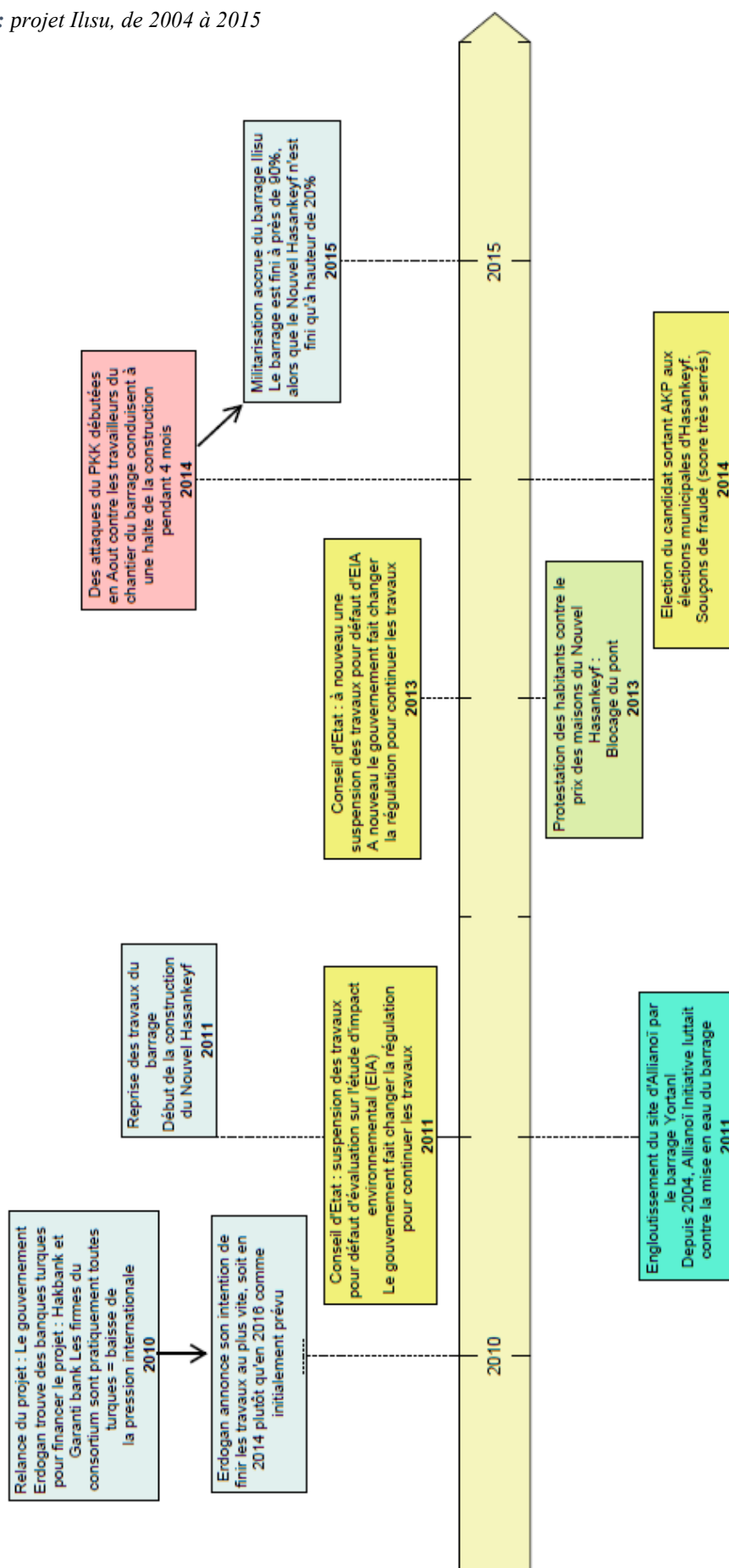
Frise n°1 : projet Ilisu, 1950 à 2002



Frise n°2 : projet Ilisu, de 2004 à 2009



Frise n°3 : projet Ilisu, de 2004 à 2015



Annexe n°2

- - - -

Contextualiser le conflit d'Ilisu : l'Anatolie du sud-est et le projet GAP

La région d'Anatolie du sud-est, qui se superpose sur une importante part géographique (et symbolique) de l'espace kurde, englobe neuf provinces²⁹¹. Le lac du barrage d'Ilisu affectera cinq d'entre elles : Mardin, Sırnak, Siirt, Batman, Diyarbakır. La province de Batman, celle où se situe Hasankeyf, sera la plus touchée par l'engloutissement de terres, ce qui contribue à mobiliser davantage la population dans cette province.

La population d'Anatolie du sud-est est majoritairement kurde, même si, à certains endroits, les Kurdes ne sont pas majoritaires. Les Arabes constituent la seconde ethnie de la région, et sont présents notamment à Urfa, Gaziantep, Mardin, Siirt (ou encore Hasankeyf). Et ce, sans compter les déplacements de réfugiés arabes syriens dans la région, notamment dans la région de Gaziantep et d'Urfa. Il existe aussi une présence assyrienne et arménienne. Avant les génocides arméniens et assyriens de 1915, la région était bien plus cosmopolite. Le sud-est anatolien comprend de nombreux vestiges historiques témoignant de cette présence arménienne et assyrienne (églises, monastères, mais aussi le style d'architecture assyrien des vieille-villes historiques, comme c'est le cas à Mardin, Midyat, ou Hasankeyf).

Le GAP (*Güneydoğu Anadolu projesi*) est un mégaprojet visant à la création d'un ensemble de 22 barrages et 19 centrales hydroélectriques sur le Tigre et l'Euphrate, les deux fleuves traversant la région d'Anatolie du sud-est. La plupart de ces ouvrages sont désormais achevés. Le GAP est mis en place en 1977, officiellement pour permettre de rattraper le retard de développement économique de la région la plus pauvre de Turquie.

Le GAP reste donc indissociable de l'Anatolie du sud-est. Premièrement il est totalement superposé aux délimitations territoriales de la région. Deuxièmement il contribue à transformer en profondeur la géographie physique et humaine de la région.

Le GAP est un projet de long terme. Il est basé sur une volonté de tirer profit des ressources hydriques des deux fleuves de la région, qui représentent un potentiel énergétique (hydroélectricité) et un potentiel agricole (agriculture par irrigation).

D'un côté, l'utilisation de l'eau des lacs de retenue permet d'irriguer de larges parcelles de terres, pour développer une agriculture intensive, humide (production de coton, maïs, soja et

²⁹¹ Ce sont les provinces de Kilis, Adıyaman, Gaziantep, Şanlıurfa, Diyarbakır, Batman, Siirt, Mardin, Sırnak.

riz qui requièrent beaucoup d'eau), et destinée à l'exportation, alors que l'agriculture restait traditionnellement extensive et sèche dans la région. Dans la province de Şanlıurfa, la plaine d'Harran, dont l'irrigation est rendue possible par deux canaux de 26 kilomètres de long, est emblématique de cette transformation agraire. À terme, le projet doit aboutir sur l'irrigation d'1,8 millions d'hectares, soit 21 % des terres irrigables de Turquie.

En parallèle, dix-neuf des 22 barrages déjà créés, planifiés ou en construction sont censés offrir à terme une production électrique totale de 27 384 GW par ans, soit 20 % de l'ensemble de la production du parc hydroélectrique turc²⁹².

Dans le même temps, le projet GAP est basé sur une volonté de sortir la région du marasme économique dans lequel elle est plongée, pour parvenir à l'ancrer au reste du territoire national. En 1989, les objectifs du GAP sont ouvertement modifiés et il devient un projet de développement durable multisectoriel. Même si la question hydraulique reste centrale, le projet se recentre sur la question de l'amélioration des conditions de vie dans la région. Les autorités turques prennent conscience de la nécessité de corriger l'écart de richesse par rapport aux régions plus favorisées de l'ouest.

Ainsi le projet adopte clairement une visée *correctrice*, basée sur le désenclavement de la région. Néanmoins cette visée correctrice est à mettre en parallèle avec une visée *pacificatrice*, le but du développement économique escompté étant d'amener à une stabilité politique régionale. Le conflit avec le PKK ayant émergé quelques années plus tôt (en 1984), les autorités pensent alors que le séparatisme trouve dans la pauvreté régionale un terreau fertile, et qu'il est possible de couper l'organisation séparatiste de son assise populaire montante par l'intégration économique de la région et de sa population au reste du territoire turc (tout en omettant, au passage, de traiter les dimensions culturelles et identitaires du conflit).

Dans le même temps que le projet est mis en place, la guerre contre le PKK bat son plein (les années 1990 sont celles d'un conflit intense). Or la guerre a plongé la région dans un véritable marasme économique. Le conflit, outre ralentir le GAP, a freiné les investissements privés dans la région.

On a pu voir se superposer d'un côté une politique de coercition (via la répression de l'armée turque et la politique de terre brûlée des autorités), et d'un autre côté une politique de redistribution (via l'investissement public que représente le GAP). Ces deux politiques opposées tendent pourtant toutes deux vers le même but : la pacification de la région²⁹³.

²⁹² En 2012, l'énergie créée dans le cadre du GAP représentait 12 % de la production électrique totale turque.

²⁹³ La pacification régionale est aussi nationale : en effet la menace, qu'elle soit réelle ou perçue, que représentait le PKK pour l'intégrité territoriale et la paix en Turquie dépassait les frontières de l'espace kurde de Turquie. Le

L'Anatolie du sud-est a donc, comme on l'a vu, été l'un des plus importants théâtres d'opération de la guerre de basse intensité qui s'est jouée entre le PKK et l'armée turque (si ce n'est le plus important). De 1987 à 2002, plus de la moitié des provinces de la région étaient ainsi régies par l'état d'urgence.²⁹⁴ Mécaniquement, cela a eu de lourdes répercussions sur l'économie régionale.

Même si la baisse d'intensité du conflit, notamment depuis la fin des années 2000, a été très bénéfique pour l'économie de la région, les inégalités avec le reste de la Turquie restent très importantes. Si l'on regarde les statistiques du PIB par région en 2001, sur douze régions, l'Anatolie du sud-est est la deuxième plus pauvre de Turquie (l'Anatolie de l'est, elle-même majoritairement kurde, étant la première²⁹⁵). On en vient au même classement avec les statistiques du taux de pauvreté par région en 2013, qui sont bien plus actuelles²⁹⁶. Enfin, si on regarde les statistiques des taux de chômage par province en 2013, on constate que les six provinces les plus à l'est de la région cumulent les six plus haut taux de chômage de Turquie, et de loin : Urfa est à 16,3 %, Diyarbakır à 18,7 %, Sırnak et Siirt à 20,5 %, Mardin à 20,6 %, et Batman est à 23,4 %²⁹⁷. Or, la population kurde d'Anatolie du Sud-est est principalement concentrée dans ces six provinces.

Ces statistiques sur le taux de chômage sont frappantes si on les compare au taux de chômage des trois provinces les plus occidentales de l'Anatolie du sud-est, là où la population ethnique est plus mixte, et où sont concentrés les apports économiques du projet GAP : le taux de chômage est de 9,1 % à Adıyaman, de 7,7 % à Kilis, et de 6,9 % à Gaziantep.

PKK menait des attentats hors de cet espace, et la violence touchait aussi les grandes villes comme Istanbul.

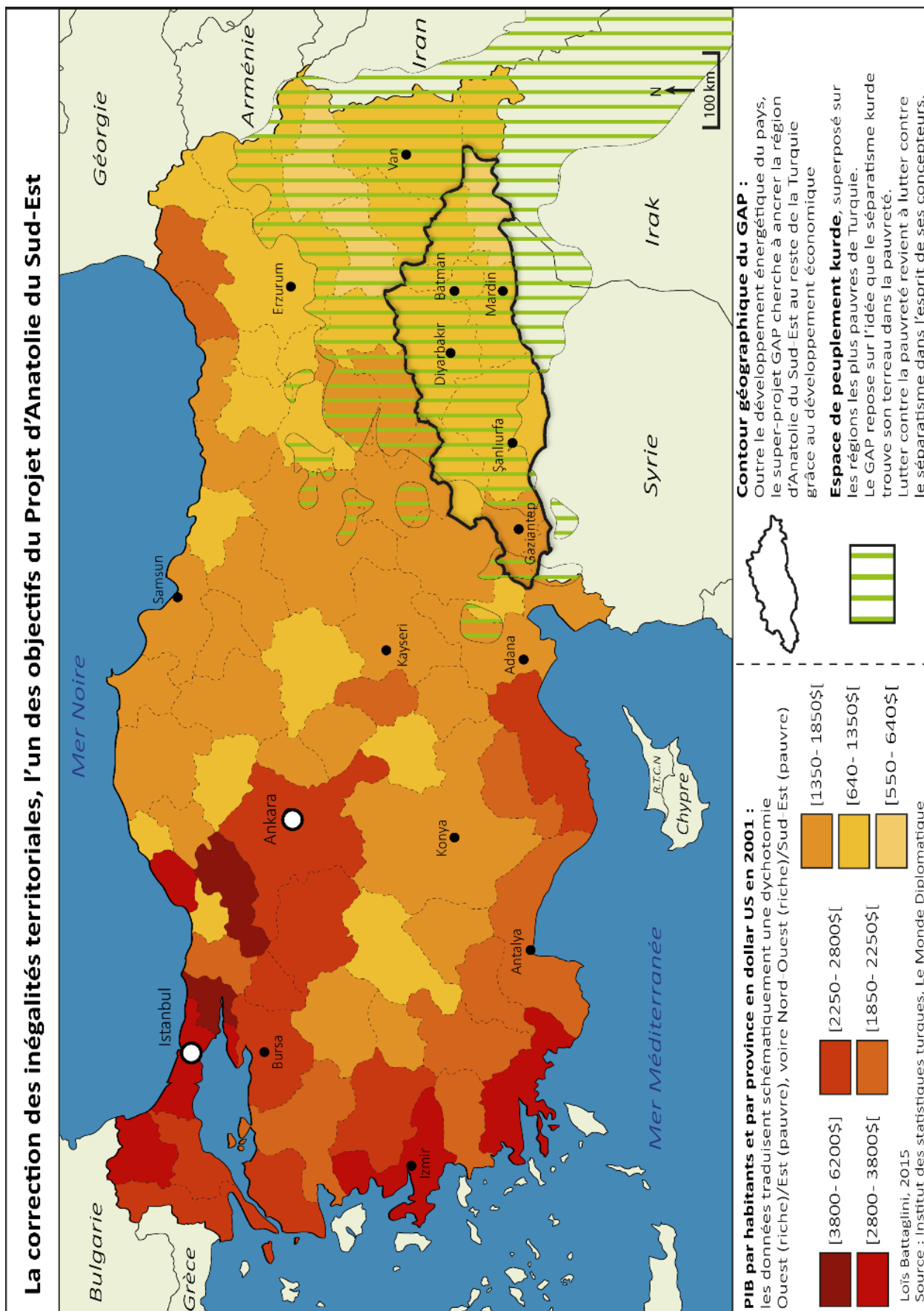
²⁹⁴ Les provinces sous état d'urgence formaient une super-région nommée OHAL (*Olağanüstü Hâl Bölge Valiliği*, trad. : Gouvernance des Régions sous État d'Urgence).

²⁹⁵ Source tirée des données de l'Institut des statistiques turques, sur le PIB par province en 2001. Le taux de chômage peut être très important selon les provinces. Institut des statistiques turques, (en ligne) www.tuik.gov.tr/, [01/05/2015]

²⁹⁶ Statistique sur les taux de pauvreté régionaux basés sur le seuil de pauvreté relatif en fonction des revenus Institut des statistiques turques, (en ligne) www.tuik.gov.tr/, [01/05/2015]

²⁹⁷ Institut des statistiques turques, (en ligne) www.tuik.gov.tr, [01/20/2015]

Carte n°8 :



Frise n°4 : le projet GAP, de ses prémices à nos jours, et le conflit avec le PKK

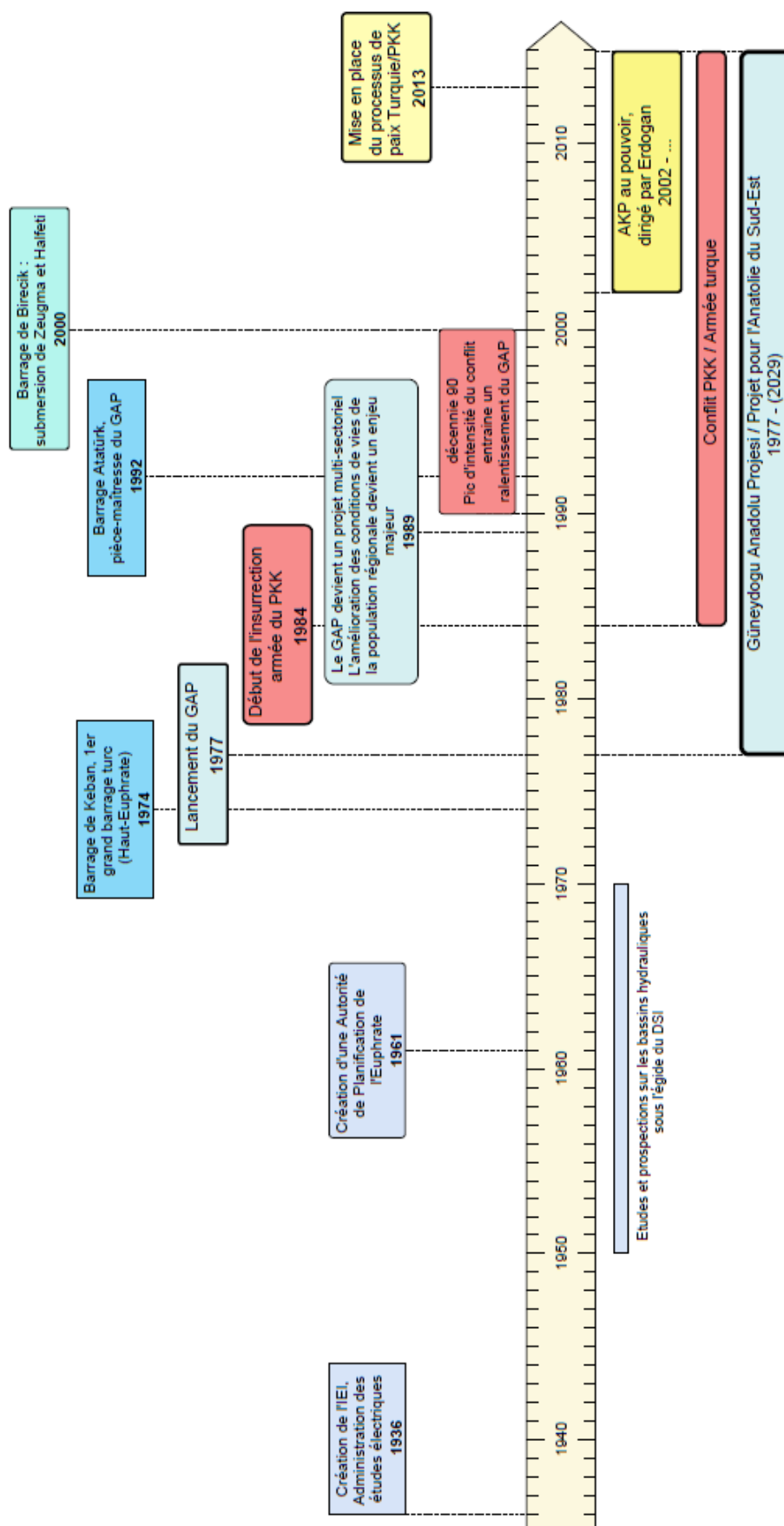


Table des matières :

Chapitre 1. Hasankeyf, un engloutissement très conflictuel.....	13
I. La défense d'un patrimoine historique, paysager et environnemental	13
A. Engloutir Hasankeyf, engloutir l'Histoire ?	13
B. Hasankeyf, un espace à la topographie exceptionnelle	21
II. La perte d'un espace identitaire pour la population	28
A. Une identification à un espace et une histoire pour les habitants d'Hasankeyf	28
B. L'attachement à Hasankeyf de la population régionale.....	32
III. Hasankeyf et le barrage d'Ilisu	33
A. Hasankeyf, au centre des luttes contre le barrage d'Ilisu	33
B. Les incidences du projet de barrage sur l'emploi et la démographie de la ville.....	36
C. Les incidences de la contestation du projet sur l'activité touristique à Hasankeyf	40
Chapitre 2. Les enjeux autour de l'avenir post-barrage de la ville....	53
I. Les difficultés posées par la création d'une nouvelle ville pour les décideurs publics	53
A. Ménager la population, ménager le patrimoine.....	53
B. Les acteurs de la planification du Nouvel Hasankeyf	56
II. La planification et la création du Nouvel Hasankeyf : une transformation radicale de la géographie locale	60
A. <i>Yeni yerleşim</i> ou <i>Yeni Hasankeyf</i> ? - un simple changement d'emplacement ou bien une toute nouvelle ville ?.....	60
B. Le nouvel Hasankeyf : un plan basé sur le développement de l'activité touristique...	65
III. Les planifications du Nouvel Hasankeyf : la part belle aux infrastructures touristiques	68
A. Les plans patrimoniaux et touristiques.....	68
B. Les projets pour soutenir l'activité touristique et contenter la population	79

C. La prise en compte de l'activité économique et sociale future pour les villages déplacés : Hasankeyf, une figure d'exception ? Étude du cas de Koçtepe	87
---	----

Chapitre 3. La mobilisation autour de la question d'Hasankeyf et du barrage d'Ilisu

I. Une mobilisation hétérogène et étalée dans l'espace	89
A. La mobilisation internationale : une force de pression variable au cours du temps	89
B. Une mobilisation nationale à deux pôles : <i>Doğa Derneği</i> et l' <i>Initiative</i>	91
C. Les moyens d'action de l'opposition civile.....	102
D. Une baisse d'intensité de la contestation.....	112
II. La mobilisation propre aux habitants d'Hasankeyf	114
A. Une opposition passive des habitants, facteurs d'explication :	114
B. Une mobilisation temporaire fédérant la population : le contre-exemple d'une opposition simplement passive	120
C. Les élections locales de 2014 : soupçons de fraudes et désunification des habitants	128

Chapitre 4. Les enjeux du barrage Ilisu

I. Le barrage d'Ilisu, des enjeux avant tout nationaux.....	133
A. Construire le barrage à tout prix : la détermination du gouvernement turc, reflet d'une pratique paternaliste du pouvoir	133
B. Une détermination motivée par des enjeux énergétiques	138
C. La recherche d'un moyen de pression sur le voisin irakien pour l'État turc ?	143
II. Le barrage d'Ilisu, quels intérêts régionaux et pour qui ?	146
A. Un discours déterministe sur le développement régional : une stratégie de légitimation du projet Ilisu.....	146
B. Des intérêts sécuritaires dans le projet du barrage d'Ilisu ?	153
<i>Une stratégie de discrétisation de l'opposition, en l'assimilant au PKK dans le discours officiel</i>	159
III. L'immixtion du PKK en tant qu'acteur du conflit	161
A. Une entrée en scène récente et violente du PKK dans le conflit autour du barrage Ilisu	161
B. Le chantier du barrage, un site sur-militarisé	166

C. Le barrage d'İlisu, une menace pour la paix régionale ?	172
Conclusion : Quel avenir pour le conflit autour d'Hasankeyf et du barrage d'İlisu ?	174
.....	189
.....	189
Table des annexes :	192
Annexe n°1 : Une chronologie du conflit entourant le projet İlisu.....	192
Annexe n°2 : Contextualiser le conflit : l'Anatolie du sud-est et le projet GAP	192
Table des cartes :	192
Table des frises :	193
Table des figures :	193
Bibliographie :	196

Table des annexes :

Annexe n°1 : Une chronologie du conflit entourant le projet İlisu.....	172
Annexe n°2 : Contextualiser le conflit : l'Anatolie du sud-est et le projet GAP....	179

Table des cartes :

Carte n°1 : L'anatolie du sud-est en proie au chômage	39
Carte n°2 : Hasankeyf dans son contexte touristique régional.....	52

Carte n°3 : L'engloutissement d'Hasankeyf et les plans d'aménagements post-barrage : un Nouvel Hasankeyf ou une nouvelle ville ?.....	86
--	-----------

Carte n°4 : Provenance et terrains d'actions des acteurs nationaux impliqués dans la lutte contre le barrage d'Ilisu.....	97
--	-----------

Carte n°5 : Représentation : la production énergétique du sud-est Anatolien au service des besoins énergétiques de l'Ouest du pays	152
---	------------

Carte n°6 : Représentation : le barrage d'Ilisu, un projet stratégique pour affaiblir le PKK ?	158
---	------------

Carte n°7 : Le site du barrage d'Ilisu : un reflet des tensions entourant sa construction	171
--	------------

Carte n°8 : La correction des inégalités territoriales, l'un des objectifs du Projet d'Anatolie du sud-est	188
---	------------

Table des frises :

Frise n°1 : projet Ilisu, de 1950 à 2002	182
Frise n°2 : projet Ilisu, de 2004 à 2009	183
Frise n°3 : projet Ilisu, de 2004 à 2015	184
Frise n°4 : le projet GAP, de ses prémices à nos jours, et le conflit avec le PKK	189

Table des figures :

Figure 1 : Mausolée de Zeynel Bey.....	14
Figure 2 : Minaret de la mosquée Er-Rizk	15

Figure 3 : Mosquée Koç et minaret de la mosquée Süleyman	15
Figure 4 : Ville d’Hasankeyf et vestiges du vieux pont	16
Figure 5 : Hammam artukide.....	16
Figure 6 : Tombeau de l’Imam Abdullah	16
Figure 7 : Village de Kesmeköprü, habitations troglodytes	17
Figure 8 : Principale vallée troglodyte (1).....	17
Figure 9 : Principale vallée troglodyte (2).....	18
Figure 10 : Petit Palais.....	18
Figure 11 : Vue depuis la Rive nord.....	21
Figure 12 : Vue sur le Tigre depuis les hauteurs de la ville	23
Figure 13 : Vue sur Hasankeyf depuis la citadelle	23
Figure 14 : Carte sur les 5 KBA et les espèces menacées par le barrage Ilisu	24
Figure 15 : Page internet de <i>Doğa Derneği</i> sur Hasankeyf	32
Figure 16 : Graphique présentant l’évolution de la population d’Hasankeyf.....	35
Figure 17 : Rue du marché d’Hasankeyf	41
Figure 18 : Vue sur les terrasses des restaurants de la rue du marché.....	41
Figure 19 : Citadelle, versant Est.....	47
Figure 20 : Vue sur la principale vallée troglodyte depuis la citadelle	47
Figure 21 : Citadelle, versant Ouest	48
Figure 22 : Citadelle, haute-ville	49
Figure 23 : Plan du Nouvel Hasankeyf.....	58
Figure 24 : Projection en image de synthèse de la nouvelle ville.....	58
Figure 25 : Nouvel Hasankeyf en chantier	59
Figure 26 : Batiments administratifs, Nouvel Hasankeyf.....	59
Figure 27 : École et Mosquée, Nouvel Hasankeyf	60
Figure 28 : Hôpital en construction, Nouvel Hasankeyf	60
Figure 29 : Vue sur le Parc culturel, Nouvel Hasankeyf	60
Figures 30 et 31 : Logement de Fonction, Nouvel Hasankeyf.....	63
Figure 32 : Visualisation sur le parc culturel et l’axe culturel et touristique.....	67
Figure 33 : Visualisation en 3D sur le parc culturel	69
Figure 34 : Projet initial de création du parc culturel en marge du Nouvel Hasankyf, Réalisation à partir d’un schéma-carte de la DSI.....	71
Figure 35 : Vestige du pont en rénovation/consolidation.....	74

Figure 36 : Projet de connexion de la citadelle et du Nouvel Hasankeyf par bateau-navettes	75
Figure 37 et 38 : Projet de connexion entre la citadelle et la Nouvelle ville par téléphérique	75
Figure 39 : Projet de consolidation de la falaise de la citadelle	75
Figure 40 : Projet de construction d'un mur pour protéger la vallée troglodyte	75
Figure 41 : Université d'hôtellerie, Nouvel Hasankeyf.....	77
Figure 42 : Village d'Üçyol.....	79
Figure 43 : Modèles de caves-hôtels	80
Figure 44 : Modèle du marché de fruits et légumes	80
Figure 45 : Panel des futures activités proposées à Üçyol	81
Figure 46 : Vallée en contrebas du village de Koçtepe	85
Figure 47 : Image tirée du site internet de <i>Damocracy</i>	88
Figure 48 : Manifestation de <i>Doğa Derneği</i> devant le siège de Garanti	103
Figure 49 : Manifestation de <i>Doğa Derneği</i> devant le palais de Topkapı.....	100
Figure 50 : Bannières-signatures de célébrités engagées contre le barrage	100
Figure 51 : Affiches des deux derniers "campements de solidarité" organisés par l' <i>Initiative</i>	101
Figure 52 : Carte sur la proposition de 5 petits barrages au lieu d'un gros	103
Figure 53 : Logos de la campagne <i>Save Hasankeyf-Stop Ilisu</i>	105
Figure 54 : Carte de l' <i>Initiative</i> présentant le lac de barrage et les villages affectés	105
Figure 55 : Séance d'interview au village de Koçtepe pour un documentaire	105
Figure 56 et 57 : Manifestation du 10 Octobre 2013 des habitants d'Hasankeyf	117
Figure 58 : Blocus sur le pont, 10 Octobre 2013.....	117
Figure 59 : Carte présentant les principales compagnies de distribution électrique et les coupures d'électricité lors des élections locales de 2014.....	125
Figure 60 : Discours du 1 ^{er} Ministre Erdoğan lors de l'inauguration du Nouveau village d'Ilisu	131
Figure 61 : Remise des clés aux villageois d'Ilisu des mains du 1 ^{er} Ministre.....	131
Figure 62 : Barrage de Karakaya, sur l'Euphrate	133
Figure 63 : Carte d'opposition sur la multiplication des projets de barrage hydroélectriques en Turquie.....	136
Figure 64 : Carte sur le potentiel du secteur de l'énergie solaire en Turquie.....	138
Figure 65 : Carte présentant les 11 "barrages de sécurité aux frontières"	150

Figure 66 : Barrage d’Ilisu (vue depuis l’aval).....	161
Figure 67 : Barrage d’Ilisu (vue depuis l’amont)	168

Bibliographie :

Ouvrages

Damien, Bischoff et Jean-François, Pérouse, *La question des barrages et du GAP dans le sud-est Anatolien : patrimoines en danger ?*, Istanbul, IFEA, 2003

Laurent, Mallet, « *Le projet du sud-est anatolien (GAP) : conflits autour d’un projet de développement* », in Béatrice, Giblin, *Les conflits dans le monde : approche géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2011, p.224

Philippe, Subra, *Géopolitique de l’Aménagement du territoire*, à propos de la convergence entre les locaux menacés et les acteurs écologistes étrangers.

Chapitres d’ouvrages collectifs

Gülçin, Erdi Lelandais, « Résistances spatiales et identitaires. La construction d'un barrage dans une ville arabo-kurde », in *Revue Ethnologie Française, Turquie, de l'État à l'intime*, Paris : Presses Universitaires de France, 2014, page 219

Gülçin, Erdi Lelandais, « "Sauvons Hasankeyf" ou un mouvement de protection d'un espace rural, Mobilisation citoyenne face aux aménagements publics d'environnement », in, *Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*

Rapports

Commission de la Culture de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *Aspects culturels du projet relatif au barrage d'Ilisu*, (en ligne) <http://assembly.coe.int>, [30/04/2015]

Direction générale de l'Administration des Travaux Hydrauliques, Ilisu Consortium, *Ilisu dam and HEPP project amendments on updated resettlement action plan (URAP)*, Ankara, 2006

Doğa Derneği, University College London Development Planning Unit, University of Stuttgart Institute of International Urbanism, *Alternative Futures for Hasankeyf, Student Workshop* (en ligne) <http://ghn.globalheritagefund.com/>, [15/05/2015]

Emrah, Yalçın, *Ilisu Dam and HEPP, Investigation of Alternatives solution*, Ankara, Middle East Technical University, 2010

General Directorate of State Hydraulic Works, *Turkey Water Report 2009*, Ankara: DSI, 2009

Ilisu Consortium, *Ilisu Dam and HEPP Environmental Impact Assessment Report*, 2005

Michael, Cernea, *Comments on the resettlement Action Plan for the Ilisu Dam and HEPP Project*, 2006

Oxford Business Group, *The report, turkey 2012*

Zeynep Ahunbay, Özge Balkız, *Outstanding Universal Value of Hasankeyf and the Tigris Valley*, (en ligne) http://iis-db.stanford.edu/evnts/6808/hasankeyf_Doga_Dernegi.pdf, [22/05/2015]

Zeynep Ahunbay, *Preservation of Hasankeyf / A site threatened by Ilisu dam project*, (en ligne) http://www2.weed-online.org/uploads/comment_ilisu_zeynepahunbahy_archeology_engl.pdf, [30/04/2015]

Conventions internationales

Assemblée générale des Nations Unies, *Convention sur le Droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation*, Article 5, p.289

UNESCO, *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, (en ligne) <http://whc.unesco.org/fr/conventiontexte/>, [28/05/2015]

Sitographie

Cengiz İnşaat, *on-going projects, Hasankeyf Bridges*, (en ligne) <http://www.cengiz-insaat.com.tr>, [03/06/2015]

Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, *les agences de crédits à l'exportation : un financement sans respect des droits écologiques, sociaux et économiques*, (en ligne) cadtm.org [10/05/2015]

Democratic Turkey Forum, *Backgrounder on the Union of Communities in Kurdistan KCK*, (en ligne) www.tuerkeiforum.net [25/05/2015]

Doğa Derneği, *Hasankeyf Survey report*, (en ligne), www.dogadernegi.net, [31/05/2015]

Doğa Derneği, *Key Biodiversity Areas*, (en ligne) <http://www.dogadernegi.net/our-work/key-biodiversity-areas/>, [02/05/2015]

Devlet Su Isleri, www.dsi.gov.tr

Enerji Atlası, www.enerjiatlasi.com, [06/06/2015]

Hasankeyf Kaymakamlığı (trad. gouvernorat d'Hasankeyf), *Economical Social Structure*, (en ligne) www.hasankeyf.gov.tr, [04/05/2015]

Hasankeyf Kaymakamlığı, *Travel Guide*, (en ligne) <http://www.hasankeyf.gov.tr/web/>, [consulté le 20/05/2015]

Hasankeyf Kazıları, *Excavation and Survey in Hasankeyf*, (en ligne) <http://www.hasankeyfkazilari.org.tr/>, [03/06/2015]

Hasankeyf Matters, *History*, (en ligne) <http://www.hasankeyfmatters.com>, [consulté le 17/05/2015]

Initiative to keep Hasankeyf Alive, ICSSI, Change.org, *Save World Heritage on the Tigris River in Mesopotamia*, (en ligne) www.change.org, [02/06/2015]

UNESCO, *liste indicative Turquie*, (en ligne) <http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives/state=tr>, [28/05/2015]

Articles tirés de sites internet

Articles en français :

Guillaume Perrier, Aujourd'hui, *Le financement du barrage turc d'Ilisu*, (en ligne) aujourd'hui.midiblogs.com, [20/05/2015]

Julien, Chehida, Valériane, Gauthier, Adullah Öcalan, le chef du PKK, appelle son mouvement à déposer les armes, (en ligne) www.france24.com [26/05/2015]

L'internaute, *Des marais irakiens rayés de la carte*, (en ligne) www.linternaute.com [27/05/2015]

Faïdos Sonore, *Un barrage peut en cacher un autre, quatrième épisode : Hakkari, Sirnak et la frontière irakienne*, (en ligne) <http://faidosonore.net> [25/05/2015]

Nora, Şeni, *Taksim : la Turquie polarisée*, (en ligne) www.liberation.fr, [25/05/2015]

Programme des Nations-Unies pour l'Environnement, *Notre environnement en mutation : les marécages mésopotamiens*, (en ligne) www.unep.org [27/05/2015]

Yol (routes de Turquie et d'ailleurs), *Urfa, la colère d'Osman Baydemir, état d'urgence à Ceylanpınar*, (en ligne) yollar.blog.lemonde.fr, [27/05/2015]

Articles en anglais :

Anadolu Agency, *Turkey's energy min: Nuclear Power improves declaration plan*, (en ligne) www.aa.com.tr, [20/05/2015]

Akgün İlhan, *Keeping Hasankeyf Alive : against the Ilisu Dam*, (en ligne) waterisliving.wordpress.com, [20/05/2015]

Batman Haber Monitör'de, *Objections to the selection of the BDP in Hasankeyf Request Denied*, (en ligne) batman.habermonitor.com, [27/05/2015]

Bestanûçe, *BDP complains of electoral fraud in Hasankeyf*, (en ligne) www.bestanews.com, [27/05/2015]

Bloomberg, *Turkey's biggest dam project victim of faltering peace*, (en ligne) www.bloomberg.com [25/05/2015]

Bianet, *Kurdish politicians kept in detention*, www.bianet.org, [25/05/2015]

Dicle Haber, *Ballot papers found in the garbage in Hasankeyf*, (en ligne) www.diclehaber.com, [27/05/2015]

Doğa Derneği, *Controversial Ilisu Dam on Hasankeyf Halted by Turkish Court*, (en ligne) www.internationalrivers.org, [25/05/2015]

Dicle Haber, *Vehicle at Ilisu Dam Construction site set on fire*, (en ligne) www.diclehaber.com [25/05/2015]

Doğa Derneği, *Hasankeyf and Tigris Valley: a perfect fit for a UNESCO World Heritage Site*, (en ligne) http://m-h-s.org/ilisu/front_content.php [28/05/2015]

Doğa Derneği, *International activists block Ilisu dam construction site*, (en ligne), www.dogadernegi.net [21/05/2015]

Ercan Ayboğa, *Initiative to keep Hasankeyf Alive, Ilisu dam's construction may be continued after a 4 month halt*, (en ligne) <http://www.hasankeyfgirisimi.net>, [25/05/2015]

Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam Construction Site Militarized*, (en ligne) www.hasankeyfgirisimi.net, [15/05/2015]

Ercan Ayboğa, *Ilisu Dam protest close to the Dam Site!*, (en ligne) www.hasankeyfgirisimi.net [25/05/2015]

Firat New Agency, *Claim of stationing 5.000 soldiers in Ilisu*, (en ligne) www.eca-watch.org, [25/05/2015]

Hasankeyf Girişimi, « *We will not allow you to build the Ilisu Dam!* », (en ligne) www.hasankeyfgirisimi.net, [02/06/2015]

Hasankeyf Matters, *A legal challenge to Hasankeyf resettlement guidelines*, (en ligne) www.hasankeyfmatters.com, [06/06/2015]

Hasankeyf Matters, *Hasankeyf Castle closed (again); spotlight shifts to lower city and townsfolk*, (en ligne) <http://www.hasankeyfmatters.com/> [23/05/2015]

Hasankeyf Matters, *In the Hasankeyf Market: Arif Ayhan, Kilims and Kahkabu*, (en ligne) www.hasankeyfmatters.com, [20/05/2015]

Hasankeyf Matters, (en ligne) *Where there's life, there's hope*, www.hasankeyfmatters.com, [27/05/2015]

Hasankeyf Matters, *Work slows at Ilisu dam Site*, (en ligne) www.hasankeyfmatters.com, [27/05/2015]

Hasankeyf Sadakat Treni, *The new Anatolian / Ankara*, (en ligne) <http://hasankeyfesadakat.kesfetmekicinbak.com> [26/05/2015]

Hürriyet Daily News, *Electricity cut off in provinces where pro-government firms supply power*, (en ligne) www.hurriyetdailynews.com, [27/05/2015]

Hürriyet Daily News, *Turkey needs to invest 120 billion in energy until 2023 says Erdogan*, www.hurriyetdailynews.com, [20/05/2013]

Hürriyet Daily News, *Turkey loses financing for controversial Ilisu Dam Project*, (en ligne) www.hurriyet.com.tr [06/06/2015]

Maggie, Ronaye, *Art Newspaper 156, Turkish Dam Damage*, www.nuigalway.ie/ [20/05/2015]

Pelin Cengiz, *Let's Save Hasankeyf for Peace*, (en ligne) www.todayszaman.com, [25/05/2015]

Save Hasankeyf – Stop Ilisu, *Erdogan accuses Ilisu Opponents to be Terrorists during a visit in Hannover*, (en ligne) m-h-s.org [14/05/2015]

Sundays Zaman, *Öcalan warns government to resume negotiations before election*, (en ligne) www.todayszaman.com [25/05/2015].

Today's Zaman, *Court decision may jeopardize mega construction projects*, (en ligne) www.todayszaman.com, [25/05/2015]

Today's Zaman, *State compels Hasankeyf to evacuate; families to become indebted after losing their houses*, (en ligne) www.todayszaman.com/national, [03/06/2015]

Today's Zaman, *Turkey moves one step closer to nuclear plant*, (en ligne) www.todayszaman.com [20/05/2015]

Today's Zaman, *Turkey gas deals with Russia raise concerns of dependency*, (en ligne) www.todayszaman.com, [20/06/2015]

Articles en turc :

Başka Haber, IHD'den Kobani Eylemleri Raporu : 46 Kişi Öldü, 682 Kişi Yaralandı, 323 Kişi Tutuklandı, (en ligne) www.baskahaber.org, [10/05/2015]

Batman Haber, *PKK'nın 4 işçiyi kaçırması sonrası Ilisu da*, (en ligne) www.batmanhaber.com [25/05/2015]

Bianet, *30 Ayda KCK'den 7748 Gözaltı, 3895 Tutuklama*, (en ligne) www.bianet.org, [25/05/2015]

Büyük Şehir Mardin, *Dargeçit Ilisu barajı yol güvenliği için 123 korucu işbaşında*, (en ligne) www.buyuksehirardin.com [25/05/2015]

Doğa Derneği, *Doğa Derneği'nden Garantisi önünde Hasankeyf Protestosu*, (en ligne) www.dogadernegi.org, [25/05/2015]

Ekonomik Ayrıntı, *Çevre Bakanı Veysel Eroglu öyle bir söz etti ki*, (en ligne) www.ekoayrinti.com, [25/05/2015]

Haber7, *Ilisu Barajı'nı PKK istemiyor*, (en ligne) www.haber7.com, [25/05/2015]

Haberler, *Batman Üniversitesi'nde Rektörlük Seçimleri Yapıldı*, (en ligne) www.haberler.com, [06/06/2015]

Haberler, *Ilisu Barajı'na Yönelik Saldırılar*, (en ligne) www.haberler.com [25/05/2015]

Haberler, *Mimarlar Odası Zeynel Bey Türbesinin Taşınmasına Ruhsat Vermeyecek*, (en ligne) www.haberler.com [30/05/2015]

Haberler, *Sirnak'ta PKK Mayını : 4 işçi öldü, 9'u yaralandı*, (en ligne) www.haberler.com [25/05/2015]

Haberler, *Zeynel Bey Türbesi raylı sistemle taşınacak*, (en ligne) www.haberler.com, [30/05/2015]

Habertürk, *Hasankeyf'te Köprü Tartışması*, (en ligne) www.haberturk.com [01/04/2015]

Habertürk, *Topkapı sarayında "Hasankeyf" eylemi*, (en ligne) www.haberturk.com, [25/05/2015]

Hürriyet, *Öcalan : Artık sabır taşı çatlamıştır*, (en ligne) www.hurriyet.com.tr [25/05/2015]

Hürriyet, *PKK'dan baraj çalışanına Tehdit*, (en ligne) www.hurriyet.com.tr [25/05/2015]

Hürseda Haber, *PKK Dargeçit'te Tehdit Bildirisi Dağıttı*, (en ligne) <http://hurseda.net> [25/05/2015]

Klas Televizyon, *Hasankeyf'te kamulastırma eylemi*, (en ligne) www.klastelevizyon.com, [27/05/2015]

Milliyet, *Ilisu barajı'na malzeme taşına konvoyu saldırı*, (en ligne) www.milliyet.com.tr [25/05/2015]

Mühyeddin Beyca, Yılmaz ikinci, Anadolu ajansı, *Hasankeyf'e ilgi çözüm süreci ile arttı*, (en ligne) www.aa.com.tr, 21/05/2015

Radikal, *Seçim Günü elektriği Kedi keşmiş*, (en ligne) www.radikal.com.tr, [2/05/2015]

Sözcü, *PKK, « milletin a'...sına koyacak » olan müteahhittin barajını durdurdu*, (en ligne) www.sozcu.com.tr [25/05/2015]

Yeniçağ, *Terör Ögürtü PKK'ya tek kelime yok !*, (en ligne) www.yenicaggazetesi.com.tr [25/05/2015]

Zaman, *Hasankeyf'liler yeni evlerini pahalı buldu*, (en ligne) www.zaman.com.tr, [27/05/2015]

Zaman, *PKK'nın tehdit ettiği işçi evinde öldürüldü*, (en ligne) www.zaman.com.tr [25/05/2015]

Zaman, *PKK'nın yolu kesilir diye Ilisu Barajı'ni istemiyor*, (en ligne) www.zaman.com.tr [25/05/2015]

Données statistiques

Institut des statistiques turques, (en ligne) www.tuik.gov.tr/, [01/05/2015]

International Energy Agency, Turkey, (en ligne) www.iea.org, [20/06/2015]

Autre

Gülçin Erdi Lelandais, *Réseaux sociaux et transnationaux comme outils d'une mobilisation locale. La campagne contre la construction d'un barrage à Hasankeyf*, Powerpoint tiré d'un séminaire, 2013

